

LES
CONDITIONS DE LA MISE EN VALEUR
DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 12 mars 1958

PAR

Alain LACROIX

Lauréat de la Faculté

Président	M. FROMONT
Assesseurs	M. LEDUC
	M. A. PHILIP



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LES CONDITIONS DE LA MISE EN VALEUR DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 12 mars 1958

PAR

Alain LACROIX

Lauréat de la Faculté

Président	M. FROMONT
Assesseurs	{ M. LEDUC
	{ M. A. PHILIP



PARIS
IMPRIMERIE R. FOULON
29, RUE DEPARCIEUX, 29
1959

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses.
Ces opinions doivent être considérées comme
propres à leurs auteurs.

INTRODUCTION

*« Il suffit souvent de savoir les projets
qu'on fait justes et possibles pour s'y
embarquer avec raison. »*

Cardinal de RICHELIEU
(*Testament politique*, IV)

« Les Français regardaient l'Empire avec un mélange bizarre d'indifférence, de méfiance et de fierté, persuadés que le sol de leur pays suffit à tout ; les Français n'ont jamais cru que leurs territoires d'Outre-Mer leur fussent indispensables. Ils n'espéraient de leurs possessions que des débouchés pour quelques-unes de leurs industries et surtout des satisfactions d'orgueil. La majorité se réjouissait que l'Empire soit flatteur et déplorait qu'il soit coûteux ... D'autre part elle sentait que les investissements français dans la métropole restaient insuffisants, et l'exemple de l'Allemagne donnait à penser qu'un vaste domaine colonial n'est sans doute nécessaire ni pour former de bons officiers ni pour monter de grandes industries. Plus récemment, cette France « voulait être aimée, et elle voulait être crainte ; elle voulait garder ce qu'elle considérait comme un héritage et son bien : quoiqu'elle fût persuadée qu'elle ne le garderait pas, elle trouvait injuste de le perdre et n'était pas sûre qu'il fût juste de le conserver ... Dans ce chaos d'idées confuses, qui aurait pu tenir une position bien ferme ? »

Ces lignes saisissantes ont été écrites récemment par Emmanuel BERL¹ et montrent quels sentiments divers et parfois contradictoires les Français entretenaient et entretiennent encore à l'égard de leurs territoires d'Outre-Mer. Ce qui nous semble dominer, c'est le point de vue sentimental ; et ce peuple qui se crût le plus intelligent de la terre et qui le fut peut-être, se refuse maintenant à raisonner froide-

1. Emmanuel BERL : « La France irréaliste » (Grasset, 1957).

ment ou oppose des idées du xix^e siècle et des colères d'enfant rageur à une évolution mondiale dont les facteurs principaux lui échappent.

Les deux grandes puissances dont la rivalité domine le monde d'après-guerre sont l'une et l'autre, par principe, par calcul et par intérêt, hostile au colonialisme, ce qui est peut-être facile lorsqu'on possède soi-même de véritables continents. Mais le fait est là. A cette hostilité, se sont ajoutés deux autres facteurs : le déclin général de l'Europe et la montée des nationalismes dans les pays sous-développés. La politique bien sûr s'en est mêlée : la gauche étant plutôt sujette au complexe d'infériorité et la droite au « complexe du tiroir-caisse » ; ce que Pierre MOUSSA² appelle complexe de culpabilité et complexe hollandais ; et ce qui dans les deux cas conduit à un même résultat : l'abandon. Cette attitude est celle d'un pays qui renonce à son destin ; nous ne saurions y souscrire pas plus qu'à celle qui consiste à ne retrouver de l'énergie que pour lutter en vue du maintien d'un statu quo dépassé.

« On peut vivre dans la misère, on peut essayer d'en sortir. Les problèmes sont alors différents. L'homme de bien qui donne régulièrement une aumône au mendiant du coin de la rue et qui, au besoin, augmente son don à l'occasion du 14 Juillet et du jour de l'An, aide le mendiant à vivre, il ne transforme pas sa condition. S'il veut vraiment le sortir de son état, il lui faut à la fois lui donner des bases de départ matérielles suffisantes et la volonté de vivre, avec toutes les difficultés que cela comporte, d'une vie toute différente de celle de vagabondage et de rêverie dans la misère qui est celle parfaitement normale, pour lui au moins, du mendiant professionnel. ³ »

Un tel effort exige une volonté clairement exprimée et des moyens. Nous n'avons actuellement en France réellement ni l'une ni les autres ; mais nous possédons deux atouts : l'intérêt croissant et nouveau de l'opinion française pour les questions d'Outre-Mer d'une part, et d'autre part, le sentiment d'une solidarité de plus en plus nette entre les six nations continentales européennes qui permet de ne plus considérer comme un rêve les perspectives d'Eurafrique. De là peuvent venir volonté et moyens.

Avant d'étudier d'une façon précise « les conditions de la mise en valeur de l'A.O.F. », nous voudrions faire encore quelques remarques préalables. Nous devons constater que, par suite de la désagrè-

2. « Les chances économiques de la Communauté franco-africaine », par Pierre MOUSSA. (*Cahiers de la Fondation Nationale des Sciences Politiques*, Armand Colin, 1957.)

3. « Les problèmes du sous-développement et l'assistance technique » par l'ancien ministre Robert BURON. (*Les Cahiers de la République*, mai-juin 1957.)

gation depuis dix ans de ce qui fut l'Empire français et de ce qu'on appelle depuis 1946 l'Union française, l'Afrique noire se trouve maintenant au cœur du problème d'outre-mer. L'accélération étonnante de l'histoire qui caractérise cette seconde moitié du ^{xx}^e siècle sur les plans politiques, sociaux et techniques se manifeste en A.O.F. comme ailleurs et y fait apparaître l'inadaptation des textes de 1946 aux réalités de 1957. Ces textes ont-ils d'ailleurs jamais été adaptés au réel ? Faut-il pour avoir une action efficace partir des faits, de ce qui est, comme le pensent les Anglais, ou de ce que l'on souhaite en l'exprimant dans un texte solennel, comme le pensent les Français ? Et n'est-il pas grave pour un peuple et ses chefs de nier l'enseignement des faits et de croire que l'on a agi quand on a seulement parlé ou écrit ?

En tous cas, une des conditions préalables à la mise en valeur de l'A.O.F. est certainement la fin de ce que Georges BALANDIER⁴ appelle la « situation coloniale ». La plupart des historiens ont insisté sur le fait que la pacification, l'équipement, la mise en valeur des pays colonisés se sont réalisés « constamment par rapport aux nations occidentales et non en vue des intérêts locaux »⁵. Puis BALANDIER, citant R. KENNEDY et son étude intitulée « La crise coloniale et l'avenir », montre comment chaque caractéristique du colonialisme, « colour line », dépendance politique, dépendance économique, réalisations sociales insuffisantes, manque de contact entre les indigènes et la caste dominante, s'appuie sur une « série de rationalisations ». À savoir, ajoute BALANDIER, et d'une manière toute parallèle : la supériorité de la race blanche, l'incapacité des indigènes à se diriger correctement, le despotisme des chefs traditionnels et la tentation qu'auraient les actuels leaders politiques à se constituer en « clique dictatoriale », l'incapacité des indigènes à mettre en valeur les ressources naturelles de leurs territoires ; les médiocres ressources financières des pays coloniaux ; la nécessité de maintenir le prestige, etc.

Il y a dans toutes ces remarques beaucoup de vérité. Mais il y a aussi un fait général dans le monde depuis dix ans : c'est cette montée des nationalismes dans les pays sous-développés et c'est le déclin rapide du colonialisme, au moins sous la forme que lui avait donnée l'Europe du ^{xix}^e siècle et du début du ^{xx}^e siècle. On peut le déplorer ou s'en réjouir : en tous cas, le colonialisme, qui a eu sa fonction historique et sa grandeur et qui n'a pas mérité toutes les critiques qu'on lui adresse en particulier depuis plus de dix ans, est voué à disparaître. Nier cette évolution et refuser de s'y adapter serait un

4. Georges BALANDIER : « Sociologie actuelle de l'Afrique noire » (P.U.F., 1955).

5. L. JOUBERT : « Le fait colonial et ses prolongements » (*Le Monde non chrétien*, 1950).

signe de sclérose et un signe d'abandon, car si vous ne marchez pas avec le monde, le monde marche sans vous.

C'est pourquoi une évolution est nécessaire en A.O.F. ; mais elle se révèle aussi particulièrement ardue. D'abord parce que l'A.O.F. est un pays difficile pour des raisons naturelles ou humaines : en effet l'homme, qu'il s'agisse de l'Africain ou de l'Européen, a souvent aggravé par son action, sa résignation ou son ambition, son ignorance toujours, les obstacles qu'opposait à la mise en valeur une nature ingrate.

Notre première partie sera consacrée à l'étude de ces insuffisances, de ces difficultés dans les différents domaines où elles se sont manifestées. Cette première partie qui pourra paraître pessimiste, car elle détruira certaines illusions communément répandues au moins dans le grand public, doit nous conduire pourtant à une seconde partie où s'affirmeront de magnifiques espérances, si nous savons réaliser une œuvre de promotion dont la difficulté principale réside peut-être en ce qu'actuellement elle doit s'accomplir dans tous les domaines à la fois. Logiquement le développement économique devrait intervenir en premier, afin de procurer des ressources qui permettraient ensuite la promotion sociale des populations. Enfin une promotion politique progressive devrait apparaître comme un couronnement. Mais dans cette seconde moitié du ^{xx}e siècle, l'évolution des esprits est telle, singulièrement dans le domaine politique après la loi-cadre et le congrès de Bamako, que cette triple évolution doit être réalisée simultanément.

Cette seconde partie manifesterà donc un optimisme modéré ; cet optimisme se fonde sur des perspectives récentes. Nous verrons que l'amélioration de l'agriculture en A.O.F. doit porter principalement pour être efficace sur le producteur africain, les grandes entreprises très mécanisées ayant été le plus souvent un échec. C'est assez dire que les améliorations en agricultures ne peuvent être que lentes, tant il est vrai qu'« on ne commande à la nature tropicale qu'en lui obéissant » ⁶.

Mais si GOUROU a manifesté une clairvoyance remarquable en ce qui concerne les possibilités et les limites de l'agriculture, il ne croit guère à l'élévation du niveau de vie par l'industrialisation. Il a, il est vrai, une excuse, car il a composé son livre vers 1946 et à cette date les noms d'Akjoujt, de Fort-Gouraud, des îles de Loos ou de Conakry n'évoquaient pas les mêmes possibilités que maintenant ; d'autant qu'avec le barrage du Koukouré un complexe industriel doit naître en Guinée. C'est avec cette notion nouvelle pour l'A.O.F. que nous voyons le mieux les liens existant entre les problèmes écono-

6. Pierre GOUROU : « Les pays tropicaux » (P.U.F., 1953, 3^e éd.).

miques, sociaux et politiques ; ce complexe industriel doit entraîner notamment une accélération de l'exode brousse-ville, un gonflement brusque et considérable du nombre des salariés, un accroissement sensible des besoins dans le domaine de l'habitat et de la consommation. Et s'il faut en croire le Gouverneur Roland PRÉ, président de la commission de modernisation du deuxième plan quadriennal :

« Le développement d'une certaine industrialisation a pris la valeur d'un facteur politique. »

Nous pensons d'ailleurs que ces perspectives industrielles sont d'autant plus heureuses que, si les capitaux français et étrangers sont suffisants, elles doivent permettre de rompre l'équilibre de sous-développement où se trouve l'A.O.F. Il n'y aura de progrès véritable que par une progression simultanée de l'agriculture et de l'industrie : c'est donc un type d'économie complexe qu'il faut concevoir. Ce point de vue n'est pas celui de tous les économistes ; nous pensons cependant qu'il est le meilleur. C'est aussi l'opinion que Maurice LENGELLE développe dans un chapitre sur l'économie alimentaire des pays sous-développés ⁷ :

« Ce sont les pays industriels qui bénéficient de l'agriculture la plus productive. C'est que l'agriculteur y possède, sur ces concurrents, l'avantage de disposer, en plus de plantes et d'animaux perfectionnés, de tous les avantages techniques que lui ont assurés les étapes successives du progrès ⁸. L'agriculture moderne offre l'un des plus importants débouchés de l'industrie. Toute une partie de l'infrastructure industrielle des pays riches lui est due : machines agricoles, extraction ou fabrication d'engrais avec les usines d'amont et d'aval correspondantes : sidérurgie, raffineries de pétrole, centres de réparation du matériel. Il est douteux que le maintien à la terre, préconisé par la plupart des spécialistes actuels des économies sous-développées, soit susceptible d'applications plus fécondes qu'il n'aurait pu en avoir dans les pays occidentaux... »

« En réalité, le handicap considérable que doit surmonter l'agriculture des pays sous-développés, provient de ce que les biens industriels sont trop coûteux. Elle est contrainte d'utiliser un travail incorporé, des frais de transports trop élevés. S'ils veulent parvenir un jour à couvrir les besoins optimum de leurs populations, les pays sous-développés seront sans doute contraints de suivre l'exemple des pays occidentaux, de posséder leurs propres chaînes de montage d'instruments agricoles, leurs propres sources d'engrais et de carburants. »

7. « Le tiers monde », ouvrage réalisé sous la direction de Georges BALANDIER, Institut National d'Etudes Démographiques (P.U.F., 1956).

8. Il faudrait aussi tenir compte de l'inégale fertilité des terres et du climat.

Mais la promotion économique et politique ne serait que peu de chose et serait même très dangereuse si elle n'était liée à la promotion, qui la conditionne d'ailleurs, physique, intellectuelle et morale des individus, car

« rien de sérieux n'aura été réalisé si l'attention du monde moderne se concentre uniquement sur les moyens de vivre : c'est aussi et plus encore d'un art de vivre que nous avons besoin » ⁹.

9. Pierre GOUROU : « Les pays tropicaux » (P.U.F., 1953).

PREMIERE PARTIE

LES INSUFFISANCES AOFIENNES

Chapitre I : Insuffisance du peuplement et immensité.

Chapitre II : L'insuffisance agricole de l'A.O.F.

Chapitre III : L'insuffisance industrielle aofienne.

Chapitre IV : Insuffisance des moyens de communication.

Chapitre V : Fragilité de l'économie aofienne.

Chapitre VI : L'A.O.F. peut-elle disposer de ressources financières suffisantes ?

DEUXIEME PARTIE

LA PROMOTION AFRICAINE

TITRE I. — LA PROMOTION PHYSIQUE DES POPULATIONS.

Chapitre I : L'amélioration de l'état sanitaire.

Chapitre II : L'amélioration de la nutrition.

Chapitre III : L'amélioration de l'habitat.

TITRE II. — LA PROMOTION INTELLECTUELLE DES AFRICAINS.

Chapitre I : L'éducation de la masse.

Chapitre II : La formation des cadres africains.

TITRE III. — LA PROMOTION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE.

Chapitre I : Le rôle croissant de l'aviation en A.O.F.

Chapitre II : La promotion du producteur agricole africain.

Chapitre III : Le développement des grandes entreprises minières et industrielles.

Chapitre IV : L'évolution de la structure de la société.

TITRE IV. — LA PROMOTION POLITIQUE.

Chapitre I : La promotion politique dans le cadre de la République française.

Chapitre II : Les influences politiques extérieures.

Première partie

Les
insuffisances aofiennes

INSUFFISANCE DU PEUPLEMENT ET IMMENSITÉ

Si les distances entre l'Afrique occidentale française et la métropole sont importantes, Dakar étant par avion à environ 4.500 km de Paris, les distances internes en A.O.F. ne sont pas moins considérables : près de 2.500 km du Sud au Nord et plus de 3.000 km de l'Ouest à l'Est, ce qui révèlent des dimensions européennes. C'est que l'A.O.F. couvre 4.634.000 km², ou près de 4.750.000 km², y compris les régions désertiques, soit plus de neuf fois la superficie de la France. Le relief permet de distinguer quatre grandes zones :

- Au Nord : le fait sud-saharien, plateaux et plaines désertiques.
- Au Centre : le couloir soudano-saharien dans lequel l'affaissement du vieux socle a creusé les cuvettes du Sénégal et du Niger.
- Au Sud : la série de hauts plateaux et de régions montagneuses du Fouta Djallon, de la Dorsade guinéenne et de l'Atakora.
- Enfin, près de la mer, les plaines côtières et lagunaires.

On peut aller à vol d'oiseau de Dakar jusqu'au delà de Bilma sans rencontrer de frontières : la distance de Paris à l'Oural.

Or cette immensité compte seulement 18.747.000 habitants d'après la Direction des Services de la Statistique générale de l'A.O.F., dont 80.000 Européens environ, alors qu'elle ne renfermait que 11 millions d'habitants avec le Togo avant 1939, dont 9.000 Européens. La densité du peuplement au kilomètre carré pour l'ensemble est de 4. Toute l'A.O.F., pourtant cinq fois plus vaste que le Nigéria, a plus de 14 millions d'habitants de moins ; seuls les territoires du Dahomey (14), de Haute-Volta (12,1), du Sénégal (11,3) et de Guinée (10,2) ont une densité supérieure à 10 habitants au km², mais le Soudan n'a que 3 habitants au km², le Niger 2 et la Mauritanie 0,6. En A.O.F., l'homme est rare. C'est ce qu'on appelle l'oligantrophie.

Lorsque l'on s'interroge sur les raisons de cette insuffisance quantitative du peuplement, on constate qu'elles sont d'abord physiques : végétation trop exubérante, forêt difficilement pénétrable ou bien au

contraire manque d'eau dans certaines régions, enfin insalubrité fréquente dans le cas de climat chaud et humide favorisant notamment la malaria et la mouche tsé-tsé. CHARDONNET a fait remarquer que cette insalubrité est d'autant plus gênante que la plupart du temps elle est le fait des régions où stagnent des marais, qui sont précisément celles ayant le sol le plus fertile parce qu'elles comportent des alluvions transportées dans les fonds et qui sont accumulées : si bien que par une sorte de paradoxe, ce sont précisément parfois les terres les plus fertiles qui peuvent le moins être cultivées.

Mais en dehors de ces raisons purement physiques et très variées, il faut tenir compte de raisons d'ordre historique. Nous ne devons pas oublier les ponctions opérées par les marchands d'esclaves qui effectuaient des razzias à travers le Sahara jusqu'en A.O.F. et emmenaient les hommes pour les vendre ensuite sur le marché du Proche-Orient et du Moyen-Orient ; il a fallu attendre 1900 pour que, avec la chute du Sultan RABAH, le trafic des esclaves cessât complètement. Enfin nous devons évoquer les guerres intestines que se livraient sans cesse les rois locaux et qui ont provoqué des hécatombes d'hommes.

Plus récemment, il semble bien que certaines surenchères démagogiques aient joué de la part des planteurs des territoires britanniques et du gouvernement britannique qui, par l'appât de plus hauts salaires et la promesse d'une vie politique, ont attiré les indigènes des territoires français voisins : comment en effet expliquer autrement les différences considérables de densité entre l'ancien Gold Coast 20 au km², la Sierra-Léone 26 et la Côte d'Ivoire 7,7.

Toutefois le maintien de la paix française, une légère élévation du niveau de vie, le développement continu de l'équipement sanitaire semblent avoir favorisé une très forte natalité venant compenser une mortalité élevée aussi. Bien que l'on ait fait un gros effort pour le développement de l'état civil en A.O.F., il est encore impossible d'y établir des statistiques précises sur les taux de natalité et de mortalité. Toutefois, nous possédons deux sources de renseignements : les chiffres d'abord des accouchements et des décès contrôlés annuellement par les services de santé en 1950 et ensuite les chiffres fournis pour 1951 par la ville de Dakar. Dans le premier cas, 88.177 accouchements et 26.725 décès conduisent à un taux de natalité de 5,5 pour 1.000 habitants et à un taux de mortalité de 1,66 pour 1.000 habitants : le rapport naissance-décès paraît suggérer un gros excédent de naissances sur les décès.

En ce qui concerne la ville de Dakar, pour une population africaine de 250.000 âmes, on a enregistré 3.338 décès, 8.873 naissances vivantes, 1.010 décès de nourrissons de 0 à 1 an, ce qui représente un taux de mortalité de 13,3 pour 1.000, un taux de natalité de 35,4 et

un taux de mortalité infantile de 113 pour 1.000 naissances vivantes. L'accroissement naturel serait ainsi de 22,1 pour 1.000 habitants¹.

D'ailleurs un nouveau facteur doit jouer depuis 1956 en faveur de l'expansion démographique : c'est le développement du système des allocations familiales. Les territoires de l'Afrique Occidentale française possédaient déjà différents systèmes de prestations familiales, mais qui étaient réservés soit aux fonctionnaires (loi Lamine-Gueye), soit aux salariés de certaines entreprises privées. Ces allocations étaient le plus souvent considérées comme un simple sursalaire et Sœur MARIE-ANDRÉ DU SACRÉ CŒUR dans son ouvrage intitulé « *La condition humaine en Afrique Noire* » nous rapporte certains excès du système : c'est ainsi qu'un infirmier dahoméen était nanti de huit épouses et vingt-cinq enfants, c'est ainsi qu'un fonctionnaire ayant déjà deux épouses et trois enfants n'avait pas hésité, une fois nommé chef de canton, à prendre sept nouvelles femmes, qui lui procurèrent sept enfants supplémentaires l'année suivante. Le nouveau régime qui fonctionne depuis le 1^{er} janvier 1956, ne fait pas non plus de distinction entre les monogames et les polygames, mais il a pris soin de renforcer la tutelle des pouvoirs publics sur les caisses. Nous reviendrons sur ces questions dans la seconde partie. Indiquons seulement maintenant que le régime actuel est plus étendu que l'ancien, puisqu'il intéresse tous les salariés du commerce et de l'industrie des huit territoires de la Fédération d'A.O.F.

Pour toutes ces raisons, il semble donc qu'on peut espérer voir la situation démographique de l'A.O.F. s'améliorer dans l'avenir. Mais pour le présent et l'avenir proche, cette insuffisance démographique subsiste et elle a deux conséquences importantes :

D'une part, certains types de production qui exigent une grosse main-d'œuvre ne peuvent pas y être développés ; et bien qu'on ait implanté dans la région de la Maaira une vingtaine de milliers de personnes, c'est l'insuffisance de la main-d'œuvre qui est l'une des raisons de l'échec de l'Office du Niger, car il faut pour le coton et surtout pour le riz une masse de main-d'œuvre considérable.

D'autre part, étant donné cette insuffisance du peuplement, on ne peut envisager le développement d'activités de type moderne, d'industries, qu'avec le dernier cri de la technique, de manière à économiser au maximum la main-d'œuvre pour pouvoir tout faire uniquement avec quelques contrôles détenus par un personnel technicien venu d'Europe et par quelques indigènes assez évolués.

1. Les enfants (moins de quinze ans) représentent 40 % de la population de l'A.O.F. contre 5 % pour les vieillards (soixante ans et plus). La population active atteint 55 % de l'ensemble, femmes y compris.

Inversement, cette condition implique des investissements énormes. Autrement dit, on ne peut concevoir le développement dans ces territoires sous-développés, étant donné l'insuffisance quantitative de peuplement, que par un passage brutal de l'absence d'industrie à la grande industrie de haute technicité.

Or cette insuffisance quantitative se double d'une insuffisance qualitative : l'indigène d'une façon générale travaille peu, uniquement pour satisfaire des besoins assez frustes.

Il est certain qu'avec l'institution du travail libre depuis la suppression du « travail forcé », c'est-à-dire des réquisitions de main-d'œuvre, par la loi du 11 avril 1946, il faut des avantages considérables pour décider les noirs à travailler, au moins à travailler régulièrement. Sans doute, avec le développement des besoins, avec la modification progressive des conditions économiques et sociales, peut-on s'attendre à voir la situation s'améliorer peu à peu et le noir comprendre mieux la nécessité d'un travail régulier. En tous cas les bouleversements que certains avaient prédits à la suite de l'abolition du travail forcé ne se sont pas produits ; et pourtant cette loi du 11 avril 1946 modifiait profondément l'état de choses existant et était le début d'une évolution profonde de la législation du travail. Désormais en effet, sauf cas de force majeure, aucun travail ne pouvait plus être imposé ni par l'Administration, ni par les chefs coutumiers, ni par les particuliers ; en 1953, une enquête de l'O.N.U. a conclu au caractère effectif de ces mesures. Mais de plus la loi du 15 décembre 1952 a promulgué un Code de travail presque calqué sur le Code du Travail métropolitain. Evolution particulièrement rapide donc, qui a permis de dire qu'en six ans on est passé en Afrique noire du travail forcé à la loi de quarante heures. Toutefois la mentalité du travailleur noir n'a pas, semble-t-il, évolué aussi vite que la législation, si bien que le noir ne comprend encore que difficilement le régime du salariat.

Ainsi, on a constaté à Akjoujt que beaucoup de mineurs, après être restés quelques semaines à la mine, la quittent subitement. On peut penser que si les salaires étaient plus élevés, les ouvriers resteraient davantage : à Akjoujt, le salaire horaire était, en 1955-56, de 40 francs C.F.A. ou de 80 francs métropolitains pour les mineurs et de 25 francs C.F.A. pour les manœuvres de surface. Mais on peut aussi estimer, ce qui est sans doute exact, qu'il y a là le signe d'une certaine indifférence de l'indigène à l'égard du gain salarial.

A ce sujet Richard MOLARD insiste sur l'importance des différentes hiérarchies des sociétés noires. Les noirs les plus primitifs, nous dit-il (Dogons, paléonigritiques sud-soudaniens, sylvestres, etc.) n'ont pas de préjugé hostile au travail. Les chefs quand il en existe, travaillent comme les vilains. Mais dans certaines sociétés un peu plus élaborées,

tout l'artisanat est abandonné à des parias, des sociétés corporatives qui ont leur contrat propre avec des divinités particulières, tels que les forgerons ; du moins consent-on à l'agriculture (Ouolofs, Mandings etc.). Plus haut enfin, notamment chez les aritoscraties négropeules islamisées, l'agriculture elle-même est négligée. Le cas des Peuls lui-même est encore spécial, (ils seraient le résultat d'un « melting pot » d'Ethiopiens, de Noirs et d'Arabes). Avec leur manie pastorale, ils sont aux antipodes du maquignon européen ou de l'engraisseur du corn belt. Ainsi la majeure partie du cheptel de l'A.O.F. ne peut guère être tenue pour une richesse d'ordre économique.

La plupart des noirs sont englobés dans quelque communauté à laquelle ils appartiennent plus qu'ils ne s'appartiennent à eux-mêmes. Les pratiques communautaires s'étendent à la propriété du sol². Certes le fait de bâtir, d'édifier un enclos peut conférer la qualité de propriétaire du terrain au responsable de ces modifications. Mais généralement, le sol, collectif, n'offre que ses fruits à ceux qui le travaillent dans le cadre de la tribu, du village ou de la famille étendue. Aussi les hommes privés de cet aiguillon qu'est le gain individuel et le goût de la propriété privée sont bien souvent peu entreprenants et peu portés à un effort qui ne leur profitera peut-être pas. Au Dahomey, on a procédé à l'implantation d'huileries de palme en dépensant de fortes sommes pour améliorer les palmeraies et la productivité de toute la région : distribution d'engrais, de plants sélectionnés, créations de pistes, etc. Pourtant, au bout de quelques années, on a dû constater que l'amélioration obtenue était très faible par rapport à celle escomptée. Il a fallu quatre ans de pertes pour saisir les causes de cet échec et s'apercevoir qu'elles résidaient dans les particularités du régime foncier africain, celui qui exploite l'arbre n'en étant pas le plus souvent le propriétaire. Comme il faut quatre ou cinq ans pour obtenir une amélioration, l'exploitant se désintéressait complètement de la question.

Nous devons ajouter que dans ces régions traditionnellement insalubres, le mauvais état de santé des populations est une cause importante du rendement médiocre du travail et par conséquent un des obstacles majeur pour la mise en valeur. La plus connue des maladies tropicales est le paludisme (du latin *palus* : marais) qui exige chaleur et humidité ; transmise par les moustiques, cette affection est particulièrement débilitante. Aussi célèbre est la maladie du sommeil ou trypanosomiose due à la mouche tsé-tsé, et qui est redoutable aussi pour le bétail. Mais on rencontre encore la fièvre jaune, bien moins fréquente aujourd'hui il est vrai, l'encocercose forme récente de la fila-

2. Cette appropriation collective est limitée le plus souvent à l'exercice de droits d'usage, transmissibles, mais ne permettant pas l'aliénation.

riose et qui rend aveugle, la lèpre toujours redoutable, pour ne citer que les principales maladies. Un médecin de la marine, cité par Noël BERNARD, écrivait en 1878, en parlant du Sénégal :

« On peut dire, après une expérience de quatre cents ans, qu'il est fort probable que le Blanc ne pourra jamais vivre au Sénégal. Dans de pareilles conditions, tout effort de colonisation, de développement industriel a bien des chances d'être frappé de stérilité dès le début. Il faut se borner à y aller chercher, en y passant le moins de temps possible, les objets dont notre civilisation a besoin, mais ne nourrir aucun espoir de transformer le pays soit par nos mains soit par les enfants que nous y aurons fait naître. »

Au début de la seconde moitié du ^{xx}e siècle, nous devons constater que l'on travaille en Afrique noire et que l'on y vit : mais on y travaille avec peine et on y vit peu, car en Afrique noire on estime que 20 % des enfants meurent avant un an et qu'un individu a une chance sur deux de vivre après trente ans, alors qu'en France il a la même chance de vivre au delà de soixante-dix ans.

Aussi assez nonchalant, doué pour la parole, le rythme, la couleur, la forme et les exercices abstraits, le noir montre-t-il peu de dynamisme et peu de dispositions pour les travaux manuels et techniques³. Les « évolués » ne donnent pratiquement pas de mécaniciens, d'ingénieurs, de constructeurs, l'instruction est d'ailleurs encore assez peu répandue.

C'est pourquoi, laissant la terre aux paysans noirs, les Européens sont citadins et surtout commerçants. En A.O.F., l'Européen est partout où l'indigène n'a pu jusqu'à présent ni créer, ni entretenir, ni diriger par lui-même. Il s'est fait le moniteur, accessoirement le maître et presque toujours le fondé de pouvoir du paysan noir dans son accession au progrès et dans ses rapports avec le monde extérieur. Aussi ne sommes-nous pas encore tellement éloignés de la colonisation première de type des comptoirs qui s'était installée là où le navire venait chercher le fret et l'indigène la pacotille. Le train et l'automobile ont reculé, dans l'intérieur des terres, ces endroits d'échanges, mais leur caractère original n'a pas varié ; à l'heure actuelle, nos centres du Soudan et du Niger ne sont pas beaucoup plus que des ports en terre ferme dont les Européens sont les animateurs et les courtiers : c'est ce qui explique en partie leur faible nombre.

3. En ce qui concerne les ouvriers et employés, l'A.O.F. en compte 11 900 dans l'industrie extractive, 29.000 dans l'industrie manufacturière, 43.200 dans la construction et les travaux publics et 2.630 pour l'eau, le gaz et l'électricité. Le pourcentage d'ouvriers et d'employés affectés à des tâches industrielles par rapport à la population totale est de 0,46, soit le pourcentage le plus bas de tous les pays d'Outre-Mer, à l'exception du Togo et des Nouvelles-Hébrides.

A l'exception des Syriens et des Libanais, exclusivement commerçants, qui s'installent souvent pour leur vie durant en A.O.F. et même y font souche (on compte actuellement une génération adulte d'Africains blancs nés dans le pays), les Européens viennent généralement y faire une carrière, administrative, militaire ou commerciale, avec pour but final le retour en France. C'est pourquoi l'assiette rurale d'une future catégorie d'Africains blancs fait défaut en A.O.F. Il y a là une source de déséquilibre, une source peut-être un jour de conflit entre ce que notre droit appelle le domaine éminent et le domaine utile.

Contrairement à ce que l'on dit parfois, le Noir n'est pas paresseux. Mais il manque d'ambition, il cherche toujours à être en égalité rigoureuse avec le prochain, dans le rang commun. *Le navlé*, l'égal, voilà son grand mot. On se déshonore quand on n'agit pas comme le navlé. Votre cousin donne-t-il de l'argent à un baptême ? Il faut aussitôt donner une somme équivalente.

Le Noir est un religieux, mais il n'a pas de grands buts. La passion de découvrir, de forcer, de modifier la nature, la passion cartésienne et industrielle de l'Occident blanc lui est étrangère. Il suit par contrainte ou entraînement, par goût du collectif, mais le cœur n'y est pas. Voyez les femmes au début de la matinée : ne croyez pas qu'elles ont un plan de journée ! Elles savent que des tâches les attendent et elles les prennent au fur et à mesure de la rencontre. Ainsi vit l'Afrique.

Voici un exemple qui montre les sortes de difficultés que les Européens ont pu rencontrer en A.O.F. Dans un village l'administration voulait creuser *un puits*. Consulté, le féticheur déclare qu'on doit interroger l'esprit du lieu par le sacrifice d'un poulet : au fond de lui-même, traditionnaliste, il est contre. Aussi bien l'esprit refuse. On passe outre. Le premier qui commence le travail meurt, piqué la nuit par un serpent. Le deuxième meurt, sans doute empoisonné. Il fallut négocier avec le féticheur, élever la voix : le poulet sacré finit par dire oui.

Voici enfin deux autres anecdotes qui donnent une idée du caractère statique et profondément particulier de l'Afrique noire. Sur la route de Dakar à Saint-Louis, tous les trois ou quatre kilomètres une maisonnette a été construite par les Ponts et Chaussées pour les cantonniers noirs au travail ; régulièrement ils ont dressé dans la cour des paillottes et reconstitué le carré familial autour du cadeau inemployé de l'homme blanc.

Deuxième exemple : un Noir est assis en plein milieu de la route, les jambes raides devant lui. Le chauffeur klaxonne de loin sans ralentir : l'autre regarde, ne bouge pas un orteil. Il faut le contourner d'un brusque coup de volant.

Deux images d'un univers qui ne cède pas et que l'Européen doit faire effort pour comprendre.

* *

Ainsi, cette population de l'A.O.F. insuffisante au point de vue quantitatif, présente aussi des insuffisances qualitatives graves. De caractère souvent primitif, cette population n'est en effet habituée ni au travail régulier ni au travail précis, à caractère presque scientifique de l'agriculture moderne, ni à plus forte raison au travail qui peut être hautement qualifié de l'industrie. En second lieu, le climat semble déterminer une certaine indolence du corps et de l'esprit qui se manifeste par une résistance physique de la main-d'œuvre insuffisante pour des travaux exigeant beaucoup de force physique. Il reste la machine qui donne sa chance à l'Afrique. Mais un effort d'éducation préalable sera toujours nécessaire avant d'utiliser cette main-d'œuvre pour des tâches de quelque technicité. C'est ainsi que lorsque l'on a fait les travaux d'agrandissement du port de Conakry, nécessités par les débuts de l'exploitation minière du fer de la presqu'île de Kaloum en rapport avec les grands projets d'établissement industriel à Conakry même, on a pensé qu'il était plus simple de transporter la terre à déblayer ou à remblayer avec des brouettes plutôt que par pelletées. On a donc commandé des brouettes ; lorsqu'elles sont arrivées aux manœuvres qui charriaient la terre à coup de pelles jusqu'alors, ils ont effectivement mis de la terre dans les brouettes, mais ensuite ils ont porté la brouette à bout de bras. Il a fallu un mois à l'entreprise qui était chargée de la construction pour le port de Conakry pour apprendre à ces indigènes à rouler la brouette. Et pourtant les Eburnéo-guinéens, indigènes locaux, sont considérés comme particulièrement éveillés par rapport à ceux du reste de l'A.O.F. Nous ne devons évidemment pas conclure à partir d'un seul exemple, si célèbre soit-il, à l'incapacité complète du noir. Une élite noire brillante est d'ailleurs là pour nous rappeler que l'intelligence et les dons de l'esprit et du caractère n'ont rien à voir avec la couleur de la peau. Nous voulons simplement indiquer un fait : l'A.O.F., pays peu peuplé, a une population encore rurale à près de 95 %, et il est évidemment très difficile de passer rapidement d'un moyen âge économique et social aux conditions de vie et de production de la seconde moitié du xx^e siècle.

TABLEAU I

POPULATION DE L'A.O.F. ET DENSITE TERRITORIALE
ET POPULATION DES GRANDS CENTRES PAR TERRITOIRE

(Source : Direction des Services de la Statistique Générale de l'A.O.F.)

CATEGORIES	UNITE	SENEGAL	SOUDAN	MAURITANIE	GUINEE	COTE D'IVOIRE	HAUTE VOLTA	DAHOMY	NIGER	TOTAL
Superficie	1.000 Km ²	197	1.204	1.086	246	322	274	116	1.189	4.634
Population africaine	1.000	2.181	3.636	614	2.498	2.471	3.322	1.612	2.333	18.667
" européenne	1.000	41	7	1	9	14	3	3	2	80
Population totale	1.000	2.222	3.643	615	2.507	2.485	3.325	1.615	2.335	18.747
Densité	Unité	11,3	3,0	0,6	10,2	7,7	12,1	14,0	2,0	4,0
POPULATION DENEURANT :										
1° Dans des Communes mixtes										
Nombre de communes (1).....	Unité	21	5	3	7	9	2	5	-	52
Population	1.000	468	127	13	107	221	75	95	-	1.106
2° Dans des chefs-lieux										
Nombre d'agglomérations ...	Unité	5	12	8	13	9	11	5	9	72
Population	1.000	24	58	17	55	44	51	17	64	331
Ensemble 1° et 2° :										
Nombre d'agglomérations	Unité	26	17	11	20	18	13	10	9	124
Population	1.000	492	185	30	169	265	127	112	64	1.437
dont :										
Agglomérations de moins										
de 2.000 habitants	Unité	3	1	6	3	-	-	2	2	17
de 2.001 à 5.000 habitants.	"	10	6	3	5	8	7	3	3	45
de 5.001 à 7.500 "	"	3	4	1	6	3	2	1	1	21
de 7.501 à 10.000 "	"	2	1	1	-	2	2	-	3	11
plus de 10.000 habitants ..	"	8	5	-	6	5	2	4	-	30

(1) Commune de plein exercice et commune mixte.

TABLEAU II
EVOLUTION DE LA POPULATION
CENTRES DE TYPE COUTUMES LOCALES

TERRITOIRES	Naissances		Décès		Accroissement de la Population	
	1953	1954	1953	1954	1953	1954
SENEGAL	20.432	18.125	6.632	6.603	13.800	11.493
SOUDAN	28.163	30.191	10.975	15.150	17.188	15.041
MAURITANIE	2.079	1.334	1.160	551	919	783
GUINEE	47.145	38.314	22.557	17.336	24.588	20.978
COTE D'IVOIRE	40.036	49.022	9.855	10.688	30.181	38.334
HAUTE VOLTA	27.781	-	14.119	-	13.662	-
DAHOMY	34.951	36.832	14.855	13.920	20.096	22.912
NIGER	10.943	-	3.950	-	6.993	-
TOTAL	211.530		84.103		127.427	

TABLEAU III

EVOLUTION DE LA POPULATION

CENTRES DE TYPE EUROPÉEN

TERRITOIRES	Naissances		Décès		Accroissement de la Population	
	1953	1954	1953	1954	1953	1954
DAKAR	10.929	12.958	3.247	4.104	7.682	8.854
SAINT LOUIS	2.768	2.887	820	852	1.948	2.035
BAMAKO	208	207	30	34	178	173
CONAKRY	291	274	49	47	242	227
ABIDJAN	629	358	85	51	544	307
OUAGADOUGOU	40	36	8	6	32	30
PORTO-NOVO	140	69	26	6	114	63
TOTAL	15.005	16.789	4.265	5.100	10.740	11.689

TABLEAU IV

LE TABLEAU CI-DESSOUS RETRACE L'EVOLUTION
DE LA POPULATION NON AUTOCHTONE DE L'A.O.F. DEPUIS 1910

1910	1914	1916	1921	1926	1931	1936	1946	1951	1955
8.750	8.820	8.650	7.730	15.730	21.090	24.800	32.044	62.236	80.864

TABLEAU V

EVALUATION DE LA POPULATION PRESENTE
AU 31 MARS 1955 DANS CHAQUE TERRITOIRE

(Unité : Africains : 1.000 habitants — Européens : 1 habitant)

TERRITOIRES	POPULATION			
	Européenne	Africaine		Total
		Sexe masculin	Sexe Féminin	
SENEGAL	41.525	1.103	1.078	2.181
dont Délégation. de DAKAR	30.052	130	122	252
SOUDAN	7.282	1.842	1.794	3.636
MAURITANIE	1.081	315	299	614
HAUTE-VOLTA	2.969	1.644	1.678	3.322
DAHOMY	2.633	803	809	1.612
		Pop. urbaine	Pop. rurale	
GUINEE	8.852	167	2.331	2.498
COTE D'IVOIRE ..	14.086	263	2.208	2.471
NIGER	2.436	63,6	2.269	2.333
TOTAL A.O.F..	80.864			18.667

L'INSUFFISANCE AGRICOLE DE L'A.O.F.

*« Ce ne sont pas tous des paysans,
mot qui évoque à notre esprit la stabilité
de la demeure, l'amour des mêmes
lopins continûment exploités. Ce sont
presque tous des cultivateurs. »*

ROBEQUAIN

*Les richesses de la France d'Outre-Mer
(Chapitre 2)*

Lorsque nous étions enfants, nos manuels de géographie nous ont appris que l'A.O.F. était un pays essentiellement rural et nos jeunes imaginations paraient ces régions lointaines des prestiges d'une végétation luxuriante et d'une vie facile. La réalité est bien différente. Cette luxuriance même est le signe d'une sorte de fragilité, de rachitisme végétal et les plantes qui font vivre l'A.O.F., l'arachide, le cacao, le café, le manioc, le coton ne sont pas des plantes africaines, mais viennent d'Amérique ou d'Asie. Ce ne sont pas la richesse, la facilité et l'abondance qui caractérisent l'agriculture aofienne, mais au contraire la pauvreté, la difficulté et la précarité. L'A.O.F. est, et restera sans doute toujours plus ou moins au point de vue agricole, un pays pauvre et menacé. Cette insuffisance agricole ne tient pas seulement à la nature comme on pourrait le croire, elle tient aussi à l'homme et nous devrions dire plus justement aux hommes. C'est pourquoi ce chapitre se développera en trois parties : dans la première nous montrerons la nature ingrate, dans la seconde l'homme noir impuissant et résigné et dans la troisième l'homme blanc vaniteux et imprudent.

Les sols tropicaux sont pauvres en humus, c'est là la constatation essentielle : même en forêt, on estime que le sol ne contient pas plus de 1,8 % d'humus, tandis que les sols fertiles des régions tempérées dépasseraient 10 % facilement. Ce phénomène est aggravé constam-

ment par la déforestation et les feux de brousse qui préparent l'action stérilisante des agents atmosphériques qui conduisent à l'érosion et à la latéritisation.

Le premier facteur d'aggravation est la déforestation. Pourtant la forêt tropicale donne une impression de puissance, de vitalité. A mesure qu'on s'éloigne du désert et qu'on se dirige vers l'Equateur, on découvre la savane, la savane aux herbes, puis la savane arbustive, enfin on atteint la forêt à peu près vers le huitième degré nord en Côte d'Ivoire. Nous allons voir que cette forêt n'est pas remarquable par sa richesse, comme on pouvait le croire. Par contre, elle joue un rôle protecteur, et là où elle disparaît nous assistons à la rupture de cet équilibre de la nature africaine qu'elle permettait de maintenir.

La forêt primaire en A.O.F. ne recouvre en effet qu'une étendue relativement restreinte. Son domaine se limite en Basse Côte d'Ivoire et dans la partie Sud de la Haute Guinée à 13.000.000 d'hectares et l'on peut tout juste trouver 5.000.000 d'hectares de forêt encore intacte, ce qui est bien peu comparé aux quelques 450.000.000 d'hectares de l'A.O.F. Sans doute en 1954 la Côte d'Ivoire a exploité 264.000 m³ de bois, soit le triple de 1938 et le quintuple de 1933 ; 169.000 m³ ont été exportés en 95.000 m³ utilisés pour les besoins propres du territoire. Mais ces chiffres ne doivent pas faire illusion : pour un milliard de francs C.F.A. environ de bois exportés, l'A.O.F. importe, selon P. BELLOUARD, conservateur des Eaux et Forêts, la même valeur de bois et d'ouvrages en bois, et on avait calculé en 1938 que 1 km² de forêt tempérée ou boréale exportait 1,6 m³ de bois et 290 kg de pâte de bois, tandis que 1 km² de forêt intertropicale n'en exportait que 0,22 m³ à l'exclusion de la pâte de bois. La qualité des bois laisse en effet à désirer ; ainsi les bois légers et tendres ne sont guère exploités car ils sont très sensibles aux champignons et aux insectes s'ils ne sont pas protégés par des insecticides et des fongicides appropriés ; ainsi l'A.O.F. manque de séchoir pour présenter des bois suffisamment secs ; enfin l'hétérogénéité des bois, la rareté des essences de valeur commerciale (on estime qu'en Côte d'Ivoire on ne trouve pas plus d'un acajou pour 10 hectares), les difficultés d'accès et d'écoulement, les rigueurs du climat sont autant d'obstacles. Les frais d'exploitation sont encore accrus du fait que les entreprises ne peuvent le plus souvent travailler à 100 % que trois mois par an en décembre, janvier et février, qui correspondent à la belle saison ¹.

Cette forêt n'est donc pas pour l'A.O.F. une source de richesse importante. Elle n'en joue pas moins un rôle considérable dans la

1. En 1949, a été créé un « Centre Technique Forestier Tropical », dans le but de développer la production forestière d'Outre-Mer.

vie de ces régions, puisque c'est en brûlant la forêt primaire où les graminées de la savane que les indigènes peuvent fertiliser, pour un temps, les terres épuisées en les enrichissant en humus. Les hommes font donc jouer à l'arbre en A.O.F. un rôle fertilisant, mais surtout la nature lui assigne un rôle protecteur essentiel : protection des terres contre l'érosion et la formation de cuirasses latéritiques, régularisation du régime des eaux des fleuves, maintien de l'équilibre climatique et surtout conservation de l'humus. Si la forêt n'accroît pas la quantité d'humus, elle la maintient : elle est dans la nature un facteur d'équilibre. GOUROU nous en apporte la démonstration scientifique :

« Si la forêt est détruite, le sol ne reçoit plus les matières organiques indispensables à la fabrication de l'humus, tandis que les processus de décomposition de l'humus se poursuivent ; ils vont même en s'accéléralant, en effet la dénudation du sol détermine l'élévation de la température de celui-ci ; tandis que la couche superficielle du sol ne dépasse pas 25-26° sous la forêt, elle peut atteindre 40° après la destruction de celle-ci. Or, la rapidité de la dilapidation de l'humus (et de l'azote organique) s'élève avec la température. Il faut ajouter qu'un sol découvert est soumis à de fortes alternances de sécheresse et d'humidité ; la pénétration alternée de l'air et de l'eau dans les macropores du sol est très défavorable à celui-ci. En effet, l'eau chasse l'anhydride carbonique puis se retire pour être remplacée par de l'air. Il se fait ainsi un renouvellement continu d'oxygène, favorable à la combustion de l'humus aux heures chaudes, combustion qui s'ajoute au travail des bactéries. Le labour de la terre dénudée à la houe aussi bien qu'à la charrue aggrave encore la situation en favorisant l'élévation de la température. »

La déforestation apparaît donc comme un facteur primordial de l'appauvrissement des sols africains. Citant Aubréville, GOUROU précise

qu' « il faut multiplier les arbres qui donnent aux hommes leurs fruits et aux bêtes leurs feuilles, mais qui, surtout, ancrent le sol par leurs racines ; des haies doivent couper le vent et arrêter l'érosion éolienne. La cessation des incendies annuels est la condition du progrès ».

En effet, à la déforestation s'ajoutent les feux de brousse très fréquents sur les zones déforestées ou qui étaient normalement en brousse ou en savane, ces feux de brousse peuvent être naturels parfois, mais la plupart du temps dus à l'homme. C'est un procédé de chasse, c'est même un procédé de culture et de cueillette ; c'est le moyen par exemple de forcer les racines des plantes à se réfugier

dans le sol ; on les exploite ensuite pour produire un latex comme le *landolphia* ; c'est une des raisons essentielles des feux de brousse en Afrique occidentale. Enfin, on a observé, sur les régions limitrophes de la zone subtropicale, que les feux de brousse en déterminant des brûlis aux dépens des graminées, donnaient à la terre un certain engrais qui permettait ensuite, pendant une courte période d'ailleurs, à une herbe tendre de pousser. Les pasteurs sont très souvent responsables de ces feux de brousse qui sont aussi utilisés comme moyens de culture. La technique agricole est en effet, extrêmement rudimentaire. Quand les Noirs veulent cultiver, ils commencent par débrousser, c'est-à-dire par couper la forêt ou la brousse, puis ils attendent que tout soit sec, afin de brûler la végétation, ce qui rappelle le raï indochinois. Ils plantent alors dans les cendres et l'humus vierge qui sont très fertiles. La première récolte est magnifique, la seconde l'est moins, la troisième moins encore, la quatrième ne donne plus rien et l'on s'en va faire la même chose un peu plus loin. Si bien qu'il faut à l'Africain vingt-cinq à trente fois plus de terre, plus d'espace pour vivre qu'un Français métropolitain.

Toujours est-il que déforestation et feux de brousse ont conjugué leurs efforts pour livrer très souvent le sol aux agents atmosphériques : les pluies diluviennes qui tombent, soit en permanence, soit pendant la saison des pluies sur la région tropicale, provoquent l'enlèvement rapide du sol superficiel ; de là, une véritable érosion des sols. Il y a là un phénomène qui se nourrit lui-même et s'aggrave constamment, car la disparition progressive de l'humus favorise le lessivage des sols et le ruissellement.

Dans la région située plus au nord, c'est le vent très violent qui s'attaque au sol et qui produit lui aussi une érosion aussi importante que celle du ruissellement de l'eau. Enfin, dans les régions où le sol subsiste, dans les cuvettes par exemple, où il ne peut pas être entraîné par l'eau, lors de la saison des pluies, l'eau pénètre dans la partie superficielle du sol. Elle dissout un certain nombre d'éléments minéraux en s'enfonçant dans le sol, et pendant la période sèche qui suit, l'évaporation est extrêmement intense. Cette évaporation détermine l'appel à la surface du sol de toute l'eau qui s'est infiltrée et lorsque cette eau, arrivée à la surface, s'évapore, elle laisse l'ensemble des matières minérales qui étaient en dissolution dans l'eau infiltrée ; celles-ci se déposent à la surface, finissant par constituer une sorte de grès qui relie entre elles les diverses particules du sol superficiel, soit en surface, soit à quelque profondeur ; le sol en formation comporte ainsi souvent une densité importante d'éléments minéraux qui intéressent le mineur, mais inversement la croûte dure ainsi constituée

empêche les racines des plantes de pénétrer dans le sol : la végétation n'est plus possible.

Ainsi le sol est souvent frappé de cette lèpre terrible, la latérite, argile rougeâtre, souvent surmontée d'une véritable cuirasse ferrugineuse de plusieurs mètres d'épaisseur parfois : « La couleur et la fertilité de la brique. »

La latérite est en effet rigoureusement infertile ; GOUROU nous précise que

« composée, en proportions variables, d'hydroxyde de fer et d'alumine, elle ne contient aucun élément assimilable par les plantes, aucun produit soluble, ni chaux, ni potasse, ni azote, ni acide phosphorique, ni humus. D'autre part la latérite, par sa texture compacte et son imperméabilité, est hostile à la végétation ; les cuirasses latéritiques de Guinée (bowal) et du Sénégal sont absolument inutilisables ... La chaleur et la pluie sont nécessaires pour que le sol soit lessivé des bases qui empêcheraient la formation de la latérite, pour que la roche sous-jacente soit profondément attaquée, pour que les silicates d'alumine et de fer soient décomposés ; il se forme ainsi des hydroxydes d'alumine et de fer, cependant que la silice dissoute est emportée par les eaux de source. La latérite se forme en effet aux dépens des roches silicatées, mais il est bien peu de roches qui ne contiennent pas de silicates ».

Le processus de latéritisation, lorsqu'il s'est déclenché dans une région, est irréversible et le sol est complètement perdu par la suite pour la culture. On en arrive ainsi à ce résultat qu'en Afrique il n'existe en moyenne que 6 % de terres arables, en bonne partie à cause de la déforestation, de l'érosion due au vent et au ruissellement et du processus de latéritisation.

Or l'homme noir impuissant et résigné a aggravé cette situation d'une part par sa technique de producteur et d'autre part par la structure sociale qui lui est propre et à laquelle il est fortement intégré.

Sa technique de producteur nous l'a montré destructeur ; nous devons encore ajouter qu'il se montre instable et faible. Tous ces caractères d'ailleurs sont liés. L'Africain, nous l'avons déjà remarqué et nous y reviendrons longuement dans la seconde partie, est un homme qui mange peu et qui mange mal ; perpétuellement sous-alimenté, le noir consacre la plus grande partie de son temps à se procurer de la nourriture. Or, l'état de déficience physiologique où il se trouve limite précisément son activité : il est donc faible. Comme il a constaté qu'en brûlant la végétation, il pouvait obtenir pour un

temps et à peu de frais de bonnes récoltes, il n'hésite pas à le faire : il est alors destructeur. Enfin comme l'expérience lui a enseigné que ce procédé ne permettait qu'une fertilisation très brève du sol, il s'en va recommencer un peu plus loin : il se montre donc instable.

Mais c'est encore un producteur non évolué, nous devrions dire une productrice, car ce sont souvent les femmes qui cultivent la terre en Afrique. Les outils sont très peu diversifiés : les plus utilisés sont la daba, la houe primitive, et la matchette. Et surtout le producteur africain ignore la combinaison de l'agriculture et de l'élevage ; d'ailleurs le troupeau est en Afrique beaucoup plus une manifestation de promotion sociale qu'un élément de la production. Nous reviendrons sur ce point très important dans notre seconde partie ; nous voudrions maintenant, avant de montrer l'influence que peuvent avoir les structures sociales sur la production, donner quelques exemples des procédés agricoles indigènes, exemples qui achèveront de nous faire comprendre la raison des bas rendements.

Prenons le cas d'une culture qui est une des richesses traditionnelles de l'A.O.F. : les oléagineux. Nous sommes généralement en présence de petites exploitations qui exigent beaucoup de main-d'œuvre mais qui travaillent avec des procédés très archaïques : le labour à la houe, sans aucun moyen mécanique, sans connaissance des engrais, de l'assolement, de l'alternance des cultures : le noir ignore que l'on pourrait faire alterner l'arachide avec le coton ou avec un engrais vert. C'est ce type primitif de culture qui est pratiqué dans le Cayor, au Sénégal, pour l'arachide.

Cette agriculture de type archaïque existe lorsqu'il s'agit de plantations naturelles d'oléagineux. C'est ainsi que la récolte de l'huile de palme et des noix, que l'on appelle les palmistes, est souvent pratiquée sous la forme d'une cueillette dans des plantations naturelles qui ne sont pas rationnelles. Les arbres se font concurrence, trop serrés les uns contre les autres, et il est extrêmement difficile de pénétrer jusqu'au cœur des plantations parce qu'il n'y a pas de voie d'accès en général. La récolte étant obtenue, on en fait deux parts : l'une réservée, surtout dans le cas de l'arachide, au commerce sous la forme de traite (nous verrons plus loin que les procédés commerciaux sont eux-mêmes peu rationnels), l'autre destinée à la consommation familiale ; dans ce dernier cas, les oléagineux sont pressés avec des pressoirs indigènes en bois dont le rendement est extrêmement faible. On a pu calculer que, sur la côte du golfe de Guinée, les pressoirs utilisés pour tirer l'huile des palmistes donnent 8 à 10 % de l'huile contenue réellement dans la noix. Alors que dans certaines régions du monde, en Indonésie et en Malaisie notamment, dans des

plantations du type moderne², le palmier eleis fournit à l'hectare 1.500 à 2.000 kg d'huile, sur la côte guinéenne, le procédé de la cueillette donne au maximum 100 kg d'huile à l'hectare, c'est-à-dire quinze à vingt fois moins.

Mais ce mauvais rendement est fréquent. En ce qui concerne le gommier, la cueillette est pratiquée sans beaucoup de soins, par entailles provoquant une exsudation abondante de la sève qui se coagule en séchant. Cette pratique ne va pas sans de graves inconvénients :

« De la région Sahélienne provient la gomme arabique, fournie par l'exsudation de certains acacias, en particulier le verek. Le ramassage se fait à partir de décembre, quand souffle l'harmattan. La sécrétion naturelle est souvent activée par des saignées abusives qui entraînent la dégénérescence et la mort des arbres.³ »

L'exploitation repose sur les seuls droits d'usage, sauf vers Tombouctou où la cueillette est vaine. Ce sont les pauvres gens, « nomade de caste inférieure », comme l'écrit G. MOURGUES⁴, qui se livrent à ce travail pour une infime rétribution et pour le plus grand bénéfice de quelques intermédiaires indigènes. Le palmier à huile, de son côté, ne semble pas avoir des rendements considérables.

« Il n'est pas vraiment cultivé par l'indigène qui limite ses soins à l'épargner lors des défrichements, à le débarrasser de la végétation parasite. Il arrive ainsi à se multiplier dans les territoires forestiers soumis à la rotation des cultures. Cependant le chiffre de 10 palmiers à l'hectare semble une moyenne rarement dépassée (sauf dans le Sud-Dahomey). L'arbre, mêlé à d'autres essences, pousse en hauteur, ce qui rend encore plus long et plus pénible le ramassage des régimes.⁴ »

D'autres fois, des circonstances fortuites compromettent des réalisations. Au Sénégal, ce sont les casiers de Richard-Toll qui attirent l'attention (confluence Sénégal-Taouey). Les premiers travaux datent de 1949, avec un casier d'essai de 600 ha et des casiers d'exploitation couvrant 6.000 ha. Malheureusement, une catastrophe s'est abattue en 1951 sur cette région. Des oiseaux connus sous les noms de « mange-mil », ou de « travailleur à bec rouge », fondent en nuages compacts sur les pousses de riz, et risquent de réduire à néant les efforts déployés. Le seul moyen de lutte a été le lance-flammes à l'aide

2. Les plants sont séparés, à plusieurs mètres de distance, de manière à avoir suffisamment d'oxygène et de soleil ; les arbres sont l'objet de soins attentifs et ne sont saignés qu'à des périodes déterminées, deux ou trois fois par an au maximum.

3. C. ROBEQUAIN : « Les richesses de la France d'Outre-Mer » (Payot, 1940).

4. G. MOURGUES : « Le nomadisme et le déboisement dans les régions sahéliennes de l'A.O.F. ».

duquel on détruit les nids. Auparavant, il a fallu procéder à une étude des mœurs de ces oiseaux ; par chance, les « mange-mil » n'ont qu'une seule période annuelle de nidification (entre septembre et octobre), ce qui contribue à simplifier la lutte nécessaire. Il y a d'ailleurs en A.O.F. une

« grande variété d'animaux friands de plantes cultivées : oiseaux, rats, cervidés, phacochères, singes, particulièrement abondants dans les champs temporaires gagnés sur la forêt, et que ne suffisent à écarter ni les épouvantails ni la surveillance incessante de l'homme ou de l'enfant agitant, dans sa hutte de garde, toute une batterie d'objets suspendus à des lianes et qui s'entrechoquent bruyamment »⁵.

Mais d'une façon générale, même lorsque les circonstances sont favorables, même s'il est cultivé avec les méthodes les plus modernes, un hectare de terre en Afrique noire rapporte environ quatre fois moins qu'un hectare moyen en France. Des efforts considérables, entrepris depuis cinq ans, ont permis sur certains points d'aboutir, grâce à des méthodes nouvelles et à une mécanisation poussée, à des rendements de 40.000 à 50.000 francs l'hectare, dans certaines zones de production de coton ou d'arachide. Mais même là, le rendement est inférieur de moitié à celui d'un hectare moyen français. En riziculture, à force d'énergie et d'ingéniosité, on est arrivé dans certaines régions à des rendements de 25 quintaux à l'hectare. Or, le rendement en Camarque est de 70 quintaux.

Ainsi, ces régions qui paraissent de loin fertiles, d'une végétation luxuriante, d'une germination énorme, n'en sont pas moins très menacées et souvent mal utilisées par le producteur indigène. Mais les difficultés naturelles et la technique du producteur indigène n'expliquent pas à elles seules les insuffisances agricoles de l'A.O.F. ; il faut encore considérer l'influence des structures sociales.

Il ne fait guère de doute, en effet, que la structure sociale en A.O.F. soit une des raisons des difficultés agricoles. Nous avons remarqué le rôle de certains préjugés sociaux : certaines races, généralement les descendants d'anciens conquérants, refusent de cultiver la terre ; certaines tribus considèrent aussi qu'être forgeron, par exemple, est un travail dégradant. Nous avons déjà noté l'importance de la religion ; dans les régions animistes en particulier, des considérations religieuses interviennent fréquemment dans la façon de cultiver, dans l'indication des parcelles à travailler, etc. La production agricole et son rythme sont étroitement liés à la vie religieuse.

5. C. ROBEQUAIN : « Les richesses de la France d'Outre-Mer » (Payot, 1940).

« En Afrique noire, le magicien sollicite l'ondée bienfaisante en répandant de l'eau autour de lui ; des charmes sont confectionnés avec des fruits ou des herbes sauvages pour contraindre les forces naturelles ; des chants, des danses, des orgies sexuelles favorisent la multiplication des plantes alimentaires ; à d'autres dates du calendrier agricole, la continence est au contraire recommandée ; les femmes présentant des symptômes morbides sont écartées des champs ; ceux-ci sont protégés des voleurs non seulement par des barrières, mais par des autels, des charmes enterrés, des plantes médicinales, des mousses nouées sur des piquets ; avant que commence la véritable moisson, les prémices sont offerts aux dieux et aux ancêtres. ⁶ »

Et dans un pays où la propriété est collective, au moins en région animiste, on comprend que la notion de rendement soit complètement ignorée : la récolte est partagée entre les familles du village et c'est un personnage particulier, appelé le chef de la terre, qui va attribuer à chaque chef de famille la parcelle qu'il devra cultiver en vue de la prochaine récolte. En région islamisée, il est vrai, la terre s'individualise en quelque sorte par le travail, puisque si les terres non cultivées appartiennent à tous, les parcelles cultivées deviennent propriétés individuelles. Mais l'absence de cadastre entraîne d'innombrables contestations : le décret du 26 juillet 1932 a pourtant prévu un régime d'immatriculation foncière ; mais la procédure étant sans doute trop chère et nécessitant des délais trop longs, ce décret n'est guère utilisé, pas plus d'ailleurs que le décret du 8 octobre 1925, pourtant plus simple, puisqu'il autorise une simple constatation administrative des droits non révélés. Au surplus, des pratiques d'affectation perpétuelle de l'usufruit à des œuvres pieuses ne favorisent pas le développement de la propriété individuelle.

Le régime des terres est d'ailleurs d'une extrême complexité et d'une grande variété ; il comporte toujours des prolongements religieux et sociologiques. Les précisions, surtout les précisions récentes sur ces questions, sont rares et difficilement abordables pour ceux qui n'en sont pas spécialistes. Pourtant nous voudrions faire état d'une étude de Messieurs CLERC, ADAM et TARDITS sur la « société paysanne et les problèmes fonciers de la palmeraie dahoméenne » ; cette étude est parue en 1956 dans une collection publiée par le Conseil supérieur des recherches sociologiques Outre-Mer et intitulée : « L'homme d'Outre-Mer ». Dans la préface, le gouverneur DESCHAMPS pose le problème :

6. Charles ROBEQUAIN : « Les richesses de la France d'Outre-Mer » (Payot, 1940).

« Le Sud-Dahomey est une des rares contrées très peuplées de l'A.O.F. La densité dépasse 100 au km² dans toute la palmeraie au Nord de Porto-Novo et autour d'Abomey ; les environs de Porto-Novo atteignent même 250 au km². Dans toute la zone littorale on ne trouve guère de densité inférieure à 50. L'économie de tout ce pays repose essentiellement sur le palmier à huile qui, outre la consommation locale, fournit, en huile et amandes, 70 % des exportations du territoire. Or le surpeuplement amène à épuiser le sol en pratiquant chaque année des cultures sous les palmiers ; d'autre part la palmeraie naturelle, souvent vieillie, n'offre pas de rendements comparables à ceux des palmiers de plantations du Sud-Est asiatique. Il y a là, pour le Dahomey, un problème capital : l'économie du territoire à sauver, les populations à faire vivre, l'avenir à assurer. »

Nous voudrions ajouter deux remarques à ces développements du gouverneur DESCHAMPS. D'une part la palmeraie est vieille, c'est bien exact : mais il est intéressant d'en connaître la raison ; les jeunes plants non sélectionnés mettent dix à quinze ans avant de produire et les Africains estiment qu'il vaut mieux conserver les vieux palmiers, car, travailler pour une récolte aussi lointaine, leur paraît illusoire. D'autre part, la palmeraie est très divisée et comme il peut y avoir plusieurs propriétaires pour un palmier, chacun met peu d'ardeur à travailler pour le voisin.

TARDITS nous apporte d'ailleurs des précisions intéressantes et peu banales qui montrent l'enchevêtrement des problèmes.

« Le fait le plus remarquable de l'acculturation est la disparition tout au moins sur le plan économique, du groupement étendu (lignage) traditionnel. Les partages successoraux l'ont fragmenté en familles restreintes, en ménages du type des nôtres. Au grand groupe économiquement puissant, fort de son vaste territoire et de la main-d'œuvre de tous les membres, on est ainsi passé à de petits exploitants agricoles à revenus faibles et aléatoires. »

« Toutefois l'effritement du lignage n'a pas supprimé les obligations religieuses qui le caractérisaient. Une grande partie des revenus de l'exploitation agricole doivent aujourd'hui être affectés au paiement de la main-d'œuvre agricole ou retenus pour des dépenses cérémonielles souvent très lourdes. Or ces revenus sont des revenus masculins, du fait que le système social est patrilinéaire et patrilocal (c'est-à-dire reposant sur la succession en ligne paternelle et sur la résidence dans le village du père). Les déséquilibres répétés de l'économie de l'exploitation doivent dès lors être compensés, soit par les emprunts aux femmes, qui assurent la vente des produits agricoles et demeurent propriétaires de leurs gains, soit par les institutions d'épargne appelées " tantines ". En

dehors de ces moyens, les insuffisances de revenu aboutissent soit à l'émigration vers les centres urbains, soit à la mise en gage des terres. En effet les aliénations foncières définitives ne sont pas encore facilement acceptées dans ces sociétés d'agriculteurs patri-locaux, che qui l'alliance avec la terre revêt encore une allure religieuse. On préfère les mises en gage, qui n'ont en principe qu'un caractère temporaire. »

Cette longue citation ne nous a pas semblé excessive, car elle est particulièrement révélatrice des contraintes religieuses, juridiques, économiques et sociologiques qui pèsent sur l'Africain et le paralysent. A ces contraintes s'en ajoute une autre, de nature commerciale, sur laquelle nous nous étendrons longuement dans le cinquième chapitre. Dès maintenant remarquons qu'aux risques que fait courir une nature ingrate et que ne peut combattre efficacement un homme noir impuis-sant et résigné, s'ajoutent des risques tenant aux débouchés et, par suite de cours fluctuants, à la valeur économique du produit envisagé. A ces risques multiples, l'homme blanc puissant, rationnel et dyna-mique a-t-il su faire face ?

Pour le savoir, nous allons prendre un exemple, celui de la culture par brûlis. L'homme blanc en a compris le danger et il en a même évalué la puissance destructive : disparition par hectare de 700 à 1.200 tonnes de matières organiques, de 700 à 1.000 kg d'azote, de la potasse ramenée sous forme de carbonate très soluble lessivé aux premières pluies, destruction enfin de l'humus et des bactéries utiles. Mais nous demande GOUROU :

« Le cultivateur tropical pourrait-il agir autrement qu'il ne fait ? La méthode qu'il emploie est expéditive et lui donne en peu de temps la terre dont il a besoin. »

Voilà ce que l'homme blanc n'a pas compris. Il n'a pas discerné que l'Africain avait réalisé un double équilibre : un équilibre avec la nature et un équilibre avec lui-même. La nature dans ces régions donne peu, mais on lui demande peu. L'homme mal nourri est faible, mais il ne cherchera pas à se forcer à travailler davantage, car il sait que les sols fragiles ne répondront sans doute pas à ses efforts. C'est donc un véritable équilibre qui s'est instauré, mais un équilibre de sous-développement. Il ne permet pas à l'homme de s'affranchir de la pauvreté et de la misère, mais il lui permet de durer. Or l'homme blanc a rompu cet équilibre qu'il jugeait absurde. Seulement au lieu d'agir progressivement sur le producteur indigène, il a créé de grandes entreprises mécanisées aux objectifs très ambitieux. Or la tradition agricole indigène comportait des enseignements dont il aurait fallu tenir compte. L'homme blanc imprudent et vaniteux a cru pouvoir

violenter la nature ; celle-ci s'est vengée en lui infligeant de retentissants démentis.

Pourtant les espoirs étaient grands et les efforts le furent aussi. Le premier plan, démarré lentement, s'étend jusqu'au 30 septembre 1953 ; on peut dire qu'il fut lancé sous le signe de la machine. Hantés par le gigantisme des moyens américains dont l'armée des Etats-Unis nous avait donné l'exemple, obnubilés par le manque des moyens tant humains que matériels dont ils avaient terriblement soufferts avant guerre, les auteurs du plan étaient convaincus que le machinisme était seul capable de résoudre les problèmes très considérables que posaient les objectifs de production fixés par le plan. La machine, disait-on, donne sa chance à l'Afrique. C'est pourquoi on ne ménagea pas les efforts. L'A.O.F. se voit attribuer (d'après l'ouvrage « La zone franc » de BLOCH-LAINÉ) 147.449 millions de francs métropolitains et, sur ce total, l'agriculture se taille la part du lion avec 13.670,2 millions de francs métropolitains. La production agricole fut développée surtout par la motoculturation dans le cadre de grands ensembles et 72 % environ des crédits réservés à la production agricole y furent affectés. Nous allons voir à partir de trois exemples, Office du Niger, Richard TOLL et C.G.O.T., si les résultats ont répondu aux espérances.

Notre industrie textile est tributaire de l'étranger pour son approvisionnement (250 à 300.000 tonnes annuelles) et ces importations ont toujours pesé assez lourdement sur notre balance commerciale. Par ailleurs, la France, jusqu'au développement rizicole de la Camargue, devait importer du riz pour couvrir ses besoins évalués à 100.000 tonnes par an ; quant à l'A.O.F., elle manque de cette céréale dont la valeur nutritive est grande. Tels sont les deux motifs qui ont conduit à la création de l'Office du Niger en 1932. Les études poursuivies depuis 1919 avaient montré que le fleuve Niger au Soudan pourrait se prêter à ces cultures. Dans la région du Sahel à environ 250 km de Bamako, se trouve le delta mort du Niger : le fleuve a abandonné là un certain nombre de ces défluent. Comme le lit du fleuve est exhaussé par rapport aux terres environnantes, on a pensé utiliser ces défluent et, en creusant aussi des canaux, parvenir à irriguer. Plus à l'Est, la région de la Macina se prête aussi à l'irrigation. On a construit un barrage magnifique, le barrage de Sansanding, pour régulariser le débit ; et l'on a tenté de faire venir de nombreux Noirs du pays Mossi. On pensait mettre en culture 500.000 hectares de terres à coton et 450.000 hectares de terres à riz. Jusqu'à maintenant, environ 35 milliards de francs 1956 ont été dépensés pour l'Office du Niger ; dans le premier plan, le F.I.D.E.S. lui a accordé 3.322 millions. Or seulement 35.000 hectares de terres

sont cultivées sur lesquelles travaillent 25.000 paysans noirs ; en 1953, on enregistrait seulement une production de 28.000 tonnes de riz paddy, soit un peu moins de la moitié des importations d'avant guerre de l'A.O.F., et cela au moment où la source d'Extrême-Orient se tarit, alors que le Sénégal importe chaque année de 60.000 à 100.000 tonnes de riz ; quant au coton, la production s'élevait à 800 tonnes. La Compagnie Française pour le Développement des Fibres Textiles qui avait tenté sur les terres de l'Office du Niger une expérience de culture mécanique du coton, a subi un échec à peu près total ; les études préalables ayant été insuffisantes, on a été surpris par des pluies trop abondantes et une maladie appelée black-arm a attaqué le coton et achevé de faire disparaître les espérances. Une tentative de culture du riz entièrement mécanique sur 6.000 hectares n'a pas donné des résultats beaucoup plus satisfaisants : 3 milliards ont été dépensés pour une production de 2 tonnes de riz à l'hectare, ce qui est insuffisant pour assurer la rentabilité.

Là encore, la mécanisation s'est révélée onéreuse. Il ne faut pas oublier que l'Office du Niger travaille à 1.500 km de la mer et que les carburants, lubrifiants, machines et pièces détachées qui lui sont nécessaires subissent de ce fait un fret coûteux (20.000 francs C.F.A. la tonne pour le matériel) ; au surplus, les difficultés et les lenteurs de réapprovisionnement, malgré l'existence du Dakar-Niger, obligent à constituer des stocks importants de pièces détachées qui pèsent sur la trésorerie. Ce n'est là d'ailleurs qu'une des raisons secondaires des difficultés financières rencontrées par l'Office du Niger : la vraie raison est peut-être qu'il est placé dans une situation fausse, car il lui faut assurer une sorte de service public en procurant une rémunération constante et des revenus élevés aux indigènes des terres irriguées, et il lui faut aussi remplir les conditions propres à la concurrence commerciale. Cette double vocation de l'Office ne pouvait manquer d'avoir des répercussions sur les besoins de trésorerie qui effectivement sont très élevés : ainsi son fonds de roulement pour l'exercice 1953-1954 a dépassé un milliard de francs C.F.A. et au cours du même exercice les intérêts annuels à acquitter ont atteint 30 millions, ce qui grève évidemment lourdement le compte d'exploitation. Il est clair que l'on a surestimé les possibilités de l'Office qui sont réelles, mais limitées. Ces dernières années, on a même parlé de la possibilité de ravitailler la Z.O.I.A. n° 1 (zone d'organisation industrielle africaine), la région de Colomb-Béchar étant reliée par chemin de fer à Gao⁷.

7. Le réseau ferré dénommé Méditerranée-Niger se termine à Abadla, situé à 91 km de Colomb-Béchar. Le Conseil économique, dans sa séance du mardi 22 novembre 1955, a conclu à l'inutilité de le prolonger jusqu'à Gao.

On a beaucoup rêvé, on rêve encore beaucoup trop concernant l'Office du Niger. En tous cas, actuellement, la situation de l'Office est encore précaire, et WYBAUX, son directeur, a fait, à la fin de l'été 1957, devant les membres du conseil de gouvernement du Soudan, un exposé complet sur la situation de l'Office, telle qu'elle résulte des compressions de crédits récemment décidées par la métropole, des licenciements de personnel et de la grève de quarante-huit heures qui y avait été déclenchée. Monsieur WYBAUX a proposé notamment la transformation de l'Office du Niger en Société d'économie mixte.

On a tenté aussi de produire du riz dans d'autres régions d'A.O.F. Au Sénégal, la Mission d'Aménagement du Sénégal (M.A.S.) a tenté la culture du riz près de Richard Toll, dans le haut delta du Sénégal. On a créé là des réservoirs d'eau douce, en recueillant l'eau au moment des crues du fleuve ; puis, pour empêcher l'eau de mer de remonter (quelques fois jusqu'à 250 kilomètres à l'intérieur), on libère l'eau douce au moment propice, ce qui doit permettre de rendre à la culture de vastes étendues plates. Six mille hectares ont été mis en culture ; ils donnèrent environ 12.000 tonnes de paddy. Ces résultats ont été jugés insuffisants pour trois raisons : d'abord à cause de ces oiseaux « mange-mil » dont nous avons déjà parlé ; ensuite parce que les variétés de riz utilisées, dont les plants venaient pourtant de l'Office du Niger, se sont mal comportées, les tiges n'étant pas assez fortes pour porter les grains de riz ⁸, si bien que les machines ne pouvaient fonctionner convenablement ; enfin une question de prix de revient s'est posée, car 6 milliards ont été dépensés pour les casiers de Richard Toll, ce qui fait un million par hectare.

Mais le Sénégal a vu se développer une autre expérience, celle de C.G.O.T. Le monde d'après guerre manquant de corps gras, les pays d'Asie en particulier consommant plus et exportant moins, on a pensé naturellement à développer la culture de l'arachide dans son pays d'élection, le Sénégal. Les oléagineux, en effet, sont peu exigeants en ce qui concerne le sol ; beaucoup d'entre eux se contentent de sable, comme c'est le cas de l'arachide qui pousse sur un revêtement superficiel sableux dans le Cayor au Sénégal. La seule exigence physique réelle est l'exigence climatique : les oléagineux exigent un climat chaud et, en règle générale, une température dont seulement quatre mois sont inférieurs à 20°, et un faible écart thermique, inférieur à 10° ; en ce qui concerne les précipitations, les exigences sont assez variables : mais l'arachide a besoin de 350 à 1.400 mm de pluie par an. Le Sénégal semblait bien répondre à ces exigences.

Aussi en 1948, le ministère de la France d'Outre-Mer a créé la Compagnie Générale des Oléagineux Tropicaux. Il s'agit d'une société

8. Phénomène de « la verse ».

d'économie mixte au conseil d'administration de laquelle se rencontrent techniciens, fonctionnaires et représentants du secteur privé : mais 270 millions du capital ont été fournis par l'Etat et 30 millions seulement par le secteur privé. La C.G.O.T. voulait mettre en culture 200.000 hectares : actuellement, 6.000 hectares ont été défrichés et environ 1.500 à 2.000 sont cultivés. Comment là encore s'explique cette discordance entre les objectifs et les résultats ?

Cette discordance s'explique toujours de la même façon : mauvaise adaptation du matériel et du personnel, réactions de la nature, insuffisance aussi des études préparatoires, dans des régions assez mal connues. Il a fallu défricher, faire venir des techniciens multiples, notamment des pédologues. Il a fallu amener à pied d'œuvre un matériel considérable. Tout cela pour constater la perte presque complète de la première récolte en 1951, parce que, si l'arachide avait poussé, elle l'avait fait avec un très grand nombre de mauvaises herbes. L'année suivante, on réussit à détruire ces herbes ; mais les rendements sont médiocres, le sol donnant déjà des signes d'épuisement. Aussi la troisième année a-t-on pris la précaution de fortifier préalablement le sol avec des engrais verts ; on obtint 1.200 kg à l'hectare, ce qui est encore honorable puisque l'Africain produit au maximum 700 kg. Seulement le matériel d'arrachage, d'origine américaine, se révèle peu adapté, ce qui fait perdre du temps et 300 kg à l'hectare.

Ces trois tentatives, qui sur le plan de la production ont été largement un échec, ont eu un très grand mérite : celui de donner à l'homme blanc, imprudent et vaniteux, ce qui lui manquait, c'est-à-dire l'expérience. A cet égard, ces trois entreprises ont été extrêmement riches d'enseignement. Elles ont montré le rôle, l'utilité, mais aussi les limites de la machine qui peut être aussi nuisible qu'utile, comme l'avait montré l'expérience anglaise de culture très mécanisée de l'arachide au Kenya. Ces trois entreprises, surtout les deux dernières, ont même été très utiles, si on les considère comme des entreprises pilotes, comme des centres d'expérience, et non sous l'angle de la production et de la rentabilité.

Si ces expériences ont été un échec sur le plan économique, elles ont aussi été un échec sur le plan social. En effet, elles se sont déroulées à l'écart du producteur africain, sans avoir d'influence sur son niveau de vie, sur ses connaissances et ses méthodes de culture. Or c'est sur le producteur africain qu'il faut agir si l'on veut améliorer la production agricole ; ces grands ensembles agricoles, en effet, sont sans influence à cet égard et se révèlent beaucoup trop onéreux pour les résultats obtenus.

Nous ne devons pas oublier au surplus que l'agriculture est en A.O.F. entièrement entre des mains africaines et que l'importance de la colonisation européenne est négligeable. Les conditions de l'octroi de concession ont toujours d'ailleurs été assez sévères. Jusqu'à ces derniers temps, il fallait l'accord du Conseil général et du gouverneur du territoire intéressé, et le demandeur devait attester non seulement son identité et son domicile, mais encore ses possibilités financières. Une enquête devait être effectuée, avec procédure de publicité, afin que l'administration puisse s'assurer que les terrains visés ne sont pas revendiqués par des collectivités autochtones. Mais ce n'était pas tout, car le terrain n'était d'abord délivré qu'à titre provisoire ; passé un délai prévu pour la mise en valeur et constatation faite de sa conformité aux clauses d'un cahier des charges, le colon obtenait de l'administration un titre définitif de propriété. On le voit, les précautions étaient assez grandes. Il ne semble pas qu'actuellement une colonisation européenne ait plus de facilité car les concessions sont accordées par les assemblées territoriales composées presque uniquement d'Africains qui estiment que la terre d'Afrique appartient aux Africains. Au surplus, à la différence du Britannique, le Français n'est guère porté à la colonisation de masse.

Ce qu'il faut donc, c'est agir sur le producteur africain. Il faut l'associer aux progrès, le conseiller et l'encadrer avec des cadres ruraux et des ingénieurs en nombre suffisant : il y a en France un ingénieur agronome ou du génie rural pour 65.000 habitants, en Afrique occidentale, pays où près de 95 % de la population est rurale, il y a un ingénieur pour 130.000 habitants.

TABLEAU VI
REPARTITION DE L'AIDE METROPOLITAINE EN A.O.F.
DANS LE PREMIER PLAN (*)

(Millions de F.M.)

Opérations de la Section générale du FIDES subventions	Opérations des Sections locales du FIDES		Opérations propres à la Caisse Centrale	TOTAL
	subventions	avances		
8.055	63.022	57.066	19.276	147.449

TABLEAU VII
INVESTISSEMENTS PUBLICS DANS LE PREMIER PLAN
POUR L'A.O.F. (*)

(Millions de F.M.)

Production	25.782,7
Infrastructure	68.001,6
Dépenses sociales	18.306,8

(*) Source : « La zone franc », de F. BLOCH-LAINÉ.

TABLEAU VIII

INVESTISSEMENTS PUBLICS
CONSACRES AUX DEPENSES D'INFRASTRUCTURE (*)

(Millions de F.M.)

Travaux de	A.O.F.
Routes et ponts	26.074,6
Ports	20.898,5
Chemins de fer	14.495,6
Transmissions	4.302,8
Aéronautique	1.525,8
Voies navigables	664,2

TABLEAU IX

INVESTISSEMENTS PUBLICS
CONSACRES AUX DEPENSES DE PRODUCTION (*)

(Millions de F.M.)

Travaux de	A.O.F.
Agriculture	13.670,2
Electricité	4.857,3
Elevage	6.012,3
Hydraulique	173,4
Forêts	839,0
Industrie	9,0
Pêches	102,1
Mines	119,3
	25.782

(*) Source : « La zone franc », de F. BLOCH-LAINÉ.

TABLEAU X

REPARTITION DU TERRITOIRE
SUIVANT L'UTILISATION DES TERRES 1951

(Milliers d'hectares)

	Superficie totale	Terres labourables	Prairies naturelles	Bois Forêts	Terres incultes
A.O.F.	471.000	10.000	25.000	170.000	266.000

TABLEAU XI

PRODUCTION DES FORETS DE 1950 A 1954
EN BOIS DE CHAUFFAGE ET D'ŒUVRE ET CHARBON DE BOIS

(Source : Rapports des Territoires)

TERRITOIRES	1950	1951	1952	1953	1954
I - BOIS DE CHAUFFAGE (stères)					
SENEGAL	41.599	41.328	48.416	44.836	48.612
SOUDAN	148.433	137.692	126.424	95.707	77.789
MAURITANIE	5.606	6.364	8.116	8.400	6.719
GUINEE	55.808	78.448	62.663	52.571	54.704
COTE D'IVOIRE .	400.000	377.500	312.200	271.450	323.205
HAUTE VOLTA ...	48.000	68.676	79.400	68.771	75.789
DAHOMÉY	22.500	32.100	19.268	23.866	11.183
NIGER	33.808	38.523	67.059	80.556	79.877
ENSEMBLE DE L'A.O.F.	755.754	780.631	723.546	646.157	677.878
II - BOIS D'ŒUVRE (nombre d'arbres)					
SENEGAL	5.810	8.317	14.275	12.931	19.445
SOUDAN	13.705	11.461	12.080	16.373	13.182
MAURITANIE	254	...	566	494	476
GUINEE	5.292	7.923	8.031	6.257	5.861
COTE D'IVOIRE .	29.772	36.556	29.872	39.312	38.230
HAUTE VOLTA ...	122	104	706	1.142	1.516
DAHOMÉY	1.166	1.060	1.800	1.753	1.605
NIGER	4.932	2.050	3.912	2.871	5.197
ENSEMBLE DE L'A.O.F.	61.053	...	71.242	81.133	85.512
III - CHARBON DE BOIS (quintaux)					
SENEGAL	98.008	137.771	142.523	141.909	170.867
SOUDAN	11.309	12.005	10.273	10.583	10.149
MAURITANIE	1.070	870	1.271	427	306
GUINEE	21.495	18.735	22.423	22.414	21.697
COTE D'IVOIRE .	3.000	611	266	200	...
HAUTE VOLTA ...	892	3.200	4.029	4.340	4.189
DAHOMÉY	1.350	2.540	...	1.785	2.034
NIGER	1.293	1.663	2.265	1.868	2.104
ENSEMBLE DE L'A.O.F.	138.417	177.395	...	183.526	211.346

L'INSUFFISANCE INDUSTRIELLE AOFIENNE

Si l'on se risque à faire le bilan du développement industriel en A.O.F., on en constate bien vite la brièveté et la fragilité. Deux traits en effet le caractérisent : d'abord, l'absence d'industries de base et l'insuffisant développement des industries de transformation ; ensuite le caractère artificiel de certains développements industriels. On peut se demander pourquoi il en est ainsi. Nous constaterons que les raisons en sont multiples et que nous pouvons en énumérer cinq principales : insuffisance quantitative et qualitative de la main-d'œuvre, attitude de la métropole vis-à-vis des Territoires d'Outre-Mer, pénurie énergétique, ressources minérales encore insuffisamment exploitées, enfin insuffisance des voies de communication.

Il n'y a pas de sidérurgie en A.O.F. et jusqu'à cette année pas d'industrie métallurgique de transformation, pas de constructions mécaniques, pas de fabrication de machines-outils ; il n'y a pas non plus de grandes industries chimiques. Si l'A.O.F., pays sous-développé, ne possède à l'heure actuelle aucune industrie de base, elle ne comporte pas non plus un développement suffisant des industries de transformation. Sans doute, cette insuffisance résulte en grande partie de l'absence d'industrie de base ; mais il semble aussi que l'on n'ait pas compris toujours qu'il y avait souvent un intérêt économique certain à travailler sur place la matière première pour mieux exporter, les inévitables frais de transport étant mieux supportés par un article élaboré que par un produit brut. Le cas de l'arachide est particulièrement caractéristique : au Sénégal, la production d'huile d'arachide a atteint en 1955 plus de 100.000 tonnes, soit dix-sept fois la production de 1938 qui s'élevait à 6.000 tonnes ; il s'agit donc là d'une production en pleine expansion. Or, quoique le prix de revient de l'huile d'arachide soit inférieur aux prix métropolitains, le tiers seulement des arachides et coques a été, en 1954, trituré sur place.

Ces insuffisances économiques se doublent, dans les autres secteurs, d'insuffisances quantitatives. L'industrie du ciment de Rufisque est bien connue : de 1951 à 1955, elle a doublé sa production, atteignant près de 130.000 tonnes de ciment ; or, elle ne peut satisfaire

que le tiers des besoins de l'A.O.F. Encore cette production est-elle satisfaisante, car en ce qui concerne les textiles, l'A.O.F. doit importer vingt fois plus qu'elle ne produit.

Certains développements industriels en second lieu présentent un caractère artificiel qui montre le plus souvent une insuffisante information des conditions locales et des conditions techniques. Nous en donnerons deux exemples.

Depuis longtemps déjà, on était préoccupé de tirer parti des richesses forestières ; il y a là un domaine où des résultats seraient intéressants pour la métropole, puisque la France doit importer chaque année environ 500.000 tonnes de pâte à papier. Un établissement public, la Régie Industrielle de la Cellulose Coloniale (R.I.C.C.) a donc entrepris, à Abidjan, la construction d'une usine de pâte à papier. Or les résultats ont été désastreux : 3 milliards de francs ont été consacrés à cette entreprise et l'on a finalement constaté que la pâte à papier était de qualité médiocre, par suite du caractère hétérogène de la forêt. En raison de la nature et de la diversité des essences, on ne pouvait pas garantir la qualité et la régularité d'une production qui, au surplus, n'atteignit que 4.000 tonnes. Or les spécialistes savent bien qu'une usine de pâte à papier n'est rentable qu'à partir d'une production de 30 à 60.000 tonnes. Cette tentative ne présentait donc aucun caractère industriel et son aspect artificiel saute aux yeux ; tout au plus, peut-elle être considérée comme une expérience de chercheurs.

Cette insuffisance de l'information et la même ignorance de la notion de rentabilité est apparue dans la création d'une entreprise de conserves d'ananas en Guinée. Il est difficile en effet de conserver des fruits frais : aussi avait-on pensé apporter sécurité et régularité à la production d'ananas en créant une usine permettant de faire du jus d'ananas et des conserves de tranches d'ananas. Ce qui fut fait par une société, au capital de 60 millions C.F.A., le Comptoir des Produits Africains (Coproa). L'usine, qui coûta 90 millions, fut inaugurée le 20 juillet 1950 ; sa capacité totale de traitement est de 5.200 tonnes de fruits frais pour une campagne normale de mars à fin juillet. Seulement, alors qu'il aurait fallu que soient traitées au moins 2.000 tonnes pour que l'entreprise soit rentable, on s'est aperçu que les fournitures de matières premières n'atteignaient qu'à peine le quart de ce chiffre minimum, soit 400 à 500 tonnes. On a donc dû alors créer une plantation supplémentaire pour approvisionner l'usine. Une filiale, la Société de Bocariah, s'en chargea et y investit 100 millions C.F.A. ; cette plantation mécanisée de 2 millions de pieds a permis de porter à 900 tonnes en 1956 le ravitaillement de l'usine ;

on prévoit 1.600 tonnes en 1957 et on espère atteindre le seuil de 2.000 tonnes en 1958.

Certaines ignorances des conditions techniques et économiques ne suffisent pas à expliquer l'insuffisance industrielle aofienne. Si nous tentons d'en discerner les causes profondes, nous en trouvons cinq principales.

Il y a d'abord l'insuffisance quantitative et qualitative de la main-d'œuvre. Nous avons suffisamment traité cette question dans le premier chapitre sans avoir à y revenir. Il est certain qu'il y a là un obstacle majeur à l'industrialisation. Dans la métropole, l'industrialisation a entraîné la concentration urbaine au XIX^e siècle. Sans doute, les conditions ne sont-elles plus les mêmes au siècle de l'automation : et c'est là une des grandes chances de l'Afrique. Si elle veut surmonter son insuffisance démographique congénitale, elle doit passer du stade pré-industriel au stade de l'industrie de haute technicité, ne nécessitant que peu de main-d'œuvre. Encore faudra-t-il un minimum de techniciens et de main-d'œuvre qualifiée que la métropole, qui en ressent elle-même le besoin, ne peut seule fournir. Les problèmes de formation professionnelle et technique présentent donc en A.O.F. une urgence et un intérêt particulier. Or ils sont difficiles à résoudre : au Centre d'apprentissage de Bamako, il y a quelques années, sur 35 élèves, 20 étaient inscrits dans la section « Commerce », ce qui n'était pas précisément ce que l'on avait souhaité en créant une école technique. Par ailleurs, des industriels ont souvent rapporté le cas d'excellents ouvriers africains, qui jusque-là donnaient entière satisfaction et qui soudain commettent une faute élémentaire et grave : lorsqu'on leur en demande la raison, ils répondent qu'ils n'en savent rien, qu'ils ont eu un passage à vide. Peut-être faut-il plus d'une génération pour permettre à des cerveaux ruraux africains de se plier complètement à des techniques et à des façons de vivre européennes ? Il n'y a d'ailleurs pas là la marque d'une infériorité africaine particulière, car on trouve durant le service militaire par exemple, des problèmes semblables avec certains paysans français de régions arriérées. En tous cas, les progrès ne peuvent être qu'assez lents et ils s'inscrivent dans l'effort général d'éducation dont nous indiquerons les caractères dans la seconde partie lorsque nous traiterons de la promotion intellectuelle des Africains.

Une seconde raison se trouve dans l'attitude de la métropole vis-à-vis de ces territoires d'Outre-Mer. Cette attitude revêt deux aspects : un aspect économique qui correspond à une façon de penser traditionnelle et un aspect politique plus récent.

Nous avons déjà indiqué dans le chapitre précédent la conception économique quasi coloniale, qui était basée sur la complémentarité

des territoires coloniaux et de la métropole. Les territoires doivent fournir à la métropole les matières premières aussi bien agricoles qu'industrielles qui lui manquent et ils doivent absorber des produits manufacturés métropolitains pour lesquels ils constituent un marché réservé. Sans doute, depuis dix ans, une évolution considérable s'est-elle faite dans les esprits et dans les faits : il n'en subsiste pas moins qu'en 1955, l'A.O.F. a encore envoyé 71 % de ses ventes à la France. La pénurie de dollars qui caractérise le monde d'après guerre a d'ailleurs parfois servi de justification nouvelle à l'ancienne conception, nos Territoires d'Outre-Mer ne devant acheter que le moins possible à l'étranger. Certains industriels craignent au surplus de voir se développer, avec l'industrialisation outre-mer, de nouvelles concurrences.

« Il est fréquemment arrivé que l'industrie métropolitaine déploie des efforts considérables pour empêcher l'installation d'une industrie dans les pays d'Outre-Mer. Lors même que l'approbation administrative n'est pas théoriquement indispensable à la création d'une usine, l'administration doit en général en connaître parce que les difficultés de financement amènent le plus souvent les investisseurs privés à recourir à l'Etat ou à l'une de ses émanations ; lorsqu'il en est ainsi, une décision soit de l'administration, soit de la direction d'un organisme du secteur public ou semi-public, devient nécessaire, et c'est à cette occasion que les interventions se produisent. Il faut ajouter que lorsque le projet comporte un investissement étranger, l'autorisation du ministre des Finances est requise ; cette autorisation est donnée après instruction du dossier, par le Comité des investissements étrangers qui siège au ministère des Finances. Dans ce cas là, une occasion de plus est offerte à l'industrie métropolitaine pour essayer d'entraver la réalisation projetée, d'autant plus que la protection de l'industrie métropolitaine prend alors la forme d'une affirmation de nationalisme économique.¹ »

Cette concurrence s'est manifestée dans deux domaines très connus. Il y a d'abord le cas des huileries : les Sénégalais ont la graine près d'eux, mais les métropolitains contrôlent les circuits commerciaux ; la situation fut particulièrement tendue en 1954-1955, année de pénurie : le prix de la graine monta beaucoup et le gouverneur général de l'A.O.F. n'hésita pas à réserver 330.000 tonnes de graines-coques à l'huilerie locale. Dans l'avenir d'ailleurs, on peut espérer voir les luttes s'atténuer pour deux raisons : d'une part un décret-loi du 13 novembre 1954 a garanti assez largement l'écoulement des

1. Pierre MOUSSA : « Les chances économiques de la communauté franco-africaine (Armand Colin, 1957).

récoltes et a fixé un prix plancher et un prix plafond, d'autre part des concentrations entre la métropole et le Sénégal s'effectuent, en revêtant soit la forme de fusions (maison Decomis-groupe Desmarais), soit la forme de contrats à long terme (groupe Petersen et certaines affaires marseillaises). Par contre, la lutte est vive autour du cas des Grands Moulins de Dakar : ce que l'on a appelé « la guerre des moulins » constitue une question très compliquée. Nous indiquons seulement qu'elle ne se pose que parce que la meunerie métropolitaine est suréquipée et parce que, alors que la consommation de pain décroît en métropole, elle croît outre-mer. Le démarrage de l'usine date de juillet 1955. Depuis cette date, la lutte se développe dans trois domaines : celui des sources d'approvisionnement, celui des prix de vente (le Grand Conseil de l'A.O.F. a établi en 1955 un droit fiscal d'entrée sur les farines de 4 %), celui des concurrences enfin suscitées en A.O.F. même, « Les Moulins de l'A.O.F. » à Dakar ayant été créés par les Grands Moulins de Paris².

Quant à l'aspect politique, il est bien connu : certains ont fait remarquer que l'industrialisation, en modifiant l'équilibre social traditionnel et en donnant naissance à un prolétariat, favorisait les idées extrémistes ; et ces mêmes personnes ont indiqué que le développement des nationalismes depuis dix ans montrait des dangers politiques croissants, où les extrêmes trouvaient leur compte. Tous ces arguments justifiés ou non et sur lesquels il est inutile d'insister davantage, expliquent la méfiance de la métropole et de ses capitaux vis-à-vis des politiques d'industrialisation dans un pays où les risques climatiques et techniques sont plus grands qu'ailleurs.

Une troisième raison de l'insuffisance industrielle aofienne réside dans la véritable pénurie énergétique qui caractérise l'A.O.F. Il n'y a pratiquement ni pétrole ni charbon. Pourtant, des missions du B.R.P., le Bureau de Recherche des Pétroles, travaillent en A.O.F. Le B.R.P. est un organisme national dont l'action s'étend à toute l'Union française. Le Bureau est géré par un conseil d'administration composé de quinze membres et comprenant les représentants des différents ministères intéressés aux recherches de pétrole, ainsi que des personnalités appartenant à l'industrie pétrolière ; il est présidé par un haut fonctionnaire du ministère de l'Industrie et du Commerce. Il ne s'agit encore en A.O.F. que de missions de reconnaissance ;

2. En décembre 1957, on apprend que la Direction des Grands Moulins de Dakar aurait l'intention de transférer ses installations au Ghana ou en Nigéria. Au tout dernier état du problème, il n'en serait plus question : le contingent de farine alloué aux Grands Moulins a été porté de 65 à 75 % de la consommation africaine, une subvention de 1.300 francs par quintal a été allouée et une augmentation du prix du pain a été prévue.

l'inventaire des bassins sédimentaires de l'A.O.F. porte sur 2.000.000 de km² ; il s'agit donc là d'une tâche de longue haleine. Les recherches se développent principalement au Dahomey, en Côte d'Ivoire et surtout au Sénégal, où un permis de recherches a été demandé par le B.R.P. le 23 juin 1954 pour le compte de la « Société d'Etudes et de Reconnaissances Pétrolières au Sénégal » (S.E.R.P.S.). Les recherches en A.O.F. ont été longtemps retardées par l'absence d'outils de travail : l'Institut Géographique National a entrepris la réalisation d'une carte au 1/100.000^e. Pour l'établissement de cette carte comme pour les recherches pétrolières, on a, ces dernières années, utilisé largement la photographie aérienne : actuellement, elle couvre plus des deux tiers de l'Afrique noire, c'est-à-dire qu'en cinq ou six ans l'Institut Géographique National a photographié une superficie grande comme dix fois la France. De leur côté, les Services des Mines et de la Géologie du ministère de la France d'Outre-Mer établissent peu à peu une carte générale de reconnaissance au 1/500.000^e. Actuellement en A.O.F., les neuf dixièmes des régions utiles sont couvertes par des cartes géologiques. Ces travaux profitent en particulier aux équipes de recherche pétrolière qui utilisent aussi la méthode gravimétrique et la méthode électrique : la première est basée sur l'enregistrement de l'accélération de la pesanteur, ce qui permet de déduire un diagnostic concernant l'hétérogénéité du sous-sol ; la seconde permet de déceler la nature des terrains en profondeur en mettant à profit leur conductibilité électrique, chaque roche ayant à cet égard des caractéristiques propres. D'ailleurs des échantillons prélevés dans les différents bassins ont aussi été analysés à Pau par les laboratoires de la Société Nationale des Pétroles d'Aquitaine.

Mais les traces d'hydrocarbures décelées ne donnent que bien peu d'espoir³. Toutefois, peut-être l'A.O.F. pourra-t-elle profiter de la nouvelle organisation saharienne adoptée par le Parlement le 29 décembre 1956 et dont la zone d'extension comprend, outre les territoires du Sud-Algérien, les parties sahariennes des territoires du Soudan, du Niger et du Tchad en A.E.F. ? Quoi qu'il en soit, l'A.O.F. est actuellement totalement dépourvue de pétrole, ainsi d'ailleurs que de charbon.

La rareté du charbon caractérise au surplus l'ensemble du continent africain. Seule la production sud-africaine du plateau du Veld a une importance relative ; mais au total l'ensemble de l'Afrique dis-

3. La Société Africaine des Pétroles vient de commencer les recherches sur le périmètre (9.640 km²) qui lui a été attribué en juillet 1957, en basse Côte d'Ivoire ; une équipe sismique de la Compagnie Générale de Géophysique est actuellement à pied d'œuvre et les forages géologiques débiteront au cours du premier semestre 1958.

pose, en dehors de l'Union Sud-africaine, d'un peu plus de 2.000.000 de tonnes de charbon seulement. L'A.O.F. donc n'a pas de charbon et c'est une situation qui ne laisse pas d'être un peu paradoxale. Nous n'essaierons pas de l'expliquer, car les géographes et les géologues prétendent que les réserves charbonnières se sont constituées de préférence sous des climats voisins du climat tropical et équatorial actuel, dans de grandes lagunes où une végétation exubérante s'est déposée et s'est ensuite transformée en matière charbonifère par désagrégation progressive des molécules de glucose dans les cuvettes des lagunes. Or, dans l'ensemble des régions de climat tropical et équatorial actuel, on ne trouve aucune réserve charbonnière de quelque importance. Les deux supports par conséquent d'un développement industriel de quelque envergure sont donc en A.O.F. totalement absents.

Peut-être d'autres sources d'énergie peuvent-elles se développer ? Certaines régions peuvent se prêter à l'utilisation de l'énergie éolienne. On a pensé aussi à utiliser le procédé Georges Claude, au « trou sans fonds », non loin d'Abidjan : ce procédé est basé sur les différences de température entre les couches superficielles et les couches profondes de la mer ; malheureusement des difficultés surgirent dans la pose du très long tube nécessaire et la tentative dut être abandonnée. Surtout, les études qui se poursuivent sur l'utilisation pacifique de l'énergie atomique⁴ et de l'énergie solaire sont susceptibles d'aboutir un jour.

En ce qui concerne l'énergie solaire, ses applications ont fait l'objet aux Etats-Unis d'un congrès en septembre 1953, elle est étudiée à l'Institut Technologique du Massachusetts, en U.R.S.S. et son emploi n'est pas utopique. Le four solaire de 75 kW qui fonctionne à Montlouis a donné certains résultats. On estime en effet qu'il tombe sur 100 km² de surface terrestre une énergie solaire équivalente à toute l'énergie produite aux Etats-Unis ; sur 1 m² de sol, l'énergie solaire reçue est de l'ordre de 1 kW. Certes la transformation des photons en énergie comporte un rendement faible de 6 %, mais on a, paraît-il, de bonnes raisons de penser qu'un rendement de 10 % pourrait être prochainement obtenu. D'après la revue *Iron Age*, le kilowatt solaire installé reviendrait aux environs de 100 dollars.

Mais tout cela est encore trop récent pour que l'on puisse avoir une certitude et il y a loin des recherches de laboratoire à l'utilisation industrielle. Toutefois, en matière de sources d'énergie, un élément de réconfort existe : c'est l'importance des possibilités et des

4. D'après les prévisions les plus sérieuses faites en 1956, le kilowatt-heure atomique serait produit dans quelques années pour un peu plus de 2 francs.

réserves hydro-électriques de ces régions qu'elles doivent à leur climat et à leur relief. A leur climat d'abord, parce que, surtout si l'on se rapproche de la zone équatoriale, il tombe des masses d'eau importantes et que malgré l'évaporation également importante, il reste des débits assez considérables dans les rivières ; à leur relief ensuite, parce que ces régions comportent souvent des rapides et des chutes d'assez grande ampleur : on peut donc avec un débit important et une chute de plusieurs dizaines de mètres, envisager une production hydro-électrique. L'A.O.F. qui a un climat surtout tropical et une longue saison sèche dans la partie Nord, a cependant des réserves possibles que certains estiment à 14 millions, d'autres à 23 millions de kW. Il y a donc là une ressource extrêmement importante.

Pourtant, il n'y a aucune mesure entre l'importance des réserves et celles de la production. En 1955, la production s'élevait en A.O.F. à 117,19 millions de kWh contre 18 millions en 1945. L'électricité y est presque entièrement fournie par des équipements Diesel à Dakar (centrale de 26.000 kW), Saint-Louis, Rosso, Louga, Kaolak, Cotonou, Bamako, Bobo-Dioulasso et Zinder. Or, les prix sont supérieurs à ceux payés dans la métropole : pour une industrie de dimension moyenne, le coût du kWh est en métropole de 7 à 8 francs (projet du Koukouré environ 1 franc). En A.O.F., on atteint les prix suivants (exprimés en francs métropolitains) : 20 francs environ à Dakar et 30 ou 40 francs dans les autres villes, même côtières. A Gao, on atteint 56 francs métropolitains le kWh, les centrales de l'intérieur travaillant, en raison des frais de transport, à des prix trois fois plus élevés qu'à Dakar. Ces prix élevés ne favorisent évidemment pas de bas prix de revient industriels. On constate cependant depuis quelques années une augmentation des consommations industrielles plus rapide que celle des consommations à basse tension, ce qui indique une tendance à l'industrialisation. Par ailleurs, le nombre total d'abonnés pour l'ensemble de la Fédération est passé de 28.000 en 1952 à 45.000 en 1955.

Pourtant le seul équipement hydro-électrique valable est, en Guinée, la centrale située aux Grandes Chutes⁵, sur la rivière Samou, et qui donna en 1956 une production brute de 12.969.700 kWh. Il existe certes de nombreux projets : le plus grandiose est celui du Koukouré dont nous parlerons longuement dans la seconde partie. Mais il y a d'autres projets de moindre importance⁶ : c'est ainsi que

5. Production brute de l'usine en 1954 (date de sa mise en service) : 8.064.960 kWh. Production brute en 1955 : 9.352.300. Production brute en 1956 : 12.969.700.

6. Les travaux de construction d'un barrage sur la Bia en Côte d'Ivoire vont être accélérés pour être achevés avant la saison des pluies en mai. L'usine hydro-électrique pourrait commencer à produire au début de 1960. Sa capacité de pro-

les techniciens viennent de choisir⁷ l'emplacement du futur barrage de Dagana, sur le Sénégal ; celui-ci sera en principe construit au lieu dit Keur-Mour. Il est vrai que la question du financement est en ce moment à l'étude au ministère de la France d'Outre-Mer ; ce barrage devrait permettre notamment d'augmenter sensiblement les surfaces utilisables en culture de décrue dans la vallée du fleuve : ce qui montre une fois de plus que développements industriels et agricoles sont souvent liés et se soutiennent mutuellement. Mais si les réalisations ne sont pas actuellement plus nombreuses, c'est que des difficultés importantes existent sur le plan de la prospection, sur le plan physique comme sur celui des investissements.

En ce qui concerne la prospection, ce n'est que depuis 1947 que les fleuves africains sont étudiés scientifiquement, grâce aux missions de l'Electricité de France. Travaillant dans des conditions souvent difficiles, les membres de ces missions ont dû accomplir des travaux qui n'avaient jamais été sérieusement réalisés et en particulier installer des stations de jaugeage pour obtenir le débit des fleuves africains, spécialement irrégulier.

Un exemple montrera les difficultés sur le plan physique : pour l'exploitation des réserves hydro-énergétiques du Fouta-Djalou, malgré les défauts des régimes hydrographiques (écoulement par saccades), l'absence quasi-totale de rétention d'eau par le sol, les spécialistes nous font espérer une réussite complète. Et pourtant, on est un peu inquiet devant les quantités d'eau perdues par l'évaporation, l'écoulement instantané des précipitations, le gaspillage, en quelque sorte, auquel la nature se livre. C'est ainsi que la Konkouré, aux chutes de Kaléta, et le Rhône à Génissiat, ont approximativement des bassins versants de même superficie (11.000 km² pour la Konkouré et 10.000 pour le Rhône). Le volume pluviométrique annuel est beaucoup plus élevé pour le premier que pour le second, mais alors que 12 milliards de m³ d'eau sont comptés à Génissiat, il faut se contenter de 9 milliards à Kaléta.

La troisième difficulté est l'énormité des investissements qui sont nécessaires pour l'équipement hydro-électrique. L'équipement nécessite la mise à pied d'œuvre de masses importantes de béton, l'apport de machines, une main-d'œuvre disponible. L'apport du matériel et du béton est rendu difficile par suite de l'infrastructure insuffisante des moyens de communication et la main-d'œuvre est rare et peu qualifiée

duction annuelle serait de 70 millions de kWh. Le coût total des travaux (usine, barrage, ligne de transport, indemnités d'éviction) atteindra 3 milliards de francs C.F.A. Le barrage constituera une réserve d'environ 660 millions de mètres cubes d'eau (*La Vie Française*, 6 septembre 1957).

7. Fin 1957.

si elle est plutôt bon marché. Nous sommes donc une fois de plus principalement en face du problème des investissements et de leur rentabilité. Or la présence d'énergie peut entraîner le développement de l'industrie et réciproquement. En effet, d'une part, 'on ne peut entreprendre les travaux considérables nécessités par la construction de grandes centrales que si on peut être assuré de débouchés massifs ; les résistances que nous remarquons en ce qui concerne l'industrialisation ont limité le développement énergétique de l'Afrique. Mais d'autre part, la présence d'énergie doit favoriser le développement industriel et surtout le traitement sur place de certaines matières premières : Pierre MOUSSA parle du rôle de fixateur pour certaines matières premières africaines de l'hydro-électricité, rôle d'autant plus souhaitable que

« l'électricité qui est la denrée la plus immatérielle du monde, physiquement parlant, est aussi la plus lourde, économiquement parlant : sur une ligne à très haute tension, et pour une puissance de 250.000 kilowatts, on estime les pertes d'énergie à 3 % par 100 kilomètres ».

Et ce développement énergétique africain est rendu encore plus indispensable par l'augmentation constante de la consommation électrique en Europe, qui fait que le doublement décennal est dépassé et par le fait aussi que l'Europe a déjà mis en exploitation les quatre cinquièmes (40 millions de kW sur 50) de son potentiel. L'industrialisation appelle donc l'énergie comme l'énergie appelle l'industrialisation : mais à s'attendre mutuellement, elles risquent de ne jamais se rencontrer. L'A.O.F. possède des réserves hydro-électriques considérables : mais pour sortir du dilemme, il faut une volonté, qui ne s'est jamais réellement manifestée jusqu'aux récents projets du Konkouré et du complexe industriel de Conakry.

Une quatrième raison de l'insuffisance industrielle aofienne peut être trouvée dans l'insuffisante exploitation des ressources minérales. Elle tient beaucoup aux difficultés de prospection, qui ont deux motifs : d'une part, absence jusqu'à ces dernières années de cartes géographiques et géologiques, d'autre part, difficultés de recruter un personnel qualifié et apte à un travail très dur. Le Bureau Minier de la France d'Outre-Mer, créé en 1948, joue un rôle d'impulsion et de coordination : c'est une société d'Etat, financée par des fonds publics, mais dont les employés ne sont pas des fonctionnaires. Le Bureau Minier⁸ est administré par un conseil de 16 membres composé de représentants des ministères intéressés, de techniciens et de personnalités privées. Il travaille parfois avec le concours de sociétés étran-

8. Dont le président est Roland PRÉ.

gères de recherche et il s'efforce d'attirer de jeunes étudiants, issus de l'Ecole des Mines ou de l'Ecole de Géologie de Nancy.

Jadis, les seules productions du sous-sol, qui ont d'ailleurs partiellement subsisté, étaient l'or et le diamant ; le Bureau Minier recherche actuellement de l'or filonien en Côte d'Ivoire et en Guinée. Depuis la fin de la guerre, on connaît le développement du minerai de fer de la presqu'île de Kaloum, les projets au sujet du Fort-Gouraud, le développement de la bauxite des îles de Loos et les espoirs que suscitent les gisements de Boké, de Dabola et Friguiagbe ; il est probable aussi que le gisement de bauxite du Ghana se poursuit en Côte d'Ivoire, où la bauxite a été signalée à Divo, Lakota et Gagnoa, ainsi que dans la région du bas Cavally ; il y a même des gisements au Soudan, près de Kita, et près de Saladayou, sur la Falémé. N'oublions pas non plus les phosphates de Pallo au Sénégal près de Thiès, le cuivre d'Akjoujt en Mauritanie, l'étain, la columbite, le tungstène d'Aïr (Niger). On a reconnu du graphite en Guinée à Lola, du manganèse à Tiére (Haute-Volta) et à Ansongo (Niger), des traces de pechblende en divers endroits ; il y a là certains produits utiles pour d'éventuelles applications industrielles de l'énergie nucléaire, et dès maintenant il serait possible d'extraire des phosphates aluminocalciques de Thiès : 400 grammes d'uranium par tonne. Voilà beaucoup d'espérances. Mais outre qu'elles sont récentes, elles n'ont pas donné lieu jusqu'à maintenant, en dehors de la bauxite, du fer et des phosphates, à une production notable. Et surtout, aucun développement industriel n'a été réalisé en A.O.F. Il n'y a pas d'industrie d'équipement et les rares industries qui existent ont été souvent déterminées par l'autarcie de la période de guerre. Quoi qu'il en soit, nous voyons une fois de plus que jusqu'à maintenant le caractère de l'économie aofienne a été largement colonial : exportation de produits bruts et importations d'objets manufacturés.

Nous devons encore citer comme cinquième raison, l'insuffisance des moyens de communication. Il est évident que tout développement industriel est conditionné par l'existence de moyens de communication suffisants pour prendre connaissance des possibilités d'un pays d'abord, ensuite pour évacuer les produits, amener la main-d'œuvre, etc. ; il est non moins évident qu'inversement, les moyens de communications sont conditionnés par les possibilités économiques d'un territoire. Nous n'insistons pas sur ces problèmes, qui vont faire l'objet du chapitre suivant.

Nous voudrions en conclusion de celui-ci faire trois remarques. D'abord nous nous demandons si la prospection et l'exploitation minières sont conduites avec toute l'unité de vue désirable en raison des nombreux organismes qui s'occupent de ces questions : Comité

d'Etudes des Zones d'Organisation Industrielle de l'Union Française créé en juin 1950, Bureau d'Organisation des Ensembles Industriels Africains institué en janvier 1952, Bureau Minier de la France d'Outre-Mer fondé en janvier 1948, Bureau de Recherches du Pétrole institué en 1945. Il semble souhaitable de mettre un terme à cet éparpillement administratif et d'y substituer un organisme directeur unique, seul capable de susciter la coordination nécessaire des efforts privés et publics.

Ensuite nous pensons finalement avec Pierre MOUSSA que

« le principal handicap que rencontrent les industries naissantes outre-mer, provient précisément de l'état de sous-industrialisation lui-même. L'industrialisation est un phénomène cumulatif, c'est-à-dire qui croît proportionnellement à lui-même : l'industrie attire l'industrie ; inversement, la sous-industrialisation est cause de sous-industrialisation, elle tend à persévérer dans l'être ».

D'ailleurs, on a calculé qu'en raison des difficultés variées et des risques accrus, le coût d'une installation industrielle en Afrique noire est, en moyenne, à peu près le double d'un coût de la même installation en métropole.

Enfin notre troisième remarque porte sur la main-d'œuvre dont l'insuffisance est extrêmement gênante à première vue, car on ne peut développer que des industries à marche continue et qui exigent seulement du personnel de contrôle ; on ne peut pas envisager une grosse industrie sidérurgique du type lorrain. Mais on peut par contre envisager une industrie sidérurgique du type alpin, sous la forme de l'aciérie électrique. On ne peut pas implanter la grande industrie mécanique du type de l'automobile, mais on peut par contre développer une industrie du type de l'aluminium qui n'impose l'utilisation que de peu de main-d'œuvre : le « goulot d'étranglement » que constitue l'insuffisance de main-d'œuvre n'est donc pas insurmontable.

TABLEAU XII
EVOLUTION DES PRODUCTIONS ET CONSOMMATIONS
D'ELECTRICITE PAR TERRITOIRE

TERRITOIRES		1938	1945	1950	1955		
		Production totale Consommation totale	Production totale Consommation totale	Production totale Consommation totale	Consommation basse tension	Consommation moyenne tension	Production totale Consommation totale
SENEGAL	p c	6,21	14,07	33,21 29,16	24	38,88	76,40 62,88
SOUDAN	p c	1,17	1,52	2,13 1,85	3,17	3,38	7,44 6,55
HAUTE VOLTA	p c	0,20	0,23	0,06 0,5	0,85	0,50	1,60 1,35
NIGER	p c	0,06	0,07	0,15 0,12	1	0,31	1,61 1,31
MAURITANIE	p c			0,02 0,02	0,06	-	0,08 0,06
DAHOMEY	p c	0,15	0,06	0,7 0,60	2,14	0,69	3,30 2,83
GUINEE	p c	0,43	0,39	1,52 1,42	4,64	3,92	10,64 8,56
COTE D'IVOIRE	p c	1,25	1,66	2,45 1,93	6,72	7,13	16,12 13,85
TOTAL production		9,47	18	40,24 35,15	42,58	54,81	117,19 97,39

Nota : Les productions (p) et les consommations (c) des années 1938 à 1955 sont portées en millions de kWh.

TABLEAU XIII

Le tableau ci-dessous indique les puissances installées au 31 décembre 1955 ainsi que celles des extensions des ouvrages existants qui entreront en service avant la fin de l'année 1956

	Puissance installée au 31.12.1955 en KW	Puissance en cours d'installation en 1956 en KW	Puissance installée au 31.12.1956 en KW
SENEGAL	42.000	14.000 (fin 1957)	42.000
SOUDAN	}	2.850	9.550
HAUTE VOLTA			
NIGER			
MAURITANIE			
DAHOMY	1.900	450	2.350
GUINEE	15.200		15.200
COTE D'IVOIRE	8.500	2.100	10.600
A.O.F.....	74.300	5.400	79.700

TABLEAU XIV

ESTIMATION DES GISEMENTS MINIER PRINCIPAUX (1955)

Produit	Emplacement du gisement	Territoire	Teneur	Contenance estimée en milliers de T.
Phosphates de chaux	LAM-LAM	SENEGAL	78 %	5.000
Phosphates d'alumine	PALLO	SENEGAL		300.000
	TAIBA	SENEGAL		10.000
	TIVAUANE	SENEGAL	65 %	30.000
Fer	KALOU	GUINEE	47-51 %	2.500.000
	FORT-GOURAUD	MAURITANIE	55-70 %	100.000
Bauxite	ILES DE LOS BOKE	GUINEE	45 à 50 %	10.000
		GUINEE		Plusieurs dizaines de mille
	DABOLA	GUINEE		
Manganèse	TIERE	HAUTE-VOLTA	50 %	700
Cuivre	AKJOUJT	MAURITANIE		
Ilménite	Région Côtière	SENEGAL		

TABLEAU XV

PRODUCTIONS MINIERES PAR SUBSTANCES DE 1949 à 1955

(Source : Direction Fédérale des Mines et de la Géologie)

SUBSTANCE	UNITES	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955
Or	grammes	88.630	149.010	61.068	46.162	50.400	21.000	6.850
Diamants	1 000 carats	95	124,6	101,2	136,2	180	217,6	318,4
Phosphate d'alumine..	tonne	4.711	11.900	23.572	43.388	52.400	90.200 (2)	134.200 (6)
Phosphate de chaux...	"	-	-	4.000	22.695	45.800	5.500	8.400
Ilménite	"	9.180	790	3.908	4.622	5.768	11.400	27.600
Sables zirconifères...	"	36	-	21,4	-	950	919	-
Rutile.....	"	-	-	-	26	-	-	-
Bauxite	1 000 tonnes	8,3	9,2 (1)	-	99,4	328	442	4.500
Cassitérite	tonne	37,8	72,5	93,7	160,6	149,8 (3)	107,9 (4)	69,7 (7)
Wolfram	kg.			1.048	1.945	3.120	2.400	676,2
Minéral de fer	1 000 tonnes	-	-	-	-	398,6	592,6	550
Concentré de cuivre..	tonne	-	-	-	-	-	327	-

(1) Provenant d'une extraction de 13.879 tonnes, d'où 9.200 tonnes de minéral ont pu être séparées.

(2) Phosphate d'alumine brut : 73.200 ; phosphate d'alumine déshydraté : 17.000.

(3) Dont 136,7 de cassitérite et 13,1 de cassitérite et Wolfram.

(4) Dont 102,4 de cassitérite et 5,5 de cassitérite et Wolfram mélangés.

(5) De laverie.

(6) Phosphate d'alumine brut : 104.400 ; phosphate d'alumine déshydraté : 29.800.

(7) Dont 68,4 de cassitérite et 1,3 de cassitérite et Wolfram.

PRODUCTIONS ET EXPORTATIONS MINIERES 1955 (1)

MINERAI	UNITE	Productions		Exportations	
		Tonnage		Tonnage	
		1954	1955	1954	1955
Aluminium					
Bauxite à 53 % d'alumine	1.000 tonnes	431,1	423	456,1	1.098
Cuivre					
Concentré à 25 %	tonne	327	550	-	54
Diamants	1.000 carats	217,6	318,4	223,4	1.008
Etain et Wolfram					
Cassitérite à 70 %	tonne	102,4	68,4	101	34
Mixtes étain-wolfram	tonne	5,5	1,3	3,4	
Mineral de wolfram	tonne	2,4	-	-	-
Fer					
Mineral à 52 %	1.000 tonnes	593	650	580	1.420
Or	kg.	21	6,85	-	-
Phosphates d'alumine à 28 %P 205.					
brut	1.000 tonnes	73,2	104,4	47,2	48,6
déshydraté (2)	1.000 tonnes	17	29,8	11,4	26,7
de chaux	1.000 tonnes	3,5	8,4	15,2	11,3
Titane					
Ilménite	1.000 tonnes	12,5	27,6	9,9	110
Zirconium					
Zircon	tonne	0,919	-	918	-
				3.568	4.064

(1) Valeur en millions de F.M. : pour la production : ordre de grandeur de la valeur carreau-mine ; pour les exportations : valeur F.O.B.

(2) Provient du traitement du phosphate brut.

INSUFFISANCE DES MOYENS DE COMMUNICATION

S'il est vrai que « les moyens de communication créent le trafic », l'A.O.F. ne semble pas promise à un développement économique très rapide. Le réseau routier, avant la guerre, comptait environ 70.000 kilomètres, composés presque toujours de pistes souvent en mauvais état : en 1946, le plan prévoyait la construction de 25.000 km de routes modernes dont 17.500 km de routes moyennes et 7.500 km d'axes lourds ; or, on en a réalisé un peu moins de 4.000 dont 2.000 km d'axes lourds. A la même époque, le chemin de fer représentait un peu plus de 4.000 km, répartis en quatre lignes principales : Dakar-Bamako (1.679 km) par Thiès, Kayes et Koulikoro, et des embranchements vers Saint-Louis, Linguère et Kaolack, Conakry-Kouroussa-Kankan en Guinée (662 km), Abidjan-Bobodioulasso en Côte d'Ivoire (1.183 km), Cotonou-Parakou au Dahomey (579 km) ; une seule ligne a été ajoutée : le chemin de fer du Mossi (350 km). Le seul grand port en 1946 était Dakar : depuis cette date, Abidjan, Conakry et Cotonou se sont développés. Quant à l'aviation, elle connaît un développement réel depuis dix ans seulement, développement si important que nous pensons qu'elle peut jouer un rôle de premier plan dans l'Afrique de demain et que nous n'en parlerons pas ici, nous réservant de lui consacrer un chapitre dans la seconde partie.

Nous montrerons d'abord les difficultés tenant aux conditions naturelles et aux erreurs humaines. Nous insisterons ensuite sur l'importance de la notion rentabilité. Enfin, nous concluerons sur l'harmonie nécessaire.

Quelles que soient les perspectives qu'ouvrent l'aviation, les moyens de communication en A.O.F. sont insuffisants. Cette carence des moyens de communication est un obstacle majeur au développement : c'est ainsi que certaines exportations qui seraient rentables et qui permettraient à l'A.O.F. de payer des importations de biens d'équipement, n'ont pas été toujours suffisamment développées. Ces difficultés expliquent que, pendant très longtemps, les richesses potentielles de certains territoires n'aient pas été effectivement exploitées. Voici deux exemples :

— La presqu'île de Kaloum, en premier lieu, celle au bout de laquelle se trouve Conakrey, est un immense bloc de minerai de fer à teneur moyenne ou même élevée ; or, pendant un certain temps, on ne pouvait envisager son exploitation car la petite voie ferrée Conakry-Kankan avait une capacité annuelle de 200.000 tonnes ; on a pu calculer qu'il fallait au minimum une extraction annuelle de 1 million de tonnes pour que celle-ci soit rentable.

— En second lieu, les Français, après avoir laissé échapper les ressources de bauxite des îles de Loos, concédées à une entreprise canadienne, s'intéressent maintenant à un gisement de bauxite situé à 500 km à l'intérieur des terres, celui de Dabola. Or, avant d'envisager toute exploitation, il faut construire une route, une voie ferrée et des maisons d'habitation sur place pour permettre au personnel d'exploiter des gisements qui, par ailleurs, sont très riches. L'insuffisance des moyens de communication est l'un des obstacles essentiels à la mise en valeur rationnelle de l'A.O.F. C'est que les efforts pour les développer se sont heurtés à des difficultés importantes qui peuvent se grouper sous deux rubriques : conditions naturelles et erreurs humaines. Cette dernière rubrique mettra en évidence l'imprévoyance, souvent l'ignorance de considérations locales et presque toujours l'indifférence, à l'égard de la notion de rentabilité, des responsables, c'est-à-dire des pouvoirs publics en général jusqu'à ces dernières années.

Les difficultés tenant aux conditions naturelles comportent deux aspects : difficultés d'accès et difficultés de pénétration.

Il y a, en A.O.F., des difficultés d'accès pour prendre pied sur le continent qui tiennent pour une petite part au découpage des frontières et pour une part plus importante à des raisons physiques.

L'A.O.F., en effet, est coupée de la mer par la Guinée portugaise et le Libéria, et par les quatre territoires qui formaient la British West Africa : Gambie, Sierra Léone, Gold Coast, devenue l'Etat de Guana, et Nigéria.

Par ailleurs, les côtes sont rendues d'accès difficile pour plusieurs raisons physiques :

Tout d'abord, dans la majeure partie de la côte africaine, au moins sur la partie Nord du golfe de Guinée et jusqu'au Sud de Dakar, la raison essentielle est constituée par une série de lagunes bordant la côte et séparées de la mer par des cordons de sable, ne donnant pas de grandes profondeurs ; la mer arrivant sur les hauts fonds sableux déferle et détermine une vague que l'on appelle la barre au delà de laquelle les embarcations moyennes doivent s'arrêter, sinon elles risquent d'être détériorées. Il faut, sur toute cette

côte, construire perpendiculairement à la ligne de côte et parfois sur d'assez grandes longueurs, des warfs, pour que les navires puissent accoster sans avoir besoin de faire dans des pirogues, qui, elles, cherchent à franchir la barre, un transbordement à la fois coûteux et dangereux. Malheureusement, beaucoup de ces warfs ont été construits avec des moyens rudimentaires et en bois ; l'action des insectes, dans ce type de climat où ils pullulent, étant très grande, la plupart, construits il y a trente ans, deviennent peu à peu inutilisables.

En outre, la triple barrière constituée par la barre, par une langue de sable et par une série de lagunes est encore renforcée par une barrière végétale, puisqu'il existe, sur la plus grande partie de cette côte, une formation végétale, appelée la mangrone, sorte de forêt semi-aquatique, comportant des lianes extrêmement denses et qui ne permettent pas l'accès, à moins que l'on ait au préalable déterminé dans la mangrone une trouée qu'il faut entretenir, car elle se referme en moins de deux ans.

Il y a donc très souvent une difficulté d'accès pour prendre pied sur le continent lui-même qui est considérable.

On conçoit alors que les travaux d'établissement de port doivent être ici particulièrement coûteux, puisqu'il n'y a en définitive comme ports possibles, en dehors de ceux, rares, qui possèdent un site comme Dakar, que des ports artificiels, créés à l'abri des digues établies par hauts fonds ; ou bien des ports de lagunes, à condition que la flèche de sable qui sépare la lagune de la mer puisse être traversée par un canal à grande section, ce qui n'a été réalisé qu'à Abidjan.

Le résultat, c'est que partout ailleurs, on compte sur la carte d'innombrables ports mais dont les capacités de réception et d'expédition sont infimes ; aucun port d'une capacité supérieure à 1 million de tonnes sur toute la côte occidentale en dehors de Dakar, d'Abidjan et de Conakry.

L'exemple d'Abidjan montre bien les difficultés auxquelles on s'est heurté pendant longtemps. On sait que la lagune Ebrié est séparée de la mer par un cordon littoral. En 1901, fut créé le premier port (la ville administrative date de 1899). Il était situé sur la baie du Banco, relié à la mer par un canal qui aboutissait en face du « trou sans fond ». Celui-ci était à l'origine des mouvements de terrain ayant provoqué l'effondrement des ouvrages de protection au débouché du canal sur la mer. En 1909, une nouvelle tentative aboutit aux mêmes résultats. Par la suite, le port se réduisit aux pittoresques warfs de Grand Bassam et de Port-Bouet. De là, marchandises et voyageurs empruntaient le chemin de fer jusqu'à la ville. Cette situation a duré jusqu'en 1950.

Si on rencontre en A.O.F. des difficultés d'accès, on rencontre aussi des difficultés de pénétration. La massivité, qui caractérise la plupart des régions de type intertropical, n'est nulle part plus vraie qu'en A.O.F. qui souffre d'une « anémianté continentalité ». Tournée vers l'intérieur, l'A.O.F. conserve la voie de l'Est. Mais d'Est en Ouest, on peut cheminer pendant des milliers de kilomètres sans changer de paysage, car, en Afrique occidentale, la principale division régionale est fonction de la latitude ; or, les échanges ne se conçoivent qu'entre régions d'aptitudes différentes, complémentaires.

De plus, la pénétration est difficile à cause des rebords abrupts des plateaux, surtout pour la bordure du golfe de Guinée, et parce que les rivières, coupées de rapides ou s'étendant en deltas marécageux, ne peuvent toujours être utilisées¹, d'autant que, dans les régions tropicales, elles sont souvent sans eau en saison sèche. Difficile aussi à cause de la végétation très dense dans la partie équatoriale, qui rend très pénible d'entretien régulier des routes. Dans ces régions d'une végétation luxuriante qui tend toujours à recouvrir peu à peu voies ferrées, routes et pistes, d'une germination énorme, les poteaux télégraphiques au bout de quelque temps ayant des branches et se mettant à pousser, les obstacles que dresse une nature indocile sont évidemment nombreux. C'est ainsi que jusqu'en 1945, jusqu'à l'abolition du régime de prestations, plus connu sous le nom de travail forcé, les routes étaient créées et entretenues le plus souvent par les administrateurs de la France d'Outre-Mer, les chefs de régions, les commandants de cercle et les chefs de subdivision. Ils pouvaient exiger des indigènes qu'ils viennent travailler périodiquement à l'entretien des routes, domaines des cassis, des ornières, du poto-poto pendant la saison humide ainsi que de la fameuse « tôle ondulée », le sol étant strié de durs bourrelets transversaux². Cet entretien s'effectuait avec un matériel rudimentaire, des pelles, des pioches et de petits paniers qui servaient aux indigènes à porter la terre sur la tête. C'était un travail jamais fini, car chaque grosse pluie dévastait les routes et les crues emportaient souvent les ponts de bois qu'il fallait reconstruire.

Et nous sommes enfin amenés à penser que l'A.O.F. est un pays difficile en raison de son climat : elle est, en effet, partagée entre le climat saharien au Nord, sans saison de pluies, le climat équatorial

1. La navigabilité ne couvre qu'une portion restreinte des fleuves. Sur 1.300 km, le fleuve Sénégal ne transporte annuellement que 12 à 15.000 tonnes ; sur 2.200 km, le Niger ne transporte que 30 à 40.000 tonnes.

2. Les techniciens ne s'accordent pas tous pour l'explication de ce phénomène qui n'atteint en tout état de cause que les chaussées non stabilisées par revêtement. L'explication la plus fréquemment retenue est que les trépidations des roues déchaussent les gravillons dont les gros éléments se rassemblent au sommet d'une onde.

au Sud à deux saisons de pluies et le climat tropical entre les deux qui tient du premier en hiver et du second en été.

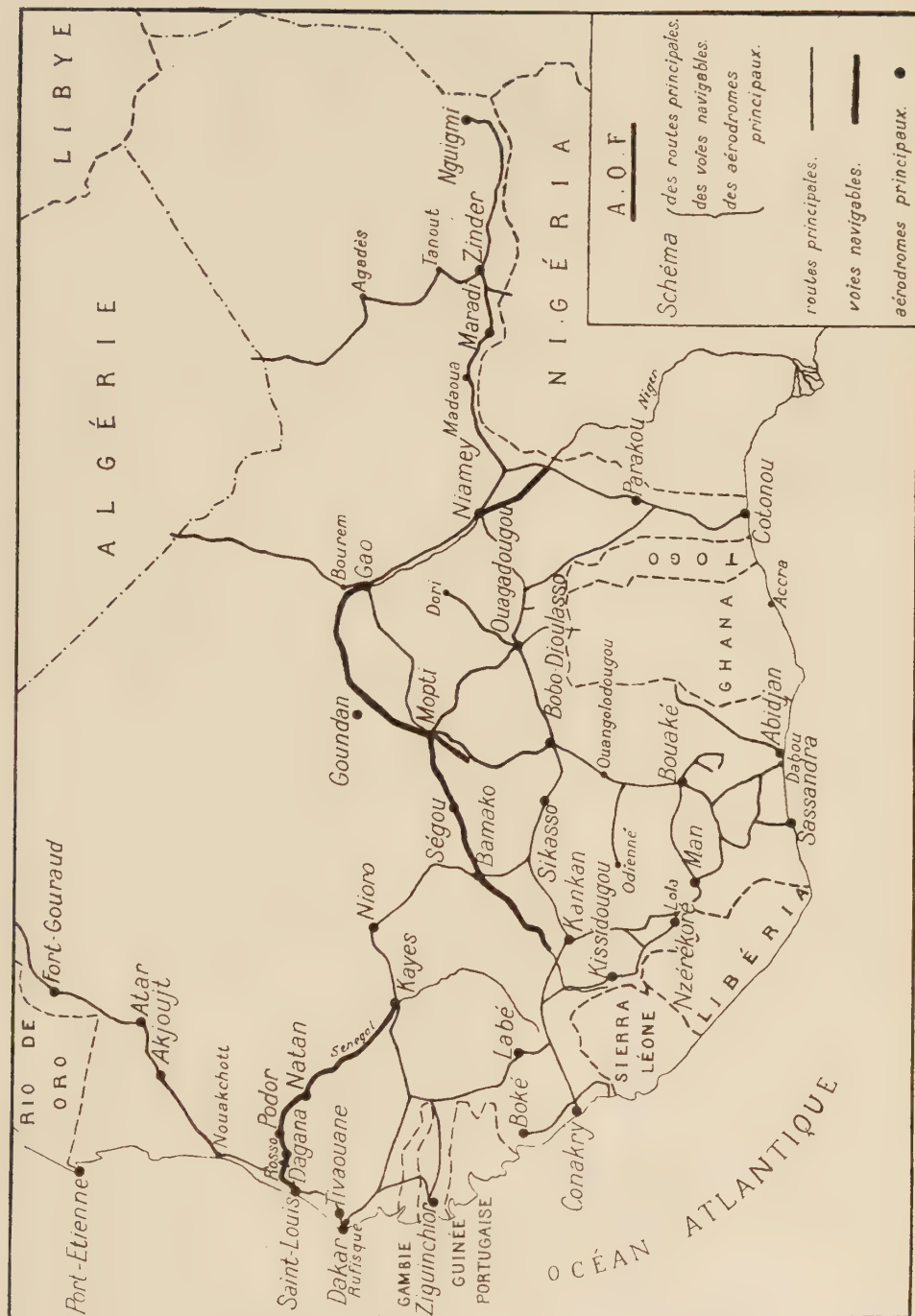
Les écarts de température toutefois sont moins importants qu'on pourrait le supposer, l'amplitude annuelle des températures moyennes est de 3-5° au Sud et 10-12° au Nord. Les plus fortes températures s'observent aux changements de saisons : c'est ainsi qu'au Niger, en avril, mai et octobre, les maxima dépassent quelquefois 46° à l'ombre, alors qu'en saison sèche, il est rare de noter plus de 30°. Plus considérables sont en général les contrastes pluviométriques : du Nord au Sud, on passe du régime désertique aux incessantes pluies de type équatorial, d'un total annuel inférieur à 10 mm à plus de 4 m.

Mais de tous les phénomènes climatiques, le plus important est peut-être l'harmattan, cet air soudanien continental, provoquant entre autres conséquences, une sécheresse désastreuse. L'harmattan exacerbe en particulier l'aridité thermique, aussi est-ce d'avril à mai que le Soudan connaît ses records les moins enviables. Par contre, les parties intérieures de la Côte d'Ivoire, du Dahomey subissent le terrible vent de décembre à mars, époque de chaleurs suffocantes. Plus au Sud, l'absence d'harmattan autorise, grâce à l'humidité constante, l'essor de la forêt ombrophile (amie de l'eau). Ces conditions atmosphériques extrêmes rendent évidemment très difficiles la construction et l'entretien des moyens de communication.

Si les difficultés tenant aux conditions naturelles sont nombreuses, les hommes de plus n'ont pas toujours su ou pu les surmonter. Jusqu'à la guerre, et peut-on dire jusqu'en 1945, la guerre constituant pour ce qui nous intéresse une période creuse, la France ne s'est pas assez souciée de son empire et l'équipement manifeste l'insuffisance des moyens. Depuis 1946, par contre, la France a consacré des sommes importantes à ses Territoires d'Outre-Mer³ et le demi-échec rencontré montre une ignorance des conditions économiques qui conditionnent le développement de l'infrastructure Outre-Mer. Il est sans doute bon de créer des moyens de communication pour pénétrer dans des régions isolées et les développer, il est sans doute possible de voir la route ou le rail par leur présence même faire naître un trafic, mais encore faut-il que les nouvelles régions desservies aient certaines possibilités économiques. Trop souvent, l'effort d'infrastructure est apparu comme une anticipation téméraire, ce qui a été néfaste à un double point de vue : d'abord parce que les milliards dépensés

3. Total des ressources publiques affectées par la métropole au développement des territoires d'Outre-Mer : environ 600 milliards de francs métropolitains de 1946 au 31 décembre 1955, dont 38 % pour les moyens de communication (pourcentage passé en cours d'exécution à 46 %, ramené aux environs de 21 % pour le Deuxième Plan).

FIGURE 1



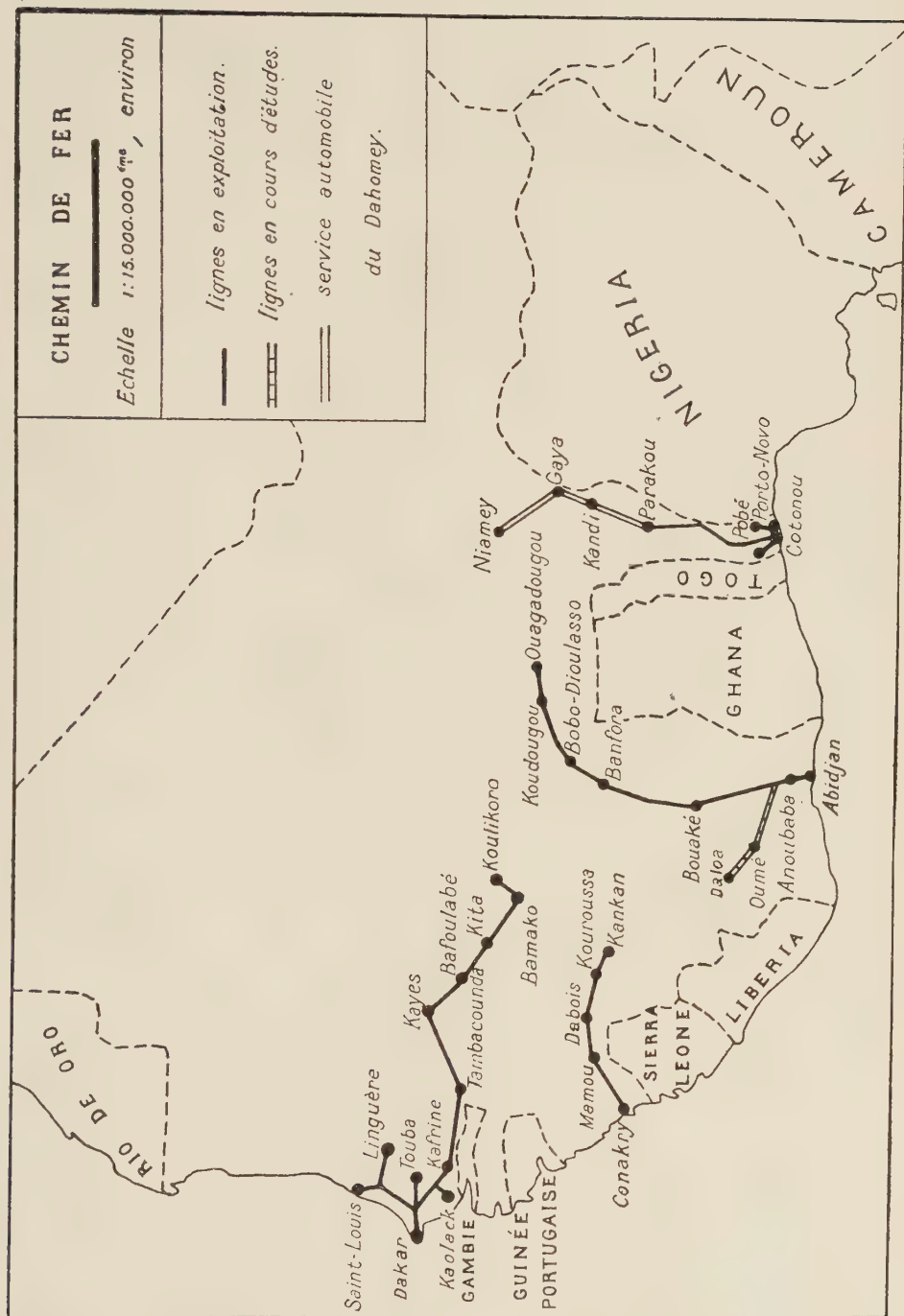
là auraient pu l'être plus utilement, ensuite parce que ces moyens de communication, insuffisamment justifiés par les ressources et les possibilités économiques des pays traversés, ont constitué une charge pour les territoires, même lorsqu'ils pouvaient trouver une justification politique ou sociale. Nous pensons que le progrès économique doit précéder ou au plus aller de pair avec le progrès politique et social, pour l'excellente raison que l'on ne saurait répartir ce qui n'existe pas encore.

Il est vrai que la critique est aisée ; mais elle trouve sa justification, si elle permet d'éviter le renouvellement des erreurs premières. C'est ainsi que nous supportons toujours actuellement les conséquences fâcheuses du mauvais tracé initial des routes et des chemins de fer ⁴. Ces routes, qui n'étaient que des pistes, outre que leur chaussée de terre était très vulnérable et défectueuse, avaient la fâcheuse habitude de suivre de préférence les lignes de crêtes : ceux qui les avaient conçues recherchaient sans doute là non la voie la plus courte, mais celles de l'économie et de la facilité, les passages dans les vallées nécessitant des ouvrages d'art plus fréquents. Pour ces différentes raisons, les parcours étaient donc longs, l'usure du matériel considérable et le prix de revient élevé : les ingénieurs estimaient que le prix de revient d'un camion était deux fois plus élevé sur les routes d'Afrique que sur celles de la métropole. Les rectifications de parcours se font peu à peu, mais coûtent cher ⁵. Le même souci d'économie se retrouve dans l'élaboration du réseau ferroviaire. Les voies sont à écartement de 1 mètre. Presque partout, c'est la voie dite coloniale qui assure le trafic, c'est-à-dire rails posés à même le sol, courbes trop accentuées, pentes trop fortes. La nécessité de faire vite aux moindres frais n'explique pas toutes ces déficiences. A l'origine, la voie ferrée n'avait qu'un rôle secondaire, subordonnée à la voie fluviale. Le 24 février 1881, le Parlement vota les premiers crédits pour les travaux de liaison ferroviaire entre les fleuves Sénégal et Niger. Le rail s'installe d'abord entre deux sections navigables

4. Ainsi la ligne de Kayes à Bamako, construite hâtivement par les militaires, en rails de 20 kg, épousait au maximum les mouvements du terrain ; les déclivités dépassaient parfois 25 mm et le rayon des courbes était souvent inférieur à 200 m. Pour le Conakry-Niger, construit de 1899 à 1914, nous trouvons des rampes limites de 25 mm et des courbes de 150 m, exceptionnellement de 100 m ; ces conditions entraînent une usure anormale, allant jusqu'à compromettre la sécurité : depuis trois ans, les cassures de rail sont de plus en plus fréquentes (24 en 1953 ; 31 en 1954 ; 86 en 1955 ; 188 en 1956). Quant au réseau routier, il ne peut être évalué avec précision : il présente une longueur totale comprise entre 70 et 80.000 km. Ces chiffres comprennent de nombreuses pistes, dont certaines sont simplement marquées sur le sol par le passage des véhicules.

5. La première route bitumée ne fut mise en chantier qu'en 1923, sur les 25 km séparant Dakar de Rufisque. Pendant vingt-six ans, ce tronçon restera le seul bitumé de toute l'A.O.F.

FIGURE 2



d'une rivière séparés par un bief interdit aux bateaux. Ainsi la difficulté opposée à la continuité de la circulation sur le Niger entre Sotuba et Kénia (rapides) fut résolue par le canal de Sotuba et le tronçon de rail Bamako-Koulikoro, plus tard relié à la grande ligne. Quoi qu'il en soit, les caractéristiques défectueuses du tracé et des voies, ainsi que l'utilisation de la vapeur, ne permettaient de faire circuler que des trains légers, souvent d'un maximum de 300 tonnes.

Le matériel, en effet, était aussi insuffisant ; jusqu'à ces dernières années, le train le plus rapide mettait encore trente-six heures pour faire 1.200 km. Et pour donner une idée de l'importance du réseau aofien, imaginons une Europe qui compterait 4.300 ou 4.400 km de chemins de fer à voie unique du Havre à Milan, de Hambourg à Francfort, de Barcelone à Madrid et de Rome à Boulogne. Un progrès important a été fait avec la diésélisation du réseau qui est presque achevée : il en résulte une économie de temps, de personnel et la possibilité de faire circuler des trains plus lourds⁶. Mais les possibilités des Diesels sont limitées par les déficiences des voies et des tracés. Les travaux doivent donc être poursuivis pour les chemins de fer⁷ comme pour les routes. Pour ces dernières, l'accroissement de la circulation et du parc automobile⁸ suffiraient à les justifier. En ce qui concerne l'essence de tourisme, la vente est passée de 79.780 m³ en 1949 pour l'ensemble des territoires à 195.013 m³ pour 1954 ; les statistiques montrent que le nombre de mètres cubes vendus augmente chaque année⁹. Des remarques analogues peuvent être faites pour le gas-oil, le fuel-oil et le pétrole. Si l'on considère maintenant le nombre de véhicules importés pour l'ensemble de l'A.O.F., nous constatons une augmentation annuelle constante pour les différents types : les voitures de tourisme passent de 3.065 pour 1953 à 5.181 pour 1955, les camions de 2.614 en 1953 à 5.986 en 1955 ; les tracteurs ont des chiffres plus modestes et passent de 237 en 1953 à 414 en 1955 ; les cycles, par contre, passent de 51.969 en 1953 à 108.557

6. Le coût très élevé du charbon d'importation (plus de 6.000 francs C.F.A. la tonne à quai) résultant de son transport sur de longues distances, la charge onéreuse des nombreuses alimentations en eau, imposaient aussi l'adoption de ce mode de traction.

7. Le Dakar-Niger profitant de l'expérience de la S.N.C.F., a pu réaliser la pose de la voie en rails soudés continus de gare en gare (soit 25 km environ) sans joint de dilatation.

8. En 1928, il n'y avait que 20.000 km de mauvaises pistes sur lesquelles circulaient 5.500 véhicules. La modernisation a profité aux transporteurs et aux usagers. Alors que les tarifs applicables avant 1950 évoluent en A.O.F. entre 18 et 20 francs la tonne, ils se sont abaissés à 8 francs la tonne environ (cf. « La politique routière en Afrique occidentale », de GIRAUD, directeur des travaux publics en A.O.F., dans le supplément d'avril 1957 de la revue *Travaux*).

9. Consommation 1956 : 248.983 m³ d'essence ; 81.700 m³ de gas-oil. Ces chiffres sont environ neuf fois supérieurs à ceux de 1938.

en 1954 et 105.047 en 1955 : cette légère diminution, la dernière année, est sans doute due à l'augmentation des motocycles-vélocycles qui passent de 4.433 en 1953 à 7.846 en 1955.

Aussi certains territoires, poussés par la nécessité, sont-ils parvenus à accroître leurs routes par des moyens détournés. Ainsi, dès 1951, la Côte d'Ivoire avait créé un fonds café-cacao approvisionné par une taxe à l'exportation sur les deux produits. L'objectif essentiel de ce fonds n'est pas la création de routes : il vise à apporter une aide directe aux planteurs en différentes occasions. Cependant, une partie des sommes réunies est annuellement consacrée à l'aménagement des pistes de ramassage. Environ 250 millions sont ainsi attribués régulièrement pour les voies secondaires drainant les récoltes. Surtout depuis le 1^{er} mars 1953, un Fonds Routier a été institué dans la Fédération. Alimenté par une taxe de 6 francs sur les carburants, il est destiné, à l'exclusion de tout entretien, à l'aménagement des voies de communication et à la construction d'ouvrages d'art. L'apport financier ainsi obtenu se chiffre approximativement à un milliard et demi, chaque année ; c'est ainsi que le Fonds Routier a pu, depuis 1953, mettre à la disposition de la Côte d'Ivoire un crédit de 1.325 millions ¹⁰.

Le développement indispensable et l'amélioration du réseau routier ne signifient d'ailleurs pas que l'on doive nécessairement reproduire des routes à l'européenne et en grand nombre. Il faut des routes adaptées au trafic et seulement là où elles sont justifiées par un besoin. Nous avons commis l'erreur de vouloir construire parfois des routes avec des caractéristiques métropolitaines, trop larges, trop belles, donc trop chères : généralement de 10 à 20 millions le kilomètre. Ce fut d'ailleurs une erreur de croire qu'une route moderne achevée coûtait moins cher à entretenir qu'une piste : c'est l'inverse qui est vrai. Un fonctionnaire faisait, il y a quelques années, remarquer ironiquement :

« Les routes, c'est comme les femmes, mieux elles sont habillées et plus elles coûtent cher à entretenir. »

Nous avons commis l'erreur de vouloir créer un réseau routier homogène : on compte actuellement 12.163 km de ce que l'on appelle

10. L'Assemblée territoriale de Côte d'Ivoire a, au début de septembre 1957, approuvé le programme du Fonds routier 1957-1961 présenté par le Conseil du gouvernement et qui prévoit : autorisations de programme (1957-1961), 2.890 millions C.F.A. ; autorisations de programme (tranche 1957-1958), 1.075 millions C.F.A. ; crédits de paiements (tranche 1957-1958), 800 millions C.F.A. Au titre du Fonds routier, il est perçu en A.O.F. une surtaxe de 6 francs C.F.A. par litre d'essence (qui s'ajoute au droit fiscal d'entrée de 1 franc par litre), et une surtaxe de 5.50 F par litre de gas-oil (droit fiscal d'entrée : 0.50 F).

des « artères principales ». L'une relie le Sénégal, la Guinée et la Côte d'Ivoire par Dakar, Rufisque, Kaolack, Tambacounda, Labé, Mamou, Kankan, Beyla, Man, Bouaké, Bamako ; l'autre va du Dahomey au Niger par Cotonou, Parakou, Kandi, Gaya, Niamey ; enfin la dernière, qui s'embranche sur la première à Tambacounda, relie le Sénégal au Soudan. Toutes ces réalisations ne sont certes pas sans utilité, mais en les faisant nous avons trop sacrifié quand même à l'esprit de système, car un effort coûteux n'est pas justifié lorsque la population est dispersée et les productions insuffisantes. C'est ainsi que la création de chantiers très mécanisés dans des régions difficilement pénétrables a pu être un succès technique, mais les frais ont été souvent disproportionnés avec le but à atteindre. Par contre, lorsque les fragiles ponts de bois ont été remplacés par des ouvrages définitifs, il y a eu là un investissement parfaitement justifié. C'est ainsi qu'en Côte d'Ivoire, le F.I.D.E.S. a depuis 1953 accordé 375 millions pour des ponts définitifs, permettant la réalisation des ponts de Guessalo, Béoumi, Bouflé, etc. De même, nouveau pont d'Abidjan ouvert à la circulation le 25 mai 1957 semble un ouvrage rentable ; il remplace l'ancien pont flottant enjambant la lagune qui réunit Abidjan-Plateau à Treichville (cité industrielle où se trouve le nouveau port). Commencé il y a trois ans, ce pont qui a coûté 2.600 millions de francs, mesure 372 mètres de long en huit travées de 46,60 m chacune formée de deux poutres tubulaires en béton précontraint. La voie ferrée passe à l'intérieur des poutres tubulaires qui constituent le tablier du pont. Aujourd'hui, le trafic y serait égal en intensité à la moitié de ce qu'il est sur l'autoroute de l'Ouest un dimanche.

Cette notion de rentabilité nous semble en effet devoir être le principe fondamental.

Or la Commission de Modernisation des Territoires d'Outre-Mer avait inscrit, parmi ses recommandations de 1946, les deux principes suivants :

« Un souci doit constamment prédominer : celui du rendement optimum. Mais la rentabilité n'est pas nécessairement immédiate et directe, et il faut plus simplement chercher à ce qu'elle réalise l'abaissement maximum des prix de revient des services et des prestations. »

« L'organisation des transports doit répondre aux exigences économiques, c'est-à-dire qu'elle doit être conçue de manière à obtenir un prix à la tonne kilométrique d'autant plus bas que les distances sont plus grandes. C'est là le problème fondamental dans les territoires à faible concentration. Aussi l'effort d'équipement doit-il viser à la réalisation d'axes de transports lourds, qu'ils soient ferroviaires, fluviaux, etc. ou mixtes. »

Le second principe conduisait au choix de caractéristiques ambitieuses et le premier dispensait de calculs serrés de rentabilité. Nous savons que cette dernière notion fut souvent négligée pour les routes ; elle l'a été aussi parfois en ce qui concerne les chemins de fer et même les ports.

Une seule voie ferroviaire nouvelle a été construite depuis dix ans : le chemin de fer du Mossi¹¹. Long de 350 km, il a coûté un peu plus de 5 milliards, soit environ 15 millions le kilomètre. Joignant Bobodioulasso à Ouagadougou, il permet d'aller directement jusqu'à Abidjan, facilitant les déplacements de travailleurs vers la côte. Mais c'est là sa seule utilité apparente et immédiate : c'est donc, dans une large mesure, une réalisation de pays riche. On peut penser que les 5 milliards ainsi utilisés auraient pu l'être mieux, par exemple dans la construction projetée d'une voie ferrée de Fort-Gouraud à la mer : il s'agit de l'évacuation d'un minerai de fer dont on évalue les réserves à une centaine de millions de tonnes en partie exploitable à ciel ouvert et d'une teneur moyenne de 65 %, ce qui le rend comparable aux meilleurs minerais de Suède. La voie ferrée constituant, en l'espèce, la voie d'évacuation la plus économique, deux solutions ont été envisagées par la Société des Mines de Fer de Mauritanie (Miferma) : ou bien traverser le Rio de Oro par une voie ferrée de 380 km aboutissant à la baie de Villa Cisnéros sur la côte du territoire espagnol ; ou bien contourner l'extrémité Sud-Est du Rio de Oro par une voie de 625 km pour aboutir à Port-Etienne. La seconde solution, qui est plus longue, présente néanmoins à la fois l'intérêt de rester en territoire français et d'aboutir à une rade naturelle, dont l'aménagement portuaire serait aisé et peu coûteux. En outre, cette ligne pourrait aussi être utilisée sur 175 km pour l'évacuation du cuivre d'Akjoujt : pour ce dernier minerai, on hésite entre l'évacuation sur Port-Etienne par 385 km de voies, mais en utilisant la ligne de Fort-Gouraud, ou bien l'évacuation par la construction d'un port dans la région de Nouakchott sur la côte mauritanienne avec seulement 270 km de voies ; mais alors les aménagements seraient coûteux et peu rentables semble-t-il, car il faudrait construire un warf et le port serait en eau peu profonde, ce qui limiterait le trafic. Dans les deux cas, par conséquent, la solution par Port-Etienne paraît s'imposer ; dans ces deux cas aussi, les investissements nécessaires auront un rendement économique certain. En ce qui concerne le minerai de fer, on estime que la tonne rendue à Port-Etienne coûterait en moyenne environ

11. Dans une conférence de presse tenue à Dakar le 20 juillet 1957, le haut-commissaire Gaston CUSIN a fait allusion à une possible liaison ferroviaire Dakar-Abidjan.

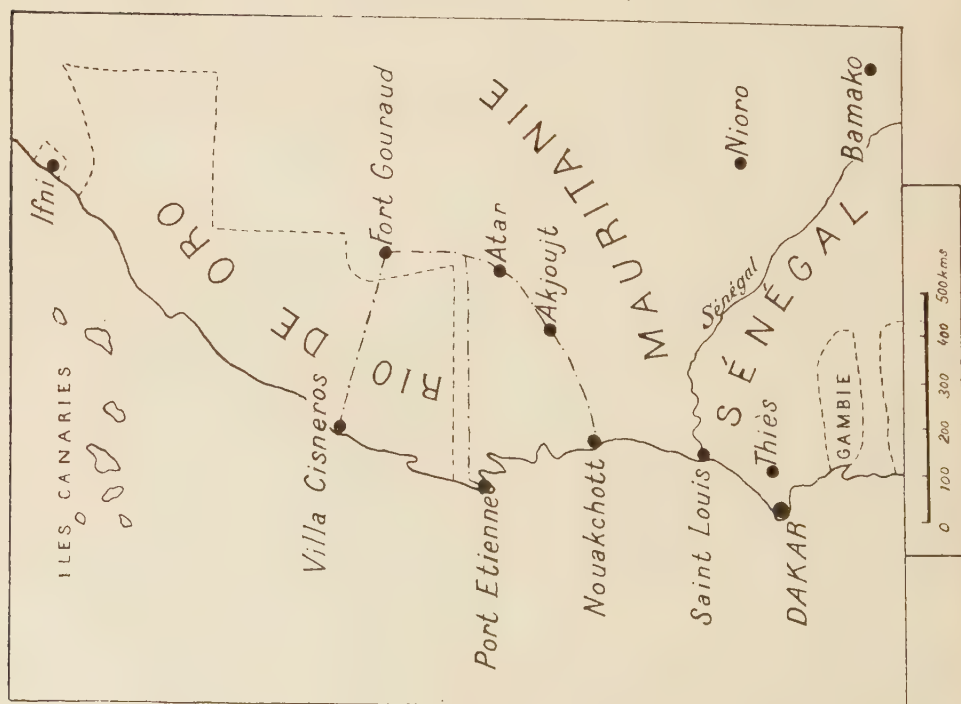
FIGURE 3

LE PROJET DE CHEMIN DE FER EN MAURITANIE

Selon M. P. Josse, ingénieur en chef des Chemins de Fer d'Outre-Mer¹, l'exploitation se fera par des trains très lourds (au moins 8.000 tonnes brutes, comme certains trains américains), ce qui entraîne une voie normale à superstructure lourde et à caractéristiques géométriques faciles (rampes très faibles dans le sens des trains chargés).

Difficulté particulière : le plateau mauritanien est parsemé de collines nommées localement « guilb ». L'un des plus caractéristiques de ces guilb est le Ben-Amara, qui apparaît comme un énorme bloc noir au bord des sables de l'Akchar, entre Atar et Fort-Etienne. Ce banc de sable de l'Akchar se présente sous la forme d'une série de cordons de dunes partiellement fixées par des touffes de végétation, et dont la hauteur peut atteindre de 8 à 10 mètres. La traversée de ces dunes par une voie ferrée pose évidemment des problèmes délicats.

1. *La vie du rail*, 12 mai 1957, n° 576.



3.000 francs, ce qui est un prix équivalent à celui de la tonne de minerai du Canada rendu à un point d'embarquement.

Cette construction de l'unique chemin de fer du Mossi en dix ans a d'ailleurs suscité certaines polémiques : « Sauf en Afrique française, de nouvelles voies ferrées sont en construction à travers tout le continent noir. » Tel est le titre d'un article, paru dans le journal *Le Monde* du 24 décembre 1954, sous la signature d'André BLANCHET, et qui eut un certain retentissement.

« Dès qu'il s'agit de lignes d'intérêt général, écrit André BLANCHET, il semble que notre volonté de réalisation soit paralysée même dans le cas du seul projet dont la rentabilité paraît pourtant démontrée : celui d'un embranchement de l'Abidjan-Niger qui, se greffant sur ce réseau à Noubaba, atteindrait Oumé, puis Daloa, dans la partie occidentale de la Côte d'Ivoire. Desservant une région agricole déjà riche en productions autochtones et une zone forestière susceptible d'exploitation, une telle ligne pourrait ramasser immédiatement un trafic de 80 à 100.000 francs par an, ce qui justifierait la dépense de 7 milliards de francs (à comparer avec les 17 milliards que coûtera le chemin de fer saharien de Fort-Gouraud), que demanderait l'établissement de ces 250 km de voie au tracé d'ores et déjà implanté sur les 100 premiers kilomètres... Quant au Méditerranée-Niger, affaire de 2.500 km de voie à poser encore d'Abadla Sud (Sud-oranais) à Niamey, la proposition que votait en juillet 1953, l'Assemblée de l'Union française unanime (communistes exceptés) et qui tendait à le prolonger jusqu'à Adrar, est demeurée lettre morte. »

Même en faisant la part de la polémique, les remarques d'André BLANCHET, en ce qui concerne le premier projet, semblent fondées. Les études des services des chemins de fer en tous cas concluent à la rentabilité certaine de la ligne Anoubaba-Oumé-Daloa.

Nos chemins de fer d'Outre-Mer ont d'autant plus besoin de voies rentables qu'ils sont aux prises avec de multiples difficultés financières. Le dessaisissement du Service des Travaux Publics lors de la création de la Régie des Chemins de Fer de l'Afrique occidentale française, douée de la personnalité morale, n'a pas fait disparaître toutes les difficultés. Les tonnages transportés sont insuffisants, le personnel trop nombreux et parfois incompétent, les horaires peu respectés. La diésélisation a amélioré les conditions de fonctionnement et de gestion, mais le déficit subsiste¹². Des commandes passées

12. Pour la ligne qui connaît le plus de difficultés, le Conakry-Niger, la diésélisation a permis des économies substantielles : alors qu'en 1953 les dépenses de combustibles se montaient à 153 millions, elles sont descendues à 53 millions en 1956 (diésélisation réalisée aux 4/5^e) et elles ne doivent pas dépasser 40 millions en 1957 (traction diesel intégrale).

en France par l'intermédiaire de l'Office Central des Chemins de Fer de la France d'Outre-Mer, organisme apparenté à la S.N.C.F. et exerçant la tutelle technique et financière des régies d'Outre-Mer, ne purent être réglées que grâce à des avances de la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer. La Banque Internationale, de son côté, a accordé un prêt pour l'achat de matériel roulant à la Régie des Chemins de Fer de l'A.O.F. Or, le bilan 1956 de la Régie fait apparaître un déficit d'exploitation de 285.651.153 francs C.F.A. En 1956, en effet, seules deux exploitations ont été bénéficiaires, le Dakar-Niger qui assure 58 % du trafic total de la Régie d'A.O.F.¹³ et la ligne de Cotonou. Les autres exploitations ferroviaires ont été déficitaires mais de façon variable : c'est ainsi que le déficit a été peu important à l'Abidjan-Niger (quoique 75 % environ des tonnages transportés à la descente comme à la remontée le soient par la route), mais accablant au Conakry-Niger. Par ailleurs, en 1956, les dépenses du personnel ont augmenté de 320 millions par rapport en 1955 et ce chiffre n'a pu être compensé par certaines économies réalisées sur les combustibles en particulier. Dans ces conditions, on conçoit que la situation de la trésorerie soit assez peu favorable.

Les différents prix de revient de la tonne/km transportée permettent des comparaisons utiles. Ce prix de revient comprend deux parts : l'une invariable (frais de direction, frais d'entretien de la voie, frais des gares et frais fixes des dépôts et ateliers); l'autre, directement proportionnelle au trafic. Gaston BLANCHER, directeur de la région Conakry-Niger, nous fournit les chiffres suivants :

« Sur le Conakry-Niger, pour un prix de revient total de la tonne/km transportée de 13,50 francs, la part invariable ressort à 7,50 francs, la part proportionnelle à 6,50 francs. Si le trafic doublait, la part invariable ne serait plus alors que de 3,75 par tonne/km et le prix de revient total s'abaisserait à 9,75 francs, alors que le rapport moyen de la tonne/km ressort à 9,35 francs. Sur les régions de l'A.O.F. où le profil est facile, le matériel de qualité et le trafic important, le prix de revient total de la tonne/km se situe au-dessous de 8,50 : à 8,39 au Dakar-Niger (part fixe 5,15, part proportionnelle 3,28); à 8,48 à Abidjan-Niger (part fixe 4,83, part proportionnelle 3,64). »

Or il faut un trafic minimum de 100.000 tonnes pour qu'une ligne soit rentable si le tracé est normal ; 200.000 tonnes si le tracé est

13. Dakar-Niger :

1) *Trafic voyageurs*. — Juin 1957 : 241.231 voyageurs et 19.962.762 v/km pour 50.774.993 C.F.A. de recettes. Juin 1956 : 189.270 voyageurs et 15.098.881 v/km pour 38.694.746 C.F.A.

2) *Trafic marchandises*. — En juin 1957 : 75.282 tonnes et 34.871.432 t/km contre 61.285 tonnes et 31.405.535 t/km en juin 1956.

difficile : sur les 662 km¹ du Conakry-Niger, le trafic n'atteint que 53.000 tonnes. De 1950 à 1956, le salaire moyen par agent passe de 102.150 francs par an à 227.220 francs sur la base 100 en 1950, les salaires atteignent en 1956 l'indice 222 alors que les tarifs n'atteignent que l'indice 119. Enfin, par suite de la concurrence routière, le Conakry-Niger n'enregistre en 1956 qu'une augmentation de trafic de 7 % par rapport à 1950, contre 22 % pour le Dakar-Niger, 32 % pour l'Abidjan-Niger et 48 % pour le Bénin-Niger.

Cette situation a été étudiée fin juillet 1957 par le conseil d'administration de la Régie des Chemins de Fer d'A.O.F. On s'est demandé si l'exploitation des lignes déficitaires devait compromettre les lignes rentables de la Régie. On a fait remarquer que le chemin de fer était un service public, nécessaire à la vie et à la solidarité des territoires ; on a souhaité une coordination plus grande et proposé une augmentation de 10 % des tarifs marchandises et voyageurs sur l'ensemble du réseau. Mais le conseil d'administration, craignant la concurrence routière et les répercussions économiques et sociales de cette proposition, la repoussa finalement. Comme il fallait bien prendre des mesures, le conseil décida de soumettre la situation à la prochaine session du Grand Conseil qui pourrait attribuer une subvention d'équilibre. Il semble en effet impossible d'envisager la suppression du Conakry-Niger. Outre qu'il fait vivre 1.800 familles de cheminots, outre que les 400 millions de salaires annuellement distribués sont à peu près entièrement dépensés dans l'intérieur même du territoire et par le jeu des impôts directs ou indirects alimentent finalement le Trésor, sa disparition entraînerait une augmentation des transports routiers. Gaston BLANCHER précise que les routiers seraient alors amenés à faire des retours à vide et des transports peu rémunérateurs et il donne un exemple de la différence de tarification des routiers suivant qu'il s'agit d'un transport sur une route parallèle au rail ou non :

« Entre Conakry et Friguiagbé, route parallèle, les routiers perçoivent 12 % par t/km pour les mêmes transports. Or, il s'agit de relations sur des distances à peu près égales, sur des routes en excellent état, l'une et l'autre. Si le Conakry-Niger n'existait pas, il ne faudrait pas le construire ; mais puisqu'il existe, on a le devoir de l'exploiter le moins mal possible. »

Ces difficultés financières apparaissent aussi pour les ports : la réalisation la plus spectaculaire de ces dernières années concerne Abidjan¹⁴. On s'est félicité à juste titre de voir un territoire de la

14. Situation du port d'Abidjan au 1^{er} janvier 1955 : rade de 10 hectares avec 10 mètres de profondeur — 300 mètres de quais fondés à moins 10 mètres : bois —

richesse de la Côte d'Ivoire doué maintenant d'un port remarquable, qui pourrait supporter sans difficulté une augmentation de 20 % de son trafic « divers » et même de 100 % pour le bois¹⁵ ; on a vanté la réussite technique qu'a constitué le percement de la lagune, l'avantage de posséder quelques grands ports bien équipés plutôt que de nombreux petits. Tout cela est exact ; mais combien de personnes savent que le port d'Abidjan n'est pas pour l'instant une réussite financière, comme l'a fait remarquer PANOUILLOT, ancien directeur de la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer :

« Certes cela n'apparaît pas immédiatement, car les grands travaux ont été financés grâce à une subvention de la métropole et à des prêts dont l'amortissement incombe à l'ensemble des contribuables de l'A.O.F. Mais si le budget d'exploitation du port devait faire face à l'intégralité des charges financières afférentes aux investissements, comme ce serait le cas d'une entreprise privée, chaque tonne, compte tenu du trafic actuel, devrait payer déjà plus de 1.000 francs à ce titre. Une telle charge appliquée à des produits comme le bois ou le cacao serait tout à fait intolérable. Cette remarque montre que certains grands travaux sont encore au-dessus des possibilités des territoires et exposent la métropole à assurer, d'une façon ou d'une autre, les frais de fonctionnement des ouvrages qu'elle a elle-même financés, ce qui n'est tout de même pas le but à atteindre. »

La prudence doit être la règle. Elle l'est en ce qui concerne les travaux d'aménagements des voies navigables qui sont fort coûteux. Les fleuves, essentiellement le Sénégal et le Niger, comptent 9.000 km de voies navigables dont 3.500 km utilisables seulement en hautes eaux. Des travaux de peu d'importance, mais très utiles, ont été réa-

750 mètres de quais fondés à moins 10 mètres : marchandises — 300 mètres de quais de chalandage — 550 mètres de quais de batelage à moins 2,50 m — une vingtaine de coffres d'amarrage en béton dans la baie du Banco.

— Trafic du port d'Abidjan pour les cinq premiers mois de 1957 : 506.317 t contre 481.502 t pour les mois correspondants de 1956 (soit une augmentation de 24.815 t).

15. De son côté, Dakar pourrait supporter une augmentation de 50 % de son trafic d'avitaillement de navires en escales et 100 % dans le secteur import-export ; il est aussi le seul port de la côte Ouest africaine, de Casablanca au Cap, à posséder une cale sèche.

Conakry, par contre, n'a qu'un excédent de possibilité de 10 %.

Le trafic du port de Dakar, durant les neuf premiers mois de 1957, a porté sur 4.703.000 tonnes de marchandises contre 4.457.000 tonnes pendant la période correspondante de 1956. La progression est sensible, mais il ne faut pas oublier qu'au début de l'année beaucoup de navires détournés de Suez ont fait escale à Dakar. Le mois de mars 1957 a été le mois le plus actif que le port ait jamais connu : 1.285 navires jaugeant 4.333.571 tonneaux de jauge nette sont entrés ou sortis du port. Ce dernier chiffre est supérieur à l'activité du Havre et de Marseille à la même époque.

lisés : aménagements des postes à quai, des points délicats des parours, etc. La seule réalisation spectaculaire et d'ailleurs justifiée économiquement, a été l'utilisation des lagunes du littoral de la Côte d'Ivoire par la réalisation du canal d'Assinie : ce canal s'étend sur 30 km et assure une navigation continue sur 135 km de lagunes entre Abidjan et Aboisso. Les producteurs de bois peuvent ainsi charger les billes sur des chalands ou encore les envoyer par flottage jusqu'à Abidjan, ce qui est infiniment plus économique que le transport par camions.

Il faut donc maintenant mettre l'accent sur les réalisations immédiates et renoncer d'une façon générale aux travaux de caractère somptuaire ou de prestige. Il semble souhaitable de développer les télécommunications, assez denses sur la côte, mais très diffuses vers l'intérieur : sur la côte, il y a prédominance des liaisons par fil, à l'intérieur par radio. Deux câbles sous-marins longent les côtes d'Afrique. Actuellement, on peut appeler Dakar et Abidjan de Paris ; toutefois, il reste encore beaucoup à faire en ce domaine. Mais là, comme pour les routes, les chemins de fer et les ports, on devra se rappeler qu'équiper n'est pas suréquiper¹⁶.

Nous ne pouvons pas plus nous permettre le pari que le gaspillage : nous ne devons investir qu'à coup sûr et nous rappeler qu'une infrastructure donnée doit avoir pour corollaire un développement économique et social comparable. Une étude de l'ingénieur GROUZET a fourni à cet égard des remarques et des chiffres intéressants. Il indique d'abord que :

« L'évaluation des dépenses des transports, c'est-à-dire des charges absolues dont ils grèvent l'économie, n'est pas homogène. Elle est

16. Le 27 juin 1957, sous la présidence de Gérard JACQUET, ministre de la France d'Outre-Mer, le Comité directeur du F.I.D.E.S. a réparti les crédits attribués aux territoires au titre de la tranche 1957-1958 du plan d'équipement :

1) Au titre de la section commune sont prévus d'importants travaux d'infrastructure routière portuaire. Citons en particulier la construction d'un pont sur le Niger, à Bamako.

2) Au titre des sections territoriales, citons :

- Pour le Sénégal : la liaison routière Tivaouane-Nbôro et des dragages à l'embouchure du Saloum.
- Pour la Mauritanie : travaux d'édilité pour les centres urbains secondaires et en brousse.
- Pour le Soudan : aménagement du port de Mopti et de la navigation fluviale.
- Pour la Guinée : construction de routes d'accès aux zones industrielles de Boké et Fria.
- Pour la Côte d'Ivoire : modernisation et extension des routes et pistes de desserte des grandes régions de production.
- Pour le Dahomey : travaux d'édilité dans les villages de brousse.

rigoureuse pour les chemins de fer dont on connaît les budgets. Elle peut être déterminée avec une bonne approximation pour les transports maritimes fluviaux et aériens, vu leur concentration relative en un petit nombre d'entreprises. Elle a un caractère conjectural pour la route qui est le cas type où la rentabilité ne peut être calculée que par rapport à l'économie générale du pays, car les dépenses effectuées par la puissance publique profitent aux transporteurs et aux usagers. »

Une anticipation en fonction du développement prochain du trafic est donc concevable et la circulaire du 30 octobre 1952, définissant la reconversion de la politique routière, la limitait à quatre ou cinq ans. Mais GROUZET indique aussi qu'une analyse statistique pour l'A.O.F. conduit aux résultats suivants : circulation moyenne journalière de 36 véhicules, parcours annuel total de 600 millions de kilomètres pour l'ensemble du parc automobile, prix de revient moyen de 50 francs par kilomètre et par véhicule.

« Par rapport à la piste, la chaussée bitumée procure au roulage 25 % d'économie, et la route en terre déjà évoluée, 15 %. Il est ainsi facile de calculer qu'au delà de 100 véhicules par jour, toute amélioration est rentable, mais qu'à 30, l'économie paie à peine la substitution des méthodes d'entretien mécanique aux errements antérieurs, sans rien laisser pratiquement pour la transformation indispensable de l'assiette et de la chaussée. En l'état actuel du développement du trafic, plus des 80 % du réseau routier, parce qu'ils ne supportent que 40 % de la circulation, ne présentent donc pas un potentiel de rentabilité suffisant pour justifier économiquement un investissement quelconque. ¹⁷ »

Même si ces proportions peuvent sembler sévères, même si certains investissements peuvent être justifiés pour d'autres raisons, politiques ou sociales, ces chiffres n'en sont pas moins frappants et font ressortir la nécessité de coordonner les différents moyens de transport. Le chemin de fer convient particulièrement aux transports économiques de masse, et,

« le rail s'imposera d'autant plus que le produit sera plus pauvre, le tonnage plus important et la distance plus longue... Mais, à l'opposé, la route est, par sa souplesse, le moyen idéal de pénétration de la brousse, le seul qui permette d'agir en profondeur sur l'ensemble de l'activité économique du pays ... L'aviation enfin est susceptible d'apporter une solution à l'obstacle du coût de l'infrastructure pour les régions difficiles d'accès ou éloignées de la côte ».

17. Cette étude se situait fin 1953, début 1954.

En un mot, le développement doit être progressif et harmonieux, un pays n'ayant et ne pouvant avoir que les moyens de communication de son économie.

QUELQUES CHIFFRES (*)

— Il y a en moyenne en Europe 1 véhicule pour 32 habitants. Ce chiffre tombe en Asie à 1 véhicule pour 644 habitants.

Le parc de l'A.O.F. correspond actuellement à 1 véhicule pour 300 habitants à peu près. Mais sa répartition est variable d'un territoire à l'autre. Par rapport aux pays européens, la délégation de Dakar se situe à peu près au niveau de la métropole, la Côte d'Ivoire et le Sénégal au niveau de l'Espagne, la Guinée et le Dahomey au niveau de la Pologne.

En 1938, il y avait moins d'un véhicule pour 1.000 habitants.

— La densité du réseau routier de l'A.O.F. : 1 km de route pour 60 km² de superficie et 70 habitants.

Nous avons dans la métropole : 1 km de route pour 0,8 km² et 70 habitants.

— Chaque véhicule en A.O.F. consomme en moyenne deux fois plus de carburant par an qu'un véhicule de la métropole. Une des raisons de cet état de choses est que le parc de véhicules de la Fédération se compose en gros de 1/3 de véhicules de tourisme et 2/3 de véhicules utilitaires, alors que dans la métropole, au contraire, il y a 2/3 de véhicules de tourisme et 1/3 de véhicules utilitaires.

* Cités par l'ingénieur général GIRAUD, directeur général des Travaux publics de l'A.O.F., dans la *Revue de Défense Nationale*, numéro de décembre 1957.

TABLEAU XVII
PAR TRACTION DU DAKAR-NIGER

Type des engins	Nombre	Constructeurs	Puissance en A.O.F. ch	Poids en ordre de marche t
Locomotives :				
BB.....	15	Alsthom-Sulzer	610	50
BB.....	8	C.F.A.L.-Sulzer	720	55
BB.....	15	Alsthom-M.G.O.	730	56
CC.....	6	Witcomb-Superior (1)	1.350	94,3
Autorails	16	Renault	300	40
Locotracteurs :				
AA.....	22	B.D.R. Poyaud	150	22
AAA.....	5	B.D.R. Renault	300	40
BB.....	6	Alsthom-Renault	300	34

Des autorails rapides (100 Km/h) avec équipement Alsthom-M.G.O. sont en cours de construction aux Etablissements de Diétrich.

(1) Les trains remorqués par les locomotives Witcomb dépassent 800 t.

TABLEAU XVIII
TABLEAU COMPARATIF DES RECETTES
ET DEPENSES DU CONAKRY-NIGER
MONTRANT LA CHRONICITE DU DEFICIT

(En millions)

ANNEES	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956
RECETTES	387	487	480	507	511	503	460
DEPENSES	469	572	675	722	684	666	660
DEFICIT	82	85	195	215	173	163	200

TABLEAU XIX

TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS
NOMBRE DE VEHICULES IMPORTES PAR TERRITOIRE

Nature des Véhicules et Territoires	1953 12 Mois	1954 12 Mois	1955 12 Mois
1) Voitures de Tourisme			
SENEGAL-SOUDAN-MAURITANIE ..	1.680	1.551	2.304
GUINEE	318	393	589
COTE D'IVOIRE	820	1.545	1.777
HAUTE VOLTA	23	34	43
DAHOMY	182	212	407
NIGER	42	70	58
Ensemble de l'A.O.F.....	3.065	3.805	5.181
2) Camions			
SENEGAL-SOUDAN-MAURITANIE ..	1.026	1.584	2.044
GUINEE	407	437	601
COTE D'IVOIRE	811	2.179	2.562
HAUTE-VOLTA	30	395	85
DAHOMY	216	182	530
NIGER	124	32	164
Ensemble de l'A.O.F.....	2.614	4.809	5.986
3) Tracteurs			
SENEGAL-SOUDAN-MAURITANIE ..	113	103	154
GUINEE	24	25	19
COTE D'IVOIRE	84	125	208
HAUTE VOLTA	3	1	9
DAHOMY	11	11	21
NIGER	2	2	3
Ensemble de l'A.O.F.....	237	267	414
4) Cycles			
SENEGAL-SOUDAN-MAURITANIE...	18.040	39.144	42.185
GUINEE	3.566	5.046	6.034
COTE D'IVOIRE	15.271	40.972	32.116
HAUTE VOLTA	8.847	11.546	13.816
DAHOMY	5.900	11.189	10.475
NIGER	345	660	423
Ensemble de l'A.O.F.....	51.969	108.557	105.047
5) Motocycles-Véломoteurs			
SENEGAL-SOUDAN-MAURITANIE...	2.611	3.215	3.777
GUINEE	586	446	616
COTE D'IVOIRE	591	621	1.707
HAUTE VOLTA	172	62	372
DAHOMY	450	309	1.127
NIGER	23	42	247
Ensemble de l'A.O.F.....	4.433	4.695	7.846

TABLEAU XX

VENTE DE CARBURANTS ET DE PETROLE PAR TERRITOIRE EN 1953 ET 1954

(Source : Direction Fédérale des Mines et de la Géologie)

(Unité : m)

	DAKAR	SENEGAL	MAURITANIE	SOUDAN	GUINEE	COTE D'IVOIRE	HAUTE VOLTA	DAHOMY	NIGER	TOTAL
ESSENCE DE TOURISME										
1954 - 1er trimestre	7.422	6.276	726	4.922	6.174	17.851	2.262	4.581	2.202	52.416
2ème trimestre	6.973	7.556	394	4.641	4.230	16.660	2.647	3.825	1.778	47.704
3ème trimestre	6.283	7.710	284	3.571	4.036	15.068	2.033	4.747	1.580	45.582
4ème trimestre	6.921	6.417	816	3.655	5.308	17.970	1.786	4.036	2.402	49.311
ANNEE 1954.....	27.559	27.959	2.220	16.789	20.018	66.549	8.728	17.189	7.962	195.013
1953 - 1er trimestre	7.687	6.706	720	5.200	5.041	13.095	2.538	4.391	2.438	47.816
2ème trimestre	6.648	5.274	630	4.271	5.933	11.506	2.147	4.641	1.872	42.928
3ème trimestre	5.758	6.254	502	2.803	4.097	12.593	1.672	3.928	1.438	39.045
4ème trimestre	6.647	4.966	548	3.820	4.429	15.606	1.743	3.940	1.852	43.551
ANNEE 1953.....	26.740	23.200	2.400	16.100	19.500	52.800	8.100	16.900	7.600	173.340
RAPPEL DES ANNEES ANTERIEURES :										
1952.....	54.040	46.820	2.590	13.140	19.530	49.220	8.680	12.800	6.410	162.410
1951.....		38.360		10.705	14.755	45.800	9.920	9.920	5.570	133.570
1950.....		30.630		8.980	10.435	36.390	7.620	7.620	4.150	105.935
1949.....				7.440	6.450	26.370	5.060	5.060	3.830	79.780

TABLEAU XX (suite)

	DAKAR	SENEGAL	MAURITANIE	SOUDAN	GUINEE	COTE D'IVOIRE	HAUTE VOLTA	DAHOMEY	NIGER	TOTAL
GAS-OIL										
1954 - 1er trimestre	1.429	2.581	116	1.864	1.783	3.712	617	1.461	616	14.179
2ème trimestre	955	3.265	85	1.830	1.860	3.468	667	1.268	402	13.800
3ème trimestre	841	2.523	83	3.637	1.465	3.863	471	1.246	397	14.530
4ème trimestre	896	3.665	76	2.638	2.144	4.151	608	1.199	429	15.806
ANNEE 1954.....	4.121	12.304	535	9.969	7.252	15.194	2.367	5.174	1.854	58.315
1953 - 1er trimestre	1.374	2.309	158	850	1.849	2.637	559	1.622	573	11.931
2ème trimestre	1.064	1.945	126	1.296	2.392	2.910	377	1.623	404	12.137
3ème trimestre	840	2.225	110	905	1.437	3.131	404	1.790	410	11.252
4ème trimestre	822	2.421	141	1.749	1.822	3.322	360	945	483	12.065
ANNEE 1953.....	4.100	8.900	535	4.800	7.500	12.000	1.700	5.980	1.870	47.385
FUEL-OIL										
ANNEE 1954.....	29.668		-	-	4.125	13.002	627	-	-	47.428
ANNEE 1953.....	29.305		-	-	4.768	10.558	-	-	-	44.631
PETROLE										
1954 - 1er trimestre	2.799		74	841	1.884	5.475	553	2.531	481	14.638
2ème trimestre	3.081		73	976	1.509	5.454	865	2.584	362	14.904
3ème trimestre	3.069		51	690	1.384	5.855	707	2.931	405	15.092
4ème trimestre	3.254		77	937	1.779	6.354	490	2.755	441	16.087
ANNEE 1954.....	12.203		275	3.444	6.556	23.138	2.615	10.801	1.689	60.721
1953 - ANNEE.....	11.080		315	4.707	6.076	22.330	2.160	4.201	1.644	52.513

TABLEAU XXI

TRAFFIC ET RECETTES DES CHEMINS DE FER DE L'A.O.F.

(Source : Direction Générale de la Régie des Transports de l'A.O.F., Togo)

DESIGNATION	UNITE	1953 12 Mois	1954 12 Mois	1955 12 Mois
1 - DAKAR-NIGER				
<u>Trafic brut :</u>				
Voyageurs	Millier	2.774	3.249	3.257
Marchandises	1.000 T	687	740	816
<u>Trafic kilométrique :</u>				
Voyageurs	Million VK	255	285	269
Marchandises	" TK	287	311	372
<u>Recettes :</u>				
Voyageurs	" Fr	559	597	590
Marchandises	"	2.169	2.284	2.542
Ensemble	"	2.728	2.881	3.132
2 - CONAKRY-NIGER				
<u>Trafic brut :</u>				
Voyageurs	Millier	763	715	619
Marchandises	1.000 T	133	128	135
<u>Trafic kilométrique :</u>				
Voyageurs	Million VK	36	41	39
Marchandises	" TK	45	42	44
<u>Recettes :</u>				
Voyageurs	" Fr	86	91	84
Marchandises	"	406	420	446
Ensemble	"	492	511	530
3 - ABIDJAN-NIGER				
<u>Trafic brut :</u>				
Voyageurs	Millier	1.288	1.409	1.363
Marchandises	1.000 T	484	449	430
<u>Trafic kilométrique :</u>				
Voyageurs	Million VK	135	164	144
Marchandises	" TK	114	131	132
<u>Recettes :</u>				
Voyageurs	" Fr	309	385	332
Marchandises	"	1.004	1.118	1.070
Ensemble	"	1.313	1.503	1.402

TABLEAU XXI (suite)

DESIGNATION	UNITE	1953 12 Mois	1954 12 Mois	1955 12 Mois
4 - <u>BENIN-NIGER</u>				
<u>Trafic brut :</u>				
Voyageurs	Millier	1.308	1.349	1.315
Marchandises	1.000 T	106	122	111
<u>Trafic kilométrique :</u>				
Voyageurs	Million VK	61	62	63
Marchandises	" TK	18	26	26
<u>Recettes :</u>				
Voyageurs	" Fr	117	120	124
Marchandises	"	159	215	216
Ensemble	"	276	335	340
5 - <u>ENSEMBLE DES RESEAUX</u>				
<u>Trafic brut :</u>				
Voyageurs	Millier	6.133	6.722	6.554
Marchandises	1.000 T	1.410	1.439	1.492
<u>Trafic kilométrique :</u>				
Voyageurs	Million VK	487	552	515
Marchandises	" TK	464	510	574
<u>Recettes :</u>				
Voyageurs	" Fr	1.071	1.193	1.130
Marchandises	"	3.738	4.037	4.274
Ensemble	"	4.809	5.230	5.404

TABLEAU XXII

ROUTES SELON L'ETAT DE VIABILITE EN 1953

(Unité : km)

TERRITOIRES	Routes bitumées ou empierrées	Routes en terre et permanentes	Routes en terre et saisonnière (1)	Totaux
SENEGAL	550	3.550	7.600	11.700
MAURITANIE	90	2.400	1.050	3.540
SOUDAN	130	3.330	7.740	11.200
GUINEE	100	1.300	3.120	5.520
COTE D'IVOIRE ...	100	8.620	8.020	16.740
HAUTE VOLTA	250	7.900	5.960	14.110
DAHOMY	170	2.500	2.000	4.670
NIGER	420	2.380	2.930	5.730
TOTAUX	2.810	31.980	38.420	73.210
(1) Evaluation				

TABLEAU XXIII
TRAFIC DU PORT DE DAKAR

(Source : Direction du port de Dakar)

Unités : Jauge : milliers de tonneaux ; — Marchandises (quantités) : milliers de tonneaux ; — Valeur : millions de francs C.F.A.

DESIGNATION	1954 12 Mois	1955 12 Mois
1) <u>Navires entrés</u>		
a) Nombre Long cours (Français	858	972
(Etrangers	2.359	2.338
Cabotage (Français	367	369
(Etrangers	40	39
Total (Français	1.225	1.314
(Etrangers	2.399	2.377
b) Jauge Long cours (Français	2.557	2.837
(Etrangers	6.452	6.731
Cabotage (Français	143	74
(Etrangers	15	10
Total (Français	2.700	2.911
(Etrangers	6.467	6.741
2) <u>Passagers</u> (Embarqués	25.582	21.104
(Débarqués	25.057	25.403
3) <u>Marchandises</u>		
a) Embarquées- Total	1.652	1.523
dont : Arachides en coques	22	7
" décortiquées	54	30
" tourteaux	82	88
" huile	58	117
Phosphates	59	111
Ciments	14	31
Gommes	4	4
Hydrocarbures	1.182	1.120
b) Débarquées - Total	1.773	1.807
dont : Céréales	109	152
Arachides décortiquées	7	6
Vins en vrac	27	21
Ciments	42	36
Fers à béton	7	5
Aut.Matériaux construction... ..	23	15
Charbon	26	17
Essence pétrole	129	113
Hydrocarbures noirs	1.133	1.122

TABLEAU XXIV

TRAFIC DES TROIS AUTRES PRINCIPAUX PORTS

(Source : Direction du port de Conakry, Bulletin Statistique de la Côte d'Ivoire,
Direction des Chemins de Fer Bénin-Niger)

Unité : Jauge : milliers de tonneaux ; — Marchandises : milliers de tonnes

PORTS		1954 12 Mois	1955 12 Mois
<u>C O N A K R Y</u>			
Nombre de navires entrés	(Français	386	392
	(Etrangers	313	316
Jauge	(Français	981	1.128
	(Etrangers	303	360
Passagers	(Embarqués	5.902	4.817
	(Débarqués	7.869	9.087
Marchandises	(Embarquées	1.139	1.277
	(Débarquées	194	243
<u>A B I D J A N</u>			
Nombre de navires entrés	(Français	394	424
	(Etrangers	505	480
Jauge	(Français	1.227	1.309
	(Etrangers	1.124	1.114
Passagers	(Embarqués	12.135	10.803
	(Débarqués	11.736	12.113
Marchandises	(Embarquées	399	413
	(Débarquées	514	516
<u>C O T O N O U</u>			
Nombre de navires entrés	(Français	171	184
	(Etrangers	151	108
Jauge	(Français	705	741
	(Etrangers	330	212
Passagers	(Embarqués	4.440	3.980
	(Débarqués	5.931	6.494
Marchandises	(Embarquées	96	110
	(Débarquées	114	116

FRAGILITÉ DE L'ÉCONOMIE AOFIENNE

Les chapitres précédents ont pu nous convaincre de la difficulté qu'il y avait à produire en A.O.F. ; nous voudrions maintenant faire remarquer qu'il est difficile aussi de vendre. Si l'on met à part en effet le phénomène d'auto-consommation, essentiel en brousse en ce qui concerne les produits alimentaires, on peut affirmer que le but de la production est la vente. Or, la vente s'effectue dans des conditions mauvaises et, dans l'hypothèse la plus favorable, toujours précaires en A.O.F. Une économie équilibrée et dynamique, si elle ne doit pas s'affranchir du risque économique qui est la justification de profit et l'un des facteurs du progrès, doit néanmoins comporter un minimum de stabilité et de sécurité pour les producteurs. L'économie aofienne ne semble pas répondre à ses exigences : elle se révèle fragile pour deux raisons principales. D'abord parce qu'elle repose sur un petit nombre de produits. Ensuite parce qu'il apparaît que le taux des prix de revient est trop élevé pour des raisons d'ailleurs très variées que nous étudierons.

L'économie de l'A.O.F. repose en effet sur un très petit nombre de produits. Si l'on considère les exportateurs en valeur, quelle que soit l'importance croissante de la production minière, 74 % de ces exportations sont constituées par trois denrées : les produits de l'arachide 27 %, le café 26 % et le cacao 21 %. Or il s'agit de produits qui ont des cours extrêmement variables et sur lesquels il est impossible d'agir parce que la zone franc ne les contrôle pas. Ainsi le cacao qui cotait 38 cents la livre en 1948, est tombé à 18 cents en 1949 ; il est ensuite remonté jusqu'à 73 cents le 5 août 1954 pour redescendre à 22 cents en avril 1956 ¹. Or, Nigéria et Ghana fournissent la moitié de la production mondiale, et c'est pourquoi le cours du cacao est dominé par les marchés de la zone sterling.

Si la récolte d'un des trois produits essentiels est mauvaise ou si les cours s'effondrent, il en résulte une diminution très nette du pouvoir d'achat, cependant que les importations baissent. Au fond,

1. Et se fixer provisoirement à 26 cents en août 1957.

l'économie aofienne repose encore sur une sorte de troc : les débouchés pour la métropole dépendent étroitement du volume et du cours des produits locaux et les échanges sont influencés uniquement par l'état de la balance commerciale. Aucune épargne n'existant de surcroît, sitôt la récolte vendue, le Noir effectue les achats qu'il projetait : tissus de coton, quincaillerie, articles courants, dans la mesure où ses nouvelles disponibilités financières le lui permettent. C'est cet état de fait qui est à l'origine des brusques variations des achats d'une saison à l'autre. Ainsi, au Sénégal, la récolte d'arachides se situe entre 300.000 et 600.000 tonnes². Selon qu'elle s'établit plus près de l'un ou de l'autre de ces chiffres, les disponibilités financières sont médiocres ou massives et les achats se restreignent ou s'étendent. Les cours comptent autant que la production : en ce qui concerne l'arachide, on constate que de mars 1954 à mars 1955, une baisse de 25 % a été enregistrée. Il est clair que ces fluctuations importantes font courir aux producteurs des risques considérables qui viennent s'ajouter à ceux qui s'attachent habituellement à la production agricole.

Des remèdes ont été recherchés dans trois directions : effort pour traiter les produits, efforts vers une plus grande qualité, effort enfin de régularisation des cours. On a constaté qu'un produit brut était plus tributaire du marché qu'un produit élaboré. Or l'arachide se présente sous trois formes : en coque, décortiquée, enfin sous forme d'huile d'arachide ; et la valorisation des arachides due à l'extraction de l'huile en Afrique est de l'ordre de 22 % de la valeur des arachides décortiquées. Aussi, en 1954, 94.000 tonnes d'huile d'arachide ont-elles été exportées contre 237.000 tonnes d'arachides décortiquées et 38.000 tonnes d'arachides en coque. Mais on voit qu'un effort est encore à faire dans ce domaine, comme nous l'avons déjà indiqué.

Le deuxième remède utilisé a été un effort pour améliorer la qualité des produits. En ce qui concerne le cacao de la Côte d'Ivoire par exemple, on a constaté qu'il était généralement de qualité médiocre, en raison des façons culturales indigènes sans doute, mais surtout par suite de mauvaises méthodes commerciales : on a donc classé le cacao par qualité, établi des prix différents pour chaque, prix obtenus par l'action de primes ou de taxes de sortie discriminatoires, enfin les Sociétés de Prévoyance se sont efforcées d'éliminer les intermédiaires peu scrupuleux. Des résultats ont été obtenus, mais n'ont pas été durables, les écarts de prix entre les différentes catégories n'ayant pu être maintenus et la qualité ayant de nouveau baissé.

2. Pour 1957-1958, la récolte du Sénégal atteindrait le chiffre exceptionnel de 800.000 tonnes et la prochaine récolte de l'A.O.F. dépasserait largement le million de tonnes d'arachides en coque, ce qui ne s'est jamais produit jusqu'à présent.

Enfin, un effort de régularisation des cours a été tenté. Des Caisses Locales de Stabilisation des Prix ont été créées par un décret du 14 octobre 1954 pris sous le gouvernement Mendès-France dans le cadre de la loi du 14 août 1954 sur les pouvoirs spéciaux autorisant le gouvernement à prendre par décret des mesures permettant d'assurer l'équilibre financier et l'expansion économique. Ces Caisses sont gérées par un Conseil comprenant un tiers de représentants des intérêts généraux, un tiers de représentants des producteurs et un tiers de représentants des exportateurs. Le décret du 14 octobre 1954 n'avait fait que jeter des bases du système ; c'est un décret du 30 septembre 1955 qui a créé les Caisses de Stabilisation du coton pour l'A.O.F., du café en Guinée et du cacao et du café en Côte d'Ivoire. Ces Caisses de Stabilisation ne prétendent pas, comme les marketings boards britanniques, au monopole des achats et des ventes : en période de hausse des prix, elles doivent, par des prélèvements, mettre des sommes de côté qui seront restituées aux producteurs quand la situation sera moins bonne sous forme d'achats, de subventions et de stockage régulateurs. Le Fonds National de Régularisation des Cours des Produits d'Outre-Mer créé par un décret du 2 février 1955 assure le financement des Caisses qui, au début, étaient sans ressources, car elles avaient commencé à fonctionner dans une période de difficultés. Ce Fonds fait des avances aux Caisses, et ces avances doivent être remboursées pendant les périodes de hausse de prix. En 1956, le Fonds a reçu une dotation de 5.750 millions.

Si la fragilité de l'économie de l'A.O.F. tient largement au fait qu'elle repose sur un petit nombre de produits, elle résulte aussi du taux trop élevé des prix de revient. Les territoires britanniques sont des concurrents particulièrement dangereux : c'est ainsi que le cours de l'arachide venant du Sénégal est de 30 % supérieur au cours de l'arachide venant du Nigéria³. Les raisons de ces prix de revient trop élevés sont multiples : elles tiennent au caractère archaïque de la production, aux difficultés de l'organisation commerciale, à la politique générale enfin.

En ce qui concerne le caractère archaïque de la production, nous serons brefs. Il est inutile en effet de revenir sur des problèmes que nous avons suffisamment traités dans les chapitres précédents. Un effort de modernisation doit être réalisé en Afrique et doit permettre d'agir sur les prix de revient. Cet effort doit être le plus complet possible en ce qui concerne l'industrie, qui doit être caractérisée par

3. Les arachides du Nigéria se vendent fin 1957 sur la base de 68 livres la tonne C.A.F., ce qui correspond à environ 80 francs métropolitains le kilo.

une haute technicité. Il doit être par contre très prudent et progressif dans le domaine agricole, l'expérience ayant prouvé qu'on ne violente pas impunément une nature originellement ingrate. Ce que nous voudrions indiquer ici, c'est que cette notion de prix de revient est impossible à dégager en ce qui concerne le producteur agricole individuel africain, d'abord par suite de l'ignorance où il se trouve de cette notion, ensuite en raison du phénomène d'auto-consommation. Il s'agit bien plutôt « de vivre mieux en produisant mieux », c'est-à-dire améliorer la productivité quand c'est possible ; il y a là beaucoup à faire, car la production agricole par personne est en Afrique la plus basse du monde : la moyenne mondiale est en effet de 0,42 tonne, celle de l'Afrique de 0,12 tonne, ce qui exprime que la production agricole par personne est en Afrique à peine supérieure au quart de la moyenne mondiale.

Mais ces prix de revient trop élevés ont d'autres causes et l'une des plus importantes tient aux difficultés de l'organisation commerciale.

Les vieilles compagnies à charte ont certes disparu. Mais si le troc à l'état pur n'existe plus, l'autochtone qui vend sa récolte au comptoir en réemploie aussitôt la plus grande partie en marchandises. Le terme de « traite » d'ailleurs s'est aussi maintenu. Il désigne l'époque à laquelle se fait l'achat des produits locaux et parallèlement la vente de la masse des articles d'importation. Le temps de la traite varie suivant les produits : décembre, avril pour l'arachide ; toute l'année pour les palmistes et l'huile de palme ; période variable pour le karité ; octobre, mars pour la grande saison du cacao ; novembre, décembre, janvier pour le café...

Les grandes compagnies européennes dominent l'organisation commerciale : elles possèdent de nombreux comptoirs et elles sont très diversifiées, achetant et vendant presque tout.

L'avantage de la grande société est évidemment de posséder des services commerciaux et techniques multiples, de gérer des capitaux énormes et surtout de posséder des possibilités d'arbitrage et de compensation sur des territoires très différents et à travers plusieurs zones monétaires ; les sociétés moyennes, géographiquement limitées sont évidemment beaucoup plus fragiles et beaucoup plus sensibles aux variations des cours des produits dominants.

Trois sociétés dominent l'organisation commerciale. En tête la Compagnie Française de l'Afrique occidentale, la C.F.A.O., dont le président directeur général est L. MORETON, et qui emploie 1.000 européens et 10.000 indigènes ; elle est suivie par la Société commerciale de l'Ouest africain, la S.C.O.A., que dirige René CARRÉ. Ces deux importantes sociétés qui se ramifient elles-mêmes en de nombreuses

filiales ont pour concurrentes les filiales de l'United Africa Company, l'U.A.C. du groupe Unilever rattachées à celui-ci par le relais d'une sous-holding, la Unilever Commonwealth Holdings Inc. L'U.A.C. se manifeste en territoire français à travers une dizaine de compagnies dont les plus importantes sont la Compagnie du Niger français, la Nosoco, la Compagnie française de la Côte d'Ivoire, l'Africaine française, etc... ; leur direction est rattachée à Paris, tandis que la direction de Londres contrôle les affaires situées en territoire britannique. Le groupe Unilever, dont les capitaux sont anglo-hollandais, se trouve donc occuper une place de premier plan dans la traite en Afrique noire française, en même temps qu'il occupe aussi une place de premier rang dans l'industrie métropolitaine des corps gras (Astra, Huileries Calve-Delft, etc...).

Les autres compagnies sont moins importantes ; le syndicat bordelais a beaucoup perdu de son poids avec le départ du Commerce Africain contrôlé par Lesieur, et la montée des sociétés de Marseille à Paris.

On peut donc dire que la concentration de l'import-export entre quelques sociétés puissantes caractérise la structure commerciale moderne de l'Afrique noire : c'est ainsi qu'en Côte d'Ivoire, 305 patentes d'import-export ont été délivrées au cours d'une des dernières années mais le café et le cacao, colonne vertébrale de l'économie du territoire, sont exportés à concurrence de 90 % par 23 maisons et de 51 % par 5 sociétés. À l'importation, pendant la même période, 69 % des transactions ont été réalisées par 25 maisons.

Or, on constate depuis dix ans une évolution du système de distribution. Certes l'organisation antérieure subsiste. Mais les grandes sociétés paraissent en contact moins étroit qu'autrefois avec les consommateurs. Leur activité dans de nombreuses régions, si elle assure efficacement le commerce de gros, s'éloigne de la masse de la clientèle en brousse.

D'une part, on constate un mouvement certain de spécialisation⁴ à l'exportation et à l'importation.

À l'exportation, de petites sociétés, achetant les produits aux cultivateurs pour les revendre directement à l'utilisateur métropolitain, se sont multipliées au moment de la montée spectaculaire des cours du cacao et du café correspondant à une poussée vigoureuse de la production. Elles ont presque toutes disparu avec la chute des cours sur les marchés internationaux.

4. Cette tendance à la spécialisation du commerce avait abouti, dès avant la guerre, au développement de firmes distributrices filiales de sociétés productrices métropolitaines : ainsi le groupe Boussac avait créé la Compagnie de l'Industrie Textile Cotonnière (C.I.T.E.C.) installée notamment en A.O.F.

Par contre, à l'importation, deux fonctions se distinguent de plus en plus du commerce général avec quoi elles se confondaient jadis : le service des autos, motos et bicyclettes, et le service transit. De plus, devant l'essor de la construction, les entrepreneurs ont formé des sociétés d'importation de matériaux, fer à béton, ciment, matériel industriel. Dans d'autres secteurs, la spécialisation s'affirme, par exemple dans ceux des engrais, des vins, des vivres frais, des livres, des appareils photographiques et du matériel électrique.

D'autre part, durant la guerre, par suite de la mobilisation des Européens et de la pénurie de marchandises, nombreuses furent les fermetures de boutiques de brousse qui n'étaient plus approvisionnées. La modification de la réglementation de la commercialisation devenue libre (elle ne pouvait se faire auparavant que dans des centres dits commerciaux) favorisa aussi le développement d'intermédiaires, allant en camion collecter la récolte chez le cultivateur et l'apportant aux maisons de commerce. Celles-ci se sont attachées à réduire leurs frais généraux en fermant les factoreries secondaires ; elles ne les ont pas rouvertes dans les années qui suivirent la Libération, en raison du prix de revient du personnel européen.

On a donc assisté à une prolifération d'intermédiaires qui constituent une véritable plaie pour le producteur africain. Il y a là une des raisons essentielles des marges considérables qui apparaissent : ainsi, en 1952, le café de la Côte d'Ivoire était vendu 400.000 francs la tonne C.A.F. France, alors qu'il était payé 275.000 francs la tonne au producteur ; des marges de 25 à 45 % sont assez souvent pratiquées.

Ces intermédiaires sont le plus souvent des Levantins, Syriens et Libanais et en ce qui concerne le commerce de détail, des Africains, Haoussas ou Dioulas. Les inconvénients résultant de ces intermédiaires sont multiples.

D'abord, ils sont souvent mal organisés pour la collecte et surtout la conservation des récoltes. En ce qui concerne l'achat des oléagineux par exemple, la commercialisation fait apparaître des procédés archaïques. On se rappelle que, de la récolte, il est fait deux parts : l'une, destinée à la consommation familiale, et l'autre, surtout pour l'arachide, destinée au commerce, sous la forme de traite. Les traitants sont en A.O.F. des commerçants qui parcourent les villages et ramassent la récolte ; seulement, comme elle arrive assez brutalement, ils doivent la mettre dans des silos, qui sont mal protégés des intempéries, des termites et de toutes sortes d'insectes, si bien qu'une partie de la récolte est ainsi perdue d'une manière définitive, les insectes perçant la coque et pompant ensuite l'huile.

En second lieu, leur rémunération est souvent excessive et pèse lourdement sur le producteur africain, soit parce que, en raison du faible volume des marchandises traitées par chaque intermédiaire la commission est anormalement élevée, soit, dans d'autres cas, parce que, exerçant un véritable monopole dans certaines régions, des intermédiaires en ont profité au maximum, d'autant que très souvent le commerçant libano-syrien travaille en famille, vit presque comme un indigène et parle le dialecte.

Comme l'a justement écrit l'ancien ministre BURON⁵ :

« outre que la traite permet double bénéfice à l'acheteur de la récolte, sur le produit acheté et sur la marchandise vendue, elle le laisse maître du choix et de la provenance des marchandises qui seront consommées par les indigènes ; elle pousse à la production des seules denrées exportables et retarde par conséquent la différenciation des consommations qui est à la fois un facteur d'amélioration de l'hygiène et de progression économique et la diversification des productions qui est à la fois sécurité pour la vie quotidienne et garantie contre des variations brutales des cours ».

Ce phénomène de domination commerciale est extrêmement grave et prive abusivement les producteurs africains d'une partie des revenus de leur travail. Sans doute est-il normal que le coût des transports, par exemple, soit plus élevé en A.O.F. que dans la métropole en raison des risques plus grands. Mais ils ne justifient pas les marges constatées et l'administration a dû se poser en protecteur du producteur africain isolé en suscitant la concurrence chaque fois que c'était possible : l'amélioration de l'infrastructure l'a d'ailleurs aidée. Dans d'autres cas, l'administration n'a pas hésité à charger des Sociétés de Prévoyance ou des Coopératives de certains services. On voit qu'Outre-Mer, on ne saurait toujours appliquer une liberté commerciale totale : parfois c'est l'administration qui seule peut libérer l'indigène et les solutions européennes doivent souvent être adaptées.

Un troisième reproche que l'on peut adresser à ces intermédiaires est qu'ils sont un facteur d'endettement pour le producteur africain, pauvre et imprévoyant. Cet intermédiaire a un double intérêt à endetter son client : d'une part, parce que les taux d'intérêt sont très élevés, souvent de l'ordre de 15 à 20 % par mois, d'autre part, parce que par la suite, l'intermédiaire impose souvent à son client l'achat de produits dont il n'a pas réellement besoin. Ce phénomène d'endettement est caractéristique de beaucoup de pays peu développés (avant

5. R. BURON : « Les problèmes du sous-développement et l'assistance technique » (*Les Cahiers de la République*, mai-juin 1957).

la conquête communiste, il était très répandu en Chine). Là encore, les pouvoirs publics ont le devoir de protéger l'Africain de tels excès.

Les pouvoirs publics ont d'ailleurs bien d'autres moyens d'agir sur les prix de revient, puisque ceux-ci sont finalement souvent tributaires de la politique générale.

C'est ainsi qu'une politique sociale hardie est un facteur d'accroissement des charges des budgets publics ou privés : un exemple en est donné par la récente extension du régime des allocations familiales dont nous avons déjà parlé. C'est ainsi qu'en ce qui concerne les travaux publics, un effort disproportionné par rapport aux ressources locales peut, soit faire naître un début d'inflation, soit entraîner une fiscalité excessive qui peut à son tour être un facteur de hausse des prix ou bien de ralentissement de l'activité.

C'est ainsi aussi que l'A.O.F. a, vis-à-vis de la métropole, une politique beaucoup plus complémentaire que concurrentielle. Cette intégration Métropole - Outre-Mer⁶ a été organisée depuis longtemps grâce à des mesures de protection douanière, de contrôle des changes et elle s'inscrit dans ce que l'on appelle la préférence impériale. Cette politique, qui a eu sa justification historique, ne correspond plus aux impératifs politiques et économiques actuels. En tous cas elle ne semble pas avoir été favorable à long terme au développement de l'A.O.F. et ses méfaits apparaissent dans l'isolement par rapport à la concurrence internationale. La politique de préférence impériale a maintenu l'A.O.F. en état de sous-développement et a favorisé le maintien de prix de revient trop élevés. Nous voudrions mettre l'accent sur deux conséquences, l'une peu connue, il s'agit du développement de la contrebande, l'autre étant malheureusement très apparente, il s'agit du phénomène de « surprix ».

La contrebande est en A.O.F., selon les milieux exportateurs français, la conséquence de la juxtaposition de deux régimes. Les points de débarquement sur la côte sont surveillés et les marchandises venues d'au delà des mers sont régulièrement et normalement imposées, tandis que les produits en provenance d'un territoire voisin peuvent transiter, évidemment en plus petites quantités, à peu près comme bon leur semble, en raison de l'impossibilité d'établir des cordons douaniers étanches. Dans sa séance du 28 juin 1957, le Grand Conseil s'est préoccupé de la répression de la fraude en A.O.F. et un rapport présenté conclut au renforcement de la surveillance douanière.

6. En A.O.F., les droits de douane ne s'appliquent pas, en principe, aux produits métropolitains, de même que les produits aofiens ne subissent pas les droits de douane à l'entrée de la métropole.

Cette thèse des exportateurs français n'est donc pas imaginaire, mais au contraire très actuelle et s'appuie d'ailleurs sur une démonstration quasi mathématique. La production locale en objets manufacturés, notamment en cotonnades, est encore dans son enfance. Or, les régimes douaniers pratiqués sont très variables. Les droits à acquitter à l'entrée du Ghana sont le tiers de ceux qui sont imposés en Côte d'Ivoire et au Dahomey. Par ailleurs, le système de protection pratiqué en A.O.F. limite l'importation de tissus de provenance asiatique, moins coûteux que ceux de fabrication française. Les exportations à destination de l'A.E.F. bénéficient, au contraire, d'un régime d'égalité des droits économiques. Même statut au Cameroun et au Togo, en raison cette fois du « patronage » des Nations-Unies. Par contre, dans l'ancienne Gold Coast, les achats de tissus asiatiques sont soumis au droit commun.

Résultat de cette mosaïque douanière : le même pagne coûtant rendu 875 francs CFA ou 35 shillings, paye 300 francs de droits (35 %) en Côte d'Ivoire et 100 francs au Gold Coast, soit 200 francs de différence, 200 francs qui, diminués des frais de transports éventuels, laisseraient un confortable bénéfice (20 % environ du prix de la marchandise) pour qui l'achèterait en territoire britannique, l'introduirait clandestinement dans un pays d'obédience française et l'y vendrait ⁷.

Mais, a-t-on fait remarquer, cette contrebande n'est pas dangereuse ! Que peuvent bien en effet transporter à travers la brousse quelques noirs attirés par le bénéfice à réaliser mais réduits à leurs propres moyens ? C'est là une remarque qui n'est plus actuellement valable. Pour 1955, la moyenne trimestrielle des importations de fil de coton pour le Dahomey, d'après les statistiques douanières, donne 38 tonnes d'origine française et 124,5 tonnes d'origine étrangère.

De plus, durant l'année 1955, toujours pour le Dahomey et d'après les chiffres officiels, 667 tonnes de cotonnades et 72 tonnes de fibranne ont été importées, soit une moyenne de 482 grammes de tissus par habitant alors que la moyenne de consommation pour l'ensemble de l'A.O.F. atteint 1.104 grammes. La différence est de 622 grammes, soit pour l'ensemble de la population 976 tonnes qui ont disparu des statistiques officielles.

Pour expliquer ce phénomène, si l'on repousse l'hypothèse d'une diminution sensible de la consommation contredite par la hausse lente mais continue du niveau de vie et si l'on tient pour négligeables les déstockages, il ne reste qu'une possibilité : admettre qu'en une année près de 1.000 tonnes de tissus sont entrés en fraude au Dahomey.

7. Ces chiffres sont cités dans un article de *l'Information* du 2 septembre 1956.

D'où une nouvelle conclusion : ce chiffre est trop important pour que l'artisanat classique de la contrebande n'ait pas fait place à une ère industrielle.

Or les faits ne démentent pas ces conclusions : la frontière semble être régulièrement franchie par de petites caravanes de 8 à 10 porteurs. Ce trafic est d'ailleurs facilité par une décision récente de l'administration, d'après laquelle tout frontalier peut importer librement chaque année pour 15.000 francs de marchandises afin d'assurer ses « besoins courants ». Une seule interdiction : les bicyclettes.

Or, il n'existe au Dahomey aucun état-civil. Comment, dans ces conditions, peut-on définir puis distinguer un frontalier ? Comment peut-on s'assurer que ce Dahoméen surpris par un douanier au tournant d'une piste transporte bien le seul équivalent en marchandises des 15.000 francs auxquels il a droit annuellement, et n'est pas, par exemple, un de ces colporteurs indigènes, appelés « bana-bana », en train d'effectuer son dixième ou son vingtième voyage ? Il est vrai que, une fois la frontière franchie, reste à résoudre le problème de l'écoulement de la marchandise. Les contrôles sur les marchés ne pourraient-ils faire découvrir l'origine frauduleuse du produit, cotonnade ou quincaillerie, vendu ? Ils sont interdits. Ce qui signifie que chaque Dahoméen peut acheter au Togo ou mieux au Ghana et revendre sur place autant de marchandises qu'il veut à condition de posséder 15.000 francs renouvelables.

Ajoutons que la production de la métropole fait peu d'effort pour s'adapter au goût de l'indigène. C'est plutôt l'inverse qui se produit, l'influence de la mode européenne faisant abandonner les pagnes superposés ; il en résulte d'ailleurs une simplification du vêtement qui entraîne une diminution des métrages. Pourtant, un effort d'adaptation aux conditions locales peut être sur le plan commercial très payant, comme le prouve l'exemple fameux de J. PIERRE-GROSSE : il a bouleversé en effet le marché local du textile en tenant compte des goûts des indigènes, en dessinant des mouchoirs de tête et des tissus qu'il faisait d'ailleurs fabriquer en France, et en lançant dans les rues de Dakar des mannequins indigènes. Mais cet exemple de réalisme et de dynamisme individuel est assez exceptionnel et, en ce qui concerne les textiles, les tissus de provenance autre que française sont de plus en plus appréciés. On a vu des Syriens romprent avec les circuits commerciaux et s'adresser directement à des fournisseurs de la métropole : ceux-ci, dont on connaît les difficultés, ont préféré courir le risque d'être mal payés plutôt que de voir leurs machines inoccupées. Surtout on a vu aussi ces Syriens ne pas hésiter à se procurer par l'intermédiaire du Portugal des tissus japonais plus avantageux.

Il résulte de cette contrebande et de cette désaffection que les importations officielles s'effritent, ainsi que les recettes douanières qui constituent une des principales ressources du budget local. Pour le Dahomey, les estimations fixent à plusieurs centaines de millions le manque à percevoir (montant du budget : 4.529 millions — Recettes douanières à l'importation en 1955 : 1.085 millions). La Côte d'Ivoire subit, elle aussi, une perte de recettes évaluée par les uns à 1 milliard, par les autres à 2 milliards.

Cette contrebande entraîne un déclin du prestige des représentants locaux de l'administration, elle développe une mentalité condamnable, diminue les recettes et accroît les difficultés commerciales. Elle ne prendra fin que le jour où les producteurs métropolitains s'efforceront de tenir davantage compte des besoins locaux et surtout lorsque le contrôle des frontières sera plus efficace, en même temps que les tolérances de l'administration disparaîtront, mettant fin à la juxtaposition de deux régimes. Nous avons indiqué que le Grand Conseil d'A.O.F., dans sa séance du 28 juin 1957, s'était préoccupé de ces problèmes ; malheureusement, aucune décision n'a été prise, l'affaire ayant été renvoyée devant la Commission permanente pour complément d'information.

Si ces questions de contrebande sont assez peu connues et s'enveloppent au surplus d'un certain mystère, le phénomène de surprix, par contre, dont nous voudrions maintenant dire un mot, est très apparent. La métropole et les territoires d'Outre-Mer sont des pays chers par rapport à la plupart des autres grands pays. Les prix français sont plus élevés que les prix étrangers, à l'exception de quelques produits. Il en résulte que l'A.O.F., par exemple, paye ce que l'on appelle des surprix, c'est-à-dire une marge représentant la différence entre le prix mondial et le prix français, que l'on a estimée être en moyenne de l'ordre de 15 %.

Ces surprix sont difficiles à calculer et au surplus variables. En 1956, en ce qui concerne les arachides, on a estimé que le kilo était supérieur aux prix étrangers de 12 à 15 francs, donc de 15 à 20 %, et pour les huiles d'arachides, que le kilo était supérieur de 30 à 50 francs, soit un surprix de 20 à 30 %. Toutefois ces surprix ont une influence plus inflationniste sur l'économie des territoires que sur celle de la métropole : on a calculé que, globalement, les trois quarts des importations de nos territoires d'Outre-Mer viennent de la métropole tandis que les importations faites dans la métropole à partir des territoires d'Outre-Mer ne représentent que le quart du total des importations métropolitaines. Cette politique de préférence impériale peut apparaître comme une forme étendue d'autarcie économique et elle n'est certainement pas de nature à favoriser les relations com-

merciales internationales : à long terme, on ne peut en effet exporter que dans la mesure où l'on importe. Dans l'immédiat, les répercussions des mesures financières métropolitaines ont pour résultat de renforcer les mesures de protection. Les gouvernements du Sénégal, de la Côte d'Ivoire et de la Guinée ont été les premiers à publier des arrêtés rendant obligatoire un recensement très strict des stocks actuellement existants de produits d'origine étrangère. De plus, « en raison de la pénurie des devises en dollars », des circulaires des gouvernements locaux laissent prévoir de sévères restrictions dans l'attribution des devises pour l'importation de matériel, américain en particulier. Ces mesures, dans la conjoncture actuelle, étaient sans doute inévitables et ce qui est critiquable, c'est que l'on soit arrivé en France au bord de la faillite financière. Il ne nous appartient pas ici d'en discuter. Mais par delà ces difficultés qu'il faut souhaiter provisoires, ce qui est grave, c'est la politique suivie depuis de nombreuses années. En créant en effet une zone isolée très largement de l'économie mondiale et qui se voulait privilégiée, on a finalement abouti à un ensemble dépourvu de toute « agressivité compétitive » et non concurrentiel par rapport aux cours mondiaux des différents produits. Il est sans doute légitime qu'une région sous-développée comme l'A.O.F. soit entourée pour un temps de protections ; mais il semble bien que l'on a considéré comme définitif ce qui ne devrait être que provisoire.

Dans son livre intitulé « Les chances économiques de la communauté franco-africaine », Pierre MOUSSA pose la question suivante :

« La cherté des prix est-elle la cause ou la conséquence des protections ? Elle est à la fois l'une et l'autre. On se protège parce qu'on est trop cher, mais aussi on est trop cher parce qu'on s'assoupit à l'abri des protections. Il existe une relation organique entre les hauts prix et les marchés protégés ».

Et il conclut en affirmant

« qu'une politique consistant à bâtir un marché commun de la zone franc, sans prendre d'importantes précautions contre l'élévation des prix, est une politique contraire à la fois aux intérêts des pays d'Outre-Mer et aux intérêts de la métropole ».

Ainsi, reposant sur un petit nombre de produits, ayant pour des raisons multiples des prix de revient trop élevés, l'économie de l'A.O.F. nous paraît particulièrement fragile. L'A.O.F. se trouve encore actuellement à un stade relativement primitif de développement économique. Ce sous-développement est d'autant plus regrettable que cette économie de plantations et de comptoirs est dangereuse pour deux autres raisons. D'abord parce qu'elle atteint vite ses limites, les cultures d'exportations ne pouvant être étendues indéfiniment, car la

production ne peut dépasser la capacité d'absorption du marché international. Ensuite parce que cette économie est vulnérable, pour cette raison aussi qu'aucun de nos territoires n'étant un pays directeur pour un grand produit exotique, il en résulte qu'ils subissent beaucoup plus le marché qu'ils n'agissent sur lui ; dans ces conditions, une baisse de prix, un arrêt momentané des échanges peut entraîner une catastrophe, ou du moins être encore très vivement ressenti, de même qu'une récolte localement particulièrement mauvaise, ou à un degré moindre, particulièrement bonne.

Ainsi, on sait que la prochaine récolte d'arachides en A.O.F. pour 1957-1958 dépassera largement le million de tonnes d'arachides en coque, ce qui est un chiffre jamais atteint : un problème d'écoulement va donc se poser. Or la consommation d'huile d'arachides de la métropole et de l'Outre-Mer est de 300.000 à 315.000 tonnes par an. Trois kilos d'arachides en coque correspondent en gros à un kilo d'huile. Si les prévisions actuelles se réalisent, la prochaine récolte de l'A.O.F. donnera donc 350.000 tonnes d'huile ; elle sera nettement supérieure aux besoins français, d'autant que l'A.E.F. et le Cameroun produisent généralement une quarantaine de milliers de tonnes d'arachides. Il va donc falloir trouver des débouchés à l'étranger pour environ 50.000 tonnes d'huile ou, plus exactement, pour leur équivalent en graines, ce qui est très difficile étant donné l'écart entre les prix français et les prix mondiaux. Selon Roger VILLARS⁸ une réorganisation du marché de l'arachide est en cours et devrait aboutir aux résultats suivants. Par l'arrêté du 13 novembre 1954, la métropole s'était engagée à acheter chaque année, au prix de campagne garanti, 225.000 tonnes d'huile d'arachides : ce contingent garanti serait porté à 300.000 tonnes. Le prix d'achat des graines aux producteurs resterait sans changement. Mais en second lieu une augmentation du prix C.A.F. Marseille de l'arachide serait à peu près décidée : 2 à 3 francs par kilo. Sur cette somme enfin 50 centimes métropolitains seraient versés à la S.I.O.F.A. (Société Interprofessionnelle des Oléagineux Fluides Alimentaires) et 50 centimes iraient à une caisse de résorption qui financerait l'exportation des 50.000 tonnes d'arachides qui ne trouveront pas preneur sur le marché de l'Union française.

Dans ce cas précis, c'est donc encore la hauteur des prix en A.O.F. qui pose la question des débouchés et qui illustre un problème économique fondamental. Le Professeur LEDUC, synthétisant et faisant allusion à son étude sur « Les hauts prix en Afrique Noire » (Editions Marchés Tropicaux du Monde), estime⁹ que « les motifs

8. Article de *La Vie Française* du 22 novembre 1957.

9. Gaston LEDUC : Cours de législation et d'économie sociale des pays d'Outre-Mer, 1956-1957.

de cette hauteur résident surtout dans les éléments des structures économiques locales, dans l'effort considérable fait sur les investissements financés de l'extérieur (avec un certain effet multiplicateur), dans la générosité d'une certaine politique sociale, toujours en avance sur les progrès de la productivité ouvrière, et enfin dans la nature de la fiscalité, fortement axée sur les taxations indirectes ».

TABLEAU XXV

PRINCIPAUX PRODUITS ECHANGES EN 1955 PAR L'A.O.F.

(En tonnes)

IMPORTATIONS		EXPORTATIONS	
Riz	111.630	Animaux vivants	29.013
Sucre	58.346	Arachides	164.812
Tabac	3.645	Huile d'arachides	87.016
Vins consommation		Huile de palme	18.272
courante	60.568	Café	95.059
Ciment	218.536	Cacao	75.210
Combustibles minéraux		Coton égrené	1.876
solides	30.853	Gomme arabique	4.895
Pétrole et dérivés	391.047	Tourteaux d'oléagineux	124.923
Métaux communs	95.518	Bois exotique	169.460
Tissus de coton	12.447	Bananes fraîches	124.959
Sacs d'emballage	12.559	Amandes palmistes & palmistes	84.841
Produits laitiers		Amandes karité	8.285
Oeufs	10.139	Beurre karité	913
Farine froment	46.471	Kapock	945
		Bauxite	449.002
		Minerai de fer	676.184
		Phosphate calcium	29.390
		Phosphate alumine	59.607

L'A.O.F. PEUT-ELLE DISPOSER DE RESSOURCES FINANCIÈRES SUFFISANTES ?

On dit que plaie d'argent n'est pas mortelle. Elle peut l'être pour les collectivités. Elle peut, en tous cas, les condamner à la stagnation. Nous verrons d'abord les difficultés de l'activité commerciale intérieure et extérieure. Puis dans une seconde partie nous nous poserons la question de savoir si l'A.O.F. ne subit pas un préjudice du fait de son intégration à la zone franc. Enfin, nous nous demanderons si les résultats sont en rapport avec les sommes dépensées.

On peut essayer de mesurer l'activité commerciale intérieure en comparant les sommes rapportées par la taxe locale sur le chiffre d'affaires au cours de ces dernières années. Nous passons ainsi de 1.580 millions de francs C.F.A. en 1953 à 1.886 millions de francs C.F.A. en 1954, excellente année ; par contre, nous retombons à 1.859 millions en 1955. Il y a donc stagnation et même légère régression. Cette tendance est confirmée par l'examen des principales recettes du budget général de l'A.O.F. : globalement en 1953, nous trouvons le chiffre de 23.996 millions de francs C.F.A., en 1954 nous passons à 29.538 millions de francs C.F.A. pour retomber en 1955 à 28.841 millions.

Quant au commerce extérieur, nous savons qu'il est caractérisé par des importations importantes de biens d'équipement (19,2 % des importations en 1955), un développement rapide des importations de produits énergétiques (pétrole et dérivés : 391.047 tonnes en 1955) et une augmentation constante des biens de consommation tels que produits textiles et surtout denrées alimentaires de base (farine de froment, riz, sucre, etc : au total 22,8 % des importations de 1955). En contre partie, les exportations sont principalement composées de produits agricoles (81 % des exportations en 1955), généralement peu diversifiés : toutefois les exportations de minerai de fer se sont élevées en 1955 à 677.300 tonnes et celles de bauxite à 479.500 tonnes. Les exportations en poids ont d'ailleurs dépassé les importations : 2.291.354 tonnes contre 1.488.586 tonnes. Mais en valeur, c'est l'in-

verse qui se produit : les importations atteignent 67.199 millions de francs C.F.A. et les exportations 52.417 millions. Il y a donc un déficit de 14.782 millions de francs C.F.A.

Quelle est la nature de ce déficit ? S'agit-il d'un déficit en devises étrangère ou au contraire d'un déficit entre l'A.O.F. et la zone franc ?

Ce déficit en devises étrangères existe toujours ; mais alors qu'il a eu une certaine importance dans le passé, il est maintenant limité, et il semble voué à disparaître dans l'avenir avec le développement des exportations de minerais dans les zones dollars et sterlings. Ce déficit avait atteint en 1951 et 1952 des proportions inquiétantes avec respectivement 6,4 milliards et 5,5 milliards, ce qui signifiait un prélèvement de devises sur la caisse commune de l'Union française. C'est seulement en 1954 que le développement des ventes à l'étranger a permis de réduire ce déficit à 1 milliard, grâce à un fort excédent sur la zone dollar. En 1955, cette tendance s'est maintenue ; le déficit total sur l'étranger s'est réduit à 599 millions grâce à un excédent de 1.561 millions de francs C.F.A. sur la zone dollar, provenant en grande partie de l'exportation de bauxite sur le Canada et compensant en partie les 1.701 millions de déficit sur la zone sterling et les 459 millions sur les autres zones.

Le déficit porte donc principalement sur les échanges entre l'A.O.F. et la zone franc. En 1955, le pourcentage en valeur des importations de la zone franc a été de 77 % dont 65,7 % pour la métropole seule, et respectivement de 71,7 % et 62,3 % pour les exportations, ce qui s'est traduit par un solde déficitaire pour l'A.O.F. de 14.183 millions de francs C.F.A., dont 11.508 au regard la métropole : cette balance commerciale déficitaire est particulièrement inquiétante quand on connaît les besoins et les difficultés de l'A.O.F.¹.

Est-ce à dire que l'A.O.F. subit un préjudice du fait de son intégration à la zone franc, cette zone franc qui est, selon BLOCH-LAINÉ², à la fois une organisation et une intention ? Un mot nous semble la caractériser : c'est la solidarité, solidarité qui est commerciale sans doute, mais qui est surtout monétaire et budgétaire.

On sait qu'il existe un franc C.F.A. valable pour nos territoires d'Afrique noire et Madagascar. Ce franc est caractérisé par sa parité fixe avec le franc métropolitain et par le fait qu'il est convertible de façon illimitée en francs métropolitains. Pourquoi a-t-il été créé ? Pour

1. Le budget de fonctionnement de l'A.O.F. pour 1957 s'est élevé à 36.775 millions, soit une augmentation de 5 milliards (12 %) par rapport à 1956. Une cause principale d'augmentation a été la fonction publique ; or, avec 60.000 agents des services publics environ, l'A.O.F. reste cependant insuffisamment administrée.

2. BLOCH-LAINÉ : « La zone franc » (P.U.F., Paris, 1956).

des raisons historiques d'abord, ensuite pour des raisons de justice et de facilité. On sait en effet que l'A.O.F. s'est ralliée à la France libre en 1942. Lorsque la métropole a été libérée, on a pensé qu'il serait injuste de faire supporter aux Territoires d'Outre-Mer la détérioration monétaire profonde intervenue en France même. Aussi en décembre 1945 la valeur du franc C.F.A. a-t-elle été fixée à 1,70 franc métropolitain ; par la suite, des ajustements ont dû être opérés et actuellement le franc C.F.A. vaut 2 francs métropolitains³. Ces ajustements, par le climat d'instabilité qu'ils ont entretenu, ont été certainement peu favorables à une politique d'investissements⁴.

PANOUILLOT estime⁵ qu'il est très souhaitable que la fixité des parités (il y a aussi un franc C.F.P., un franc de Djibouti et un franc néo-hébridais) ne soit plus remise en cause. Il est clair que :

« Si le franc métropolitain était dévalué par rapport au franc C.F.A., les Territoires d'Outre-Mer souffriraient d'une diminution très sensible de l'effort d'investissement (car on ne pourrait demander à la métropole de faire un effort supplémentaire d'investissement), et les producteurs d'Outre-Mer dont la métropole absorbe les 3/4 de la production, verraient également leurs revenus diminués. Si le franc C.F.A. était dévalué par rapport au franc métropolitain, comme les territoires se procurent plus des 3/4 des biens dont ils ont besoin dans la métropole, il y aurait renchérissement immédiat du niveau de vie Outre-Mer. Il faudrait par conséquent procéder à un ajustement des salaires qui ne manquerait pas d'avoir une répercussion sur les prix de revient des territoires et de compromettre par là même les possibilités d'exportation sur les marchés mondiaux. »

Cette solidarité monétaire se manifeste encore en ce qui concerne le régime de l'émission. Le privilège d'émission de la Banque de l'Afrique occidentale qui avait été renouvelé pour la dernière fois, pour une durée de vingt ans, par une loi du 29 janvier 1929, était en 1955 venu à expiration depuis plusieurs années. Comme l'a fait remarquer le professeur LEDUC⁶ :

3. Depuis le 20 septembre 1949.

4. « Le véritable remède aux incertitudes qui peuvent encore subsister sur la solidité des francs coloniaux consisterait à priver le gouvernement du droit de modifier les parités de change des monnaies d'Outre-Mer de sa seule initiative (et notamment par la voie d'un simple avis de l'Office des Changes). Ce droit devrait, à notre sens, être réservé au Parlement et mieux encore, à l'instance constitutionnelle suprême de l'Union française. » (LEDUC, *Cours*, 1956-1957.)

5. PANOUILLOT : « La France d'Outre-Mer : politique économique et sociale » (*Cours*, I.E.P., 1956-1957).

6. « Le régime de l'émission en Afrique noire sera-t-il enfin réorganisé ? » par le professeur Gaston LEDUC (*La Vie Française*, 27 mai 1954).

« Faute de pouvoir prendre une décision sur les principes d'une réforme de ce régime, l'activité monétaire de la Banque de l'Afrique occidentale avait continué en fait, sans mandat exprès du législateur et selon les mêmes bases que dans le passé. »

Depuis 1955 existe un Institut d'Emission de l'A.O.F. et du Togo, géré par un Conseil de 18 membres dont 6 représentant les territoires intéressés : il s'agit là d'un organisme purement monétaire, alors que la Banque de l'Afrique occidentale d'avant guerre, à caractère largement privé, était à la fois institut d'émission, banque de dépôts et banque d'affaires. Cette réforme de l'émission en A.O.F. a été rendue possible grâce à l'extension considérable du réseau bancaire : en A.O.F.-Togo, il existe actuellement près de 70 guichets de banque et alors que, jusqu'à la guerre, seules des banques spécialisées y travaillaient, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, trois des banques nationalisées, la B.N.C.I., le Crédit Lyonnais et la Société Générale ont créé Outre-Mer un réseau d'agences très important. La densité de ce réseau bancaire n'a d'ailleurs pas que des avantages, car il en résulte une rivalité, entraînant une élévation excessive du taux de rémunération des dépôts et des taux d'intérêts élevés pour l'octroi de crédits. En ce qui concerne le crédit, il existe d'ailleurs une institution comparable au Conseil National du Crédit dans la métropole : c'est le « Comité Monétaire de la Zone Franc »⁷ qui fonctionne à la Banque de France et réunit les représentants des instituts d'émission, des banques et des ministères intéressés ; ce Comité a un rôle triple : confronter les politiques de crédit des différents instituts d'émission, les rendre harmonieuses entre elles et avec celle de la Banque de France, enfin assurer la discipline de la profession bancaire Outre-Mer. Cette institution de caractère fédéral est complétée par une autre, le « Compte de Compensation des Monnaies de la Zone Franc », dont le solde global permet de voir qui, de la métropole ou des territoires, est créateur ou débiteur.

Or cette solidarité monétaire, qui comporte des avantages pour l'A.O.F., mais qui ne comporte pas que des avantages, n'est-elle pas compromise par les mesures de décentralisation politique ? Ces mesures sont-elles compatibles avec le maintien d'une certaine unité financière ? On peut répondre par l'affirmative si l'on en juge par les avantages dont bénéficie l'A.O.F. sur le plan budgétaire et qui

7. Son origine remonte à une loi du 24 mai 1951 ; son organisation, ses attributions et ses règles de fonctionnement ont été fixées à nouveau par un décret n° 57.282 du 3 mars 1957, complété par cinq décrets concernant notamment les conditions d'application des dispositions des décrets du 20 mai 1955 relatifs à l'organisation du crédit et à la réglementation de la profession bancaire dans les territoires d'Outre-Mer (décret 286).

résulte de la façon dont a été réglé le problème du partage des charges.

Les décrets du 3 décembre 1956 ont établi la distinction suivante : la Métropole prend en charge les services des relations extérieures, la représentation du pouvoir central, la force armée, la police, la justice, la gendarmerie, l'aéronautique et les télécommunications, enfin le commerce extérieur et les services financiers. Tous les autres services sont territoriaux et ce sont les Territoires qui en supportent les frais. PANOUILLOT⁸ ajoute

« qu'il faut encore veiller à ce que les territoires ne compromettent pas leur équilibre budgétaire, créant ainsi une situation qui ne saurait être rétabli sans un secours de la Métropole. Aussi les fonctionnaires qui dirigent ou contrôlent les finances des Territoires sont-ils désignés par le Ministère des Finances ; il est prévu qu'en cas de déficit, ce déficit peut être couvert par des avances ou des subventions de la Métropole, assorties de diverses mesures de tutelle. Les budgets locaux sont exécutés par des comptables qui relèvent du Ministère des Finances. Entre la Métropole et les Territoires, il y a unité de Trésorerie : les territoires n'ont pas de Trésor propre ».

Ces formules sont extrêmement avantageuses pour l'A.O.F., surtout si l'on tient compte du fait que les dépenses d'équipement sont presque exclusivement assurées par la Métropole. Par l'intermédiaire du Fonds d'Investissement pour le Développement Economique et Social (F.I.D.E.S.), la Métropole finance en effet les grands investissements publics. Il faut toutefois remarquer que ces transferts de capitaux publics ont pu accroître le déficit commercial, car des fonds envoyés à une société en A.O.F. retournent en grande partie en France pour l'achat de machines et les salaires distribués serviront à l'achat de marchandises venant de la Métropole ou de l'étranger : phénomène qui ne joue d'ailleurs que passagèrement, et qui doit tendre à disparaître avec l'industrialisation de l'A.O.F. et le développement croissant d'industries de consommation.

Créé par la loi du 30 avril 1946, le F.I.D.E.S. est un simple compte ouvert dans les écritures de la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer ; aussi lorsqu'il s'agit de prendre une participation dans une société avec les ressources du F.I.D.E.S., ce n'est pas le F.I.D.E.S. en tant que tel qui peut le faire, car il n'existe pas juridiquement, mais la Caisse Centrale qui en est la gérante. Il n'en subsiste pas moins que le F.I.D.E.S. est une institution essentielle. Il est alimenté

8. PANOUILLOT : « La France d'Outre-Mer : politique économique et sociale » (Cours, I.E.P., 1956-1957).

en recettes par une dotation du budget et de l'Etat, fixée chaque année par la loi de finances, et une participation des territoires, sous formes d'avances consenties par la Caisse Centrale, à vingt ou vingt-cinq ans de durée, 2 % d'intérêt et amortissement différé pour cinq ans. Celle-ci tire à son tour ses disponibilités, en sus de sa dotation initiale et de profits réalisés au cours d'opérations privées, d'avances accordées annuellement, depuis le 1^{er} janvier 1950, en application de la « loi de prêts et garanties », par le Fonds de Modernisation et d'Equipe-ment, organisme central présidant à la répartition entre la Métropole et l'Outre-Mer, de diverses ressources, parmi lesquelles la contrepartie en francs de l'aide américaine. La section générale du F.I.D.E.S. englobant les projets intéressant l'ensemble des territoires ou même l'ensemble de la zone franc, les projets de portée générale, tels que le financement des dépenses de prospection et de recherche scientifique, est alimentée exclusivement par les fonds d'Etat du F.I.D.E.S. Les sections d'Outre-Mer, les plus importantes et divisées depuis le décret du 1^{er} décembre 1955 en section fédérale et sections territoriales, constituent à proprement parler les budgets d'équipement des territoires et tirent leurs ressources à 75 % du F.I.D.E.S. et, pour le reste, de contributions des territoires sous forme d'avances consenties par la Caisse Centrale aux conditions indiquées plus haut. C'est le Comité directeur du F.I.D.E.S. qui décide d'une façon générale de l'emploi des fonds ; le ministre de la France d'Outre-Mer préside ce Comité (qui comprend 17 membres, parmi lesquels 10 parlementaires et 6 fonctionnaires), et c'est lui qui fait les propositions de dépenses. Par rapport au Parlement, la règle de spécialité budgétaire n'est pas respectée, pas plus que la règle d'annualité : ainsi les crédits non utilisés à la fin d'un exercice demeurent acquis et un décret programme du 20 mai 1955 a accordé aux sections d'Outre-Mer du F.I.D.E.S. 178 milliards d'autorisations de programmes utilisables sur les quatre années allant de 1954 à 1957. Remarquons enfin que l'adoption des programmes d'équipement concernant chaque territoire est le résultat d'un accord entre le Comité directeur du F.I.D.E.S. et les assemblées territoriales intéressées.

Cette organisation a permis à la France de faire un effort financier considérable : d'une façon générale, 1.500 milliards de fonds publics ont été investis depuis dix ans Outre-Mer⁹. Aucune nation n'est allée aussi loin : ni la Grande-Bretagne dans les pays qui relèvent de sa souveraineté, ni les Etats-Unis. Cette aide représente depuis dix ans près de 4 % du budget de l'Etat, près de 1 % du

9. De 1946 à 1956, les dépenses militaires totales (opérations plus dépenses militaires normales) effectuées par la France en Indochine se sont élevées à 1.987 milliards de francs actuels.

revenu national : sur 100.000 francs de richesses produites en France, 1.000 francs sont destinés à l'équipement des pays d'Outre-Mer. Ce sont là les chiffres globaux et nécessairement assez approximatifs. Pour être plus précis, en 1954, le rapporteur général de la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale a indiqué que 150 milliards d'investissements publics avaient été consacrés à l'ensemble des pays d'Outre-Mer, dont 80 milliards aux territoires d'Outre-Mer dont l'A.O.F. fait partie ¹⁰. D'après la Direction Générale des Finances de l'A.O.F., ce territoire a reçu au titre des anciens programmes F.I.D.E.S. 55.571 millions de francs C.F.A. et au titre du nouveau programmes, jusqu'au 31 décembre 1955, 27.949 millions de francs C.F.A. Si l'on considère d'ailleurs les opérations effectuées jusqu'au 31 décembre 1955, on constate que 42 % des investissements publics métropolitains ont été opérés en Afrique occidentale française.

Ces chiffres sont assez considérables ¹¹ et cependant il ne semble pas que les résultats aient été en rapport avec toutes les sommes dépensées. Il semble qu'il y ait eu mauvaise orientation des investissements pour deux raisons : par suite de la politique générale des gouvernements français, et par suite d'erreurs techniques d'appréciation ou de négligences.

Cette politique générale des gouvernements français peut se résumer en deux points :

D'une part, le blocage au maximum des investissements aux pays d'Outre-Mer sur les territoires d'Afrique du Nord, parce que ceux-là sont déjà relativement développés et peuvent apporter à la métropole un complément assez important de produits et absorber également une masse considérable de produits industriels. En 1955, alors que l'aide aux pays d'Outre-Mer représentait une charge annuelle de 184 milliards, l'A.O.F. ne venait qu'au quatrième rang avec 15 milliards, après l'Algérie (70 milliards), le Maroc (43 milliards) et la Tunisie (24 milliards).

D'autre part, même lorsque l'on investit en A.O.F., on ne peut se débarrasser d'une sorte de concept colonial, à tel point que l'on a cherché presque essentiellement à développer des produits agricoles. On s'est efforcé surtout de compléter l'alimentation européenne par l'apport colonial et aussi l'approvisionnement d'un certain nombre d'industries comme celle des oléagineux. On commence seulement ces

10. La métropole, sur son propre territoire, en 1954, a consacré 220 milliards au développement de l'énergie, 300 milliards à la politique du logement, 150 milliards au développement des transports.

11. A titre comparatif, le montant du budget métropolitain pour 1955 a été de 3.969 milliards, dont : dépenses civiles ordinaires : 1.950 ; dépenses d'équipement : 933 ; dépenses militaires : 1.033 ; découverts des comptes spéciaux : 53.

dernières années à développer l'hydro-électricité et les ressources minières, à l'image des succès qui dans ce domaine ont été remportés au Congo belge ; mais en ce qui concerne l'industrie, on s'est contenté jusqu'à maintenant, ainsi que nous l'avons dit, d'industries de consommation, traitant les produits du sol, mais sans créer d'industries d'équipement, celles-ci étant en principe réservées à la métropole.

Dans l'ensemble donc, les investissements ont été pratiqués pour développer l'économie de ces territoires pour l'utilité de la métropole et non en vue de constituer des types d'économie de caractère autonome ou indépendant, comportant un certain développement industriel.

Le système français a consisté à économiser les achats extérieurs en essayant de diriger le maximum d'achats pour la consommation nationale sur les colonies. De là les efforts pour développer la production du sisal parce que la France est faible productrice de chanvre et qu'il est intéressant qu'elle se rende indépendante de ses fournisseurs, surtout l'Italie. De là aussi les efforts pour développer la production du café, de manière à se rendre indépendants des fournisseurs de café qui exigent des paiements en dollars, Brésil, Haïti et Colombie. On ne leur fait plus appel que pour 15 % de la consommation nationale, grâce aux productions de l'Afrique noire et de Madagascar.

En dehors de cette volonté de réduire les achats à des zones monétaires avec lesquelles nous sommes déficitaires, le système français comprend le développement le plus accéléré possible de matières premières qui, par leur vente aux Etats-Unis surtout, peuvent nous procurer des dollars ¹². Le rôle d'économiseur de dollars et de fournisseur de dollars est donc assigné à l'Afrique française.

Cette attitude de la métropole peut se justifier par la recherche de compensations étant donné l'effort consenti pour le financement du plan auquel les territoires ne participent que faiblement. Toutefois, en ce qui la concerne, l'A.O.F., en réponse à un questionnaire du département de la France d'Outre-Mer ¹³, a fait valoir qu'elle avait consacré depuis 1948 environ 55 milliards de francs C.F.A. aux investissements, alors qu'elle avait reçu du F.I.D.E.S., 106 milliards C.F.A. au titre de la section locale et 15 au titre de la section générale, complétés par 29 milliards d'engagements de la Caisse Centrale, c'est-à-dire que sa contribution propre n'aurait pas été inférieure à 32 % des dépenses directes ou indirectes consacrées à la planification.

12. Notons que de 1948 à 1952, 8,3 % seulement de l'aide Marshall ont été utilisés pour les territoires d'Outre-Mer, soit 48.792 millions de francs 1950.

13. Cité par René HOFFHERR : « Coopération économique franco-africaine » (Sirey, 1958).

Au surplus, les territoires ont souvent fait remarquer la relation, depuis dix ans, entre l'accroissement des investissements et celui des dépenses budgétaires : il y a à peu près doublement de la charge budgétaire en A.O.F. de 1950 à 1956, le total général net passant de 25.199 millions à 51.745 millions. On a mis aussi l'accent sur les répercussions des investissements sur le service de la dette publique qui se chiffre en A.O.F. en 1956 à 1.725 millions de francs C.F.A., soit environ 3 % de l'ensemble du budget général et des budgets territoriaux. Enfin les Africains ont fait remarquer que les fonds du F.I.D.E.S. avaient été mal répartis géographiquement, car ils avaient favorisé les villes et la côte, accentuant ainsi le retard économique et social des populations rurales de l'intérieur.

On peut discuter la question de savoir si les investissements ont été mal orientés géographiquement ; ce qui est certain, c'est qu'ils ont été aussi mal orientés par suite d'erreurs techniques d'appréciation ou de négligences. Tout le monde à ce sujet a encore d'ailleurs présent à l'esprit les articles de Raymond CARTIER dans *Paris-Match* ¹⁴. Il est certain que les exemples de gaspillage ont été assez nombreux. On cite toujours la construction de ces fameuses routes plus larges que longues, dont il fallut stopper les travaux au bout d'un an parce qu'il n'y passait aucun véhicule. Il faut reconnaître aussi que la part accordée aux investissements en hôpitaux, lycées, écoles et leurs installations grandioses a été, d'un strict point de vue économique, exagérée au détriment de celle qui était consacrée à l'amélioration de la production. Or le progrès social, si l'on n'était obligé de tout mener de front, devrait suivre le progrès économique et non le précéder, pour l'excellente raison que l'on ne saurait utiliser ce qui n'existe pas encore. Il y a à Bamako, au Soudan, un lycée de garçons, un lycée de filles, une école technique et un institut de travaux publics sur un territoire qui n'a pas de quoi vivre puisqu'il nous coûte un milliard par an. On conçoit d'ailleurs que les budgets des territoires, assis sur le revenu moyen des habitants, soient incapables de subvenir aux dépenses que suppose l'entretien de tels établissements. Rappelons d'ailleurs quelques chiffres : en métropole, le prix de revient d'un lit d'hôpital est de 1.600.000 francs, alors que dans les territoires d'Outre-Mer il est d'environ 2.500.000 francs, car interviennent des facteurs d'augmentation comme le coût du transport des marchandises ou les primes d'éloignement qu'il faut payer au personnel. Si l'on rapporte le prix d'un lit au revenu moyen d'un travailleur, on constate qu'en métropole, où le revenu moyen est de 400.000 francs par an, le prix du lit d'hôpital correspond à quatre

14. *Paris-Match* : 11 août, 18 août et 1^{er} septembre 1956.

revenus, alors qu'en Afrique, où le revenu moyen est de 30.000 francs (en ce qui concerne le producteur d'arachides du Sénégal), la proportion est de 80 pour 1, soit vingt fois plus. C'est pour avoir oublié de tels chiffres que des gaspillages ont été commis, sans parler de certains échecs agricoles que nous avons précédemment étudiés.

Ces erreurs, qui ont été considérables, ont été reconnues et ne se renouvelleront peut-être plus. Ce qui est frappant en tous cas, c'est l'importance des investissements publics par rapport aux investissements privés. Or, nous le savons, la modicité des revenus des Africains écarte toute idée d'investissement ; quant aux Européens qui travaillent en A.O.F., la plupart envoie en France ce qu'ils ont pu épargner. Dans la conjoncture actuelle en particulier, alors que le budget métropolitain plie sous le poids de charges immenses, il serait évidemment très souhaitable d'intéresser au maximum les capitaux privés métropolitains et étrangers aux investissements en A.O.F.

En ce qui concerne les investissements de capitaux privés métropolitains, les estimations sont évidemment difficiles ; les chiffres avancés varient entre 8 et 10 milliards par an pour l'ensemble des territoires d'Outre-Mer. De toutes façons, ces chiffres sont peu élevés et il y a une méfiance incontestable des capitaux privés métropolitains en raison des risques plus grands Outre-Mer. Au surplus, ce n'est qu'à partir des années 1952-1953 que l'épargne est redevenue importante, mais depuis cette date le secteur public a beaucoup attiré les ressources du marché financier. Enfin les capitaux privés ont été souvent mal orientés, car ils sont surtout allés Outre-Mer vers le secteur commercial ¹⁵.

Cette insuffisance des capitaux privés rend d'autant plus nécessaire une politique fiscale favorable aux investissements privés. Cette politique peut sembler difficile étant donné les charges qui pèsent sur les différents territoires d'A.O.F. ; elle est néanmoins indispensable. Comme le fait remarquer André AUCLERT ¹⁶, cet effort est nécessaire car

« dans ces pays où l'état-civil, le cadastre et même l'appropriation individuelle sont à peu près inconnus, ou pour le moins embryonnaires, la part des impôts directs dans les recettes des budgets ne pouvait être que faible : à peine 30 % ».

« A défaut de taxer les revenus, il fallait donc frapper la dépense, la consommation et, chose plus grave, l'investissement lui-même.

15. Environ 75 % de ces capitaux seraient employés dans trois groupes d'activité : commerce, énergie, industrie (*Bulletin de Conjoncture des Territoires d'Outre-Mer*, septembre 1954, n° 4).

16. André AUCLERT : « L'industrialisation et les régimes fiscaux de longue durée » (*Industries et Travaux d'Outre-Mer*, septembre 1957).

L'essentiel de la fiscalité d'A.O.F. était et reste encore constituée, mais avec plus de discernement, par les droits de porte, et singulièrement par les multiples droits et taxes qui pèsent sur les importations : ainsi, en 1953, on a pu calculer que le total des droits fiscaux d'entrée¹⁷, droits de douane, taxes de transactions et taxes locales sur le chiffre d'affaires atteignait : 13.630 millions de francs C.F.A. qui, rapportés à la valeur C.A.F. globale des importations de l'A.O.F. (55.240 millions C.F.A.), faisait ressortir un taux moyen de fiscalité indirecte à l'importation supérieure à 25 %.

« En définitive, les budgets de la Fédération étaient alimentés par une fiscalité de traite adaptée à une économie de traite. Les nécessités et les charges de l'industrialisation, ainsi que les énormes apports de capitaux placés à long terme dans les grands ensembles, ne pouvaient en aucune manière s'en accommoder. »

Aussi depuis 1953, un ensemble de dispositions a été pris : exonération des B.I.C. pour les usines nouvelles et extensions d'usines pendant leurs cinq premières années d'exploitation : exonération des B.I.C. dans la proportion maxima de 50 % en cas de réinvestissements dans le cadre d'un programme n'excédant pas quatre ans et approuvé par l'administration ; amortissement accéléré des immeubles destinés au logement du personnel de l'entreprise ; amortissement accéléré des matériels et outillages neufs ; possibilité de constituer, en exonération des B.I.C. en sus des amortissements, une provision pour renouvellement d'outillage et de matériel et une dotation pour renouvellement du stock normal indispensable ; aménagement de certains droits de sortie sur des produits et droits d'entrée sur des matières premières.

En 1954, les aménagements fiscaux intervenus ont porté sur les taxes indirectes : droit de consommation uniformisé à 1 % au lieu de 5 % pour les produits assujettis, exonération de taxe de transaction pour les fabrications locales exportées d'A.O.F., abaissement de 6 à 5 % du taux de la taxe de transaction pour ces fabrications vendues localement, enfin suppression des droits de sortie sur les produits industriels à l'exclusion toutefois, comme pour la taxe de transaction à l'exportation, de l'huile et des tourteaux d'arachides.

En fin 1955, les matériels d'équipement repris sur une liste établie à cet effet sont admis en A.O.F. en exemption de droits fiscaux d'entrée et acquittent la taxe de transaction à l'importation au taux de 6,83 % au lieu de 11,88 % pour les marchandises ordinaires jusqu'au 31 décembre 1956 (il a été relevé à 13,46 % au début de 1957).

17. Une règle tutélaire consacrée par un arrêt du Conseil d'Etat, l'arrêt Mélio (10 mai 1950), dispose que lorsqu'un droit d'entrée frappe un produit d'origine étrangère ou métropolitaine, un droit de montant égal doit frapper aussi le produit issu de la production locale : cette règle est d'ailleurs loin d'être toujours respectée.

Le droit de douane s'ajoute au droit fiscal d'entrée lorsque l'importation est d'origine étrangère. Toutefois, pour les grands ensembles industriels, une liste d'ailleurs très courte de matériels très spéciaux, dont l'industrie française ne fabrique pas l'équivalent, a pu être mise au point avec les ministères métropolitains ; une délibération de la Commission permanente du Grand Conseil du 22 février 1957 a donc suspendu, pour une période de cinq ans renouvelable, les droits de douane frappant ces matériels, pièces détachées non comprises.

Surtout trois décrets du 13 novembre 1956 organisent une garantie des placements Outre-Mer contre les risques et trois autres décrets accordent un régime fiscal favorable ou unifient le régime juridique des sociétés investissant Outre-Mer. La mesure la plus originale est certainement celle rendant possible la constitution de « sociétés financières pour le développement des territoires d'Outre-Mer », semblables aux sociétés d'investissements métropolitaines (pétrole et expansion régionale). Ces sociétés pourront prendre des participations dans les entreprises contribuant directement à l'exécution des plans de développement des territoires. Elles bénéficient de nombreux avantages fiscaux (par exemple exonération de l'impôt sur les sociétés) et d'avantages financiers (entre autres, une garantie de dividende minimum aux actions). Le capital de la société devra être au minimum de 250 millions entièrement versés¹⁸.

Des mesures fiscales ont aussi été prises, depuis un décret du 10 décembre 1956, en ce qui concerne les réserves spéciales que les sociétés métropolitaines constituent pour les investir dans les territoires d'Outre-Mer, à condition qu'un contrôle soit exercé sur l'opportunité et la réalisation des investissements Outre-Mer.

Les entreprises qui constitueront, après détermination du bénéfice imposable, des réserves destinées à des investissements dans les territoires d'Outre-Mer, auront la possibilité de demander à l'Etat la mise à leur disposition, sous forme soit de participation à un capital social, soit de dotation assortie d'une participation aux bénéfices, soit de prêts à moyen ou à long terme, d'une somme égale au montant des impôts qu'elles auront versés au titre de ces réserves. Par ailleurs, un décret autorise la création d'actions de préférence pour les sociétés ayant leur siège social dans un des territoires d'Outre-Mer et exerçant leur activité dans un ou plusieurs de ces territoires : cette mesure permet à la fois une plus grande souplesse dans le financement des investissements et la sauvegarde des intérêts nationaux.

18. La Compagnie Financière pour l'Outre-Mer (Cofimer), au capital de 250 millions de francs, a été définitivement constituée le 17 septembre 1957 ; elle a pour objet le financement d'entreprises exerçant leur activité dans les territoires d'Outre-Mer.

Enfin un régime fiscal de longue durée a été créé. Le texte de base est l'article 32 de la loi 53-1336 du 31 décembre 1953, relative aux comptes spéciaux du Trésor. Le cadre général de ces régimes de longue durée a été ensuite précisé par un décret n° 54.573 du 4 juin 1954 portant R.A.P., puis par le décret 56-1132 du 13 novembre 1956 (décret-loi) et par le décret 56-1146 de même date (décret en Conseil d'Etat) : le décret-loi du 13 novembre 1956 a porté la durée des régimes spéciaux de quinze ans maximum y compris les délais d'installation, à vingt-cinq ans majorés, le cas échéant, dans la limite de cinq ans, des délais normaux d'installation. Pour bénéficier d'un régime fiscal de longue durée, une entreprise doit avoir reçu l'agrément, qui est donné par un arrêté conjoint du ministre de la France d'Outre-Mer et du ministre des Finances, lorsqu'il s'agit

« d'une entreprise de production dont la création, l'équipement ou l'extension a une importance particulière pour la mise en œuvre du plan de modernisation »¹⁹.

Les catégories d'entreprises bénéficiaires ont été définies par une libération du Grand Conseil le 19 janvier 1957.

« Peuvent bénéficier en A.O.F. d'un régime fiscal de longue durée, les catégories d'entreprises suivantes : industries minières, industries de traitements physiques, chimiques, métallurgiques et électrométallurgiques des minerais, industries d'élaboration des métaux et de leurs alliages, industries de raffinage des hydrocarbures, industries de production d'énergie hydro-électrique, entreprises immobilières ou de manutention et de transport, dans la mesure où elles sont filiales et participent exclusivement à l'activité des industries citées ci-dessus.²⁰ »

Cette politique fiscale favorable aux investissements doit être complétée par un effort pour attirer les capitaux étrangers. On estime qu'en 1955, pour l'ensemble des territoires d'Outre-Mer, les investissements étrangers ont atteint 3.300 millions (dont 1 milliard environ dans les affaires minières), ce qui est peu. Les capitalistes étrangers sont particulièrement sensibles aux risques accrus Outre-Mer ainsi qu'à l'existence d'un contrôle des changes, malgré les garanties que nous accordons pour le rapatriement des dividendes et des capitaux.

Ces investissements étrangers en tous cas sont hautement souhaitables, car outre qu'ils peuvent aider les capitaux métropolitains

19. Loi du 31 décembre 1953.

20. André AUCLERT : « L'industrialisation et les régimes fiscaux de longue durée » (*Industries et Travaux d'Outre-Mer*, septembre 1957).

publics ou privés, ils s'accompagnent sur le plan technique de la venue de techniciens dont nous manquons et sur le plan commercial souvent de garanties de débouchés. C'est pourquoi les missions d'études, européennes en particulier, se succèdent en A.O.F. Il y a quelques mois, Monsieur Van der GOES et Van NATERS, président de la Mission d'études Européennes, a indiqué l'intérêt que les capitaux néerlandais devraient porter à l'A.O.F. et évoqué les perspectives de l'association des territoires d'Outre-Mer français au marché commun. Mais ce sont surtout les missions allemandes qui se succèdent en A.O.F. Lors d'une récente réunion du Comité Economique Franco-Allemand chargé des questions d'Outre-Mer, les délégués allemands ont indiqué que du 1^{er} janvier 1952 au 1^{er} juillet 1957, 90 millions de deutsmarks seulement avaient été investis en Afrique par le secteur privé allemand, soit 5,6 % du total. Les Allemands expliquèrent que les investissements en Europe occidentale et en Amérique paraissent plus sûrs et plus rentables, d'autant que les règlements administratifs au Brésil, aux Etats-Unis et au Canada encouragent les placements financiers. Toutefois beaucoup d'entreprises allemandes seraient, selon les délégués, disposées à investir en Afrique, comme le montre la récente entrée d'un consortium de sidérurgistes allemands (Ferrostahl) dans la Société des Mines de Mauritanie ; rappelons aussi que les Vereinigte Aluminium Werke font partie de la Société Européenne pour l'Etude de l'Industrie de l'Aluminium en Afrique (A.F.R.A.L.) et de la Société Civile Hydro-électrique du Koukouré et du Kouilou, créées à Paris, en 1955, sur l'initiative de Péchiney et d'Ugine. Nous devons remarquer que les événements d'Algérie ne créent pas un climat favorable. En tous cas, une nouvelle mission franco-allemande comprenant une dizaine de parlementaires d'outre-Rhin se rendra en Afrique noire du 15 novembre au 6 décembre 1957. Nous devons aussi rappeler la création à Luxembourg, à la fin de 1956, d'un Consortium Européen pour le Développement des Ressources Naturelles de l'Afrique (Consafrique). Le but de la nouvelle société, au capital de 2.500.000 francs luxembourgeois (1 franc luxembourgeois valait à cette époque 7 francs français), est de participer à la mise en valeur du continent noir (spécialement des territoires français), soit en entrant dans des entreprises déjà existantes, soit en aidant à la création de nouvelles. Enfin, à la suite du voyage à Paris, en décembre 1957, d'une délégation du Grand Conseil d'A.O.F., Gabriel d'ARBOUSSIER, premier vice-président, a lancé au déjeuner de l'Association de la Presse d'Outre-Mer, une idée qui n'avait jamais jusqu'à présent été formulée en termes aussi nets : celle d'un recours à l'emprunt dans le secteur privé métropolitain et européen. Le point délicat est de savoir si la garantie des territoires apparaîtra aux éventuels prêteurs

comme une caution suffisante : mais le gouvernement pourrait lui-même renforcer, par sa propre garantie, les assurances fournies par les assemblées locales.

QUELQUES CHIFFRES (*)

SITUATION DU RÉSEAU BANCAIRE EN A.O.F. ET AU TOGO A LA DATE DU 31 DÉCEMBRE 1955

Ce réseau comportait 68 guichets permanents ou périodiques répartis entre cinq établissements différents :

- Banque de l'Afrique Occidentale : 14 guichets.
- Banque Commerciale Africaine (filiale de la première) : 11 guichets.
- B.N.C.I. : 25 guichets.
- Crédit Lyonnais : 13 guichets.
- Société Générale : 5 guichets.

Par territoire : la répartition comportait 18 guichets en Côte d'Ivoire, 14 au Sénégal et en Guinée, 7 au Soudan, 5 au Dahomey, 4 au Niger, 2 en Haute-Volta, 1 en Mauritanie, 3 au Togo : le tout réparti entre 36 localités, la mieux pourvue étant Abidjan (y compris sa banlieue de Treichville) avec 7 guichets.

A la fin de 1938, ces pays ne comptaient que 10 guichets ouverts dans 7 localités desservies.

* Cités par le professeur LEDUC, « Economie des pays d'Outre-Mer » (Cours, 1955-1956).

T E R R I T O I R E S

	1955 12 Mois	1954 12 Mois	1953 12 Mois
DAKAR (Délégation)	503	559	506
SENEGAL	108	129	117
NAURITANIE	6	8	8
SOUDAN	122	118	110
GUINEE	171	174	150
COTE D'IVOIRE	664	658	539
HAUTE VOLTA	43	40	18
DAHOMY	183	161	132
NIGER	59	39	-
ENSEMBLE DE L'A.O.F.	1.859	1.886	1.580

TABLEAU XXVII

NATURE DES RECETTES

	1955 12 Mois	1954 12 Mois	1953 12 Mois
DROITS D'ENTREE	10.934	11.396	8.614
) Fiscaux	1.917	1.867	1.159
) (Douane	4.880	5.173	4.358
DROITS A LA SORTIE	295	243	222
PRODUITS DIVERS	330	369	323
TAXE DE CONDITIONNEMENT ET DE RECHERCHE			
TAXE SUR) Taxe proprement dite perçue	6.914	7.154	6.266
LES) - par les Contributions Directes ..	130	136	128
TRANSACTIONS) - par la Douane	577	519	565
TAXE COMPENSATRICE	631	707	593
TAXE DE CONSOMMATION	596	537	532
DROITS D'ENREGISTREMENT	187	169	144
DROITS DE TIMBRE	1.450	1.268	1.092
TRANSEISSIONS P.T.T.			
ENSEMBLE	28.841	29.538	23.996

(Unité : millions de francs C.F.A.)

PRINCIPALES RECETTES
DU BUDGET GENERAL
DE L'A.O.F.(Sources : Direction des Douanes,
de l'Enregistrement, des Contri-
butions Directes et des P.T.T.)TAXE LOCALE SUR
LE CHIFFRE D'AFFAIRES
(Source : Contributions Directes)

TABLEAU XXVIII

F. I. D. E. S.

RÉCAPITULATION DES CRÉDITS OUVERTS PAR CHAPITRE
DEPUIS L'ORIGINE DES PROGRAMMES JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 1955

(Source : Direction Générale des Finances de l'A.O.F.)

(Unité : millions de francs C.F.A.)

CHAPITRES	Anciens programmes		Nouveau programme	
	Total	%	au 31.12.1955	%
Dépenses générales -				
Etudes et recherches	61	0,1	731	2,6
Productions agricoles	6.764	12,2	6.276	22,8
Hydraulique agricole	80	0,1	-	-
Forêts	416	0,7	444	1,6
Elevage	2.966	5,3	2.309	8,3
Pêches	55	0,1	223	0,8
Mines	93	0,2	-	-
Industrialisation	-	-	-	-
Electricité	2.413	4,3	243	0,8
Chemins de fer	7.183	12,9	2.254	8,1
Routes et Ponts	12.911	23,3	5.104	18,3
Ponts et Wharfs maritimes	10.383	18,6	3.355	12,0
Voies navigables	311	0,7	561	2,0
Aéronautique	775	1,4	580	2,1
Postes et Télécommunications ..	2.150	3,9	479	1,7
Santé	1.816	3,3	2.117	7,6
Enseignement	3.053	5,5	1.212	4,3
Formation professionnelle	67	0,1	-	-
Habitat et Urbanisme	194	0,3	1.025	3,7
Travaux Urbains et Ruraux	3.879	7,0	936	3,3
	(1) 55.571	100,-	27.949	100,0

(1) Y compris 0,7 million pour la cartographie et 0,4 million pour la carte géographique.

TABLEAU XXIX
POURCENTAGE DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS
PAR GROUPE D'UTILISATION
(Année 1955)

Groupes d'utilisation	Importations	Exportations
Alimentation humaine	22,8	81
Biens de consommation durables	14,3	0,4
Biens de consommation non durables	25,8	0,3
Energie	3,8	0
Matières premières et 1/2 produits	14,1	17
Biens d'équipement	19,2	1,3
TOTAL	100,0	100,0

TABLEAU XXX
ETUDE COMPARATIVE DES EXPORTATIONS GLOBALES
ET DES EXPORTATIONS MINIERES
(Unité : Tonnage : en tonnes; — Valeur : en milliers de francs C.F.A.)

ANNEES	Exportations globales		Exportations minières			
	Tonnes	Valeur	Tonnage	%	Valeur	%
1954	2.200.000	58.000	1.100.000	50	1.600	2,8
1955	2.291.354	52.417	1.258.000	55	1.800	3,0

MONTANT DES INVESTISSEMENTS PUBLICS PROPRES
EFFECTUEES PAR L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE
A DES TITRES DIVERS DEPUIS 1948 (*)

ANNEES	Budget	Ferdès	Comptes café-cacao	Fonds routier	Total
1948	4.300	-	-	-	4.300
1949	4.950	150	-	-	5.100
1950	6.400	225	115	-	6.740
1951	4.600	350	500	-	8.450
1952	4.000	320	490	-	4.810
1953	3.300	750	990	-	5.040
1954	4.630	730	800	1.280	7.440
1955	4.450	760	1.180	1.330	7.740
1956	3.350	560	350	1.340	5.600
1957	2.500	615	?	1.725	4.840

Ce tableau, établi par les Services d'Afrique occidentale française, fait ressortir le volume des investissements de la Fédération incorporés dans le budget sous forme de dépenses d'équipement ou autres. Il souligne également la part des investissements locaux affectés au F.E.R.D.E.S., institution destinée à favoriser des initiatives régionales grâce à des subventions d'origine tripartite : F.I.D.E.S., Fédération et territoire.

(*) Source : René HOFFHERR, « Coopération économique franco-africaine », Sirey, 1958.

TABLEAU XXXII

REPARTITION DES CAPITAUX PRIVES INVESTIS
DANS LES DIFFERENTS GROUPES D'ACTIVITE (*)

(Millions de francs C.F.A.)

1952		1953	
Branches	Montant	Branches	Montant
A.O.F. - TOGO			
Commerce	808,9	Commerce	791
Energie	641,2	Industries alimentaires	
Matériaux construction		tabac	542,3
bât. travaux	271,4	Mines métalliques	381
Mines métalliques	265	Energie	288
Industries alimentaires		Matériaux construction	
tabac	221,2	bât.	133
Sociétés immobilières..	179,6	Industries textiles,	
Transports	134,3	cuirs	105,6
		Sociétés immobilières ..	101,3
		Transports	87

(*) Source : « La zone franc », de F. BLOCH-LAINÉ (P.U.F., 1956).

Deuxième partie

**La
promotion africaine**

La promotion physique des populations

Il n'est pas de mise en valeur possible d'un pays sans la participation efficace des populations composant ce pays. La condition première de cette efficacité est sans doute la santé physique, qui conditionne le dynamisme et largement aussi la santé morale. Le devoir et l'intérêt commandent donc à la métropole de faire le maximum sur le plan médical pour l'amélioration de l'état sanitaire. Et comme il ne fait guère de doutes que les maladies seraient moins répandues et en tous cas plus bénignes si elles ne trouvaient pas un milieu favorable chez des individus qui souffrent chroniquement à la fois de sous-alimentation et de mauvaise alimentation, le devoir et l'intérêt commandent aussi de lutter pour l'amélioration de la nutrition. Enfin, comme il n'est pas d'hygiène, de vie de famille et de stabilité sociale sans un logement décent, on devra se préoccuper aussi de l'amélioration de l'habitat : en A.O.F. comme en métropole, l'équilibre individuel et collectif en dépend.

Ce titre comportera donc trois chapitres :

Chapitre 1 : L'amélioration de l'état sanitaire.

Chapitre 2 : L'amélioration de la nutrition.

Chapitre 3 : L'amélioration de l'habitat.

L'AMÉLIORATION DE L'ÉTAT SANITAIRE

Il y a en A.O.F. un agent médical pour 3.600 habitants : au Libéra, un pour 23.000 habitants. Il y a en A.O.F. un lit pour 900 habitants et au Libéria un lit pour 5.400. Ces chiffres peuvent rassurer ; ils ne doivent pourtant pas faire illusion. D'abord parce que le Libéria constitue un point de référence très peu élevé, ensuite parce que certaines maladies tendent à s'accroître cependant que d'autres, que l'on pouvait croire en voie de disparition, constituent encore de véritables fléaux.

En voici un exemple récent. Pour le Français métropolitain justement fier de l'action médicale de son pays Outre-Mer, la lèpre apparaît comme une maladie d'un autre âge et devenue de plus en plus rare. Or, de retour au début de l'été 1957 d'un voyage en A.O.F. au cours duquel, en compagnie du médecin général RICHET, il a parcouru près de 7.000 kilomètres de pistes et de routes et visité 32 centres de traitement de la lèpre, M. Raoul FOLLEREAU a déclaré que, de la lutte engagée en A.O.F. suivant le plan Richet, dépend le sort d'un demi-million d'hommes. Actuellement, en effet, déjà plus de 280.000 malades sont dépistés, parmi lesquels 121.000 sont en traitement.

Ces quelques chiffres peuvent donner une idée de l'ampleur du problème si l'on considère l'amélioration de l'état sanitaire dans son ensemble. En particulier, il faut naturellement des moyens financiers considérables. A cet égard, un intéressant calcul a été cité par Robert BURON, dans un discours à l'Assemblée nationale le 22 mars 1956 :

« Construire un lit d'hôpital dans la métropole coûte en moyenne 1.600.000 francs ; faire un lit d'hôpital en Afrique coûte en moyenne 1.250.000 francs C.F.A., soit 2.500.000 francs. Je prends l'exemple d'une brousse moyenne pour les distances moyennes. Il est clair que le substratum n'existant pas, la dépense est plus élevée en Afrique que dans la métropole.

D'après les travaux du plan, le revenu français moyen par travailleur était en 1954 de 400.000 francs dans la métropole, alors

que le revenu moyen de l'Africain était de 30.000 francs ¹. Cela signifie qu'un lit d'hôpital dans la métropole représente quatre unités-travail, c'est-à-dire le revenu complet de quatre travailleurs français métropolitains, alors qu'en Afrique le lit moyen représente quatre-vingts unités-travail africaines.

En d'autres termes, pour obtenir un lit pour 1.000 habitants, il faut dans la métropole dépenser 0,4 % du revenu national ; en Afrique, il faudrait 8 % du revenu. »

Et pourtant, la France a réalisé en A.O.F. un effort considérable dans la lutte contre les maladies et les endémies tropicales ². Cette action revêt deux aspects : un aspect curatif et un aspect préventif. Mais nous montrerons aussi que s'il est exact que les progrès réalisés en A.O.F. sont considérables, ce qui reste à faire l'est aussi, car certaines maladies traditionnelles subsistent, cependant que l'on découvre l'importance d'autres maladies qui ne sont pas spécialement tropicales.

L'aspect curatif correspond au caractère le plus traditionnel et le plus familier de l'action médicale. Le malade vient trouver le médecin et suivant son état retourne chez lui avec un traitement à suivre, ou bien est hospitalisé. Depuis 1946, le plan sanitaire de santé a permis la réalisation d'hôpitaux, de dispensaires, de maternités. Nous avons indiqué que l'orientation des crédits vers des constructions trop somptuaires avait été une cause de gaspillage et l'objet de nombreuses critiques. Il n'en subsiste pas moins que les grands centres sont maintenant très bien équipés : c'est ainsi qu'il existe actuellement de nombreuses salles d'opération climatisées, alors qu'il n'y en avait à peu près pas il y a dix ans. L'organisation générale est la suivante. A l'échelon fédéral, le service de la santé publique comporte une direction générale de la santé publique à Dakar, qui comprend quatre sections : organisation et personnel, technique, pharmacie, administrative et financière. A l'échelon territorial, il existe une direction locale de la santé publique, avec également quatre sections, dans chaque chef-lieu de territoire. En dehors de ces organismes de direction, existent des services généraux qui comportent des formations

1. Monsieur Robert BURON cite en réalité un chiffre plutôt optimiste, qui semble correspondre, dans la mesure où l'on parvient à évaluer les revenus africains, à celui du revenu moyen du planteur d'arachides du Sénégal.

2. Pour la première fois, les Journées Médicales Françaises se réuniront, en janvier 1958, en Afrique noire, à Dakar. Ces journées revêtiront en 1958 une importance particulière, car elles coïncideront avec l'inauguration de la nouvelle Ecole de médecine de plein exercice de Dakar. Ces deux manifestations sont placées sous le patronage du président du Conseil de la République, Gaston MONNERVILLE, et du ministre de la Santé publique dans le gouvernement Félix GAILLARD, HOUPHOUËT-BOIGNY.

hospitalières, des circonscriptions médicales (chaque territoire étant divisé en un certain nombre de circonscriptions médicales correspondant en général aux divisions administratives et dirigées par un médecin-chef), des services d'hygiène enfin dans les centres urbains, avec un médecin spécialisé pour en assurer la direction.

Mais on s'est rendu compte que les sommes disponibles pouvaient être utilisées de façons plus efficaces³. Le Second Plan a mis l'accent sur les établissements hospitaliers de brousse, sur la décentralisation médicale et sur la nécessité d'aller trouver le malade et surtout le futur malade sur place afin d'atteindre les causes mêmes de la maladie. En affirmant que « tout homme bien portant est un malade qui s'ignore », le docteur KNOCK a marqué l'importance de l'aspect préventif de l'action médicale. A quoi serviraient en effet les soins donnés à un paludéen dans un grand centre si, de retour dans son village, il risque d'avoir de nouvelles crises provoquées par la présence de moustiques ?

L'action médicale en Afrique noire doit donc, pour obtenir des résultats importants, présenter trois caractères : elle doit être préventive, elle doit être de masse, enfin elle doit être mobile. D'ailleurs si ces trois aspects se développent de plus en plus, on en a compris toute l'importance depuis longtemps déjà. En ce qui concerne la maladie du sommeil et alors que 158.000 malades étaient recensés en 1938, le docteur JAMOT avait obtenu avant la guerre des résultats déjà remarquables avec ces groupes mobiles. Actuellement, le Service Général d'Hygiène Mobile et de Prophylaxie (S.G.H.M.P.), organisme fédéral, accomplit les grandes opérations de dépistage et de prévention. L'amélioration progressive des moyens de communication, l'utilisation croissante de l'avion et de l'hélicoptère notamment, permettent d'agir de plus en plus vite. La découverte de nouvelles substances, comme le D.D.T., et la connaissance croissante des causes des différentes maladies permettent aussi une action de plus en plus efficace. C'est ainsi que l'étude biologique des mouches vectrices de la maladie du sommeil a montré qu'elles avaient besoin pour vivre d'un microclimat favorable qui leur est fourni au bord des marigots, à l'ombre de certaines plantes où se réfugient les adultes et dans certains sols où les larves se développent. On peut donc agir efficacement sur l'endémicité de la trypanosomiase en détruisant ces plantes favorables et en élaguant certains arbres, ce qui permet au soleil d'atteindre le sol trop humide : le microclimat va se trouver ainsi modifié.

3. Certains organismes privés bénéficiaient de l'aide financière administrative, notamment la Croix-Rouge Française, l'Association des Femmes de l'Union Française, les missions catholiques et protestantes.

Parallèlement, le médecin allant au-devant du malade, le nombre de personnes traitées a augmenté considérablement ces dernières années : alors qu'en 1951, 162.000 personnes avaient été traitées, plus de 600.000 l'ont été en 1954. Des résultats importants sont aussi enregistrés dans la lutte contre le paludisme qui demeure la maladie la plus fréquente⁴. Pourtant la quinine coûte encore cher, malgré des essais de plantations de quinquina à Sérédou en Guinée, et le Noir n'est pas moins sensible que le Blanc à cette maladie ; il en présente seulement des formes plus larvées, par suite d'une certaine accoutumance depuis l'enfance, lorsqu'il n'y a pas succombé jeune. Mais là encore, c'est l'action préventive qui s'est révélée la plus payante : les grandes villes sont dotées d'un équipement moderne pour pulvérisation d'insecticides, soit à l'état de poudre, soit en solution ; de grandes quantités d'insecticides à base de D.D.T., de gamexane, de pyrèthrine ont permis d'agir efficacement, et des produits huileux (pétrole, mazout), employés seuls ou en association avec les insecticides, ont été répandus sur les collections d'eau servant de gîtes aux larves d'anophèles. D'une façon générale, en 1954, 5 millions de personnes ont été examinées pour des affections variées, cependant que 4 millions d'injections médicamenteuses et 3 millions de vaccinations antivarioliques et antiamariles étaient réalisées⁵.

Mais si ces résultats ont pu être atteints, si la présence permanente du Blanc en A.O.F. a pu être réalisée, si la lutte contre les grandes endémies, condition de la santé physique et de l'efficacité du travail de l'indigène, a pu être menée à bien, c'est grâce à l'œuvre capitale et continue des instituts Pasteur. Cette œuvre est peu connue en France, mais a valu aux instituts Pasteur une réputation mondiale⁶.

Dès 1896, MARCHOUX avait créé à Saint-Louis le premier laboratoire de bactériologie ; transféré à Dakar en 1913, ce laboratoire devait être érigé en institut Pasteur en 1924, cependant que, l'année précédente, le centre de Kindia était créé. Il s'agit d'établissements

4. Elle peut entraîner la mort par la cachexie, les accès pernicioeux, la bilieuse hémoglobinurique, les accidents méningés ; elle diminue la résistance de l'organisme aux autres maladies.

De plus, on évalue entre vingt et quarante jours d'incapacité annuelle les effets du paludisme sur la capacité de travail (cf. : Assistance technique en vue du développement économique, O.N.U., New York, 1949).

5. Chaque voyageur partant pour l'Afrique noire doit aussi obligatoirement être vacciné contre la variole et la fièvre jaune.

6. 1879 : découverte du bacille de la lèpre ; — 1881 : découverte du microbe du paludisme ; — 1881 : prophylaxie de la fièvre jaune ; — 1883 : découverte de l'agent transmetteur du choléra ; — 1888 : découverte du bacille dysentérique ; — 1894 : vaccin de la peste ; — 1903 : découverte du rôle de la mouche tsé-tsé dans la trypanosomiase... — Découverte récente du traitement de l'amibiase...

publics, filiales de l'institut de Paris, qui pourvoit en personnel et contrôle les travaux ; les frais d'installation et de fonctionnement sont couverts par des contrats avec les territoires intéressés.

L'œuvre des instituts Pasteur n'est d'ailleurs qu'un aspect d'un effort général. De 1947 à 1953, l'A.O.F. a réalisé une ferme Pasteur, un laboratoire de la lèpre, un laboratoire pour la fabrication du vaccin B.C.G., 2 léproseries, 3 hôpitaux entièrement neufs, 3 blocs opératoires, 5 pharmacies centrales, 71 pavillons d'hospitalisation, 75 maternités, 240 dispensaires. D'ailleurs cet ensemble est complété par un certain nombre d'établissements spécialisés dans la recherche scientifique en matière d'épidémiologie, de sérologie, de prophylaxie, de chimie, d'entomologie et de thérapeutique : en dehors de l'Institut de la Lèpre de Bamako, nommé Institut Marchoux, que nous évoquons un peu plus loin, nous trouvons l'Institut du Trachome à Bamako également, le Centre fédéral de transfusion sanguine à Dakar, l'Organisme d'enquête pour l'étude anthropologique et l'alimentation-nutrition des populations africaines (mission anthropologique), enfin le Centre d'étude des trypanosomiasés africaines à Bobodioulasso. Ce dernier centre est l'organisme scientifique du S.G.H.M.P. dont les laboratoires de biologie, de chimie et d'entomologie poursuivent des recherches non seulement sur la maladie du sommeil, mais également sur le paludisme, les tréponématoses et les filarioses.

Le travail effectué en A.O.F. est donc très considérable, mais ce qui reste à faire l'est aussi et pour deux raisons : d'abord parce que si certaines maladies anciennes sont pratiquement jugulées comme la fièvre jaune, d'autres constituent encore de véritables fléaux : ensuite parce qu'il y a des maladies qui ne sont pas proprement tropicales et qui, ou bien se développent, ou bien grâce aux nouveaux moyens de dépistage, montrent leur importance.

Pour illustrer la première catégorie, nous rappellerons ce que nous avons cité au début, à savoir qu'en 1957, selon des déclarations récentes, le sort d'un demi-million d'hommes dépend encore de l'efficacité de la lutte contre la lèpre. On a constaté à ce sujet que les onchobées et que le gorli de la forêt guinéenne, entre autres, fournissaient des beurres dont les produits de transformation montraient une activité antilépreuse analogue à celle de l'huile indienne de chaulmoogra. Tout récemment, deux médecins français, le docteur PESTEL de Paris, et le docteur CHAMBON de Saïgon, ont exposé dans la *Presse médicale*, les résultats qu'ils ont obtenus dans le traitement de la lèpre avec un nouvel antibiotique, la D.-cyclosérine, qui serait très active contre le bacille de Hansen, agent de la lèpre. En tous cas, près d'un milliard de francs dont 716 millions donnés par la

métropole et 180 millions par l'O.M.S.⁷, permettra le financement d'une action en A.O.F. conduite par 56 médecins et 1.500 infirmiers, qui feront chaque mois plus de 450.000 kilomètres pour apporter aux lépreux les sulfones et médications adjuvantes. Cent camions sillonneront les pistes de l'A.O.F., 525 circuits de traitement à bicyclettes atteindront les villages éloignés des routes et dès 1958 ces équipes doivent pouvoir soigner 300.000 lépreux. La lèpre faisait déjà l'objet d'une organisation spéciale : l'Institut Central de la Lèpre se trouvait à Bamako, cependant que plusieurs dizaines de léproseries étaient dispersées en A.O.F. L'année prochaine, les infirmes doivent être hébergés dans 78 centres fixes, d'une capacité totale de 5.000 lits.

Si la lutte contre de vieilles maladies encore virulentes⁸ est souhaitable, il ne faut pas oublier que l'A.O.F. connaît aussi des fléaux sociaux que nous trouvons en métropole : syphilis⁹, tuberculose, alcoolisme. La syphilis, maladie sociale très répandue en Afrique, est depuis une dizaine d'années en régression grâce aux antibiotiques. Le traitement de la tuberculose est aussi bouleversé par les antibiotiques, mais par suite du développement, lent il est vrai, du dépistage, le nombre des cas connus augmente : en 1953, 20.000 cas de tuberculose pulmonaire ou autres étaient détectés. La réalité est, de l'avis de tous les médecins, très supérieure à ce chiffre et un crédit de 2 milliards est prévu dans le plan quadriennal pour la lutte antituberculeuse. Quant à l'alcoolisme, il a connu depuis une dizaine d'années un développement considérable ; sans doute, les indigènes ont toujours utilisé le vin de palme et des boissons alcoolisées tirées du mil ou du manioc, mais les Européens en introduisant en quantité illimitée, les vins et alcools dans un but mercantile et par suite sans doute des excédents de la métropole et d'Afrique du Nord, ont assumé une grosse responsabilité. Toutefois, devant le développement des maladies physiques et mentales dues à l'alcoolisme, les pouvoirs publics se sont décidés à réagir et, depuis 1955, les importations ont diminué par suite des

7. Organisation Mondiale de la Santé : à Brazzaville, se trouve une fondation régionale pour l'ensemble de l'Afrique noire. Sous l'égide de l'O.N.U., fonctionne aussi l'Aide Internationale à l'Enfance, qui a distribué aux services de santé français d'A.O.F. médicaments et conseils.

8. Il existe des quantités d'autres maladies, notamment intestinales. « Un homme qui héberge dans son sang des plasmodes malarieux et dans ses intestins une riche collection d'amibes et de bacilles dysentériques, d'ankylostomes (vers se fixant dans le duodénum et entraînant l'anémie, et dont les larves pénètrent dans le corps humain par la peau des pieds), de ténias, de schistozomes de la bilharziose, et divers autres vers parasites, est à coup sûr très affaibli ; il est incapable à un dur travail physique et incapable d'un grand effort psychique. » (Gourou : « Les pays tropicaux ».)

9. Il existe aussi en A.O.F. une maladie cutanée présentant une certaine ressemblance avec la syphilis et appelée pian.

moyens donnés aux Hauts Commissaires pour limiter les importations alcooliques et pour réglementer l'ouverture des débits de boissons.

Mais on ne saurait séparer l'action médicale proprement dite de l'amélioration générale du niveau de vie des populations, qui comporte d'abord, en A.O.F., l'amélioration de la nutrition. Les deux problèmes en effet sont liés, car l'organisme, débilité par une alimentation insuffisante, n'offre pas une résistance normale aux maladies et ne peut fournir l'effort exigé par la production d'une nourriture abondante. La solution, qui permettra de sortir de ce cercle vicieux, ne peut donc se trouver que dans un effort pour lutter sur les deux fronts à la fois.

SANTE

La ville de Dakar est dotée des formations suivantes (*) :

- Hôpital Principal et Hôpital Aristide-le-Dantec, avec maternités et services de spécialités.
- Institut d'Hygiène Sociale (Organisme autonome de consultations extérieures).
- Institut Pasteur.
- Ecole de Sages-Femmes Africaines.
- Organisme de Recherches sur l'Alimentation et la Nutrition Africaines.
- Organisme d'Enquête pour l'Etude Anthropologique des Populations Africaines.
- Centre de Transfusion Sanguine (préparation de sang, conserve de plasma).
- Service d'Hygiène de la Délégation de Dakar et de la Presqu'île du Cap-Vert.
- Service d'Inspection Médicale des Ecoles.
- Ecoles d'Infirmiers et d'Infirmières d'Etat.

EQUIPEMENT SANITAIRE DE LA COTE D'IVOIRE EN 1957 (*)

- La pharmacie d'approvisionnement chargée de recevoir et de répartir dans les formations sanitaires les médicaments de tous genres.
- Deux hôpitaux de première catégorie : l'Hôpital Central d'Abidjan et l'Hôpital Annexe de Treichville, dotés de services spécialisés et équipés de matériel moderne pouvant recevoir 925 malades.

(*) Source : Pierre PARAF : « L'ascension des peuples noirs » (Payot, 1958).

- Un hôpital secondaire à Bouaké, comprenant services de médecine, de chirurgie, cabinet dentaire, laboratoire, pharmacie, radiologie.
- 60 dispensaires et 69 centres médicaux desservant les postes de brousse, complétés par 10 infirmeries.
- 56 maternités assistant les femmes enceintes.
- 1 léproserie, située dans l'île Désirée, à Bingerville.
- 32 formations privées (cliniques et dispensaires confessionnels) et la léproserie d'Adzopé tenue par des religieuses de la mission Notre-Dame des Apôtres, s'ajoutent aux formations publiques.

Dans les centres urbains, fonctionnent des services spéciaux :

- L'Institut d'Hygiène chargé de vaccinations, de visites domiciliaires, de propreté et de missions de désinsectisation.
- L'Inspection Médico-Scolaire, qui surveille l'état sanitaire des élèves.
- La Protection Maternelle et Infantile, installée à Treichville, qui prend en charge les femmes enceintes et les suit des consultations prénatales jusqu'au huitième mois de la grossesse, puis s'emploie à lutter contre la mortalité infantile, une des plaies de l'Afrique noire.

Près de 15 % des possibilités budgétaires sont chaque année consacrés à l'équipement sanitaire. Pour 1957, le budget du Service de Santé s'établit à 983.696.000 francs C.F.A. (contre 903 millions en 1956). Cet effort financier soutenu a permis :

- de doter tous les postes de brousse de véhicules;
 - de disposer de deux avions sanitaires;
 - d'entreprendre des aménagements ou de nouvelles constructions de bâtiments (pavillon administratif et pavillon de spécialités à l'Hôpital Annexe de Treichville, nouveau bloc maternité-chirurgie de 60 lits à l'Hôpital Central d'Abidjan, extension de l'Hôpital de Bouaké jusqu'à une capacité de 320 lits, Hôpital Psychiatrique à Bingerville, pavillons d'hospitalisation et logements pour le personnel dans de nombreux postes de brousse);
 - d'accentuer la lutte anti-tuberculeuse par la mise en œuvre de moyens plus étendus pour le dépistage systématique et le traitement chimiothérapique.
-

L'AMELIORATION DE LA NUTRITION

« Le commun du peuple ne mange pas trois fois de la viande en un an et use peu de sel. Il ne faut donc pas s'étonner si des peuples si mal nourris ont si peu de force. Comme on ne peut guère pousser la misère plus loin, elle ne manque pas aussi de produire les effets qui lui sont ordinaires qui sont : premièrement, de rendre le peuple faible et malsain, spécialement les enfants, dont il meurt beaucoup par défaut de bonne nourriture ; secondement, les hommes fainéants et découragés comme gens persuadés que du fruit de leur travail, il n'y aura que la moindre et la plus mauvaise partie qui tournera à leur profit. »

Ces lignes, qui ont été écrites par VAUBAN au sujet des paysans français du XVII^e siècle, n'auraient pas besoin de beaucoup de modification pour s'appliquer au paysan noir du XX^e siècle. Selon une formule célèbre en effet, l'Africain ne travaille pas parce qu'il est sous-alimenté, et il est sous-alimenté parce qu'il ne travaille pas.

Malgré les nuances qu'il faudrait apporter à cette affirmation, elle constitue une expression assez exacte de la réalité. Elle a le très grand mérite d'exprimer l'importance des problèmes d'alimentation Outre-Mer, problèmes qui n'ont été étudiés rationnellement que récemment. Actuellement, le Service de Santé du Ministère de la France d'Outre-Mer s'en préoccupe et il existe à Marseille un centre spécial pour l'étude des problèmes de nutrition en Afrique noire. D'ailleurs une mission anthropologique a étudié en A.O.F. la chimie alimentaire des populations et dans les différents territoires fonctionnent des centres de recherche qui ont des sections de nutrition, notamment à Dakar et au Dahomey.

Les études à ce sujet nous conduisent à envisager trois points de vue : d'abord on constatera que le Noir se nourrit fort mal. Ensuite, on s'efforcera de dégager les règles d'hygiène alimentaire en climat tropical, valables pour tous, mais surtout pour les Européens. Enfin, on étudiera les efforts entrepris pour améliorer l'alimentation de l'indigène.

L'indigène, d'une façon générale, se nourrit fort mal, soit par ignorance, soit par faiblesse physique, soit par pauvreté. Le contraste est parfois frappant entre les files souvent pitoyables qui se présentent aux conseils de révision¹ et les athlétiques contingents de tirailleurs à leur démobilisation. Le Noir qui vit de ses seules ressources est souvent un déficient, qui souffre à la fois d'insuffisances alimentaires quantitatives et qualitatives.

Il y a en effet encore de véritables disettes en A.O.F. et à ce sujet nous ne pouvons mieux faire que de citer ce long passage du livre de GOUROU, intitulé « Les pays tropicaux » :

« L'insuffisance de l'alimentation est particulièrement marquée à la fin de l'année agricole, lorsque les réserves s'épuisent. La plupart des populations tropicales connaissent alors une période de disette. On essaie de compléter les rations déficientes par le ramassage dans la savane ou la forêt. On recueille des graines de graminées sauvages, des champignons, des chenilles. C'est un spectacle familier de la brousse africaine que d'y voir des groupes de femmes à la recherche de ces menus produits de ramassage. « La disette sévit même chez de bons agriculteurs comme les Dan et les Wobé du cercle de Man (Côte d'Ivoire). Ils sont à la limite de la forêt et de la savane-parc et atteignent une densité de 9 à 10 habitants par km². Cultivateurs de riz sec, ils ont su distinguer 37 variétés de riz aux aptitudes différentes; ils les sèment à bon escient, selon les qualités du sol et selon les besoins alimentaires (riz hâtifs et tardifs); ils ont mis au point cinq types différents d'assolement, appliqués à des terrains de qualités diverses. Ils disposent même d'une production commerciale, puisqu'ils cultivent le kolatier. Cependant ils souffrent en juillet et au début d'août d'une disette sensible et doivent alors compléter leur menu par le ramassage de produits variés, surtout de petits tubercules très toxiques d'ignames sauvages (*Dioscorea latifolia*, var. *sylvestris*) qui ne sont comestibles qu'après une longue macération dans l'eau. Chez les Baoulé de la savane (Côte d'Ivoire), mangeurs d'ignames, la disette sévit de juillet à septembre. Les Dogons de la falaise de Bandiagara (boucle du Niger) essaient de se prémunir contre la disette en aménageant des greniers assez grands pour conserver deux ou trois récoltes, mais n'échappent pas toujours à la pénurie. Bien que le Fouta Djallon ait la réputation de n'être pas une contrée des plus pauvres et que la densité de la population y atteigne 20 habitants au km², la disette annuelle s'y fait sentir; ses greniers épuisés, le Foula se rabat sur les oranges. Chez les Bemba de Rhodésie du Nord,

1. En Côte d'Ivoire, en 1925, un Conseil militaire de révision ne retient comme bons pour le service que 40 jeunes gens sur 336 présentés (cité par GOUROU : « Les pays tropicaux »).

la disette sévit de janvier à mars : les réserves d'éleusine sont en effet taries, et il ne reste que des courges, un peu de maïs, et les produits du ramassage.

« Par une coïncidence fâcheuse mais inévitable, l'époque des plus grands travaux agricoles est celle où les cultivateurs mangent le plus mal. C'est en effet à la fin de la saison sèche et au début de la saison des pluies qu'il faut retourner les champs à la houe, aménager les billons et les buttes. Or, c'est juste à ce moment là que les greniers se vident. Ces travaux sont souvent mal faits parce que les paysans ont le ventre creux et manquent d'ardeur à l'ouvrage. »

Sous-alimentés, les indigènes sont d'ailleurs moins résistants aux maladies : il y a là une sorte de cercle vicieux. Le manque d'ardeur des indigènes n'est d'ailleurs qu'une des causes de l'alimentation insuffisante. Il y en a d'autres qui sont apparentes : pauvreté des sols, climat, routine... Mais certaines le sont moins : GOUROU indique la lenteur de la préparation des aliments et il cite le cas des Lobi de la Côte d'Ivoire.

« Les Lobi vivent de bouillie de sorgho (gros mil) et de sauce aux feuilles fraîches de baobab et au beurre de karité. Ils n'utilisent même pas le mortier, et les grains doivent être entièrement écrasés sur la meule dormante. Les femmes font ce dur travail et préparent la bouillie tous les cinq jours. Il n'est pas surprenant qu'elle aigrisse dès le troisième jour ; le quatrième, on ne peut la manger qu'en l'étendant d'eau. Les Lobi emportent aux champs des Calebasses contenant un peu de bouillie délayée dans de l'eau. Ce sera leur nourriture pendant le travail. »

Les inconvénients de cette nourriture insuffisante sont encore aggravés par des carences alimentaires qui sont principalement au nombre de trois : insuffisance de protides, insuffisances minérales et insuffisance de vitamines.

Les protides se trouvent principalement dans la viande, le poisson, le lait, les œufs. Or, sous l'influence des diastases digestives, les protides conduisent à des acides aminés dont l'importance est essentielle, car leur déficit se traduit par une chute rapide du poids et divers troubles. L'organisme d'ailleurs est incapable de faire des réserves de protide.

Cette carence alimentaire a plusieurs raisons. D'abord la consommation des œufs à peu près nulle, pour des raisons fréquemment religieuses. Quant aux troupeaux, qui souffrent souvent de la mouche tsé-tsé, ils ne sont guère utilisés. C'est ainsi que les Foulbés, pasteurs nomades des régions de savane en A.O.F., ne consomment que rare-

ment de la viande. Au surplus, les troupeaux sont peu productifs : il faut environ sept ans pour qu'une bête devienne adulte et elle ne donne guère que 150 kg de viande. Dans ces conditions, on conçoit que la ration moyenne des indigènes soit extrêmement faible : elle est de l'ordre de 5 à 6 kg par an, soit 15 g par jour. A titre comparatif, rappelons qu'en France, la ration moyenne annuelle de viande est de 55 kg et qu'aux U.S.A. elle atteint 100 kg. GOUROU estime que les produits animaux ne fournissent que 4 à 5 % des calories totales de la ration alimentaire des habitants de ces territoires tropicaux.

En ce qui concerne les insuffisances minérales, on constate d'abord un besoin de sel considérable par suite de la transpiration ; ensuite, on remarque une absence d'iode, ce qui provoque des goitres chez 8 % environ de la population d'A.O.F.

Le manque de vitamines n'est pas moins grave. GOUROU rapporte qu'on lui attribue (vitamine E surtout), concurremment avec le manque de calcium, la faible fertilité des femmes Haoussa ; elle serait aussi l'une des causes de la fréquence des ulcères phagédéniques. On a remarqué toutefois que les villages où abondent les baobabs auraient des femmes plus fertiles, car les feuilles de baobab, utilisées dans les sauces, sont riches en vitamines et en calcium ; si on prend la précaution, en effet, selon la méthode indigène, de les faire sécher à l'ombre avant de les broyer en une poudre qui sera conservée, les vitamines ne sont pas détruites.

Quoi qu'il en soit, les carences alimentaires de la population indigène sont graves et présentent aussi une insuffisance en calories. La base de la nourriture est en effet une bouillie d'hydrates de carbone, céréales (mil, millet, sorgho) ou tubercules (manioc) selon les zones, accompagnée de sauces essentiellement végétales : le mil est surtout la nourriture des pays de savane et le manioc celle des pays de forêts. Il faut absorber une très grande quantité de ces aliments pour arriver à un faible rendement : ainsi le manioc est dépourvu de tout élément nutritif autre que les hydrates de carbone et il contient des principes toxiques qui lui donnent une désagréable amertume.

Cette mauvaise alimentation est aggravée par le développement de l'alcoolisme depuis dix ans surtout, l'Afrique noire ayant trop souvent servi à écouler une partie de la surproduction de vin et d'alcool de la métropole et de l'Afrique du Nord ; toutefois, ces importations ont diminué depuis 1955, nous le savons, les Hauts Commissaires ayant reçu pouvoir de limiter les importations de produits alcooliques et de réglementer l'ouverture des débits de boissons. Mais parfois aussi, la mauvaise alimentation est aggravée par certaines pratiques traditionnelles : après deux ans, deux ans et demi,

les enfants passent directement à la nourriture de l'adulte. Cette bouillie de farineux est difficile à digérer et ce n'est qu'à partir de sept ou huit ans que les enfants rechercheront instinctivement des compléments à leur ration alimentaire, en pratiquant la « chasse buissonnière », qui consiste à aller glaner les chenilles, les sauterelles et les larves de hanneton en brousse. Il y a dans cette ignorance du sevrage, une des raisons de la mortalité infantile élevée.

Il ne saurait donc être question de prendre en considération l'alimentation de l'indigène pour dégager des règles d'hygiène alimentaire en climat tropical. Ce sont les efforts des Européens pour conserver leur dynamisme et leur santé qui ont conditionné d'abord les recherches et qui ont conduit à un certain nombre de remarques.

Quelle que soit en effet l'influence des autres facteurs (énergie radiante, degré hygrométrique, etc.) composant le climat tropical, le facteur dominant demeure l'élévation de la température. Or, cette élévation semble avoir assez peu d'influence sur les dépenses énergétiques dues aux manifestations de la vie : car d'une part, les dépenses liées au travail viscéral représentent peu de choses, d'autre part, le maintien de la température interne est obtenu par la déperdition de chaleur s'opérant par la sudation : 1 litre de sueur rejetant hors de l'organisme 536 calories et 1,5 litre permettant de dissiper en s'évaporant 870 calories ; enfin la dépense d'énergie entraînée par l'activité musculaire est fonction de son intensité beaucoup plus que de la température extérieure.

Au contraire, l'influence du climat tropical s'exerce sur ce que l'on appelle la dépense minima de fond : chez l'homme au repos complet dans un climat tempéré, elle est évaluée à 1.500 calories pour vingt-quatre heures (la dépense d'un adulte menant une vie active étant égale environ au double, soit 3.000 calories). Or, dans un climat tropical, on constate une diminution de 10 à 20 ou 25 % pour les sujets les mieux acclimatés.

Mais tous les sujets ne s'adaptent pas également aux températures élevées. Le professeur LEMAIRE, de Dakar, s'est préoccupé de ces problèmes et il a pu noter que certains sujets se plaignent d'angoisse respiratoire, de besoin d'air, en arrivant par avion dans un pays chaud. Il a constaté également une augmentation du rythme cardiaque, accompagnée, chez certains, de palpitations. La masse sanguine, dans les premiers jours d'un séjour en milieu chaud, diminue, et des vertiges surviennent chez le sujet transplanté passant de la station assise ou couchée à la station debout. Les troubles digestifs sont une constatation fréquente. L'anorexie est de règle, ou tout au moins une diminution de l'appétit. Enfin, les réactions du système

nerveux complètent le tableau ; l'insomnie n'est pas exceptionnelle, et elle s'accompagne de nervosisme, d'irritabilité, de tremblements. Le plus souvent en quelques jours, au maximum une semaine, l'accommodation est réalisée.

Toutefois, chez certains sujets qui sont atteints d'insuffisance des mécanismes thermo-régulateurs, l'organisme ne peut s'accommoder aux heurts climatiques. On observe alors un état de déséquilibre fonctionnel progressif, « le syndrome d'inadaptation primitive », qui aboutit le plus souvent à la constitution d'un état psychique grave imposant le rapatriement immédiat.

Si ces cas sont relativement rares, par contre on constate généralement qu'au delà de 22°, la courbe rendement s'effondre, cependant que le nombre d'accidents de travail monte en flèche, cette remarque valant surtout pour les hommes car les femmes supportent beaucoup mieux les températures élevées.

Par ailleurs, l'alimentation d'un individu doit toujours et partout être conçue de façon à couvrir ses besoins énergétiques, ses besoins plastiques s'il s'agit d'un sujet de moins de vingt-cinq ans, enfin ses besoins protecteurs. L'oxygénation respiratoire mise à part, la couverture de ces besoins se fait uniquement par l'apport alimentaire. Les principes nutritifs entrant dans la composition des aliments peuvent se grouper de la façon suivante :

1° Les protides (d'origine animal : viande, poissons, œufs, lait, fromage, ou d'origine végétale : céréales, pain, farine), les lipides (ou matières grasses), les glucides (ou hydrates de carbone, nécessaires à la bonne utilisation des lipides et des protides) : ces trois principes nutritifs ont un rôle énergétique et plastique.

2° L'eau (le corps humain en contient 70 % de son poids et la déperdition quotidienne dans un climat tempéré est d'environ 3 litres par la sueur et les urines), les sels minéraux (provenant surtout d'aliments d'origine végétale), les vitamines enfin : tous trois ont un rôle plastique et protecteur.

Ces remarques étant faites, quelle ration alimentaire faut-il préconiser dans un climat tropical ?

Si on ne peut prendre comme modèle l'alimentation de l'indigène, les études de diététique par contre, poursuivies par les Alliés durant la dernière guerre dans le Pacifique et en Birmanie, sont d'un grand secours. On est parvenu aux conclusions suivantes :

1° RATION PROTIDIQUE : la même qu'en climat tempéré.

2° RATION LIPIDIQUE : réduction de 30 % au moins de la consommation en graisses.

3° RATION GLUCIDIQUE : légèrement augmentée, les spécialistes évaluant exactement cette augmentation à 13,8 %.

4° BESOINS EN EAU : évidemment variables. Dans certains cas de travail intense, on a pu observer des déshydratations dépassant deux litres à l'heure. Il s'agit certes là de cas limites ; il n'en subsiste pas moins que la lutte contre la déshydratation est capitale, l'évaporation massive d'eau pouvant entraîner la mort. Si l'issue fatale reste exceptionnelle, des manifestations mineures ont une influence considérable sur l'état physique et mental du travailleur qui souffre successivement de crampes musculaires, de troubles caractériels (petits délires) et d'un affaiblissement fonctionnel progressif. En moyenne, la ration d'eau sera de 4 à 6 litres par jour.

5° BESOINS EN SEL ; les sudations abondantes entraînant des pertes salines, tout travail musculaire devra être précédé de l'absorption de 5 grammes de chlorure de sodium (en solution ou en comprimés associés à du lactose). En effet, l'excrétion d'un litre de sueur entraîne la perte d'environ 3 grammes de sel dont la concentration dans l'organisme doit rester à peu près constante.

6° BESOINS EN VITAMINES : les mêmes sensiblement qu'en climat tempéré. Toutefois, par suite de l'augmentation de glucides, il y a intérêt à élever l'apport en vitamines B1, dite anti-béri-bérique, qui joue un rôle important dans l'assimilation des glucides. On devra donc user largement des oranges, citrons et graines de soja. D'une façon générale, l'absorption de vitamines C et surtout B1 permet de mieux vivre dans les pays chauds où le « stress » (la pression) climatique aggrave sensiblement la fatigue due à l'effort manuel ou intellectuel.

Dans nos territoires, on a compris en tous cas maintenant toute l'importance de ces questions. Récemment encore, Louis ARMAND, président en particulier du Bureau Industriel Africain, a créé un « Centre d'Etudes et d'Information des Problèmes Humains en Zones Arides » ; ce centre est animé par le docteur Francis BARREY, qui est assisté de Claude VIGAN et André SENET. Ces études concernant plus spécialement les zones arides permettent aussi de tirer des leçons pour les zones tropicales : les enseignements qui se dégagent viennent confirmer la plupart des développements précédents. On insiste sur la nécessité d'une nourriture fraîche, sur le danger de l'alcool et sur la nécessité d'exposer le minimum de peau nue à l'insolation directe en portant toujours au moins une chemisette.

Les remarques les plus nouvelles portent sur deux points : d'une part, depuis quelques années, on s'était aperçu du rôle considérable que tiennent le potassium et le magnésium à l'occasion des déper-

ditions importantes d'eau ; actuellement, des travaux sont en cours à ce sujet et certains techniciens envisagent de mettre au point une véritable « sueur artificielle », qui serait une boisson hygiénique, non alcoolisée, équilibrée en sels minéraux compensant exactement les effets de la transpiration. D'autre part, on a été amené à prévoir, au moins en ce qui concerne les zones arides, dans le cadre des infirmeries de santé, ce que les auteurs russes appellent des « sanatoria de nuit » : les consultants qui y sont hébergés sont soumis à un « regonflage » accéléré, mettant en œuvre des techniques telles que l'oxygénothérapie, l'injection d'extraits glandulaires et le sommeil conditionné.

Il n'en subsiste pas moins que, si la plupart des Européens peuvent quand même s'adapter et trouver un nouvel équilibre en pays chauds, s'ils peuvent y exercer une activité intellectuelle et physique normale, la mortalité est plus élevée en zones tropicales ou arides : selon des statistiques fournies par la Caisse des Retraites des Fonctionnaires Français d'Outre-Mer, l'âge moyen de ce personnel se situerait aux alentours de cinquante-six ans.

En conclusion, l'homme en pays tropical, et spécialement l'Européen, doit prendre garde à trois dangers :

- 1° Les excès alimentaires : excès de viande, de graisses, aliments indigestes (charcuterie, gibier, salaisons, viandes en sauces, etc.), aliments trop fermentescibles (féculents).
- 2° L'insuffisance de légumes verts et de fruits.
- 3° L'abus de boissons glacées, gazeuses et surtout de l'alcool qui ne devrait entrer dans l'alimentation que sous forme de vin, rouge de préférence et à la dose maximum de 1 litre par vingt-quatre heures chez un individu effectuant un travail musculaire.

Pour la répartition des aliments entre les principaux repas, on recommande généralement un petit déjeuner copieux mais digeste; un déjeuner léger, le repas le plus important étant celui du soir : c'est en somme ce que font nos voisins britanniques.

En ce qui concerne enfin l'amélioration de l'alimentation de l'indigène, des efforts ont été entrepris dans deux directions : d'abord un effort d'information et de propagande qui ne peut être qu'à long terme, qui se développe par l'école et par les services administratifs et de santé, et qui est évidemment beaucoup moins efficace en brousse que dans les villes, où le désir d'imiter l'Européen joue en faveur d'une alimentation plus équilibrée.

Ensuite, on s'est efforcé d'agir sur les ressources de deux façons : par des importations judicieuses et par des recherches portant sur les

ressources locales. Les importations portent principalement sur le sucre, la farine, le sel et le lait. En ce qui concerne la farine, les importations ont augmenté ces dernières années, par suite du désir des Africains dans les villes de manger du pain comme les Français ; et depuis que des moulins se sont installés à Dakar notamment, c'est le blé lui-même qui est importé pour être moulu en Afrique. La consommation de riz, céréale infiniment plus nourrissante que le mil ou le sorgho, est encouragée par l'administration et se développe. Ainsi le Sénégal importe de 70 à 80.000 tonnes de riz dans le cadre d'une économie d'échange selon laquelle le paysan sénégalais se consacre à l'arachide et reçoit sa nourriture de l'extérieur ; jadis ce riz venait d'Extrême-Orient, il provient maintenant d'Amérique du Sud.

Quant aux recherches portant sur les ressources locales, elles sont multiples. GOUROU estime que l'on devrait étendre la culture du manioc qui, malgré ses inconvénients, est « une plante précieuse qui devrait éliminer complètement les disettes annuelles dans les pays de savanes ». Il pousse de façon satisfaisante dans les régions à forte saison sèche, il a de bons rendements, il peut rester dans le sol pendant deux ans et être récolté par tubercules séparés ; enfin, toujours selon GOUROU, et contrairement à ce qui a été souvent écrit, le manioc n'épuise pas particulièrement le sol. Mais les indigènes préfèrent les céréales. Par ailleurs, on a entrepris la construction d'étangs peuplés d'un poisson à développement rapide, le tilapia. On cherche à fabriquer des produits alimentaires provenant de matières premières locales et fournissant des protides de complément : ainsi on s'est efforcé de tirer de l'arachide une farine alimentaire constituant un aliment facile à conserver et à transporter. De leur côté, les Services de Santé de l'Agriculture recherchent des plantes qui pourraient fournir des vitamines : on a ainsi découvert, il y a quelques années, que le « baubinia » était susceptible de donner certaines vitamines aux populations.

On est donc en face d'efforts extrêmement variés, mais qui tous manifestent une prise de conscience récente de ces problèmes qui conditionnent la santé, le dynamisme et les facultés créatrices des populations. Les efforts proprement français reçoivent d'ailleurs parfois un intéressant concours extérieur : c'est ainsi que le Fonds International de l'Enfance entreprend avec notre accord une vaste campagne de distribution de lait aux enfants d'Afrique occidentale, afin de ménager les transitions dans leur alimentation. Mais toutes ces actions ne trouveront leur récompense qu'à long terme, puisqu'il s'agit au moins en ce qui concerne la population indigène, de modifier les genres de vie traditionnels : c'est pourtant là une des conditions importantes de la mise en valeur.

TABLEAU XXXIII
LITRES D'ALCOOL ABSOLU IMPORTES EN A.O.F.
(d'après les chiffres de la Direction des Douanes)

ANNEES	Sous forme de vins ordinaires ou de liqueurs	Sous forme d'alcool (boissons distillées)	Total
1944	1.749.324	385.584	2.134.908
1945	1.951.152	516.184	2.467.336
1946	1.066.500	1.087.180	2.153.680
1947	1.722.828	844.744	2.567.572
1948	1.358.256	1.018.712	2.376.968
1949	1.870.992	2.056.092	3.927.084
1950	2.459.160	2.439.729	4.808.889
1951	3.980.022	3.390.431	7.370.453
1952	4.863.415	1.301.835	6.165.250
1953	7.452.484	1.129.184	8.367.247
1954	10.452.484	1.002.081	11.454.565

L'AMÉLIORATION DE L'HABITAT

Si la plupart des problèmes qui se posent en A.O.F. n'apparaissent comme difficiles et importants, nous serions tentés de dire que la question de l'habitat l'est particulièrement. D'abord parce que, comme nous l'avons déjà fait remarquer, un logement décent nous semble non seulement conditionner la santé physique et morale, mais encore l'équilibre social des populations, au moins dans les villes, ensuite parce que le désordre et les difficultés semblent en A.O.F. particulièrement intenses dans ce domaine. Des coutumes locales variées, des facteurs psychologiques et religieux viennent en effet aggraver cette constatation fondamentale, l'insuffisance des revenus des populations indigènes qui rend presque impossible la formation de l'épargne. Si l'impulsion ne peut guère venir des indigènes, l'amélioration des conditions de l'habitat n'en est pas moins une nécessité, car elle peut transformer la cellule familiale tout entière, la femme en particulier qui est toujours l'élément conservateur et parfois même rebelle à toute évolution. Ainsi a déclaré G. SOLLIER, directeur du Service Fédéral de l'Habitat :

« Ce serait une faute grave au point de vue social de n'accorder au problème de l'habitat qu'une importance secondaire. Il vient au premier rang ainsi que celui de l'instruction et celui de la santé. »

Nous allons d'abord essayer de faire apparaître les caractéristiques de l'habitat en A.O.F., puis nous indiquerons les difficultés que rencontrent les efforts d'amélioration et enfin quels sont les remèdes.

L'habitat en A.O.F. est caractérisé par deux traits : à la campagne, par la précarité et la simplicité de l'habitat traditionnel ; en ville, par l'accroissement de la population urbaine et le développement de véritables « bidons-villes ».

Le premier trait intéresse près de 95 % de la population : les villes de plus de 20.000 habitants ne rassemblent encore en A.O.F. que 5 % de la population. Par conséquent, malgré le développement

des villes, la très grande majorité de la population est encore rurale. En savane, les cases sont rondes, construites en banco (boue) sur sol battu, ou en torchis, le toit étant à forte pente. En zone forestière, la forme rectangulaire apparaît et la case est en banco, plus souvent en torchis ou en bois ; les toits deviennent débordants pour protéger les murs de la brutalité des averses et comportent une sorte de véranda. La maison carrée à terrasse enfin, construite en briques grossières séchées au soleil, se trouve fréquemment en zone sahélienne sur la bordure désertique, dans la vallée moyenne du Niger. Ces constructions légères sont évidemment peu résistantes, et fréquemment dégradées par les pluies ; elles présentent l'avantage d'être facilement construites et facilement réparées. Leur édification obéit d'ailleurs à certaines règles de la vie collective des villages qui, pour la plupart, comportent presque toujours la case du chef, les cases des femmes, la case des palabres, et même le grenier à mil. Mais ce système de construction et cette organisation traditionnelle sont un obstacle puissant aux innovations, sur le plan matériel comme sur le plan psychologique. Sur le plan matériel, il est quasi impossible de promouvoir l'hygiène et de procéder à des aménagements collectifs auxquels s'opposent la routine, les usages, et aussi des facteurs religieux. Sur le plan psychologique, il rend très difficile l'évolution des mentalités, l'abandon de superstitions, le développement de la notion d'épargne, et de propriété, l'affranchissement de la femme enfin. Néanmoins, ce système présente l'avantage de procurer facilement un toit à des gens qui, n'ayant que très peu d'ouverture sur le monde extérieur, souffrent moins que d'autres du caractère rudimentaire de leur existence.

Le problème du logement, par contre, est beaucoup plus pressant dans les villes. Dakar est évidemment l'exemple type : avec moins de 30.000 habitants vers 1928, il en compte 92.500 en 1936, 150.000 vers 1945, 250 en 1955 et 310.000 en 1957. Le nombre des Européens y a doublé en dix ans, passant de 14.000 en 1945 à 28.000 en 1955 ; on en compte 35.000 en 1957. Mais en ce qui concerne l'habitat, ce ne sont pas les Européens, fonctionnaires ou militaires pour le plus grand nombre, pas plus que les quelques milliers de commerçants libano-syriens qui sont à plaindre, car ils ont pu depuis quelques années, être convenablement logés. Les administrations ont construit pour leurs fonctionnaires, les sociétés pour leur personnel, et maintenant certaines compagnies d'assurances se sont associées à des banques et ont créé des groupements financiers qui réalisent des constructions. Le problème existe par contre pour les Lébous autochtones, les Ouolofs et pour les noirs venus de tous les points d'Afrique qui s'entassent dans les « bidons-villes ». Toutes les grandes villes

d'Afrique connaissent ce phénomène navrant et dangereux sur le plan sanitaire et social, car le noir détribalisé devient la proie de la misère et des propagandes extrémistes.

Quelles sont donc les causes de cet accroissement urbain ? En ce qui concerne les Européens, ce développement résulte surtout du développement administratif et économique de l'A.O.F. : mais nous l'avons dit, l'augmentation du nombre des Européens dans les villes ne constitue pas un problème, sauf, peut-être, pour le « petit blanc » que l'indigène peut concurrencer. L'augmentation de la population indigène, au contraire, résulte de causes complexes : prestige du genre de vie du blanc, désir d'imitation (se limitant d'ailleurs souvent à l'apparence), désir de travailler, de gagner de l'argent. Cette dernière ambition peut d'ailleurs résulter de motifs personnels proprement africains : par exemple, gagner la dot nécessaire à l'acquisition de la femme de son choix. Sœur Marie-André du Sacré-Cœur a parfaitement mis en lumière le caractère de cette dot. Autrefois, il y avait simplement échanges entre les futurs époux de bagues et de cadeaux modestes. Mais, avec l'introduction progressive d'une économie monétaire, la dot a perdu tout caractère symbolique pour devenir un procédé d'acquisition, le futur époux devant donner au père de la femme qu'il convoite, des cadeaux ou des sommes considérables (on cite des chiffres allant de 50 à 200.000 francs). D'où le désir du jeune homme d'aller à la ville pour gagner de l'argent, d'où aussi, nous l'avons vu, la forte proportion de célibataires. Cet afflux de population dans les villes n'a d'ailleurs pas été préjudiciable à tout le monde : PANOUILLOT rapporte qu'à Abidjan, une natte pour passer la nuit, dans la case d'un autre Africain, se louait 1.000 francs en 1956, alors que le manœuvre gagnait 4.000 francs et qu'une petite case coûtait 2.500 à 3.000 francs.

Or, il est très difficile de porter remède à cette situation pour diverses raisons dont la principale est l'insuffisance du revenu des Africains et aussi le mauvais emploi de ces revenus. Une étude faite par la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer pour l'année 1951 a donné les chiffres suivants de revenu par tête d'habitant pour les gens de la brousse et les producteurs agricoles, soit 95 % de la population : la Côte d'Ivoire vient en premier avec 23.000 francs par tête, puis viennent le Sénégal avec 18.000 francs, la Guinée avec 7.000 francs, le Soudan, la Mauritanie, le Dahomey et le Niger avec chacun 5.000 francs, la Haute-Volta enfin avec 4.000 francs. A titre comparatif, on avance les sommes de 775.000 francs au U.S.A. et 250.000 francs en France, mais la Côte d'Ivoire et le Sénégal ont des chiffres plutôt supérieurs à ceux de l'Inde, du Pakistan, de la Bolivie et du Pérou, ce qui n'est quand même pas très réconfortant.

Toutefois, les salariés ont un revenu moyen supérieur, entre 50.000 et 300.000 par an, et les fonctionnaires entre 300.000 et 800.000, en tenant compte du fait que ces deux catégories bénéficient des allocations familiales. Voici quel est, d'après la revue *Tropiques*¹, le prix du salaire horaire dit salaire minimum interprofessionnel garanti dans le cas d'un manœuvre sans spécialité ni ancienneté : à Dakar, 28,10 C.F.A., ce qui donne un salaire mensuel pour 40 heures par semaine de 4.870 C.F.A. ; à Abidjan, 25 C.F.A., ce qui donne 4.330 C.F.A. ; à Konakry, 21 C.F.A., ce qui donne 3.640 C.F.A. Quant aux salaires des ouvriers spécialisés, ils se situeraient entre 5 et 10.000 C.F.A. par mois. Il résulte de ces chiffres que 90 % des salariés des villes ont un revenu compris entre environ 3.500 et 10.000 C.F.A. par mois. Enfin, il y a quelques rares commerçants africains qui ont des revenus très élevés, mais fonctionnaires et commerçants ne représentent guère avec les salariés que 5 % de la population : l'immense majorité de la population reste donc rurale et les chiffres avancés prouvent qu'il est impossible de compter sur un apport massif de la construction privée.

D'autres difficultés d'ailleurs existent. Des difficultés psychologiques : l'Africain est peu persévérant, en tous cas peu porté aux buts à longs termes, donc à l'esprit d'épargne ; il est souvent puéril dans son désir d'imiter le blanc : c'est ainsi qu'à Dakar on avait utilisé un système permettant de construire rapidement et économiquement des cases rondes qui furent jugées indignes par les Africains de loger des gens évolués (des ouvriers européens les utilisèrent)². Difficultés tenant au régime foncier : il n'y a pratiquement pas de cadastre, donc pratiquement pas de propriété régulière : on conçoit que l'on hésite à prêter à des gens qui n'ont pas de titres de propriétés certains. Difficultés multiples, enfin, tenant aux usages et entraînant une mauvaise utilisation des faibles revenus ; les Africains se font de nombreux cadeaux et la part de budget consacrée aux loisirs est relativement importante³.

Toutes ces remarques montrent la difficulté de réaliser une amélioration de l'habitat. Toutefois, de nombreux travaux d'édilité ont été effectués et surtout on a fait un effort pour concevoir et se donner les moyens d'une action cohérente.

Le premier plan de modernisation avait prescrit l'établissement de plans d'urbanisme. Des résultats ont été obtenus, mais de nombreuses

1. Revue *Tropiques* : « L'habitat Outre-Mer » (mai 1957).

2. Il s'agissait d'une sorte de ballon recouvert d'une armature métallique sur laquelle on mettait du ciment après avoir gonflé le ballon. Le ciment une fois sec, on dégonflait le ballon : la case était achevée.

3. Une étude faite sur le budget des Sérères, population du Sénégal, a montré que 10 % au moins du revenu passait en fêtes et cadeaux.

difficultés sont apparues en ce qui concerne les méthodes ou la délivrance des permis de construire. Mais il faut tenir compte du fait que jusqu'en 1946 il n'existait en Afrique noire aucune réglementation d'urbanisme, ni aucun service administratif compétent pour organiser réellement les cités en l'absence de règlements écrits valables. L'absence habituelle de cadastre ou même de levées topographiques, et la complication qu'apportait dans de nombreux territoires les droits coutumiers, rendit toute action efficace pratiquement impossible jusque vers les années 1948-1949, où les règlements d'urbanisme entrèrent en vigueur. Quant aux travaux proprement d'édilité, ils se multiplièrent car ils sont largement financés par le F.I.D.E.S. et les « prêts sociaux » de la Caisse Centrale.

On s'efforce en particulier d'assainir les quartiers africains anciens, c'est-à-dire d'aérer, de réaliser les programmes d'adduction d'eau, de faciliter l'évacuation des eaux, de bitumer les rues, etc. D'une façon générale, avant 1954, les dépenses d'infrastructure se sont élevées à 84.197.988 francs C.F.A. ; de 1954 à 1956, elles ont atteint 3.974.971.241 francs C.F.A.

C'est à partir de 1954 qu'un élan nouveau est donné à la construction, cependant qu'un effort de coordination est réalisé. C'est à cette date, en effet, que le haut-commissaire lance le programme social de l'habitat. Dès 1952, avait été créé par un décret en date du 10 mars un service fédéral de l'habitat qui devait exercer un rôle de coordination,

« préparer les programmes d'ensemble et en assurer l'application en liaison avec les organismes fédéraux ou locaux, publics ou privés, les personnes physiques ou morales intéressées à leur exécution ».

La détermination du programme social de l'habitat, les moyens à mettre en œuvre pour sa réalisation et le contrôle de son exécution incombent donc au Service Fédéral de l'Habitat et aux services locaux de l'habitat dans chaque territoire. Pour exécuter ce programme, on a recours à des sources de financement très diverses. D'abord des crédits budgétaires provenant du budget général de l'A.O.F., du F.I.D.E.S., des budgets locaux, des budgets communaux ou d'emprunts contractés par ces organismes. Ensuite, des fonds d'emprunts provenant essentiellement de la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer, de la Caisse des Dépôts et Consignations et des banques. Enfin, on a recours à des capitaux privés, provenant de banques, de compagnies d'assurances, de compagnies privées, de l'épargne africaine, de sociétés immobilières. En 1954, sur un total de 1.909 millions de francs C.F.A., les fonds publics représentent 605, les emprunts 954

et les capitaux privés 350. En 1955, sur un total de 2.942 millions de francs C.F.A., les fonds publics représentent 1.430, les emprunts 1.212 et les capitaux privés 300. La comparaison de ces chiffres montre l'importance croissante du financement et la part de plus en plus importante que les fonds publics y prennent.

Toutefois, des formules variées de financement à participation publique se sont développées, conformément aux recommandations d'une circulaire de la Direction des Affaires Economiques et du Plan du Ministère de la France d'Outre-Mer, en date du 23 août 1948. Les trois formules essentielles utilisées sont les offices d'habitations économiques, les sociétés immobilières d'économie mixte et les organismes de crédit social. Un Office des Habitations Economiques a été institué en A.O.F. par un décret du 14 juin 1926. Son siège est à Dakar où toutes les opérations comptables sont centralisées et contrôlées. Les offices locaux d'habitations économiques sont des établissements publics, dotés de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Certains offices ont obtenu des résultats, notamment l'Office du Dahomey : ses réalisations lui permirent, en 1955, de mettre en location simple des chambres individuelles à Cotonou, au prix de 400 francs C.F.A. par mois. Pour acquérir un pavillon de quatre pièces en quinze ans, il fallait verser des mensualités de 7.637 francs. La mensualité passait à 16.600 francs C.F.A. pour qui voulait devenir propriétaire en cinq ans. Mais l'activité de ces organismes s'est révélée dans l'ensemble de la Fédération souvent onéreuse et mal adaptée aux besoins de la clientèle. Toutefois, à Dakar, avant 1954, 158 logements avaient été réalisés dans des conditions particulièrement économiques de 25.000 à 210.000 francs C.F.A. Mais cet exemple est assez exceptionnel, et d'ailleurs la S.I.C.A.P., la Société Immobilière de Guinée et la Société Immobilière et d'Habitations de la Côte d'Ivoire, dont nous allons parler, ont pris en charge les ressources et les activités des sections locales de Dakar, de la Guinée et de la Côte d'Ivoire.

Il existe, en effet, en A.O.F., trois sociétés immobilières créées à la suite de la loi du 30 avril 1946 : la Société Immobilière du Cap-Vert, la Société Immobilière de Guinée et la Société Immobilière de la Côte d'Ivoire. Ces trois sociétés sont des sociétés d'économie mixte, mais où l'essentiel des ressources est fourni par la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer, les capitaux privés se souciant peu de participer à des activités jugées peu rentables. La Caisse Centrale d'ailleurs prête pour vingt-cinq ans et au taux de 2,50 %, soit à des conditions très avantageuses. Elle exerce un contrôle externe, car elle doit approuver les programmes et les comptes d'exploitation prévisionnels avant de consentir des avances. Ces sociétés immobilières,

depuis leur création, ont eu à leur disposition 6 milliards 1/2. Récemment encore, au cours de sa session de l'été 1957, le Grand Conseil de l'A.O.F. a autorisé le Haut-Commissariat à contracter auprès de la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer un emprunt de 240 millions de francs C.F.A., remboursable en principe sur les crédits de la prochaine tranche du programme F.I.D.E.S. La somme correspondante, mise à la disposition des sociétés immobilières du groupe des territoires, leur permettra de réaliser les travaux d'infrastructure des lotissements qu'elles ont entrepris dans les grands centres urbains. Sous réserve d'une approbation technique préalable des programmes de travaux, ces 240 millions de francs seront ainsi répartis : Société Immobilière de la Côte d'Ivoire : 121 millions ; Banque du Bénin : 30 millions ; Société Immobilière de Guinée : 14 millions ; Société Immobilière du Cap-Vert : 75 millions. Depuis 1950, 7.000 logements environ ont été construits. À l'égard des bénéficiaires, on a pratiqué soit la location simple, soit la location-vente, l'intéressé devenant propriétaire en versant chaque année, en plus du loyer, une somme qui représente une fraction du capital. Dès sa formation, en juillet 1950, la S.I.C.A.P. avait mis sur pied un système de location-vente en vingt ans. Elle fut obligée, par la suite, de se limiter aux locations-ventes en dix ans et, exceptionnellement, en quinze ans. Les prix consentis aux attributaires de logements, compte tenu des conditions d'amortissement des investissements effectués, variaient⁴ dans les limites suivantes. En ce qui concerne la location simple, par mois, de 1.800 francs C.F.A. (une pièce, avec sanitaire commun dans les habitations collectives) à 12.500 francs C.F.A. (quatre pièces dans pavillon isolé). En ce qui concerne la location-vente à dix ans, par mois, de 5.970 francs C.F.A. (deux pièces dans des pavillons jumelés) à 17.700 francs C.F.A. (quatre pièces dans pavillon isolé).

Mais la construction a été aussi développée grâce à des prêts : prêts réalisés par les sociétés immobilières et par les organismes de crédit social ; 4.000 logements ont pu ainsi être construits. La loi du 30 avril 1946 a permis aussi en effet la création de sociétés de crédit social qui ont été constituées presque toutes par une association à parts égales entre le territoire et la Caisse Centrale. Il existe un « Crédit de la Côte d'Ivoire », un « Crédit de la Guinée », un « Crédit du Sénégal », la « Banque du Bénin » enfin est une société d'économie mixte, à large participation publique. Les instituts d'émission consentent des facilités à court et à moyen terme, à ces organismes qui ont des règles de gestion souples et qui interviennent aussi bien dans le domaine du crédit agricole, voire même du crédit à la consom-

4. D'après le supplément au n° 503 de la revue *l'Economic*.

mation, que dans celui de l'habitat. Ces organismes sont intervenus en brousse ⁵ comme en ville, principalement par l'octroi de prêts individuels (quelquefois à des sociétés de prévoyance). Toutefois, ces organismes de crédit social, connaissant le caractère instable du noir, lorsqu'ils consentent un prêt, ne remettent pas les fonds directement à l'emprunteur : ils le guident dans son choix, surveillent la construction et paient eux-mêmes les entrepreneurs. Ces organismes ont également mis au point un système d'épargne-crédit : les candidats emprunteurs délèguent pendant quelques mois une partie de leur salaire à un compte ouvert en leur nom dans les écritures de l'organisme de crédit. Lorsque le chiffre voulu est atteint, le prêt est accordé. De 1949 à 1953, 68.010.000 francs ont été répartis entre 142 bénéficiaires ; en 1954, 130.324.000 francs ont été répartis entre 589 bénéficiaires ; en 1955, 576.845.250 francs ont été répartis entre 2.443 bénéficiaires. La revue *Magazine A.O.F.*, de juillet 1957 (2^e série, n^o 18), nous donne la répartition des prêts selon le montant des capitaux. Nous apprenons que les prêts supérieurs à 525.000 francs représentent l'utilisation de 455.000.000 et sont au nombre de 654 ; 1.015 millions ont été répartis entre 4.379 prêts inférieurs à 525.000 francs. C'est donc une masse beaucoup plus importante de petits et moyens prêts qui a été accordée, et cela notamment depuis 1955, année où a été accentuée la politique du prêt à l'habitat dans les centres de l'intérieur, notamment pour l'amélioration de l'habitat traditionnel.

Cette amélioration se poursuit grâce à l'utilisation de procédés nouveaux et variés. On a eu l'idée de fabriquer des carcasses de maisons comprenant des fondations, une murette de base, destinée à protéger la maison contre l'érosion des eaux de pluie, des piliers en agglos de ciment, de pierre ou de briques, et une toiture. Une ossature de ce type, comprenant trois pièces de 4 m sur 4 m avec véranda de 12 m sur 2 m, revient au Soudan à 105.000 francs C.F.A. Il reste au bénéficiaire à effectuer le remplissage en banco avec sa main-d'œuvre familiale. Par ailleurs, on s'est efforcé aussi d'améliorer la qualité de l'argile séchée grâce à des presses à parpaings et à un léger dosage de ciment, ce qui donne des matériaux résistants et économiques, à condition que la nature du sol s'y prête. Ce procédé, qui se développe au Soudan, vient d'être essayé au Niger. Enfin, on s'est orienté vers la réalisation de maisons préfabriquées, en béton cellulaire, qui reviennent à 120, 175 ou 220.000 francs C.F.A. les deux,

5. On avait projeté la création de 300 à 350 centres cantonaux, c'est-à-dire de villages qui, dans des lieux choisis en brousse, présenteraient des prototypes d'habitation. Ce programme n'a pu être réalisé et une dizaine seulement de ces centres ont été édifiés.

trois ou quatre pièces. Conçues comme l'habitat de transition, facilement améliorables, ces maisons qui se montent en panneaux en quelques jours sont fabriquées industriellement ; elles connaissent un réel succès tant en raison de leur bas prix que du fait qu'elles conviennent aussi bien aux grands ensembles qu'à la construction isolée. Notons aussi le développement de la formule castor ou semi-castor, qui incite l'Africain à construire sa maison en équipe ou en famille, l'aide se limitant alors à des conseils techniques ou à des avances de matériaux.

Les diverses dispositions en faveur du développement et de l'amélioration de l'habitat ont été complétées depuis plusieurs années par des aménagements fiscaux qui ont pour but de favoriser le réinvestissement des capitaux dans la construction. Les constructions nouvelles sont exonérées de la contribution foncière des propriétés bâties pendant cinq ans ; s'il s'agit de locaux d'habitation, la durée de l'exonération est portée à dix ans. Les terrains nus ou insuffisamment bâtis, sis dans le périmètre des agglomérations urbaines, sont frappés d'une surtaxe à la contribution foncière des propriétés non bâties. Depuis 1949, le droit d'enregistrement applicable aux acquisitions de terrains à bâtir bénéficie d'une réduction. Par ailleurs, aux termes du décret du 16 février 1953, les contribuables particuliers ou sociétés qui investissent en A.O.F. tout ou partie de leurs bénéfices imposables dans cette Fédération, peuvent bénéficier d'une réduction d'impôt cédulaire. Les sociétés ayant commencé avant le 1^{er} janvier 1956 la construction de logements pour leur personnel sont autorisées à amortir, à concurrence de 40 %, le prix de revient desdits immeubles dès leur année d'achèvement. Enfin, le gouvernement général a été autorisé à donner son aval, à concurrence de 50 % du prix de revient, aux constructeurs d'immeubles destinés à la location ou à la vente.

Ces mesures fiscales ont évidemment aidé les efforts des sociétés immobilières qui ont, par ailleurs, bénéficié de l'aide technique du Bureau Central d'Etudes pour les Equipements d'Outre-Mer (B.C.E.O.M.) dont une section, spécialement chargée à Paris des questions d'habitat, fait effectuer des études théoriques sur les matériaux, les caractéristiques de construction, etc. Tenu au courant de tous les travaux des sociétés immobilières, le B.C.E.O.M. peut les aider de ses conseils.

De plus en plus d'ailleurs, on peut espérer ne pas voir le renouvellement des erreurs passées ; on a compris par exemple qu'il serait vain d'édifier des logements dans le désordre ou sur des terrains qui ne seraient pas préalablement aménagés. A Dakar, un service autonome, le S.T.A.G.D., a été chargé de toutes les questions relatives

à l'aménagement du grand Dakar, c'est-à-dire, d'une part, de la mise au point des projets de détail et de la réalisation directe par des équipes spécialisées de certains travaux ; d'autre part, de la coordination des études d'architecture et de l'instruction des demandes de permis de construire. Le S.T.A.G.D. a donc rempli une double fonction : comme section autonome de la Direction des Travaux Publics, et comme Conseil du Gouverneur Général.

Henri DE PANISSE, auquel nous empruntons ces dernières remarques, a eu aussi le mérite de montrer par quelques chiffres que, dès 1952, la situation s'améliorait rapidement, en ce qui concerne l'habitat européen, pour deux raisons : les loyers sont chers et le prix de revient de la construction n'est guère plus élevé qu'en France. À cette époque, un appartement de trois pièces dans un immeuble récent valait 40.000 francs à Abidjan, et le taux des loyers commerciaux était plus élevé encore. Par ailleurs, dans les villes côtières ou proches de la côte, le mètre carré de plancher dans un immeuble d'habitation de deux étages était évalué aux environs de 19.000 francs C.F.A. à Dakar, quand les plans étaient bien conçus (au lieu de 35.000 francs en moyenne à Paris).

Plus récemment, Pierre POUJADE, président de l'Ordre des Architectes d'A.O.F. et du Togo, a déclaré, dans une interview accordée à la revue *l'Information Africaine* du 2 mai 1957, que le mètre carré couvert revenait à Dakar entre 20 et 25.000 francs C.F.A. et environ 30.000 francs C.F.A. dans le Sud. Ces chiffres ne donnent évidemment qu'un ordre de grandeur. En ce qui concerne les besoins globaux, une enquête en 1955 les estimait encore à 45.000 pièces à louer au mois et à 18.000 pavillons à louer au mois ou à céder en location-vente. Le programme d'une valeur de 15 milliards devait se réaliser avant quinze ans. Toutefois, comme l'Européen accepte de payer en A.O.F. un loyer supérieur à ce qu'il paierait en France, il en résulte que la construction dans la plupart des grands centres est rentable, car l'amortissement des immeubles est rapide. Mais le problème de l'habitat indigène est toujours posé : c'est vers sa solution que la puissance publique doit maintenant de plus en plus tendre ses efforts.

ANNEES	INFRASTRUCTURE	LOTISSEMENTS		PRETS		TOTAL	
		VALEUR	Nombre	VALEUR	Nombre	VALEUR	Nombre
Avant 1954	84.197.989	889.255.133	2.448	68.010.000	142	1.041.463.122	2.590
Total 1954-1956	3.974.971.241	1.827.935.019	4.657	1.403.862.613	4.891	7.206.768.873	9.548
TOTAL GENERAL	4.059.169.230	2.717.190.152	7.105	1.471.872.613	5.033	8.248.231.995	12.138

TABLEAU XXXIV (ci-dessus)

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS INVESTIS
ET DES REALISATIONS OBTENUES

TABLEAU XXXV (ci-contre)

REPARTITION DES CREDITS INVESTIS
DANS LES CENTRES SECONDAIRES

De 1953 à 1956	FRANCS - C.F.A.
COTE D'IVOIRE	124.000.000
DAHOMY	82.000.000
GUINEE	90.000.000
MAURITANIE	24.000.000
NIGER	118.650.000
SENEGAL	201.000.000
SOUDAN	49.000.000
HAUTE VOLTA	15.000.000
TOTAL	703.650.000

TABLEAU XXXVI
 RESULTATS OBTENUS
 PAR LES DIFFERENTES SOCIETES OU ORGANISMES
 QUI ONT REALISE DES LOTISSEMENTS AU 31 DECEMBRE 1956

ORGANISMES D'EXECUTION	DEPUIS 1954 Valeur en Frs C.F.A.	NOMBRE
OFFICE DES HABITATIONS ECONOMIQUES	231.544.307	532
SOCIETE IMMOBILIERE DU CAP VERT	292.000.000	801
SOCIETE IMMOBILIERE DE GUINEE	241.500.000	555
BANQUE du KENIA	84.437.900	132
S.I.H.C.I. (COTE D'IVOIRE)	491.409.945	1.494
GROUPEMENT FONCIER DE DAKAR	175.896.448	272
CASTORS	2.610.000	90
SOCIETE DE PREVOYANCE	48.900.000	107
VILLAGES MODELES	204.916.419	572
PATRONAT	54.720.000	102
<u>TOTAL</u>	1.827.935.019 =====	4.657 =====

SOCIETES D'ETAT

Date de création

— Bureau Minier de la France d'Outre-Mer	Décret du 26 janvier 1948
— Bureau Central d'Etude pour les Equipements d'Outre-Mer	Arrêté du 10 février 1949
— Centre Technique Forestier Tropical.	Arrêté du 10 juin 1949
— Bureau pour le Développement de la Production Agricole dans les T.O.M.	Arrêté du 29 avril 1950
— Crédit de la Côte d'Ivoire	Arrêté du 4 février 1955
— Crédit du Sénégal	Arrêté du 17 août 1956
— Société de Radiodiffusion de la F.O.M.	Arrêté du 18 janvier 1956
— Crédit du Soudan	Arrêté du 19 août 1957
— Crédit de la Haute-Volta	Arrêté du 19 août 1957
— Crédit du Niger	Arrêté du 19 août 1957
— Société pour l'Aménagement Rural de la Côte d'Ivoire	Arrêté du 19 août 1957

SOCIETES D'ECONOMIE MIXTE

Sociétés agricoles :

— Compagnie Française pour le Développement des Fibres Textiles	Arrêté du 19 mai 1948
— Compagnie Générale des Oléagineux Tropicaux	Arrêté du 19 mai 1948

Sociétés d'énergie :

— Energie A.O.F.	Arrêté du 1 ^{er} octobre 1950
— Energie Electrique de Guinée	Arrêté du 1 ^{er} septembre 1950
— Energie Electrique de Côte d'Ivoire.	Arrêté du 22 novembre 1951
— Energie des Mers	Arrêté du 27 mai 1948
— Société Immobilière du Cap-Vert ..	Arrêté du 24 juillet 1950
— Société Immobilière de Guinée	Arrêté du 16 janvier 1952

- Société Immobilière et des Habitations à Bon Marché de la Côte d'Ivoire Arrêté du 10 juillet 1951

Sociétés de crédit :

- Banque du Bénin Arrêté du 9 janvier 1954

Sociétés hôtelières :

- Société Africaine Immobilière et Hôtelière Arrêté du 24 juillet 1950
— Société d'Hôtellerie de Bamako Arrêté du 23 avril 1951
-

La promotion intellectuelle des Africains

« Sans base éducative sérieuse, il n'y a pas, honnêtement, d'émancipation authentique possible de l'Afrique. »

PAUL-HENRI SIRIEX

Une nouvelle Afrique : A.O.F., 1957

Nous pensons que l'Afrique ne se fera qu'avec les Africains et que le maintien de la présence française dans le monde, dont on parle tant depuis qu'elle est si compromise, se bâtit autant grâce aux « investissements intellectuels » que grâce aux investissements matériels. A quoi servirait d'ailleurs de marquer un sol par notre présence, si les hommes qui habitent ce sol nous restaient étrangers ? Le premier plan quadriennal a consacré environ 20 milliards à l'enseignement, soit 5 % du total des investissements publics : le F.I.D.E.S. a fourni 14 milliards, et les territoires le reste. Les crédits ont été utilisés à raison de 32 % pour l'enseignement du premier degré, c'est-à-dire l'enseignement primaire, 38 % pour l'enseignement du deuxième degré, 23 % pour l'enseignement technique et 7 % pour l'enseignement supérieur ; le but poursuivi a été de répondre à des besoins immédiats.

Mais les résultats n'ont pas été très satisfaisants, ni sur le plan quantitatif, ni sur le plan qualitatif, parce que le point de départ était mauvais. Le pourcentage de 32 % accordé à l'enseignement primaire est beaucoup trop bas pour un pays comme l'A.O.F. et le pourcentage de 38 % pour le second degré est beaucoup trop important. On demeure confondu que ceux qui ont réalisé cette répartition des

crédits n'aient pas fait la double constatation suivante. D'abord, on ne bâtit pas une maison sans en poser solidement les fondations : l'enseignement du premier degré, sous sa forme élémentaire, apprendre à lire, à écrire et à compter, est la condition *sine qua non* du développement de tous les autres degrés et de toutes les autres formes d'enseignement ; l'enseignement du premier degré doit donc, c'est une constatation qui résulte du simple bon sens, avoir une part largement majoritaire dans la répartition des crédits. Et nous ne pensons pas que nous manifestations une mentalité rétrograde si nous estimons qu'il est paradoxal et même imprudent de donner le droit de vote, et donc théoriquement la possibilité de décider de leur destin, à des gens auxquels la couleur de leur peau confère autant de droits qu'à d'autres, mais qui ne savent encore ni lire, ni écrire, ni compter. Il y a ensuite une seconde remarque qui aurait dû guider la répartition des crédits : c'est le danger de faire des demi-intellectuels. En effet, 38 % accordés à l'enseignement du second degré, c'est avouer vouloir créer des bacheliers ou simplement encore vouloir faire à des jeunes gens deux ou trois ans d'études secondaires ; mais le problème, c'est que même ceux qui seront parvenus à obtenir le baccalauréat, ne sauront encore rien faire, n'auront encore la tête ni bien pleine ni surtout bien faite, d'autant que malgré certains aménagements, le baccalauréat n'est encore dans notre système d'enseignement qu'une porte ouverte, c'est-à-dire non une fin mais un moyen. La plupart de ces jeunes Africains, qui auront fait un peu ou beaucoup d'études secondaires, ne poursuivront certainement pas au delà : et d'ailleurs, on y compte bien puisqu'on n'accorde à l'enseignement supérieur que 7 % des crédits. Ne sachant rien faire, mais ne voulant plus exercer un métier manuel, coupé du genre de vie traditionnel, sans avoir assimilé la culture occidentale, le jeune Africain s'imaginera avoir des droits qui ne sont pas satisfaits, même s'il parvient, comme c'est probable, à trouver un petit poste dans l'administration ou un emploi dans un parti politique. Il n'en aura que plus de prestige auprès de ses congénères moins instruits et il en usera souvent pour les mener dans la voie des revendications démagogiques. Ce schéma comporte, certes, d'heureuses exceptions, mais il n'est que trop souvent conforme à la réalité. Il semble bien d'ailleurs qu'il faille un délai raisonnable aux sociétés sous-développées pour passer de l'ignorance scolaire aux différentes phases de l'enseignement. Le noir, des exemples brillants le prouvent suffisamment, ne manifeste aucune infériorité congénitale : mais tous les cerveaux ne sont certes pas capables de passer rapidement d'une civilisation où le livre ne joue aucun rôle à une civilisation de vieille culture et de haute technicité. Et le jeune bébé de France métropolitaine ne se doute évidemment

pas des « investissements intellectuels » qui se trouvent déjà à son insu dans son cerveau, qui sont peut-être le résultat de l'hérédité et en tous cas certainement celui de la société dans laquelle il vit et qui lui imprime chaque jour son empreinte. Le drame des intellectuels noirs, et plus encore des demi-intellectuels, est que leur civilisation est tout entière prisonnière des mots puisque l'écriture y est pratiquement inconnue : or, le mot pousse toujours à la facilité et échappe à la rigueur d'investigation et de raisonnement qu'exige bien davantage la chose écrite. Parler, c'est toujours céder plus ou moins à l'ivresse, ce qui constitue un risque grave dans l'A.O.F. actuelle.

Quoi qu'il en soit, le deuxième plan a corrigé la mauvaise orientation des crédits du premier : 58 % sont allés à l'enseignement du premier degré, 19 % au second degré, 15 % à l'enseignement technique et 6 % à l'enseignement supérieur.

Par ailleurs, les budgets d'enseignement sont en A.O.F. en augmentation constante : en 1956, le budget d'enseignement s'élève en millions de francs métropolitains à 12.307,2, soit 8,8 % du budget global¹ ; en 1951 et 1946, les chiffres étaient respectivement 5.537, soit 6,4 %, et 350,7, soit 4,8 %. Si l'on compare la population totale, la population scolarisable et le nombre d'élèves, on obtient en 1956 les chiffres suivants : 18.747.000 habitants, 2.809.350 personnes scolarisables et 326.908 élèves ; le pourcentage du nombre d'élèves par rapport à la population totale est de 1,7, et par rapport à la population scolarisable il est de 11,6. Ces chiffres manifestent un progrès régulier en dix ans : en 1946, on trouve en effet un taux de scolarisation de 4,4 % avec 107.470 élèves, et en 1951 un taux de 6,9 % avec 179.203 élèves. Mais le taux de 11,6 % atteint en 1956 montre l'importance du chemin qui est encore à parcourir. L'effort d'enseignement dans un pays comme l'A.O.F., où étant donné l'accélération de l'histoire nous devons tout faire à la fois, doit comporter deux aspects : l'éducation de la masse et la formation des cadres.

1. Dans la métropole, les crédits pour l'enseignement représentent 14 % du budget.

L'ÉDUCATION DE LA MASSE

Cette éducation de la masse se réalise évidemment d'abord par l'enseignement primaire. Mais le cas des adultes se pose aussi et il faut envisager pour eux une action dans deux domaines : une éducation de base et une formation professionnelle accélérée. Enfin, cette éducation de la masse peut être réalisée aussi et complétée par le développement de l'information.

En A.O.F., le F.I.D.E.S. n'a financé que peu d'écoles primaires dans le cadre du premier plan, ces écoles ayant été laissées à la charge des budgets territoriaux, ce qui fut une erreur car des difficultés budgétaires ont empêché des réalisations suffisamment complètes.

Le pourcentage de scolarisation qui est, en 1956, de 11,6 % pour l'ensemble de l'A.O.F., est très variable selon les territoires et les régions. D'une façon générale, il est plus élevé près des côtes et dans les régions riches ; il est plus faible vers l'intérieur et dans les régions islamisées. Les chiffres confirment ces remarques : au Niger, le taux de scolarisation est de 3 % ; en Haute-Volta, de 6,1 % ; en Mauritanie, de 5,6 % ; au Soudan, de 7,1 % ; en Guinée, il est de 9,5 % ; mais il atteint 19,7 % en Côte d'Ivoire avec 73.270 élèves, 21 % au Sénégal avec 69.474 élèves et 25,5 % au Dahomey avec 62.762 élèves. L'effectif global dans les différents ordres d'enseignement au 1^{er} janvier 1956 est le suivant : premier degré : 306.032 ; deuxième degré : 13.975 ; technique : 6.412 ; supérieur : 489. Ce qui donne respectivement un pourcentage de : 93,6 ; 4,3 ; 2 ; 0,1.

Ces résultats, insuffisants encore, constituent pourtant un progrès sensible. Ce progrès, d'ailleurs, n'a pas porté seulement sur les effectifs, mais sur les programmes et les méthodes. Selon le recteur CAPELLE¹, qui fut directeur général de l'Éducation en A.O.F., l'histoire de l'enseignement est dominée par deux événements principaux : l'organisation unifiée de l'enseignement en A.O.F. dans le cadre de

1. *Résonances*, 4^e trimestre 1955.

l'indigénat, par l'arrêté général de 1903, et la Conférence de Brazzaville, ainsi que la nouvelle Constitution. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, l'école primaire existait sous trois formes : l'école de village correspondant à une scolarité de quatre ans et conduisant ses élèves au seuil du cours moyen ; l'école urbaine comportant six années d'études et pourvue de sections artisanales ou manuelles ; l'école régionale comportant également six années d'études, regroupant les meilleurs élèves des écoles de villages, et orientée, au point de vue pratique, vers une formation agricole. La sanction des six années d'études primaires était un certificat d'études primaires, de niveau comparable à celui du certificat d'études qui existait en France. Jusqu'à la création, il y a un peu plus de vingt ans, des classes de fin d'études faisant suite au cours moyen. Enfin, ajoute le recteur CAPELLE, dans certaines villes où la population européenne était particulièrement nombreuse, existaient des écoles primaires européennes, où les enfants parlant le français dès l'admission à l'école étaient préparés, en cinq ans au lieu de six, à un certificat d'études de niveau sensiblement équivalent, mais sur un programme européen.

Dans les dix dernières années, une réorganisation est intervenue. L'Académie de l'A.O.F., dont le siège est à Dakar et dont le ressort s'étend à tous les territoires de la Fédération, a été créée par décret du 27 novembre 1952. La Direction Générale de l'Education est assurée par un recteur, assisté par des inspecteurs d'Académie. C'est ainsi que l'Inspection d'Académie de la Côte d'Ivoire a son siège à Bingerville, « véritable Quartier Latin de la Côte d'Ivoire » ; elle comprend sept inspections primaires : Abidjan, Abengourou, Adzope, Bouake, Korhogo, Daloa, Gagnoa ; chacune d'entre elles constitue une circonscription académique dont le ressort s'étend sur plusieurs cercles. Depuis dix ans, l'enseignement primaire a été développé par la généralisation du système des écoles à trois ou à six classes et le certificat d'études qui le sanctionne est le même pour tous, Européens et Africains, sur un programme mixte ; la scolarisation a été portée à six ans. Mais pour atteindre le taux de scolarisation de 20 % envisagé pour 1960, il ne faudra pas construire moins de 6.000 classes nouvelles et recruter chaque année moins de 1.200 maîtres. Il y a donc à la fois un problème de personnel enseignant et un problème d'investissements. En ce qui concerne le personnel enseignant, l'idéal est évidemment de former des instituteurs africains ; mais les difficultés sont multiples, en particulier pour garder ces instituteurs dans l'enseignement, car trop souvent ils se tournent vers un emploi de bureau ou vers la politique. En 1955, les écoles normales d'A.O.F. n'ont produit que 23 instituteurs bacheliers et les cours normaux 170 instituteurs adjoints, stagiaires choisis parmi les titulaires du

brevet élémentaire, sans formation professionnelle véritable, alors qu'il en faudrait 1.200 par an et parfaitement aptes. Quant aux

« investissements exigés par les constructions nouvelles, ils s'élèvent à 10 milliards de francs métropolitains, à raison de 5 millions de francs minimum par école de trois classes, et les frais de fonctionnement en personnel et en matériel à près de 8 milliards pour les années à venir, soit en gros 20 milliards de francs »².

Cet enseignement public qui est encore loin de remplir sa tâche, est heureusement secondé par un enseignement privé qui est de moindre importance, mais dont le rythme d'accroissement est supérieur à celui de l'enseignement public. De 1951 à 1956, les effectifs scolaires de l'enseignement public passent de 136.296 à 229.974, soit une différence de 93.678, qui correspond à un accroissement de 68,8 %. L'enseignement privé, de son côté, voit ses effectifs passer de 42.907 à 96.934, soit une différence de 54.027, correspondant à un pourcentage d'accroissement de 125,9 %³. Cet enseignement privé a donc une importance très supérieure au nombre des catholiques et des protestants qui ne représentent en A.O.F. respectivement que 4 à 0,7 % de la population. Les missionnaires s'occupent d'écoles reconnues et subventionnées (par le F.I.D.E.S. et les assemblées politiques locales qui leur accordent généralement chaque année des subventions de fonctionnement)⁴. Ces missionnaires tirent aussi leurs revenus d'activités professionnelles qui ont souvent un rôle éducateur : ateliers de menuiserie, briqueteries, imprimeries, librairies... Ils sont aidés dans leur tâche par des congrégations de sœurs qui s'occupent plus spécialement d'œuvres féminines. Les missions catholiques sont rattachées à la Délégation Apostolique pour l'Afrique Française dont le siège est à Dakar : Pères du Saint-Esprit, Société des Missionnaires d'Afrique, Société des Missions Africaines, R.P. Rédemptoristes. Cette importance relative et croissante de l'enseignement privé par rapport à l'enseignement public ne va pas d'ailleurs sans susciter certaines oppositions, reflet de vieilles luttes métropolitaines. Nous avons appris en effet qu'une Fédération des Associations de Parents d'Elèves des Ecoles Publiques d'A.O.F. avait

2. Paul-Henri SIRIEX : « Une nouvelle Afrique A.O.F., 1957 » (Plon, 1957).

3. En 1935, sur 62.300 élèves des écoles élémentaires en A.O.F., il n'y en avait que 9.500 dans les écoles missionnaires.

4. Ainsi en Guinée, pour les deux ordres d'enseignement, le budget local consacrait, en 1940, 5 % de ses dépenses. Il en consacre, en 1956, 17,21 %, soit 655 millions de francs C.F.A.

Le F.I.D.E.S. avait prévu :

— pour le premier plan quadriennal, une contribution de 388 millions de francs C.F.A. ;

— pour le deuxième plan quadriennal : 385 millions de francs C.F.A. ;

— pour le troisième plan, elle sera de 700 millions de francs C.F.A.

été formée à l'issue d'un congrès constitutif qui s'est tenu à Dakar les 8, 9 et 10 juin 1957 ; ce congrès a adopté une résolution générale protestant notamment contre la territorialisation des enseignements primaires et secondaires en A.O.F., l'absence de politique à long terme en matière de constructions scolaires, les effectifs trop élevés dans les classes primaires et l'octroi abusif de subventions aux écoles privées (en 1956, sur un budget d'enseignement pour l'A.O.F. s'élevant en millions de francs métropolitains à 12.307,2, les subventions à l'enseignement privé ont atteint le chiffre de 627,4) ⁵.

Penser à la jeunesse est essentiel ; mais nous ne pouvons attendre que les générations s'accomplissent. Le temps presse en Afrique noire et nous devons dès maintenant penser aux adultes et tout spécialement aux populations de la brousse. Le contraste est en effet frappant entre l'agitation des villes et l'immobilisme de la brousse. L'équilibre sociale, économique et politique exige que la promotion des Africains se réalise partout à la fois. On espère tendre vers ce but de deux façons : d'abord en ce qui concerne les adultes en favorisant l'éducation de base et la formation professionnelle accélérée ; ensuite d'une façon plus générale en aidant au développement de l'information.

Cette notion d'éducation de base est à la mode. Elle répond certes à un besoin, mais elle ne saurait être tout de même le moyen de réaliser en quelques années une évolution qui, dans nos sociétés européennes, a été le fruit des générations. Néanmoins, cette éducation de base peut très utilement permettre aux adultes de la brousse africaine, et même aux jeunes qui ne vont pas à l'école, de sortir de leur isolement et d'amorcer une évolution vers d'autres formes de pensées et de vie. C'est là un des moyens obscurs et discrets qui doit permettre, à la longue, de rompre le cercle vicieux du sous-développement. Il s'agit aussi bien d'apprendre à lire, à écrire et à compter qu'à répandre des principes simples d'hygiène, de puériculture et d'alimentation plus rationnelle. La composition des équipes qui s'attache à cet effort est très variée et comprend des instituteurs, des médecins, des moniteurs divers et toujours aussi un agent du Service de l'Agriculture. Le rôle de cet agent et des moniteurs qui l'accompagnent peut être très important pour améliorer les façons culturales, employer de nouveaux outils, répandre l'élevage et mieux utiliser le bétail. C'est GOUROU qui écrit que

« les techniques agricoles des pays tropicaux opèrent comme si les animaux n'existaient pas » ;

5. *Bulletin de la Direction de l'Enseignement et de la Jeunesse du Ministère de la France d'Outre-Mer*, décembre 1956, n° 8.

bien plus, le bétail favorise les incendies annuels et l'épuisement des sols. Aussi

« les difficultés d'application sont immenses. Il faut donner à des peuples purement agricoles le goût de soigner le bétail. Il faut protéger celui-ci contre les maladies. Il faut développer de bonnes techniques d'utilisation du fumier... l'élevage à l'étable, l'usage des fosses à purin... »⁶.

Dans tous ces domaines, l'action d'équipes composées de techniciens variés peut être très heureuse et nous voyons là une fois de plus les liens étroits qui unissent l'économique et le social.

Cette éducation de base doit être complétée, chaque fois que c'est possible, par une formation professionnelle accélérée. Des résultats excellents ont été obtenus en ce domaine, mais ils sont encore très limités. Les centres de formation professionnelle accélérée sont différents des centres d'apprentissage qui sont plutôt réservés à des jeunes gens ; ils dépendent d'ailleurs non du Service de l'Enseignement, mais de l'Inspection du Travail, et ils revêtent un caractère essentiellement pratique. Les ouvriers qui sortent de ces centres de formation professionnelle accélérée sont très recherchés ; on estime le prix de revient d'un ouvrier formé dans ces centres à environ 100.000 francs. Il faut remarquer que l'action de ces centres est souvent complétée par le passage sous les drapeaux des jeunes soldats : les plus doués d'entre eux peuvent en effet acquérir à l'armée une formation élémentaire de mécaniciens ou certaines techniques simples d'artisanat qui leur seront très utiles lorsqu'ils retourneront à la vie civile : mais le service militaire ne touche encore qu'une minorité d'Africains. Enfin, des entreprises privées se préoccupent de la qualification professionnelle de leur personnel. Mais dans tous ces cas, il est difficile de dépasser un certain niveau de qualification, par suite du niveau très bas de la culture générale.

Il y a encore un moyen de favoriser l'éducation de la masse : c'est le développement des moyens d'information.

La presse joue un rôle très réduit en A.O.F.⁷ ; les journaux sont en effet destinés aux Européens ou à une élite africaine : ils ne concourent donc pas à l'éducation de la masse. Par contre, la radiodiffusion peut jouer un grand rôle dans ces régions ; sans doute, un poste

6. GOUROU : « Les pays tropicaux », (P.U.F.).

7. Un quotidien de l'après-midi, un du matin et un tri-hebdomadaire constituent en fait en A.O.F. ce qu'on peut appeler « la grande presse ».

Signalons un hebdomadaire catholique publié depuis dix ans, à Dakar, sous l'égide de la Mission des Pères Blancs, et qui est très lu : *Afrique nouvelle*.

Le quotidien politique le plus important est celui du R.D.A. publié à Abidjan : *La Concorde*.

récepteur valant 8.000 francs C.F.A., il y a peu d'Africains qui peuvent se l'offrir, mais l'écoute collective est assez répandue en A.O.F. : il y a là un procédé d'éducation de la masse qui peut être très important, comme le cinéma d'ailleurs, et l'on se préoccupe actuellement d'installer des récepteurs dans les villages afin de permettre ces auditions collectives. On a aussi actuellement le souci d'adapter les programmes aux Africains et aussi aux différentes régions, ainsi que le désir de former des techniciens africains.

La radiodiffusion en A.O.F. subit ces dernières années une crise de croissance, qui ne va pas sans difficultés mais dont on peut penser qu'elle constitue un signe de vitalité. En 1956, un conflit avait opposé la Soraform, société de radiodiffusion de la France d'Outre-Mer, et le Syndicat de l'Information de l'A.O.F., organisation qui groupe principalement des techniciens et journalistes qui avaient assuré le fonctionnement de la radio en A.O.F. avant la création de la Soraform. Ce conflit a été réglé voici plusieurs mois et plusieurs membres du Syndicat de l'Information occupent aujourd'hui des postes importants, en particulier à Radio-Dakar. Plus récemment, un nouveau conflit est né à l'occasion du remplacement de Pierre SHAEFFER par Robert PONTILLON, alors directeur du cabinet du ministre de la France d'Outre-Mer : ce conflit semble aussi maintenant apaisé.

Actuellement, la radiodiffusion en A.O.F. comprend une chaîne fédérale émettant presque uniquement en français de Dakar pour tous les territoires de la Fédération. Ses animateurs actuels se proposent d'en faire « un lien entre les territoires de l'A.O.F., mais plus encore un lien entre l'Afrique et le reste du monde ». A cet effet, les programmes seraient pour la plus grande partie préparés sur place, et les émissions enregistrées dans la métropole s'inséreraient dans un plan de programmes conçu localement. Près de 3 milliards ont été prévus dans le Deuxième Plan pour constituer un réseau assez dense dans les territoires d'Outre-Mer ; aussi à côté de la chaîne fédérale, la plupart des territoires d'A.O.F. disposent maintenant d'un poste émetteur territorial. C'est ainsi qu'il existe à l'heure actuelle, Radio-Conakry, Radio-Abidjan, Radio-Cotonou, Radio-Bamako, Radio-Saint-Louis et bientôt Radio-Niamey. Radio-Dakar dispose également d'une chaîne régionale spécialement destinée aux auditeurs sénégalais et l'animateur africain de ce dernier poste se propose d'ailleurs d'en faire un centre éducatif à destination des masses africaines : la chaîne régionale dakaroise émettra surtout en langues africaines, mais elle va s'efforcer aussi de donner un enseignement élémentaire du français en utilisant les méthodes les plus modernes.

Il y a enfin un organisme qui a été créé en 1953 en A.O.F. par le haut-commissaire de la République, Bernard CORNU-GENTILE, et qui

est à la fois un moyen d'information et un lien aussi bien entre les éléments européens de la population et les indigènes, qu'entre les indigènes évolués et la masse : les centres culturels. Il en existait en A.O.F. 28 au début de 1954, et 98 au 1^{er} juillet 1955⁸. Depuis leur création, 259 millions de francs C.F.A. leur ont été consacrés ; 13 nouveaux cercles ont été créés encore en 1957 : 4 en Côte d'Ivoire, 1 en Haute-Volta, 3 au Soudan et 5 au Niger. Il s'agit donc là d'organismes d'une réelle importance. Les centres culturels sont ouverts à tous et disposent d'un journal (*Trait d'Union*) qui est mensuel. Chaque centre avait à l'origine un gérant administratif, mais il est administré aussi par un large comité de gestion élisant son président. Toutefois, l'application de la loi-cadre a conduit à remettre progressivement les centres aux municipalités. Ces centres, qui ont été installés très souvent dans des bâtiments neufs, comportent outre leurs salles de lecture, des jeux, des conférences illustrées de photographies et des représentations théâtrales ou cinématographiques. Ils peuvent donc jouer un rôle éducatif et social important.

8. Cercles Culturels existant en 1956-1957 : Sénégal, 14 ; Mauritanie, 7 ; Soudan, 27 ; Haute-Volta, 17 ; Guinée, 26 ; Côte d'Ivoire, 25 ; Niger, 9 ; Dahomey, 22 (cité par Pierre PARAF : « L'ascension des peuples noirs », Payot, 1958).

TABLEAU XXVII

TAUX DE SCOLARISATION EN AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE
EFFECTIFS SCOLAIRES (Enseignement public et privé) (*)

	1946		1951		1956	
	Elèves	Taux	Elèves	Taux	Elèves	Taux
SENEGAL	-	-	41.111	13 %	69.474	21 %
MAURITANIE	-	-	2.428	2,9 %	5.254	5,6 %
SOUDAN	-	-	26.724	5,6 %	38.908	7,1 %
HAUTE VOLTA	-	-	14.019	2,9 %	30.775	6,1 %
NIGER	-	-	6.238	1,8 %	10.557	3 %
GUINEE	-	-	19.078	5,6 %	35.908	9,5 %
COTE D'IVOIRE	-	-	33.858	10,6 %	73.270	19,7 %
DAHOMY	-	-	35.474	15,4 %	62.762	25,5 %
TOTAL A.O.F.	107.470	4,4 %	179.203 (1)	6,9 %	326.908 (2)	11,6 %

(1) Dont :

— Enseignement public : 136.296
— « privé : 42.907

(2) Dont :

— Enseignement public : 229.974
— « privé : 96.934

(*) Source : René HOFFHERR : « Coopération économique franco-afrine » (Sirey, 1958).

A LA SORAFOM (*)

La Société de Radiodiffusion de la France d'Outre-Mer, la Sorafom, qui a déjà eu deux directeurs (Monsieur SCHAEFFER, puis Monsieur PONTILLON), est enfin dotée d'administrateurs.

Le Conseil d'administration, prévu lors de la création de la Sorafom en janvier 1956, est constitué depuis le 17 décembre. Il comprend :

- quatre fonctionnaires de la France d'Outre-Mer;
- quatre chefs de service de la R.T.F.;
- un représentant des Finances;
- un représentant de la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer;
- huit membres désignés par les Grands Conseils d'A.O.F., d'A.E.F., de Madagascar, les Assemblées de Polynésie et des Somalis;
- huit personnalités, désignées conjointement par le ministre de la France d'Outre-Mer et le secrétaire d'Etat à l'Information;
- deux délégués du personnel de la Sorafom.

(*) *Le Monde*, 2 janvier 1958.

LA FORMATION DES CADRES AFRICAINS

Cette formation des cadres africains est non seulement indispensable, étant donné que l'Européen ne peut suffire à tout, mais encore souhaitée : par les Africains eux-mêmes qui veulent accéder à de plus en plus de responsabilités au sein de leur propre pays, par les Européens aussi qui estiment que l'efficacité de cadres africains est plus grande auprès de la masse indigène dont ils comprennent mieux les processus mentaux et les réactions. Enfin, il ne faut pas oublier que la main-d'œuvre européenne est chère en Afrique, car au salaire s'ajoute, pour une famille le plus souvent, des frais de voyage, de logement ou de caractère médico-social. Un ouvrier qualifié européen coûte au minimum environ 2 millions par an : un Africain revient beaucoup moins cher. Cette formation des cadres se réalise par l'enseignement secondaire, l'enseignement supérieur et l'enseignement technique.

On trouve l'enseignement secondaire au Sénégal dès les années 1840 et le lycée de Saint-Louis fait figure d'institution traditionnelle. Mais jusqu'à la seconde guerre mondiale, rares étaient les jeunes Africains qui accédaient à ce degré d'enseignement. D'ailleurs, le terme des études secondaires était marqué, non par le baccalauréat, mais par un examen considéré comme inférieur et appelé « brevet de capacité coloniale » ; c'est seulement en 1948 que le baccalauréat a été étendu, avec l'alignement des programmes, en A.O.F. Les progrès d'ailleurs sont rapides : en 1955, l'A.O.F. compte 72 établissements d'enseignement du second degré public et privé, comprenant des écoles normales et cours complémentaires avec plus de 12.000 élèves.

« En 1956, c'est à 14.000, dont 11.000 pour l'enseignement public, que s'élevait le nombre des élèves du deuxième degré, classique et moderne, pour un total de 75 établissements, dont 52 sont des lycées ou collèges officiels... Aujourd'hui, à l'exception de la Mauritanie qui partage sa capitale avec celle du Sénégal, Saint-Louis, il n'est pas un territoire de la Fédération qui n'ait son lycée, comme à Dakar (1.250 élèves), Abidjan (750 élèves), Saint-Louis (700 élèves), Cotonou (500 élèves), Bamako (700 élèves),

ou au moins un et même plusieurs collègues classiques et modernes, en attendant leur promotion au rang de lycée.¹ »

La situation de l'enseignement secondaire est donc bonne en A.O.F. Les 38 % des crédits qui lui ont été accordés dans le premier plan ont, au moins, permis des réalisations, car c'est le F.I.D.E.S. qui a assuré les dépenses de constructions et les budgets locaux les dépenses de fonctionnement. Le nombre de professeurs est très satisfaisant : 400 en 1956. Mais les charges de ce degré d'enseignement sont lourdes. De plus, le système des bourses est très répandu : cette pratique, excellente dans son principe, présente pourtant certains inconvénients. D'abord, les jeunes Africains qui reçoivent des bourses pour la métropole² n'en tirent pas toujours complètement parti, car le dépaysement nuit à la qualité de leur travail : il faudrait donc prévoir davantage leur accueil et leur encadrement en France. Ensuite, ces bourses ne sont peut-être pas toujours assez également réparties sur le plan géographique en A.O.F. même : en 1956, sur 14.000 élèves,

« il y a plus de la moitié de boursiers, dont trois territoires sur huit, la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Soudan à eux seuls, ne comptent pas moins de 6.350 »³.

Quant à l'enseignement supérieur, il est en A.O.F. en plein développement. A Dakar, l'Institut des Hautes Etudes, créé en 1950, a été érigé en Université depuis le décret du 28 février 1957. Il y a, à Dakar, une Ecole Supérieure de Droit, une Ecole Préparatoire de Médecine et de Pharmacie, une Ecole Supérieure de Sciences et une Ecole Supérieure de Lettres, des instituts enfin rattachés à ces écoles. Il serait injuste aussi de ne pas citer des centres très vivants de recherches scientifiques, comme l'I.F.A.N., l'Institut Français d'Afrique noire. Actuellement, à Dakar, on assure la préparation de la licence en droit et du diplôme d'études administratives de l'A.O.F., du P.C.B., du C.P.C.N., M.P.C. « math. générales », C.E.S. (botaniques), du certificat d'études littéraires générales, des trois premières années de médecine, de la première année de chirurgie dentaire, du stage de pharmacie. Par conséquent, en 1956 encore, il n'y avait guère que les étudiants en droit qui pouvaient terminer leurs études, en A.O.F., à condition de ne pas aborder le doctorat ; les autres disciplines devaient être achevées en France.

En 1956, on comptait à Dakar 490 étudiants, dont 310 d'origine française, parmi lesquels seulement 12 jeunes filles (dont une seule

1. Paul-Henri SIRIEX : « Une nouvelle Afrique : A.O.F., 1957 » (Plon).

2. 470 en 1956.

3. Paul-Henri SIRIEX, *Ibid.*

étudiante en droit). Le nombre des jeunes filles est insuffisant : nous parlerons plus loin de la condition de la femme en A.O.F. Disons simplement maintenant que l'élite africaine masculine qui sort de nos Universités a beaucoup de mal à fonder en Afrique un foyer avec une compagne qui soit à son niveau ou du moins apte à la comprendre : la femme en A.O.F. et singulièrement la jeune fille est toujours presque partout soumise aux règles de la société traditionnelle, même là où le jeune homme est déjà un « évolué ». Le témoignage des rares étudiantes noires avec lesquelles nous avons pu nous entretenir est concordant et formel à cet égard.

Comment se répartissent ces étudiants suivant les différentes disciplines ? Contrairement à ce qu'on pourrait croire,

« c'est l'Ecole de Sciences qui a attiré jusqu'ici le plus grand nombre d'étudiants d'origine africaine (99 sur 146) suivant les enseignements propédeutiques. Viennent ensuite, naturellement, l'Ecole de Droit, porte des carrières libérales, et probablement aussi politiques, avec 105 étudiants africains sur un total de 180 qui préparent la licence en droit et les certificats de capacité et de coutume d'Outre-Mer ; puis l'Ecole de Médecine... et l'Ecole de Lettres, l'une et l'autre avec à peu près la même proportion d'étudiants africains (52 sur 80 » ⁴.

L'Université de Dakar est donc importante ; ses bâtiments sont modernes et bien construits. On ne peut que davantage regretter certains incidents intervenus dans les organisations d'étudiants et qui sont à la fois la conséquence des événements d'Algérie et celle des troubles de l'Union Nationale des Etudiants de France (U.N.E.F.). A l'origine, tous les étudiants, Européens et Africains, étaient groupés au sein de l'Association Générale des Etudiants de Dakar (A.G.E.D.) ; maintenant les étudiants blancs ont formé l'Amicale Générale des Etudiants Français d'Afrique Noire (A.G.E.F.A.N.). De tels comportements sont très regrettables ; il serait tout de même absurde de former des élites qui deviendraient nos adversaires, mais si elles le devenaient ce serait certainement de notre faute. Il n'y a pas de mauvais soldats, il n'y a que de mauvais chefs.

Il faut, par conséquent, faire le maximum pour ces étudiants noirs, aussi bien en A.O.F. que dans la métropole où l'on constate trop souvent que

« si nos écoles leur ont appris à lire et à écrire, c'est le marxisme qui a appris aux étudiants à penser » ⁵.

4. Paul-Henri SIRIEX : « Une nouvelle Afrique : A.O.F., 1957 » (Plon).

5. *Ibid.*

ce marxisme d'apparence scientifique qui constitue pour l'esprit une explication simple et reposante du monde. C'est l'éternelle histoire de la tête bien pleine et de la tête bien faite. Mais pourquoi certaines personnes proposent-elles des chambres aux étudiants à Paris, ou à Montpellier, Bordeaux, Toulouse ou Marseille, et répondent-elles que les chambres ne sont plus libres si un étudiant noir se présente ? Ce problème du logement est toujours difficile pour les noirs, même s'ils ne se heurtent pas à ces réactions d'un racisme absurde. Des efforts ont été faits cependant : un organisme maintenant s'occupe d'eux grâce à la création de l'Office des Etudiants d'Outre-Mer ; un certain nombre aussi ont pu, à Paris, être logés à Anthony dans les nouvelles constructions de la Cité Universitaire dont certains pavillons ont été financés par le Ministère de la France d'Outre-Mer.

Nous voudrions enfin, avant de quitter l'enseignement supérieur, donner une idée de la spécialisation choisie par les étudiants noirs en France. Voici les chiffres pour 1956, que nous empruntons encore à Paul-Henri SIRIEX : Droit, 97 ; Médecine, 94 ; Lettres, 81 ; Sciences, 70 ; Pharmacie, 31 ; Chirurgie dentaire, 18 ; Ecoles vétérinaires, 19 ; Ecoles d'agriculture et assimilées, 16 ; Ecole spéciale de Travaux publics, 28 ; Ecoles techniques privées (Ampère, Violet, Bréguet, etc...), 20 ; Ecole de commerce, 1 ; Institut agronomique, 3 ; Beaux-Arts (architecture), 2 ; Ecole des Chartes, 1 ; et quelques divers. Nous constatons donc que les disciplines scientifiques et techniques sont beaucoup plus fréquentées qu'on ne le croit généralement.

L'enseignement proprement technique de son côté, sous sa forme plus modeste, n'est pas négligé et les besoins sont grands surtout dans les métiers relatifs aux transports, à la mécanique usuelle et à la transformation de l'outillage ou des produits agricoles. Il s'agit d'acquérir ou de modifier les techniques, il s'agit aussi de transformer des genres de vie : nous sommes encore là à la charnière de l'économique et du social.

L'organisation de l'enseignement technique est la suivante : au premier degré, des écoles d'apprentissage, dites écoles professionnelles et écoles de métiers, des centres d'apprentissage, pour former des ouvriers qualifiés ou spécialisés, et conduisant à l'obtention du C.A.P. ; au sommet, des collèges techniques ou sections de préparation pour les cadres administratifs techniques ouverts aux Africains, délivrant le brevet professionnel. Il n'y a pas de difficultés en ce qui concerne l'infrastructure, le Premier Plan ayant amené à construire des bâtiments nombreux et somptueux ; trop d'argent a été dépensé et le Deuxième Plan est revenu à des objectifs plus modestes : néanmoins 3.070 millions de francs métropolitains ont été investis depuis 1946 dans les territoires (à l'exception de la Mauritanie et du Niger) pour

des constructions. Si bien que nous pourrions faire face à un nombre d'élèves plus élevé que celui qu'il y a actuellement. En 1956 cependant

« de squelettique qu'il était il y a dix ans, l'effectif des élèves de l'enseignement technique est passé à 6.500 élèves, dont 5.400 dans l'enseignement public. Par ordre d'importance, et de manière significative, les disciplines les plus fréquentées étaient, en 1956, les sections commerciales (1.280 élèves), celles du bois (1.050), de l'enseignement ménager, domaine des jeunes filles dans l'enseignement privé surtout (900 élèves), puis la mécanique (730). Mais l'agriculture n'en comptait que 125... »⁶.

Les principales difficultés en effet sont d'ordre psychologique depuis que les programmes ont été mieux adaptés et depuis que les réalisations somptuaires ont cessé. L'Africain en effet a peu de goût pour le travail manuel et technique. Ce comportement résulte parfois de préjugés très anciens, parfois aussi du prestige moderne des emplois de bureau ou de la politique. La modification de cet état d'esprit ne se fera qu'à la longue ; ce qu'on peut faire dès maintenant pour l'amorcer, c'est améliorer la condition matérielle des cadres techniques et des ouvriers qualifiés et spécialisés africains afin d'attirer les jeunes noirs. Il convient enfin de signaler la création récente d'une « Association pour le Développement de l'Enseignement Technique et Commercial dans les Territoires d'Outre-Mer » ; créée sous l'égide des principales sociétés exerçant leur activité en Afrique, cette association a pour but, en liaison avec les pouvoirs publics,

« de mieux adapter les conditions de la formation professionnelle des jeunes Africains aux nécessités des entreprises privées et de faciliter l'intégration plus harmonieuse de ces cadres techniques et commerciaux, à leur cellule sociale d'origine. Une révision des programmes scolaires et l'organisation de stages en France figurent au premier rang du programme de cette intelligente initiative ».

6. Paul-Henri SIRIEX : « Une nouvelle Afrique : A.O.F., 1957 » (Plon).

NOMBRE D'ETABLISSEMENTS ET EFFECTIF DES ELEVES PAR SECTIONS SPECIALISEES
EN 1954-1955

SECTIONS SPECIALISEES	Collège techn.	Centre apprentissage		Sections manuelles		Cours professionnels		Maisons artisans	Etablissements divers	
		Public	Privé	Public	Privé	Public	Privé		Public	Privé
Nombre d'établissements	8(1)	16(3)	3	50(4)	24(5)	6(6)	2(7)	1	1	2
Nombre d'élèves par section :										
- Sans spécialité.....	113	5	6	-	-	-	-	-	-	-
- Bois	123	179	31	683	93	38	10	-	-	-
- Mécanique	206	164	164	8	11	67	-	-	-	-
- Bâtiment	-	123	26	32	-	-	-	-	-	-
- Electricité	73	64	10	-	-	5	-	-	-	-
- Automobile	31	88	10	1	-	59	-	-	-	-
- Travaux Publics	-(2)	10	10	-	-	24	-	-	57	-
- Professions commerciales	18	213	-	-	-	421	-	-	-	-
- Enseignement ménager	-	169	-	195	351	10	-	-	-	97
- Arts locaux	-	32	-	13	-	-	25	99	-	-
- Section administrative	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Classe de 6è et de 5è	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Industrie	286	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Agriculture	30	38	-	-	-	-	-	-	-	-
- Ajusteur	25	71	-	-	-	-	-	-	-	-
- Forges, serrurerie ..	49	26	-	-	-	-	-	-	-	-
- Géomètre, topographe..	-	-	-	-	-	-	-	-	35	-
- Machine à écrire	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-
- Divers	86	124	-	-	-	-	7	-	24	-
Total des élèves ..	1203(2)	1382(3)	241	972	455	656	42	99	116	97

(1) Pour les garçons. (2) Dont 5 filles. (3) Dont 3 pour filles comprenant 332 élèves dont 27 métropolitains (131 : prof. commerce ; 169 : enseignement ménager ; 32 : arts locaux). (4) Dont 8 pour filles comprenant 195 élèves de l'enseignement ménager. (5) Dont 17 pour 351 filles de l'enseignement ménager. (6) Dont 1 pour 134 filles dont 37 métropolitaines (124 : prof. commerciales et 10 : enseignement ménager). (7) Dont 1 pour 25 filles (arts locaux).

INTERNATS PRIVÉS ET PUBLICS
EN AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE

1) SENEGAL

- Institut des Hautes Etudes de Dakar (Ecole de Médecine et de Pharmacie).
- Lycée Van Vollenhoven.
- Lycée Faidherbe.
- Collège moderne de garçons de Dakar.
- Collège moderne de garçons de Saint-Louis.
- Collège moderne de garçons de Thiès.
- Collège moderne de filles de Dakar.
- Collège moderne de filles de Saint-Louis.
- Ecole normale d'instituteurs William Ponty, à Sebikotane.
- Collège technique de Dakar.
- Collège technique commercial de Dakar.
- Collège technique de Saint-Louis.
- Centre d'apprentissage de Dakar.
- Centre d'apprentissage de Saint-Louis.
- Centre expérimental professionnel de Dakar.
- Centre d'apprentissage maritime de Rufisque.
- Cours secondaire Sainte-Marie à Dakar.
- Institution Sainte-Jeanne d'Arc à Dakar.
- Orphelinats de métis privés : Saint-Louis, Kaolack, Thiès.
- Ferme-Ecole de Louga.

2) MAURITANIE

- Collège moderne de Rosso.

3) GUINEE

- Collège classique et moderne à Conakry.
- Collège moderne de filles de Conakry.
- Collège technique de Conakry.
- Centre d'apprentissage de Conakry.
- Centre d'apprentissage de Kindia.
- Centre d'apprentissage agricole de Tolo.

4) COTE D'IVOIRE

- Collège classique et moderne à Abidjan.
- Collège moderne de garçons de Bingerville.
- Collège moderne de garçons de Bouaké.
- Collège moderne de garçons de Guiglo.
- Collège moderne de filles de Bingerville.
- Cours normal d'Abidjan.
- Centre d'apprentissage d'Abidjan.

- Foyer des métis de Bingerville.
- Ecole normale d'instituteurs de Dabou.
- Ecole normale d'instituteurs de Daloa.
- Centre d'apprentissage agricole de Bingerville.
- Orphelinat privé de Moossou à Grand-Bassam.
- Cours secondaire moderne catholique de Daloa.

5) SOUDAN

- Lycée de Bamako.
- Collège moderne de garçons de Markala.
- Collège moderne de garçons de Dire.
- Collège moderne de filles de Dire.
- Collège moderne de filles de Bamako.
- Ecole normale d'instituteurs de Katibougou.
- Ecole technique supérieure de Bamako.
- Collège technique de Bamako.
- Centre d'apprentissage de Bamako.
- Quatre cours normaux.
- Ecole des T.P. de Bamako.
- Ecole technique d'agriculture de Katibougou.
- Maison de l'artisanat de Bamako.
- Orphelinats de Bamako et de Kayes.
- Ecole d'assistants d'élevage à Bamako.

6) DAHOMEY

- Collège classique et moderne de Porto-Novo.
- Collège moderne de filles de Porto-Novo.
- Collège technique d'agriculture de Porto-Novo.
- Collège technique de Cotonou.
- Trois Cours Normaux.

7) HAUTE-VOLTA

- Collège moderne de Ouagadougou.
- Collège moderne de Bobo-Dioulasso.
- Cours Normaux : Koudougou, Ouahigouya.
- Ferme-Ecole de Saria.
- Cours normal de jeunes filles de Ouagadougou.
- Centre artisanal rural de Nouna.

8) NIGER

- Collège moderne de Niamey.
- Collège technique de Niamey.
- Centre d'apprentissage de Kolo.
- Cours normal de Tahoua.

TABLEAU XLI

EFFECTIF DES ETUDIANTS PAR DISCIPLINE,
DEGRE, SEXE ET ORIGINE DEPUIS 1948

DISCIPLINE ET DEGRE	1948 1949 (1)	1949 1950	1950 1951	1951 1952	1952 1953	1953 1954	1954-1955				Total
							Garçons		Filles		
							A	M	A	M	
Ecole Supérieure de Droit											
{1ère année	-	65	67	85	78	110	47	24	1	5	77
{2ème année	-	-	15	33	25	38	13	7	2	2	24
{3ème année	-	-	-	28	24	17	5	5	1	3	13
Certificat Droit et Coutume											
Outre Mer	-	-	-	-	10	9	10	2	-	-	12
Diplômes Etudes Adminis.	-	-	-	-	-	12	2	2	-	-	4
TOTAL	-	65	82	146	137	186	77	40	4	10	131
dont Filles	-	9	12	22	25	17	-	-	-	-	14
Ecole Prépara- toire de (1ère- Médecine (2ème- de Phar- (3ème macie (années	-	-	14	14	22	22	17	8	1	3	29
	-	-	-	14	13	28	10	4	-	2	16
	-	-	-	-	5	12	13	3	-	2	18
Chirurgie dentaire	-	1	-	-	4	3	-	-	1	1	2
Pharmacie	1	-	-	-	2	-	2	1	1	1	5
Externes et Internes	-	-	-	-	10 (2)	13 (3)	-	-	-	-	-
TOTAL	-	-	14	28	56	68	42	16	3	9	70
dont Filles	-	-	5	8	8	7	-	-	-	-	12
Ecole (P.C.B.	9	23	20	24	29	31	29	14	1	7	41
Sup. (S.P.C.N.	-	5	3	7	8	24	11	4	1	6	22
des (M.P.C.	-	-	7	15	20	11	11	4	-	1	16
Scien- (Math. Gén.	-	-	-	-	6	13	8	4	-	1	13
ces (C.E.S.	-	-	-	7	9	8	2	1	-	3	6
(botanique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	9	28	30	53	72	87	61	27	2	18	108
dont Filles	1	5	9	4	8	16	-	-	-	-	20
Ecole Sup.de Lettres											
Cert.d'Et. (clas- Littérai- (sique	-	-	8	11	15	12	11	2	1	4	18
res Gén. (mod.	-	-	6	8	12	39	25	4	-	6	35
TOTAL	-	-	14	19	27	51	36	6	1	10	53
dont Filles	-	-	4	9	10	19	-	-	-	-	11
Institut des Hautes Etudes											
au total	10	104	140	259	292	286	216	489	10	47	362
dont Filles	1	14	30	43	51	59	-	-	-	-	57

(1) Année scolaire 1948-1949: stage en pharmacie: 1; Ecole Supérieure des Sciences: 9. (2) Externes: 3^e année: 1; 2^e année: 4; internes: 6^e année: 5. (3) Externes: 3^e année: 3; 2^e année: 4; internes: 6^e année: 6. (4) Les étudiants inscrits à plusieurs disciplines ont été comptés plusieurs fois.

La promotion économique et sociale

Depuis dix ans, l'A.O.F. subit une évolution plus rapide que celle qui s'est accomplie dans les quarante années précédentes. L'avion réduit les distances et rapproche les hommes. Après les excès du Premier Plan, on semble avoir compris qu'il n'y aura pas de progrès réel en agriculture, ni de modifications sociales importantes en brousse, tant qu'on ne parviendra pas à agir sur les façons culturelles et le genre de vie du producteur africain lui-même. Enfin le développement de grandes entreprises minières et industrielles va modifier le visage traditionnel de l'A.O.F., susciter de nouveaux problèmes et de nouvelles espérances. On comprendra sans peine que la structure de la société en soit peu à peu modifiée.

C'est pourquoi ce titre comportera quatre chapitres :

Chapitre I : Le rôle croissant de l'aviation en A.O.F.

Chapitre II : La promotion du producteur agricole africain.

Chapitre III : Le développement des grandes entreprises minières et industrielles.

Chapitre IV : L'évolution de la structure de la société.

LE ROLE CROISSANT DE L'AVIATION EN A.O.F.

En 1946, on se déplaçait encore en Afrique noire dans des Junkers-52, appareils allemands très robustes, mais qui transportaient une vingtaine de passagers à 200 km à l'heure de moyenne. En 1957, les grandes escales sont fréquentées par les Super-Constellations qui enlèvent une centaine de passagers avec une vitesse de croisière de 500 km à l'heure. En ce qui concerne le réseau local d'Air-France, en 1954, 76.000 passagers avaient parcouru plus de trois millions de kilomètres; cependant que le trafic dans son ensemble accusait une progression de 46 % par rapport à l'année précédente; en 1955, le nombre des passagers transportés a atteint le chiffre de 84.000, sur un réseau intérieur d'une longueur de 21.200 km et comptant 46 escales régulièrement desservies contre moins de 10 en 1938. De 1951 à 1956, le nombre des passagers transportés est passé de 25.000 à 95.000 et le trafic total t/km transportées de 2.964.000 à 11.784.000.

Ces quelques chiffres suffisent déjà à indiquer l'importance prise en quelques années par l'aviation en A.O.F. Mais la sécheresse des chiffres ne rend peut-être pas suffisamment compte du phénomène essentiel du point de vue économique et sociologique: c'est que l'avion, en affranchissant l'Afrique de son immensité et de son éloignement, a accéléré son rythme de vie. Nous pensons qu'il y a là un phénomène fondamental, d'autant que l'avion est un moyen de transport moins onéreux qu'on le croit généralement: en tous cas, partout où la rentabilité commerciale est douteuse, l'Armée de l'Air pourrait intervenir efficacement. Il suffirait pour cela de modifier un texte législatif qui constitue le seul obstacle, car nous montrerons que du point de vue commercial l'hésitation n'est pas possible.

Le rythme de vie de l'Afrique s'accélère; dans cette évolution, l'avion joue un rôle capital. La prise de conscience de son importance a engendré le développement simultané des liaisons internationales, de l'infrastructure et des liaisons internes.

Alors que dans l'A.O.F. de 1945, il n'y avait chaque semaine que deux touchées d'avion venant de France, en 1957, il y en a vingt-six. On va plus vite actuellement en avion de Paris à Dakar qu'en chemin

de fer de Paris à Nice. De 1949 à 1954, le nombre des voyageurs ayant emprunté l'avion entre la métropole et l'A.O.F. a fait plus que tripler, passant de 13.300 à 46.400. Nous en sommes maintenant aux liaisons Paris-Dakar sans escale en moins de dix heures et Paris-Abidjan en une quinzaine d'heures. Les conditions de transport sont très améliorées. Sur la plupart des services, le passager a le choix entre le fauteuil-touriste, le fauteuil-couchette et le lit. Il n'est d'ailleurs pas d'escale d'A.O.F. qui soit à plus de quarante-huit heures de Paris et la grande majorité d'entre elles se trouve en réalité à moins de vingt-quatre heures de la capitale. Les principales compagnies sont Air-France, compagnie nationale, l'U.A.T. et la T.A.I. Elles ont toutes fait des progrès considérables. En 1945, Air-France reliait Dakar à Paris en dix-huit heures par Dewoitine avec de nombreuses escales intermédiaires ; en 1956, ont été mis en service les Super-Constellations G, l'appareil long-courrier actuellement le plus moderne, et aujourd'hui Dakar et Paris sont reliés par un service quotidien. En particulier, le service drapeau « Etoile de Dakar », ainsi baptisé en souvenir du roman du regretté André DEMAISON, assure deux fois par semaine la liaison Paris-Dakar en moins de neuf heures de vol, sans escale intermédiaire. Prolongé jusqu'à Conakry, l'« Etoile de Dakar » permet des liaisons très rapides entre le Canada et les gisements de bauxite de l'île de Los dont la mise en exploitation est due à la collaboration franco-canadienne. De même Paris et Abidjan sont reliés quatre fois par semaine en treize heures de vol, Paris et Niamey deux fois en onze heures et demie, Paris et Bamako une fois en dix heures, et Paris et Cotonou une fois aussi. Quant à l'Union Aéronautique de Transport, maintenant la première des compagnies privées françaises, c'est une importante société anonyme dans laquelle les Chargeurs Réunis occupent une position majoritaire ; l'U.A.T. n'a cessé de se développer : après l'interdiction des Comet le 11 avril 1954, elle les remplace par des DC-6 ; en 1955, elle négocie un accord avec la Compagnie Aigle-Azur dont elle prend en charge personnel et matériel ; enfin, desservie cinq fois par semaine jusqu'en mai 1957, l'A.O.F. maintenant est reliée à la métropole huit fois par semaine en Super-DC-6 par l'U.A.T., et c'est au total près de 1.000 places par semaine qui sont ainsi mises à la disposition des passagers.

Les conséquences de ce développement étonnant de l'aviation en A.O.F. sont multiples. Max HYMANS, président d'Air-France, faisait remarquer en 1955 :

« Au premier rang des bénéficiaires se trouve évidemment le courrier, aussi bien le courrier privé que la correspondance d'affaires et, rien que pour cela, il serait déjà possible de parler de

révolution. Les voyageurs d'affaires, les déplacements administratifs ne sont évidemment plus limités comme autrefois, et c'est le rythme de la Fédération tout entière qui s'en trouve accéléré. Un autre aspect et non des moindres est celui du congé colonial, dont la périodicité peut, dans bien des cas, se faire annuelle, puisqu'il n'est plus nécessaire d'amortir sur plusieurs années de séjour le temps perdu en semaines de voyage. Non moins brillantes sont les possibilités offertes au transport des marchandises. Avec cette restriction cependant, pour le trafic aérien, que le trafic n'est pas équilibré entre la descente et la remontée. Si la liste des produits acheminés par l'avion vers l'Afrique est pratiquement illimitée, des journaux au roastbeef, en passant par les réfrigérateurs et les voitures automobiles, il n'en est pas encore de même pour les frets de retour. Il y a les langoustes pêchées au large des côtes de Mauritanie et du Sénégal, les primeurs du Fouta-Djalon, les peaux de chèvres de Maradi et surtout les ananas des environs d'Abidjan. L'absence de produits manufacturés constitue cependant un sensible handicap. »

Les liaisons se développent d'ailleurs aussi bien avec la métropole qu'avec l'étranger. Pour le plus grand aéroport d'A.O.F., celui de Dakar-Yoff¹, la répartition selon la nature du trafic était la suivante en 1954 : transit, 54 % ; terminus, 32 % ; local, 14 %. En ce qui concerne l'origine du trafic, c'est-à-dire les mouvements, les proportions sont les suivantes : Europe, 40 % ; Amérique du Sud, 21 % ; Amérique du Nord et centrale, 5 % ; A.O.F., 29 %, Afrique du Sud, 4 % ; Asie, 1 %².

Mais, si Dakar-Yoff est le plus grand aérodrome de classe internationale, il existe de nombreux autres terrains en A.O.F.³. Les différents terrains sont classés en quatre catégories : A, B, C, D. L'ensemble des aérodromes ouverts à la circulation publique est, en 1957, de 120, et les principaux aérodromes sont au nombre de 45.

1. En juillet 1957 : près de 1.200 mouvements d'avions enregistrés tant au départ qu'à l'arrivée. Nombre de passagers débarqués ou embarqués : 6.000 (transit : 8.800).

2. Répartition selon les catégories d'avions à Dakar-Yoff en 1954 :

— Catégorie A (Constellation, DC-4, DC-6, Comet) : 63 %.

— Catégorie B (DC-3, Bristol-170) : 23 %.

— Catégorie C (Aérován) : 2 %.

— Catégorie D (Auster, Stampe) : 12 %.

3. Le 27 juin 1957, le Comité directeur du F.I.D.E.S. a réparti les crédits attribués aux territoires au titre de la tranche 1957-1958 du plan d'équipement :

1° Au titre de la section commune sont prévus d'importants travaux d'infrastructure aérienne : citons en particulier la création d'un nouveau terrain d'aviation à Saint-Louis.

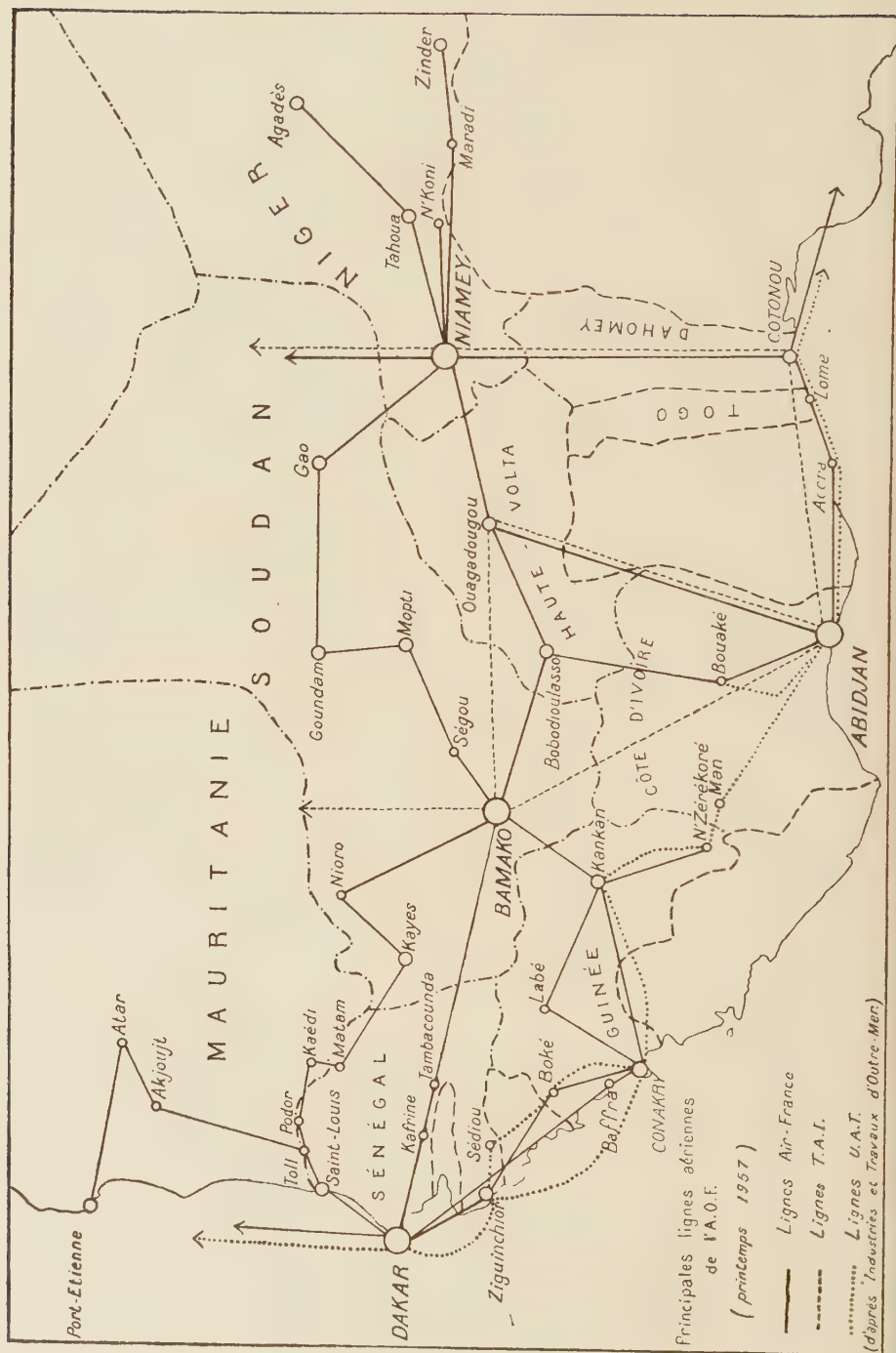
2° Au titre des sections territoriales : citons pour le Soudan des travaux d'infrastructure aéronautique, et pour le Niger l'amélioration des liaisons aéronautiques intérieures en fonction des impératifs d'ordre social (secours sanitaires).

Il y a d'abord cinq grands aérodromes d'Etat dont les dépenses sont supportées par le budget du Ministère des Travaux Publics : Dakar-Yoff, Bamako, Niamey, Abidjan, Conakry ; ces aérodromes ont une infrastructure très poussée et une piste d'au moins 2.500 m pouvant recevoir les longs-courriers internationaux et les Super-Constellations G. En second lieu, il y a un certain nombre d'aérodromes fédéraux qui sont : Bouaké en Côte d'Ivoire, Cotonou au Dahomey, Kankan en Guinée, Bobodioulasso et Ouagadougou en Haute-Volta, Atar et Port-Etienne en Mauritanie, Zinder et Birni N'Konni au Niger, Saint-Louis au Sénégal et Gao au Soudan ; ces aérodromes sont construits sur crédits du F.I.D.E.S. ou du budget général. En troisième lieu, nous trouvons des aérodromes locaux principaux, dont les dépenses de construction sont supportées par le F.I.D.E.S. ou par les budgets locaux avec souvent une aide du budget général : Sassandra, Daloa, Kormogo, Man, Tabou en Côte d'Ivoire, Nattitingou, Parakou au Dahomey, Boke, Labe, Kissidougou en Guinée, Akjoujt, Fort-Gouraud en Mauritanie, Maradi, Tahoua au Niger, Richard-Toll, Ziguinchor au Sénégal, Kayes, Mopti, Ségou, Goundam au Soudan. Enfin, il y a des aérodromes de caractéristiques très diverses et dont certains sont constitués seulement par des bandes dégagées pour permettre des évacuations sanitaires ou l'atterrissage d'avions d'aéro-clubs.

Ce développement des terrains est à la fois une condition et une conséquence du développement économique des territoires. C'est ainsi que l'industrialisation de la Guinée va avoir des conséquences importantes. Le trafic passagers de l'aérodrome de Conakry est passé de 28.000 passagers en 1955 à 35.000 en 1956, soit une augmentation de 23 % : or, cette progression doit s'accélérer par suite des travaux d'industrialisation. On envisage non seulement d'améliorer le balisage, les hangars, le service d'incendie, mais encore de porter la piste de 1.800 à 2.200 m, ce qui permettrait l'atterrissage d'avions à réaction du type « Caravelle ». De son côté, l'aérodrome de Boke, situé sur la route Conakry-Dakar, va voir son importance croître par suite de la construction à Boke même de l'usine d'alumine de la Société des Bauxites du Midi ; on envisage d'améliorer les installations techniques à terre et de transformer la piste de 1.400 m en terre en une piste de 1.600 à 1.700 m, susceptible d'accueillir des avions du type DC-4 ou Nord-Atlas. Enfin, on projette de construire à Fria une piste de 1.000 à 1.200 m.

Aussi le réseau intérieur est-il aussi en plein développement. Pour ne parler que des deux principales compagnies, l'U.A.T. a eu en octobre 1955 son activité déterminée par les pouvoirs publics et s'est vue attribuer une partie du secteur côtier (Dakar, Abidjan, Conakry).

FIGURE 4



L'activité d'Air-France est plus générale et son réseau intérieur dense et cohérent touche 42 localités ; son réseau doit remplir trois buts : assurer l'éclatement des longs-courriers, assurer les grandes liaisons à travers l'A.O.F. (on peut partir pour Cotonou à 3.000 km de Dakar le mardi, y passer quarante-huit heures, et être de retour à Dakar le samedi), enfin assurer des circuits locaux à l'intérieur de chaque territoire (il existe en particulier un circuit mauritanien, un circuit guinéen, un circuit soudanais, un circuit du Niger-Est). On peut dire que l'avion, qui réduit à quelques heures de vol confortable les déplacements qui exigeaient autrefois des voyages longs et pénibles, pour un prix au kilomètre qui ne dépasse que très légèrement celui du chemin de fer en première classe, a définitivement résolu, en ce qui concerne les transports humains, la question des distances en Afrique noire.

Il est remarquable de constater que les blancs ne sont pas les seuls à prendre l'avion. Selon Air-France, il y a toujours au moins 30 à 40 % d'Africains dans les avions réguliers. Ceux-ci, dans certains cas, sont très fréquents : entre Dakar et Saint-Louis, il existe douze voyages par semaine.

« Le jour où l'on crée une nouvelle escale dans la brousse, disent les pilotes d'Air-France, c'est tout juste si les Français du lieu n'embrassent pas les roues de l'appareil qui s'y pose ! Mais trois mois après, si le service a par hasard un quart d'heure de retard, ils expriment leur mécontentement avec une véhémence indignée. »

Toutes ces lignes sont d'ailleurs d'une grande régularité et sont dirigées par un homme très connu en A.O.F. et pour qui l'aviation et l'Afrique sont la raison de vivre : Frédéric DASPECT.

En dehors des lignes régulières, il existe des services spéciaux assez curieux : certains transportent parfois la main-d'œuvre de l'intérieur vers la côte, aux frais des employeurs ; d'autres assurent le pèlerinage de La Mecque : il part d'A.O.F. une dizaine d'appareils par an, transportant environ 600 pèlerins.

Quant au fret, il est l'un des plus variés qu'on puisse imaginer. A la montée, c'est-à-dire depuis la métropole et les grands centres d'A.O.F. jusqu'aux stations perdues de forêt ou de brousse, il va du beurre des Charentes et des médicaments jusqu'à l'avion de tourisme (surtout le « Broussard »⁴, très robuste, très maniable et pou-

4. La Société Max Holste construit dans son usine de Reims, avec la coopération de la Société Industrielle pour l'Aéronautique (S.I.P.A.), une série de M.H.1521 Broussard (334 en production) à la cadence de 10 ou 12 avions par mois, tant pour les besoins militaires que pour une clientèle civile française ou étrangère.

Max Holste réalise aussi le prototype d'un bimoteur, le « Super-Broussard », conçu, comme son devancier, pour des pays à infrastructure sommaire.

vant atterrir sur de petites pistes rustiques) et les 2 CV Citroën. A la descente, il est constitué par des produits locaux, au premier rang desquels vient le bétail. D'ailleurs la seule création d'une ligne d'aviation peut modifier les circuits commerciaux. Max HYMANS évoquait tout à l'heure, avec raison, les cas des peaux de chèvres venant de Maradi, dans le Niger. Autrefois, ces peaux, très estimées par les gantiers et les maroquiniers, étaient acheminées par la route en direction de la Nigéria britannique et vendues par des sociétés anglaises sur le marché mondial. Depuis que l'avion touche à Maradi, elles sont expédiées en France et mises en vente à la Bourse de Commerce de Paris. Or, le développement du réseau aérien est évidemment limité par la rentabilité des lignes exploitées. Si, actuellement, presque tous les chefs-lieux de cercle possèdent une piste d'envol, la carte des lignes aériennes civiles de l'A.O.F. laisse néanmoins apparaître de vastes étendues à peine desservies : tels la Mauritanie et les confins nigéro-tchadiens. Les compagnies civiles, même bénéficiant d'une subvention, recherchent en effet obligatoirement les lignes bénéficiaires.

Mais l'homogénéité du territoire de l'A.O.F. s'accommode mal de ces « blancs » laissés sur la carte. Le gouvernement général s'était déjà penché sur cette question, n'hésitant pas à subventionner si nécessaire l'exploitation de lignes qui pourraient être dénommées lignes de « présence ». C'est le cas de la bretelle qui a été créée sur Agadès. De son côté, l'Armée de l'Air, à l'aide des Toucans du GT « Bretagne », a rempli une partie de ces « blancs », en particulier sur la Mauritanie. Quatre lignes, deux bi-mensuelles et deux mensuelles ont été exploitées. 150.000 t/km ont été transportées en 1954-1955, rien que sur ces quatre lignes, et de nombreux refus ont dû être opposés par manque de moyens aériens.

Partout où la rentabilité commerciale est douteuse, en effet, l'Armée de l'Air peut intervenir. Entrent donc dans son champ d'activité : les transports de fret encombrant, les transports irréguliers, les lignes de présence. Ces transports relèvent de l'avion-cargo plutôt que de l'avion aménagé pour les passagers⁵.

L'Armée de l'Air est dans l'obligation d'entretenir une flotte de transport qui, en temps de paix, offre des possibilités dépassant les besoins opérationnels. Les équipages doivent s'entraîner et la construction d'avions modernes n'est rentable qu'en série. Stocker ces

5. La Société Hurel-Dubois a mis au point un avion de transport à grand allongement, le H.D.321, construit dans l'usine de Vélizy. Une série de huit exemplaires a été commandée par l'Institut Géographique National ; cet avion présente des qualités d'atterrissages et envols courts et de robustesse susceptibles d'intéresser des pays à infrastructure sous-développée.

avions en prévision d'un conflit est un procédé illusoire de conservation du potentiel. Cette flotte de transport doit voler. Plutôt que de faire des heures de vol à vide, le moindre remboursement des frais de mise en œuvre revêtira l'aspect d'un bénéfice.

Or le plan de charge d'un groupe de transport, calculé pour l'entraînement du personnel, est de 480 heures par mois pour une dotation de 12 avions en ligne. L'Armée de l'Air peut réserver 150 heures pour ses propres besoins et 30 heures par mois dans le cadre de l'activité inter-armes. Il reste disponible 300 heures par mois ou 3.600 heures par an.

Selon des données récentes, l'augmentation de charges qu'entraînerait pour l'Armée de l'Air l'installation d'un groupe de 12 Nord-Atlas en ligne en A.O.F. au lieu de le baser en métropole, s'élèverait à environ 100 millions de francs métropolitains. Il suffirait à l'Armée de l'Air de « vendre » ces 3.600 heures de vol à la Fédération, à raison de 28.000 F.M. l'unité, pour couvrir cette dépense supplémentaire.

Par ailleurs, établissons la carte du prix de revient du litre de carburant-avion. Cette carte a été dressée en joignant par des courbes « isoprix » tous les points où le prix de l'essence atteint la même valeur. Tous les transports, sur de longues distances, sont faits par fûts de 200 litres, le camion-citerne n'étant rentable qu'à condition qu'il existe des citernes au point de destination. Or, il y a encore peu de « creux » sur les terrains de l'A.O.F. Les courbes ainsi tracées sont parallèles à la côte d'Afrique, l'indice caractéristique allant en croissant au fur et à mesure que l'on s'éloigne de cette dernière ou que l'on se rapproche des régions désertiques.

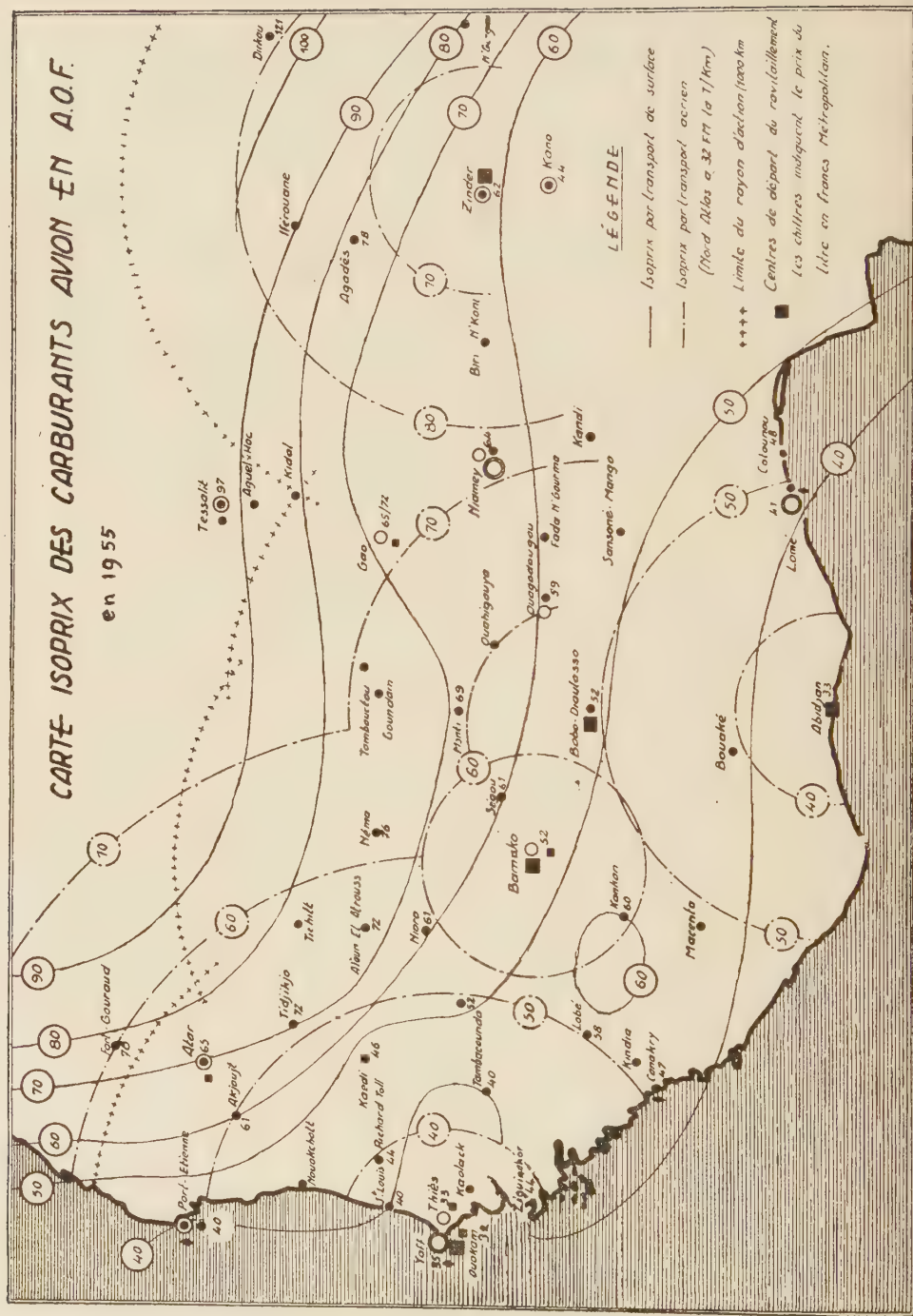
L'influence de la voie ferrée amène un recul des courbes dans les localités desservies ; tel est le cas de Tambacounda, Kayes et Bamako sur le Dakar-Niger, Bouaké, Bobodioulasso sur l'Abidjan-Niger. Malgré l'existence d'une voie ferrée, la Guinée est caractérisée par une courbe fermée à indice relevé, due à la proximité du Fouta-Djalon. Le relief rend en effet les voies d'accès ferroviaires ou routières onéreuses et précaires.

La présence du Sénégal, navigable jusqu'à Bakel et du Niger navigable de septembre à janvier de Bamako à Gao, est signalée par les indices relativement bas de Kaedi (46) et Gao (65), alors que de Bamako à Gao il y a plus de 1.000 km.

La géographie physique et économique de l'A.O.F. se détache sur cette carte.

Par contre, les frontières politiques jouent un rôle certain et créent une discontinuité puisque l'indice de Kano (Nigéria) corrigé de la douane serait 44, alors qu'à Zinder distant de 200 km il est de 62.

FIGURE 5



Toutes ces constatations⁶ sont en concordance avec les prix du transport de la tonne kilométrique qui sont les suivants. Fleuve : 12 F.M. à 18 F.M. entre Bamako, Gao et Niamey ; voie ferrée : 18 F.M. ; route variable suivant le parcours puisqu'il passe de 28 F.M. dans certaines régions côtières à 68 F.M. entre Saint-Louis et Atar.

Si on admet que le Nord-Atlas transporte 3,5 t à 315 km/h, le prix de la tonne kilométrique revient à 25 F.M. Majorons ce chiffre de 30 % pour tenir compte dans une certaine mesure des retours à vide éventuels et de l'équipement des escales nécessaires aux manipulations ; le prix de 32 F.M. peut être retenu. Ce chiffre vient se placer entre le prix de la voie ferrée et les prix les plus bas de la route, en ce qui concerne l'A.O.F.

Or l'essor économique de la Fédération va demander dans l'imédiat : des transports au profit de la Miferma de Fort-Gouraud ; des transports au profit de la Micuma d'Akjoujt ; des transports de matériels divers au profit des travaux publics et des sociétés privées. De plus, le problème des transports de viande à partir de la Mauritanie ou des céréales de l'Office du Niger est loin d'être résolu.

Enfin, reportons sur la carte « isoprix » le prix de revient du litre d'essence transporté par voie aérienne au tarif de 32 F.M. la tonne kilométrique, à partir des centres à indices bas⁷. De nouvelles courbes, constituées par des arcs de cercle concentriques, font ressortir les zones où le transport du carburant par voie aérienne serait moins onéreux que par les moyens de surface. Les compagnies aériennes civiles, plutôt que de transporter leur essence pour le retour au tarif de 180 F.M. la tonne kilométrique, préféreraient certainement demander ce transport à l'Armée de l'Air au tarif de 32 F.M.

Il faudrait évidemment que les pouvoirs publics acceptent de patronner ces projets : la première mesure à prendre serait de lever cette clause de non concurrence qui interdit à l'Armée de l'Air tout transport au profit d'éléments étrangers à cette Armée, sur les itinéraires desservis par les compagnies aériennes civiles. Et pourquoi cette clause ne serait-elle pas levée puisqu'il ne s'agit pas de concurrence mais de coopération ?

6. D'après le commandant RAFAT, chef du 4^e Bureau de l'Etat-Major de l'Air en A.O.F. (1955).

7. Avec l'emploi de fûts légers, il faut retenir que 1.200 litres de carburant pèsent une tonne.

IMPORTANCE DU TRAFIC PAR AERODROME

(Source : Industries et Travaux d'Outre-Mer, n° 41, avril 1957)

Pourcentage de passagers par aérodrome	Pourcentage du fret par aérodrome
DAKAR	28,8
ABIDJAN	14,5
CONAKRY	9,2
BAMAKO	8,4
NIAMEY	6,5
SAINT-LOUIS	5,5
BOBODIOULASSO	3,1
COTONOU	2,9
LOME	2,7
OUAGADOUGOU	2,4
ZIGUINCHOR	1,8
KANKAN	1,7
BOUAKE	1,4
ZINDER	1,2
DAKAR	24
ABIDJAN	19
NIAMEY	12
BAMAKO	8
CONAKRY	5
BOBODIOULASSO	4
OUAGADOUGOU	4
COTONOU	2
ZINDER	2
ATAR	1
BOUAKE	1
LOME	1
ZIGUINCHOR	1
GAO	1

BUDGET DE L'ETAT :

Pistes, aires et balisage.....	3.500
Bâtiments (radio, météo, etc.)	2.400
Total Budget Etat.....	5.900

BUDGET GENERAL ET BUDGETS LOCAUX :

Pistes, aires et balisage	2.600
Bâtiments (pistes et bâtiments techniques)	340
Total Budget général et locaux	2.940
FIDES	1.710
Total général	10.550

(Millions de F.M.)

TABLEAU XLII (ci-dessus)

IMPORTANCE DES DEPENSES D'INVESTISSEMENTS
AU COURS DES CINQ DERNIERES ANNEES

(Source : Industries et Travaux d'Outre-Mer, n° 41, avril 1957)

TABLEAU XLIV
AEROPORTS PAR CATEGORIE

Classement civil	Territoires	AERODROMES
A	SENEGAL	Port Aérien de YOFF
B	COTE D'IVOIRE.	ABIDJAN
	SENEGAL	THIES
	GUINEE	CONAKRY
	HAUTE-VOLTA ..	BOBODIOULASSO, OUAGADOUGOU
	SOUDAN.....	BAMAKO-GAO
	NIGER.....	NIAMEY
	TOGO	LOME
	SENEGAL.....	KAOLACK, ZIGUINCHOR, SAINT-LOUIS, TAMBACOUNDA
	MAURITANIE ...	ATAR (Base militaire); FORT-GOURAUD PORT ETIENNE, BOUTILIMIT (militaire) NOUAKCHOTT, AKJOUJT, AIN EL ATROUSS TICHITT, FORT TRINQUET (Base militaire)
	GUINEE	LABE, KANKAN, MACENTA, KINDIA
	COTE D'IVOIRE.	BOUAKE, TABOU, MAN, SASSANDRA (en cours de classement)
	HAUTE VOLTA...	OUAHIGOUYA, FADA N'GOURMA
	SOUDAN	TESSALIT (Base militaire), KAYES, MOPTI, SEGOU, NIOURO, KITA, GOUNDA, NEMI, KIDAL
	NIGER.....	ZINDER, BILMA, DIRKOU, BIRNI N'KONI IFEROUANE, AGADES, N'GUIGMI
	DAHOMY	KANDI, NATITINGOU
	TOGO	SANSANNE-MONGO
	SENEGAL	LOUGA, MATAM, PODOR
	MAURITANIE ...	ALEG NEMA. Classés C militaires, les aérodromes suivants : TANCHAKETT, TIDJIKJA, ROSSO, KIFFA, DAEDI
	SOUDAN	AROUEANE, HOMBORI, SAN. Classés C militaires, les aérodromes suivants BOUGOUNI, MARKALA, TAHOUA, CIRFA, DIRGOU, YILLABERY

TABLEAU XLV
TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS
TRAFIC DE L'AEROPORT DE DAKAR-YOFF

Nature des renseignements	1954 12 Mois	1955 12 Mois
1°/ AVIONS ARRIVES		
Trafic commercial (Lignes Françaises)	2.327	2.560
(Lignes Etrangères)	1.587	1.370
Trafic non commercial	3.872	4.546
Ensemble	7.786	8.476
2°/ PASSAGERS		
a) A l'arrivée		
Trafic commercial (Lignes Françaises)	34.317	40.801
(Lignes Etrangères)	2.406	2.083
Trafic non commercial	1.675	1.636
Ensemble	38.398	44.520
b) Au départ		
Trafic commercial (Lignes Françaises)	33.609	39.177
(Lignes Etrangères)	2.847	2.927
Trafic non commercial	2.156	1.553
Ensemble	38.612	43.657
c) En transit (1)		
Trafic commercial (Lignes Françaises)	15.092	18.097
(Lignes Etrangères)	39.667	32.955
Trafic non commercial	40	102
Ensemble	54.799	51.154
3°/ FRET (2)		
a) A l'arrivée		
Trafic commercial (Lignes Françaises)	1.107	1.402
(Lignes Etrangères)	73	58
Trafic non commercial	69	58
Ensemble	1.249	1.518
b) Au départ		
Trafic commercial (Lignes Françaises)	1.318	1.587
(Lignes Etrangères)	70	70
Trafic non commercial	81	112
Ensemble	1.469	1.769
c) En transit (1)		
Trafic commercial (Lignes Françaises)	485	621
(Lignes Etrangères)	485	621
Trafic non commercial	1.234	1.035
Ensemble	1.719	1.656

(1) Transit à l'arrivée. (2) Marchandises et poste.

TABLEAU XLVI

ANALYSE DU TRAFIC AERIEN OBSERVE EN 1954
ENTRE L'A.O.F. ET L'UNION FRANÇAISE

PASSAGERS TRANSPORTÉS PAR LES COMPAGNIES FRANÇAISES

Groupe de relation d'origine ou de destination	Passagers			Rappel 1953	Variations 1953-1954
	Débarqués en A.O.F.	Embarqués en A.O.F.	Total		
Métropole	23.068	23.363	46.431	37.534	+ 23,7 %
Algérie	597	611	1.208	1.164	+ 3,8 %
Maroc	2.199	2.424	4.623	4.941	- 6,4 %
A.E.F.	1.055	965	2.020	1.858	+ 8,7 %
Madagascar	617	538	1.155	1.858	+ 8,7 %
Somalis	1	246	247		
	27.537	28.147	55.684	46.927	+ 68,3 %
=====					
A.O.F. (trafic intérieur)			90.935	57.438	+ 68,3 %

TABLEAU XLVII

ANALYSE DU TRAFIC AERIEN OBSERVE EN 1954
ENTRE L'A.O.F. ET LES PAYS ETRANGERS

PASSAGERS TRANSPORTÉS PAR LES COMPAGNIES FRANÇAISES ET ÉTRANGÈRES

Pays d'origine ou de destination	Passagers		Total
	Débarqués en A.O.F.	Embarqués en A.O.F.	
Grande Bretagne	146	194	340
Portugal	663	45	1.115
U.S.A.	67	79	146
Brésil	284	227	511
Argentine et Uruguay ..	81	89	170
Arabie	494	340	834
Liban	371	589	960
Gambie	274	250	524
Sierra Léone	799	941	1.740
Libéria	1.028	870	1.898
Côte de l'Or	1.263	1.223	2.486
Nigéria	823	656	1.479
Guinée Portugaise	311	284	595
Congo Belge	206	219	425
Union Sud-Africaine ...	168	115	283
Totaux	6.978	6.528	13.506

LA PROMOTION DU PRODUCTEUR AGRICOLE AFRICAIN

Avant 1946, les efforts qui avaient été faits dans le domaine agricole en A.O.F. ne manifestaient pas le souci de modifier les habitudes du producteur africain, mais avaient pour seules justifications l'augmentation de la production. Quelques produits immédiatement commercialisables étaient le résultat de ces efforts dont l'indigène ne profitait ni dans l'amélioration de son alimentation quotidienne, ni dans celle de ses façons culturales, ni dans celle de son revenu. Le premier plan de modernisation n'a pas sensiblement modifié ces caractéristiques. De grandes entreprises mécanisées agricoles ont été créées. Nous avons vu qu'elles ont été coûteuses et que les résultats ont été sans rapport avec les sommes dépensées ; et à part les salaires distribués aux indigènes qu'elles emploient, ces grandes entreprises ne touchent pas la masse de la population, si ce n'est peut-être dans la mesure où elles peuvent procurer des ressources supplémentaires aux budgets des territoires : mais il faudrait pour que ce soit sensible qu'elles constituent un succès économique, ce qui n'est pas toujours le cas. Or, près de 95 % de la population est rurale : des progrès notables ne sont donc possibles en brousse qu'en agissant sur cette masse. Il faut que l'indigène produise mieux et plus. Mais nous connaissons aussi la fragilité des sols de l'A.O.F. : si on développe la production sans améliorer les méthodes, on augmente les risques d'épuisement des sols.

« Si l'évolution est nécessaire, il est non moins nécessaire qu'elle soit prudente pour ne pas perturber sans précautions des méthodes millénaires et des groupements sociaux déjà bien ébranlés. Le but à atteindre n'est donc pas de couvrir l'A.O.F. de fermes modèles ayant leur bétail et leur matériel, mais de transformer progressivement les exploitations actuelles pour économiser la peine des hommes, ménager la terre, accroître notablement les ressources du paysan africain.¹ »

1. Revue *France Outre-Mer*, 25 mars 1954, n° 2.298 : « Etude sur les problèmes agricoles en A.O.F. ».

Tout se ramène donc à une question d'éducation du producteur africain, qui ne saurait être qu'une œuvre de longue haleine. Nous verrons d'abord les procédés d'éducation du producteur africain : ensuite, nous constaterons que la promotion agricole de l'Africain exige des moyens variés, moyens financiers, juridiques et en personnel d'encadrement.

Cette éducation du producteur africain se réalise actuellement par trois procédés principaux : par l'exemple d'abord, par le groupement des producteurs ensuite, enfin par l'intégration du producteur dans un secteur modernisé.

Lorsque le producteur africain a sous les yeux des façons culturales qui permettent d'améliorer la production et qui sont facilement applicables, l'expérience prouve qu'il comprend parfaitement la vertu de l'exemple et qu'il a le désir de profiter des progrès. C'est ce qui s'est produit au Dahomey avec le palmier à huile. On se rappelle l'étude de CLERC, ADAM et TARDITS sur « La société paysanne et les problèmes fonciers de la palmeraie dahoméenne » dont nous avons parlé dans la première partie ; cette étude indiquait notamment le vieillissement de la palmeraie, car les indigènes ne s'intéressent guère aux jeunes plants qui ne produisent que de longues années plus tard. Or, l'Institut de Recherche pour les Huiles et Oléagineux (I.R.H.O.) ² a créé vers 1953 au Dahomey une cinquantaine de jardins modèles chez des producteurs africains et dans des endroits de préférence facilement accessibles à la population. Des jeunes plants sélectionnés se sont montrés rapidement exploitables et leurs propriétaires ont vu leurs revenus atteindre des chiffres quatre ou cinq fois plus élevés que ceux obtenus par les exploitants de la vieille palmeraie. Cette expérience qui s'est déroulée sous les yeux de l'indigène, en contact étroit avec lui et dont il a été le bénéficiaire, a eu un retentissement psychologique considérable et l'I.R.H.O. ³ a reçu de nombreuses demandes d'autochtones sollicitant les mêmes avantages.

Mais le producteur isolé ne peut pas faire grand-chose. On a donc pensé à grouper les producteurs. La première forme qu'a prise ce groupement a été la Société Indigène de Prévoyance : c'était un groupement obligatoire pour tous les producteurs qui étaient obligés de payer une cotisation de caractère para-fiscal. Ces sociétés de prévoyance existaient à raison d'une par cercle et leur but était sans

2. Créé en 1942.

3. C'est l'I.R.H.O. qui a découvert les méthodes d'extraction du carotène (substance entrant dans la fabrication des vitamines) à partir du palmier à huile : opération très rentable, puisqu'un kg de carotène vaut 150.000 francs en 1956, tandis qu'une tonne d'huile de palme vaut 100.000 francs.

doute l'action rurale proprement dite, mais aussi l'amélioration de l'infrastructure et même le développement d'œuvres sociales : ces sociétés se trouvaient entièrement dans la main de l'Administration. Aussi depuis quatre ans à peu près, assistons-nous à une transformation des Sociétés Indigènes de Prévoyance en Sociétés Mutuelles de Production Rurale (S.M.P.R.). La création de la première S.M.P.R., celle de Thiès au Sénégal, remonte à l'automne 1953. Il en existait déjà dix en A.O.F. à la fin de 1955 : une au Sénégal, deux en Haute-Volta, deux en Côte d'Ivoire, deux au Soudan, deux en Guinée et une au Dahomey.

Plutôt que de bouleverser les structures des Sociétés de Prévoyance, depuis longtemps en place (créées en 1910 et réorganisées en 1923 à raison d'une par cercle), il parut plus rationnel et plus efficace d'en conserver le cadre, mais d'en faire de véritables organismes pré-coopératifs : en un mot, il fallait associer les adhérents à la gestion de leur mutuelle, ce qui fut réalisé par l'intermédiaire d'une assemblée générale et surtout d'un conseil d'administration élu. Les S.M.P.R. ont donc un caractère beaucoup plus démocratique que les Sociétés de Prévoyance. La grande différence, c'est que là où l'on parlait de direction administrative étroite, on ne parle plus maintenant que de tutelle administrative : un directeur est encore nommé par l'administration, mais le commandant de cercle ou le chef de subdivision n'est plus le président de droit de la mutuelle : il en est « le commissaire du gouvernement »⁴. Mais il y a une autre différence : c'est que les S.M.P.R. se consacrent uniquement à des œuvres d'économie rurale, qui sont d'ailleurs très variées : accroissement de la production, distribution d'instruments de culture mécanique ou attelée, amélioration de la qualité des produits, prêts agricoles, et aussi collecte et écoulement des produits. Les S.M.P.R. comportent même des sections spécialisées par régions ou par produits et sont des outils de travail mis entre les mains des Africains.

Il y a donc là une possibilité d'association de la technique européenne et de l'expérience indigène qui peut se révéler fructueuse. Elle peut au minimum permettre l'adaptation. Ainsi le travail à la charrue, malgré le progrès considérable qu'il constitue en apparence, n'est pas toujours à conseiller en A.O.F. : dans les régions peu boisées du Soudan par exemple (zone sahélienne), le labour permet d'augmenter les emblavures dans les terres légères, mais les jachères sont raccourcies et la fertilité ne se reconstitue plus ; dans les régions plus boisées de la zone soudanaise, il oblige à un dessouchement complet et par conséquent il accroît les phénomènes d'érosion et il

4. *Marchés coloniaux*, 12 novembre 1955, n° 522.

peut entraîner le décapage de toute la terre végétale. Si les S.M.P.R. peuvent permettre d'éviter certaines erreurs ou certains excès, elles peuvent aussi faciliter le développement de pratiques heureuses comme l'emploi d'engrais minéraux : il conviendrait également d'utiliser davantage, outre la fumure organique, les engrais verts,

« l'enfouissement des plantes en cours de végétation ayant paru une formule heureuse pour donner aux terres tropicales la matière organique qui leur manque » ;

enfin il faut développer aussi la pratique de la friche, c'est-à-dire la mise en repos de la terre pendant un certain temps, ce qui peut faciliter la reconstitution des réserves du sol.

Les résultats obtenus sont assez inégaux. Mais en raison de leur caractère démocratique, les S.M.P.R. ont souvent suscité l'intérêt de la population et connu certains succès brillants, principalement dans deux domaines. Conçues en effet comme une étape vers la coopération, les S.M.P.R. sont rapidement devenues des organes de promotion du mouvement coopératif. C'est ainsi que certaines d'entre elles ont suscité la création de petites coopératives agricoles dont elles assurent la tutelle technique et financière : les coopératives villageoises de Thiès, « les noyaux d'amélioration de la production » de Sikasso, les « centres de production » de Bobodioulasso réalisent une espèce de décentralisation de la S.M.P.R., en même temps qu'une amorce des coopératives agricoles de base. Ces tendances sont d'autant plus heureuses que des expériences précédentes de coopératives au Sénégal notamment n'avaient pas été toujours couronnées de succès parce qu'on avait voulu faire des coopératives avant d'avoir des coopérateurs : 200 coopératives indépendantes les unes des autres se partageaient alors 300.000 tonnes d'arachides sans zones d'activité bien déterminées. La solution des S.M.P.R. qui permet de procéder par étape semble donc plus prudente, plus logique ; elle est aussi conforme aux habitudes de ces populations qui ont une vie collective intense. Mais des résultats ont été aussi obtenus en matière d'encadrements agricoles ; les « cantons-pilotes » du cercle de Thiès réalisent, paraît-il⁵, une fusion très féconde entre l'action des « conseillers ruraux », agents d'exécution de l'opération arachide-mil du plan Portères, et celle des agents de la S.M.P.R. Et surtout dans la S.M.P.R. de Bougouanou en Côte d'Ivoire, l'encadrement agricole a revêtu des formes très développées. Qu'on en juge : la S.M.P.R. qui compte un peu plus de 20.000 adhérents, est divisée en dix secteurs d'encadrement, chiffre devant être porté à vingt :

chaque secteur est dirigé par un contremaître en contact direct et permanent avec les planteurs de cacao du secteur ; ces contremaîtres sont placés sous le contrôle de moniteurs de l'agriculture, eux-mêmes dirigés par un conducteur qui est à la disposition exclusive de la S.M.P.R. dont il assure la direction technique. C'est la formule idéale de collaboration.

Cette éducation du producteur africain se réalise enfin par l'intégration du producteur dans un secteur modernisé. Il s'agit d'assister le producteur africain, d'économiser sa peine par l'intervention mécanique, par exemple pour de gros travaux de labours et de déchaumage, mais il ne s'agit pas de se substituer à l'autochtone. La C.G.O.T. qui, nous l'avons vu, a connu dans la culture de l'arachide en Casamance certaines déceptions, a expérimenté depuis 1954 une formule, qui semble heureuse, de culture en association dans cette même région du Sénégal. Cinquante familles, à chacune desquelles on a attribué 4 hectares, ont été installées dans un secteur intégré à une région de culture mécanisée ; elles ont donc profité du progrès tout en continuant à cultiver elles-mêmes leurs terres et les résultats ont été concluants. Deux hectares consacrés à l'arachide, un à une culture vivrière et le dernier à l'engrais vert destiné à entretenir la fertilité du sol, ont manifesté le souci de combiner harmonieusement une production commercialisable, une amélioration de l'alimentation et la conservation du sol africain. Les revenus des exploitants ont été multipliés par 4 ou 5, c'est-à-dire qu'ils ont été pour chacun de l'ordre de 100.000 francs. La C.G.O.T. d'ailleurs a aussi conseillé les exploitants, les a aidés à lutter contre certains intermédiaires et a facilité la répartition des semences.

Des mesures comparables de soutien et d'encadrement du monde rural semblent devoir se développer en Basse-Guinée dans le cadre des aménagements rizicoles qui favorisent les aptitudes naturelles de la région et l'accroissement des besoins en denrées alimentaires qui doit résulter de l'édification d'un complexe industriel en Guinée. Les populations de Basse-Guinée pratiquent d'ailleurs déjà, sur une superficie évaluée à 40.000 hectares environ, une riziculture évoluée comportant aménagements fonciers sommaires (diguettes), utilisation de nombreuses variétés et repiquage. Néanmoins, un régime hydraulique défavorable limite les rendements ainsi que les superficies cultivées et sa modification n'est pas à la portée des moyens villageois. On envisage donc un travail d'amélioration par des digues, des canaux et des vannes, basé sur la libre adhésion des intéressés au principe de l'aménagement, sur leur groupement en coopératives devant faciliter le stockage, le traitement et la commercialisation des produits, enfin sur la création d'un cadastre des terres aménagées

qui apparaît comme indispensable à une juste répartition des charges. Un programme de 35.000 hectares a été retenu et, le riz étant un produit peu coûteux donc peu apte à supporter des frais de transport élevés, la concentration des aménagements autour des principaux points de consommation a conduit à distinguer trois groupes : le groupe Conakry, le groupe Konkouré et le groupe Boké. Comme l'a fait récemment remarquer J. DE MÈREDIEU⁶, ingénieur du Génie Rural chargé d'études à la Mission d'Aménagement Régional de Guinée :

« Sans pour autant constituer l'inépuisable grenier à riz que certains ont voulu y voir, la basse côte de Guinée peut, au prix d'aménagements importants mais rentables, participer très largement au développement du territoire et apporter au mouvement d'industrialisation qui s'amorce, un précieux complément et un très souhaitable contrepoids. »

Nous venons ainsi d'étudier les différents procédés d'éducation du producteur africain. Mais la promotion agricole de l'Africain, qui ne peut porter ses fruits qu'à long terme, exige des moyens variés qui sont de trois sortes : moyens financiers naturellement, mais aussi juridiques et en personnel d'encadrement, de préférence africain, ce qui pose le problème de l'enseignement agricole en A.O.F.

Les moyens financiers sont constitués par le Crédit Agricole, le F.E.R.D.E.S. et le F.I.D.E.S. On sait le rôle des diverses sociétés de crédit social en ce qui concerne l'habitat ; ces nouvelles sociétés de crédit ont aussi un rôle important dans le domaine du crédit agricole, car elles ont pris en charge la gestion des caisses de crédit agricole tout en laissant à celles-ci leur existence juridique et leur raison sociale distincte. Ainsi, le crédit agricole perd son caractère administratif qui ne correspond plus aux nécessités actuelles et, n'étant plus soumises aux règles rigides du décret du 26 juin 1931, les sociétés de crédit seront mieux en mesure d'adapter les conditions de prêts aux particularités de la production agricole. Les prêts sont rarement des prêts individuels : les sociétés de crédit, utilisant l'instinct collectif des noirs, préfèrent prêter à des coopératives, à des sociétés de prévoyance ou à des secteurs de modernisation. Il n'y a d'ailleurs pas réellement de problèmes en A.O.F. en ce qui concerne le crédit agricole : ce qui freine l'évolution du paysannat, c'est bien plutôt la difficulté de l'encadrement technique qui apparaît justement comme une sorte de préalable à l'attribution de crédit.

De son côté, le F.E.R.D.E.S. (Fonds d'Equipement Rural pour le Développement Economique et Social) a joué un rôle non négligeable

6. *Industries et Travaux d'Outre-Mer*, septembre 1957.

dans l'aide à la brousse. On estime⁷ que de 1949 à 1954, pour un investissement global de l'ordre de 2 milliards et demi de francs C.F.A., le F.E.R.D.E.S. a permis de réaliser au total : 26.000 hectares de terres aménagées, 600 puits creusés, 200 barrages, citernes ou réseaux d'adduction d'eau, 250 magasins ou silos, 71 marchés, 52 écoles, 37 dispensaires, plus de 100 ouvrages divers tels que parcs à vaccination, abreuvoirs, abattoirs-séchoirs, enfin 2.500 km de pistes ou routes améliorées sur lesquelles une centaine d'ouvrages d'art ont été construits en matériaux définitifs. En 1955, les ressources du F.E.R.D.E.S. se sont élevées à 760 millions de francs C.F.A. ; en 1956, à 560 millions, et en 1957, à 615 millions de francs C.F.A. Le F.E.R.D.E.S. a pour originalité de conjuguer avec toute la souplesse désirable, trois sources très différentes de financement. Tout d'abord, il y a la collectivité rurale, tribu ou société de prévoyance, qui commence par demander la réalisation d'un ouvrage et s'engage à en payer le premier tiers, soit en argent, soit par son travail. Ensuite, c'est le budget local du territoire qui, sur ses crédits, finance le second tiers de l'ouvrage. Enfin, le budget général de la Fédération règle le solde. Ainsi, trois collectivités privées ou publiques unissent leurs efforts pour aider la brousse.

Enfin le F.I.D.E.S., là comme ailleurs, manifeste l'aide de la métropole qui est aussi intervenue par l'intermédiaire de la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer qui a accordé de nombreux prêts soit aux territoires, soit même à des collectivités plus restreintes. Comme il est apparu que les Sociétés de Prévoyance et les S.M.P.R. constituaient le cadre le plus propice à la mise en œuvre d'une action plus intense sur le paysannat et comme il a été constaté que l'action des encadreurs ne serait efficace que si les mutuelles mettaient à la disposition de leurs adhérents des moyens suffisants (semences, engrais, petit matériel, moyens mécaniques éventuels), il a été décidé de prévoir une rubrique spéciale dans les tranches 1956-1957 et 1957-1958 du F.I.D.E.S., au titre de la coopération et de la mutualité agricole. En ce qui concerne l'A.O.F., on constate que la part de l'économie rurale qui était de 20.797 millions de francs métropolitains dans le plan 1947-1952, est passée dans le plan 1953-1957 à 54.914 millions.

Ces moyens financiers ont été complétés par un certain nombre de moyens juridiques, qui résultent en particulier de décrets pris en application de la loi du 23 juin 1956.

Un décret du 13 novembre 1956 autorise les chefs de territoire à créer sous forme d'établissements privés des sociétés mutuelles de

7. *Industries et Travaux d'Outre-Mer*, mai 1955.

développement rural (qu'il ne faut pas confondre avec les S.M.P.R.), appelées à se substituer progressivement aux sociétés de prévoyance ; elles grouperaient la totalité des producteurs de leur ressort territorial, mais elles seraient administrées par un conseil composé pour les deux tiers de membres élus par les sociétaires ; elles pourraient comporter des sections spécialisées. Un second décret modifie le décret du 2 février 1955 portant statut de la coopération dans les territoires relevant du Ministère de la France d'Outre-Mer et donnant aux chefs de territoire la faculté d'approuver la création de coopératives quand ils le jugent utile : possibilité est maintenant donnée aux autorités locales d'augmenter la responsabilité financière des membres des coopératives, auparavant limitée à cinq fois la mise ; cette possibilité permet notamment la création de coopératives de crédit. Rappelons que plusieurs coopératives d'un territoire peuvent se fédérer, les attributions du service d'assistance technique créé auprès de chaque gouverneur passant à une Union des Coopératives : ainsi l'Administration peut-elle être progressivement relayée par les intéressés. Un troisième décret autorise les chefs de territoires à créer des caisses de crédit agricole au moment et de la façon qu'ils jugeront les plus opportunes. Un quatrième décret modifie le décret du 14 octobre 1954 sur les Caisses de Stabilisation des Prix et élargit leurs possibilités de ressources. Enfin, un cinquième texte crée un fonds de soutien des textiles des territoires d'Outre-Mer permettant de lutter contre les variations des cours mondiaux.

Les mesures concernant le monde rural se multiplient d'ailleurs depuis quelque temps. Ainsi le décret n° 57-461 du 4 avril 1957 laisse aux chefs de territoire la plus grande lassitude pour fixer, par arrêtés pris en conseil du gouvernement, la composition de conseils de collectivités rurales, leurs attributions, la consistance de leurs budgets, etc. Il ne s'agit pas d'assemblées purement consultatives ; au contraire :

« Le conseil décide de tout acte intéressant le patrimoine et les intérêts patrimoniaux de la collectivité. Il délibère notamment le programme des travaux d'intérêt économique et social à entreprendre sur les fonds du budget de la collectivité et prend toutes mesures en vue de son application. »

Il délibère également le budget de la collectivité. Toujours dans le cadre de ces mesures intéressant l'économie rurale, le décret n° 5.243 du 24 février 1957 a institué une procédure d'expropriation spéciale pour certaines terres acquises à la suite de concessions domaniales ; le but est de lutter contre l'accaparement et la spéculation, aussi l'indemnité d'expropriation est fonction du prix d'acquisition et non de

la valeur actuelle. Enfin, deux décrets ont été pris qui étendent aux territoires d'Outre-Mer, avec les adaptations nécessaires, le régime de la loi de 1906 sur le warrant agricole et celui de la loi de 1917 relative notamment aux sociétés de caution mutuelle qui doivent renforcer encore les garanties données aux établissements de crédit et faciliter dans une large mesure l'octroi de prêts aux artisans, petits commerçants et producteurs ruraux.

Ces dispositions juridiques très variées ont pourtant certains points communs : elles manifestent toutes l'intérêt croissant du législateur pour le monde rural et elles montrent toutes le désir de réaliser la promotion économique et aussi sociale du producteur africain en le tirant de sa somnolence séculaire par la création d'organismes proches de lui, dont il peut comprendre l'utilité et à la gestion desquelles il peut souvent participer.

Mais pour que ces moyens financiers et juridiques trouvent leur pleine efficacité, il faut un personnel d'encadrement et de préférence un personnel d'encadrement africain.

Le développement des organismes de mutualité et de coopération agricole en particulier se heurte à cet obstacle capital : le manque de cadres. Aussi en 1955-1956 a fonctionné pour la première fois en A.O.F. un stage destiné à la formation d'agents de la coopération et de la mutualité. Le stage comprend une formation théorique et une formation pratique. L'enseignement théorique a été donné cette première fois à Niorro, dans des bâtiments prêtés par l'Office du Niger. On enseigne aux élèves des rudiments d'économie élémentaire, d'agriculture, d'hygiène et de secourisme. Il y a là un stage qui a à la fois un intérêt agricole et social. Le stage pratique s'effectue dans le cadre de S.M.P.R. en fonctionnement et l'on fait en sorte que cet enseignement pratique soit donné pendant la période d'activité rurale la plus intense, d'octobre à avril de l'année suivante. Le niveau intellectuel des stagiaires se situe entre le brevet et le certificat d'études. Les dépenses de stages sont supportées par le F.I.D.E.S. et il est prévu de recruter 60 stagiaires en 1957, 70 en 1959 et 80 en 1960.

Ces stages sont certainement très utiles, mais c'est l'enseignement agricole dans son ensemble qu'il faut développer. Le Premier Plan avait manifesté des ambitions excessives ; actuellement, on s'efforce surtout d'utiliser au mieux les moyens dont on dispose. Il y a dans chaque territoire une école territoriale d'agriculture, préparant au brevet professionnel agricole, et qui exige une culture générale correspondant aux classes de cinquième, quatrième et troisième. Il y a également dans chaque territoire un centre d'apprentissage agricole (dont les bâtiments sont souvent proches du premier) préparant au C.A.P. (certificat d'aptitude professionnel) et qui exige une culture générale

du niveau primaire. C'est le cas par exemple du Centre d'Apprentissage de Tolo en Guinée. Ce centre est chargé de former des agriculteurs africains susceptibles de s'installer à leur compte en utilisant les moyens modernes de culture, de former des contremaîtres pouvant être employés dans les différentes concessions et plantations, des agents de cultures auxiliaires pour les mutuelles et coopératives, enfin des moniteurs agricoles appelés à seconder les fonctionnaires du Service de l'Agriculture. L'enseignement dure trois ans ; il comprend deux années d'études théoriques, au cours desquelles les élèves reçoivent un complément d'instruction générale en même temps que leur sont dispensés des éléments de technique, et une année consacrée à des stages pratiques dans les principales stations ou exploitations agricoles du territoire. Tout récemment encore, on a projeté d'installer en permanence des conseillers ruraux à l'échelon du village ou du groupe de villages, la composition de chaque groupe ne devant pas dépasser 3.000 habitants : de passage à Bamako, le 10 novembre 1957, Jean LEBCEUF, adjoint au directeur de l'Agriculture du Ministère de la France d'Outre-Mer, a indiqué qu'il s'occupait de la mise en route du projet, ainsi que les autres membres de la mission qui comprend notamment un ingénieur du génie rural, un sociologue et un spécialiste des questions économiques. Enfin, le 9 et le 10 septembre 1957, à Bobodioulasso, s'était tenue, sous la présidence de MODIBO KEITA, secrétaire de la France d'Outre-Mer, une conférence inter-territoriale de modernisation rurale, groupant des délégations des conseils de gouvernement de la Haute-Volta, du Soudan et de la Côte d'Ivoire. Les recommandations suivantes avaient, en particulier, été adoptées :

« Un secteur géographiquement constitué par des éléments limitrophes des trois territoires (Haute-Volta, Soudan et Côte d'Ivoire) sera délimité. Dans ce secteur, une action sera entreprise avec tous les éléments que ces territoires pourront mettre en œuvre dans le cadre de leurs moyens propres et de ceux fournis par la métropole, pour une mobilisation du paysannat.

« La conférence donne mandat au secrétaire d'Etat à la France d'Outre-Mer pour préciser le cadre dans lequel sera réalisée cette action, en prévoyant notamment la constitution d'une mission chargée d'étudier sur place, en liaison avec les gouvernements des trois territoires, les conditions de mise en œuvre ; elle s'engage à demander aux conseils de gouvernement respectifs la mise à l'étude des modalités de leur participation. »

Toutes ces mesures ne porteront leurs fruits qu'à long terme. En tous cas, elles améliorent le présent et orientent l'avenir, elles manifestent l'intérêt croissant des pouvoirs publics pour la brousse dans

un pays où près de 95 % de la population est encore rurale et elles sont le gage le plus sûr d'une évolution que l'agriculteur africain, bien encadré, doit réaliser lui-même, se faisant l'artisan principal de son mieux-être et de sa promotion économique et sociale. Car l'expérience acquise et les progrès réalisés par les nombreux organismes de recherches agronomiques doivent éviter le retour de certaines erreurs. Il existe actuellement quatre instituts spécialisés : l'Institut des Fruits et Agrumes Coloniaux (I.F.A.C.) datant de 1946, l'Institut de Recherche des Cotons et Textiles (I.R.C.T.) qui date aussi de 1946, l'Institut Français du Caoutchouc créé en 1956, et l'I.R.M.O., plus ancien (1942), et dont nous connaissons l'efficacité et les heureux résultats auprès des indigènes. Mais nous ne devons pas oublier les Stations du Service de l'Agriculture, en particulier celle de Bambey, au Sénégal, spécialisée dans l'arachide, et celles du Service Côtier de Recherche Agronomique en Côte d'Ivoire pour le Cacao et le Café. Nous ne devons pas oublier non plus le rôle de l'O.R.S.T.O.M. (Office de la Recherche Scientifique et Technique d'Outre-Mer), créé dès 1943 : cet office non seulement effectue des recherches mais encore forme des chercheurs, à Bondy d'abord, près de Paris, ensuite à Adiopodoumé, près d'Abidjan. La coordination de tous ces organismes est assurée depuis 1947 par un Conseil Supérieur de la Recherche Scientifique et Technique d'Outre-Mer et depuis 1952 par une Commission Permanente, émanation de ce conseil ; enfin, en 1953, l'ensemble des recherches Outre-Mer a été placé sous l'autorité du ministre de la France d'Outre-Mer. Une organisation cohérente est donc en place, d'autant qu'il existe aussi un Fonds Commun de la Recherche Scientifique et Technique d'Outre-Mer, compte spécial du Trésor alimenté par des dons de l'Etat et par une contribution des territoires intéressés à l'activité des organismes de recherche. Toute cette organisation vient compléter l'action entreprise en faveur du producteur africain. Elle la conditionne même et elle met en quelque sorte à la disposition de l'Afrique un patrimoine intellectuel immédiatement utilisable pour peu que l'on dispose d'un personnel d'encadrement suffisant.

TABLEAU XLVIII
REPARTITION DES MOYENS FINANCIERS
PAR SECTIONS D'ACTIVITE POUR LE PLAN 1953-1957

(Millions de F.M.)

S E C T E U R S	A.O.F.
I. Recherche scientifique - Carte géographique....	3.500
II. Carte géologique - Recherche minière	5.300
III. Exploitations minières	155.550
IV. Recherches pétrolières	1.100
V. Equipement hydroélectrique	10.636
VI. Economie rurale	54.914
VII. Transports et communications	55.190
VIII. Equipements sociaux	41.887
-d°-	1.500
IX. Prêts aux entreprises agricoles et industrielles	5.500
	335.177

TABLEAU XLIX
ORIENTATION DU SECOND PLAN

(Millions de F.M.)

S E C T E U R S	Plan 1947-1952	Plan 1953-1957
Infrastructure (transports, communications)	A.O.F. 68.001,6	55.190
Economie rurale	A.O.F. 20.797	54.914
Mines	A.O.F. 119,3	155.550

TABLEAU L

**PERSONNEL ET EFFECTIF DES ELEVES DE L'ENSEIGNEMENT SPECIALISE AGRICOLE
PAR TERRITOIRE DE 1951 A 1954**

(Source : Inspection Générale de l'Agriculture)

TERRITOIRE	LOCALITE	Effectif du Personnel				Nombre d'élèves en :			
		1951 à 1954				1954			
		Instituteurs	Conducteurs	Instituteurs	Aides	théorique	Présents	Présents	Présents
1°) Centre d'apprentissage agricole (a)									
SENEGAL	LOUGE	1	1	2	1	70	47	47	36
SOUDAN	M'PESOKA	1	1	1	3	24	8	9	6
GUINEE	TOLO	1	1	3	1	60	39	39	20
COTE D'IVOIRE	BINGERVILLE	1	2	1	1	75	53	54	38
HAUTE VOLTA	SARIS	1	1	2	2	30	24	16	9
DAHOMY	PORTO-NOVO	(1)	(1)	(1)	(1)	75	32	32	24
NIGER	KOLO	1	1	-	1	40	17	17	6
	Ensemble.....	6	4	7	9	374	220	214	139
2°) Collège Technique (b)									
SOUDAN	KATIBOUGOU	2	1	2	1	90	32	26	32
DAHOMY	PORTO-NOVO	2	2	1	1	70	30	19	-
	Ensemble	4	3	3	2	160	62	45	22

a) Base de recrutement : C.E.P. plus un concours — durée des études 3 ans — Diplôme délivré : C.A.P.

b) Base de recrutement : Niveau 4° des collèges — durée des études 3 ans — Diplôme délivré : Brevet d'enseignement agricole.

(1) Personnel commun avec le collège technique agricole à partir de 1952, année d'ouverture du collège. En 1951 les cours étaient donnés par un ingénieur et par du personnel de l'enseignement public et du service de l'agriculture du Dahomey.

LE DÉVELOPPEMENT DES GRANDES ENTREPRISES MINIÈRES ET INDUSTRIELLES

« L'exigence d'industrialisation est un des aspects les plus caractéristiques de la psychologie des populations des pays sous-développés. La cheminée d'usine prend une valeur mystique : elle exprime la réussite terrestre d'un peuple, son adéquation au monde moderne. ¹ »

On ne peut nier en effet que l'industrialisation soit pour l'élite africaine, et bientôt pour les populations urbaines promptes à s'attacher à certaines « idées de choc », un symbole : on peut s'en réjouir ou le déplorer, mais c'est un fait. On doit se réjouir en tous cas que l'A.O.F. ait, dans une assez large mesure, la possibilité de répondre à cette attente.

L'A.O.F., en effet, possède des ressources minières considérables, des réserves hydro-électriques importantes et le progrès technique permet désormais, malgré des conditions naturelles difficiles, d'exploiter des richesses jusqu'ici presque inaccessibles. Ces difficultés mêmes suggèrent l'idée de frais généraux considérables qui ne sauraient être supportés par de petites entreprises : il faut pouvoir accéder assez rapidement à la production de masse pour parvenir à la rentabilité, il faut donc concevoir une production dans le cadre de grandes entreprises, et même par le groupement de grandes entreprises complémentaires.

Nous verrons dans une première partie quelles sont les sociétés en activité et les sociétés d'études. Puis, dans la seconde partie, nous examinerons les projets de complexe industriel en Guinée avec la construction du barrage de Souapiti sur le Konkouré.

Les sociétés en activité sont au nombre de deux : la Société des Bauxites du Midi qui exploite le gisement des îles de Los, et la Compagnie Minière de Conakry.

1. Pierre MOUSSA : « Les chances économiques de la communauté franco-africaine ». (Armand Colin, 1957).

En 1934, la Société des Bauxites du Midi rachetait à deux Américains, les frères BURRAGE, les titres miniers dont ils étaient détenteurs sur l'archipel de Los au large de Conakry et qui englobaient les îles de Kassa et Tamara. Une petite installation fut mise sur pied dans l'île de Tamara, et dès 1940 un stock de minerai de 5.000 tonnes était prêt à l'expédition : mais la guerre arrêta toute activité. Les travaux furent repris en 1947 et un échantillon industriel de 1.000 tonnes fut expédié au Canada où l'on reconnut la possibilité d'utiliser la bauxite des îles de Los en la mélangeant à des minerais plus riches en provenance des Guyanes anglaises et hollandaises. Il existe six zones exploitables dans l'île de Kassa et huit dans l'île de Tamara², formant au total une réserve de 8 à 10 millions de tonnes. Le minerai contient 53 % d'alumine et son exploitation nécessite le décapage de la terre végétale le recouvrant, à l'exception de quelques affleurements. Depuis 1951, une installation portuaire en eau profonde avec un quai d'une longueur de 150 mètres assure le chargement de navires de 10.000 tonnes à la cadence de 900 à 1.000 tonnes/heure, grâce à un dispositif de manutention sur convoyeurs à bandes caoutchoutées. Une usine d'enrichissement, construite en 1952, broie, lave et sèche le minerai.

En septembre 1952, le premier cargo de 10.000 tonnes était expédié à destination du Canada. En 1956, la production atteint 457.000 tonnes ; elle doit être portée à 800.000 tonnes en 1958 et à un million de tonnes en 1959. Cette augmentation nécessitera de nouveaux investissements qui sont évalués à environ 500 millions de francs métropolitains. La Société des Bauxites du Midi est une filiale de la société canadienne Aluminium Limited de Montréal ; elle a passé en 1950 avec une autre filiale de cette société, l'Aluminium Laboratories, un accord au terme duquel celle-ci s'engageait à contribuer à la fois sur le plan technique et financier à la mise en valeur des gisements. En contrepartie, une production de 8 millions de tonnes doit être livrée, en priorité, à la société canadienne. C'est donc en majeure partie au Canada que le minerai, enrichi et stocké, est traité, des quantités plus faibles étant expédiées en Allemagne et en Angleterre.

Plus importante encore est la Compagnie Minière de Conakry qui exploite un gisement de minerai de fer, près de Conakry, dans la presque île de Kaloum. Des recherches avaient été entreprises avant la guerre par la Compagnie Minières de Guinée Française, concessionnaire du gisement. Après l'interruption de 1939-1945, les recher-

2. L'équipement et l'exploitation du gisement de l'île de Tamara va être abordé par la société.

ches furent reprises par la Compagnie Minière de Conakry qui avait auparavant obtenu l'amodiation des droits du concessionnaire.

L'extraction du minerai, d'une teneur de 50 à 55 % de fer, s'effectue à ciel ouvert. Les réserves de Kaloum se chiffrent par plusieurs centaines de millions de tonnes ; la formation s'étale en effet sur 17.000 hectares avec une puissance d'une cinquantaine de mètres. En revanche, le minerai présente aussi une teneur en chrome élevée et, de ce fait, ne peut être utilisé dans tous les hauts fourneaux : il n'est pas utilisé par l'industrie française, mais principalement par l'industrie anglaise. L'extraction pourtant se développe rapidement : elle est passée de 400.000 tonnes en 1953 à 833.000 tonnes en 1956 et l'on pense atteindre près de 1.200.000 tonnes en 1957. On espère d'ailleurs dans l'avenir aller au delà car les installations minières aussi bien que portuaires rendent possibles la production et l'évacuation de 2.00.000 de tonnes par an. De la mine au port de Conakry, le minerai est acheminé par une voie ferrée de 12 km à écartement normal, construite par la compagnie : dans le port, une installation de stockage de plus de 100.000 tonnes de capacité et des appareils de mise à bord des navires à la vitesse de 1.200 tonnes/heure constituent des installations importantes.

Créée en 1947 et constituée d'abord par la Compagnie Française de Bor et la Compagnie Franco-Américaine des Métaux et Minerais (Coframet), la Compagnie Minière de Conakry a bénéficié en 1948 de la participation de deux nouveaux actionnaires : le Bureau Minier de la France d'Outre-Mer et la British Iron and Steel Corporation Ltd, c'est-à-dire le groupement général des sidérurgistes britanniques ; cette dernière participation, bien que minoritaire, est très importante. Le capital qui était à l'origine de 6 millions de francs C.F.A., atteint actuellement 1.500 millions de francs C.F.A. Des augmentations successives ont été rendues nécessaires pour la mise en exploitation de la société. Celle-ci a ainsi assuré elle-même le financement de ses investissements d'équipement, à l'exception d'un prêt de 675 millions de francs C.F.A. consenti par la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer.

Le minerai est surtout exporté vers la Grande-Bretagne (410.000 tonnes en 1956) ; mais une proportion non négligeable va à l'Allemagne fédérale, le solde allant surtout en Pologne et quelques dizaines de milliers de tonnes en Belgique. D'autres perspectives, il est vrai, s'ouvrent : le minerai granulé, nous le savons, présente une teneur en chrome élevée, mais il existe aussi une couche pulvérulente dont les conditions de traitement sont actuellement étudiées. On estime que ce minerai pulvérulent pourrait servir de matière première à une industrie sidérurgique que la compagnie créerait en Guinée si

elle était assurée de la fourniture de l'énergie électrique indispensable à un prix convenable : nous sommes ainsi ramenés au projet du Konkouré dont nous parlerons dans la seconde partie de ce chapitre. Dès maintenant, en tous cas, la Compagnie Minière de Conakry joue un grand rôle dans l'économie du territoire : en 1956, ses exportations ont représenté 14 % en valeur et 57 % en volume des exportations totales ; pour 1956 seulement, les rentrées de devises qui en sont résultées ont été de plus de un million et demi de livres, et pour 1957 elles dépasseront deux millions. De plus, en 1956 toujours, les frais de personnel en service à Conakry, les marchés, fournitures et achats locaux et les impôts représentent 70 % du chiffre d'affaires qui ont été ainsi remis en circulation dans le circuit économique local ; sur ces 70 %, 16 % sont allés directement au budget et à ses annexes, et 30 % du chiffre d'affaires a été réinvesti en Guinée en renouvellement de matériel et immobilisations nouvelles. Ce qui fait dire à l'auteur anonyme d'un article sur la Compagnie Minière de Conakry³, auquel nous empruntons les chiffres qui précèdent, que ces chiffres sont, précisément très éloquents, en ce qui concerne les rentrées de devises en particulier, et que dans ces conditions on comprend mal que le minerai de fer des territoires d'Outre-Mer ait été expressément écarté par le gouvernement des produits bénéficiant de la prime d'exportation.

En dehors de ces sociétés en activité, se trouvent des sociétés d'études qui sont très proches de la phase d'exploitation. Il s'agit d'abord de sociétés s'intéressant aux phosphates de Taïba au Sénégal et à ceux du Togo-Dahomey ; il s'agit ensuite de la Miferma de Fort-Gouraud et de la Micuma d'Akjojt.

Les phosphates de Taïba vont nous fournir une transition entre la phase d'études et la phase d'exploitation car ils ont déjà donné lieu à des essais semi-industriels. Le gisement de Taïba, près de Thiès, n'est éloigné que d'une dizaine de kilomètres de l'Océan et de Dakar (14 km). C'est là évidemment une situation géographique heureuse pour l'évacuation du minerai qui se fera par Dakar grâce à un raccordement de la ligne Dakar - Saint-Louis. Ce gisement couvre plusieurs milliers d'hectares et contient plusieurs centaines de millions de tonnes de tout venant à 50/60 % de phosphate tricalcique ; mais la partie occidentale du gisement s'étend environ sur 800 hectares et présente des réserves de l'ordre de 40 millions de tonnes d'un concentré à plus de 80 % de tricalcique. Une usine-pilote a été construite en 1956 pour confirmer, par des essais semi-

3. *Industries et travaux d'Outre-Mer*, septembre 1957.

industriels, la mise au point réalisée en laboratoire. Actuellement, toutes les études sont terminées et l'exploitation doit débiter en 1958 à un rythme de 500.000 tonnes par an.

Ce phosphate est donc abondant et d'une excellente qualité, inférieure sans doute aux phosphates marocains, mais supérieure en moyenne à ceux d'Algérie et de Tunisie. Aussi les recherches, entreprises tout d'abord par le Bureau Minier de la France d'Outre-Mer, furent, devant l'importance et la qualité du gisement, poursuivies par une société constituée en 1952, sous le nom de Société d'Etudes et de Recherches Minières du Sénégal (S.E.R.M.I.S.). Le 15 avril 1957 a été constituée la Société Sénégalaise des Phosphates de Taïba au capital de 736.500.000 francs C.F.A., qui succède à la S.E.R.M.I.S. et dont les principaux actionnaires sont le Bureau Minier de la France d'Outre-Mer, diverses sociétés phosphatières françaises, ainsi que la Compagnie Péchiney (un nouvel engrais a d'ailleurs été fabriqué sous brevet Péchiney : le phosphal). Les capitaux privés sont majoritaires et l'investissement total pour la mise en exploitation est de l'ordre de 5 milliards de francs. Ce phosphate naturellement ne sera pas exporté vers la France, mais vers l'étranger, surtout l'Europe et l'hémisphère sud. Le problème des débouchés en effet ne se pose guère, la consommation mondiale de phosphates, employés sous forme de superphosphates en agriculture, ne cessant de croître et étant à l'heure actuelle de 20 millions de tonnes.

Moins avancés vers l'exploitation sont les gisements du Togo-Dahomey. La principale découverte a été faite en juillet 1952 par une mission d'exploration du Comptoir des Phosphates d'Afrique du Nord (C.P.A.N.) ; il s'agit d'un gisement exploitable situé à 20 kilomètres du rivage du golfe du Bénin et à une soixantaine de kilomètres au nord-est de Lomé. On a déterminé sur une zone de plusieurs dizaines de kilomètres carrés l'existence d'une couche de phosphates devant permettre de produire des concentrés d'une teneur supérieure à 80 % de phosphate tricalcique. Mais l'exploitation n'est pas envisagée avant trois ou quatre ans : on prévoit pour commencer une production de l'ordre de 500.000 tonnes. Dans tous les cas, le problème de l'infrastructure portuaire n'est pas résolu, la construction d'un port en eau profonde exigeant 12 à 14 milliards de francs ; on envisage même un téléphérique pour l'évacuation de la production vers la mer. La mise en exploitation proprement dite exigerait 5 milliards de francs. Il s'agit là encore de capitaux considérables ; l'affaire est bien moins avancée qu'en ce qui concerne les phosphates de Taïba et les projets de mise en exploitation sont actuellement poursuivis par la Société Minière du Bénin, créée en décembre 1954 et qui groupe plusieurs Sociétés phosphatières d'Afrique du Nord.

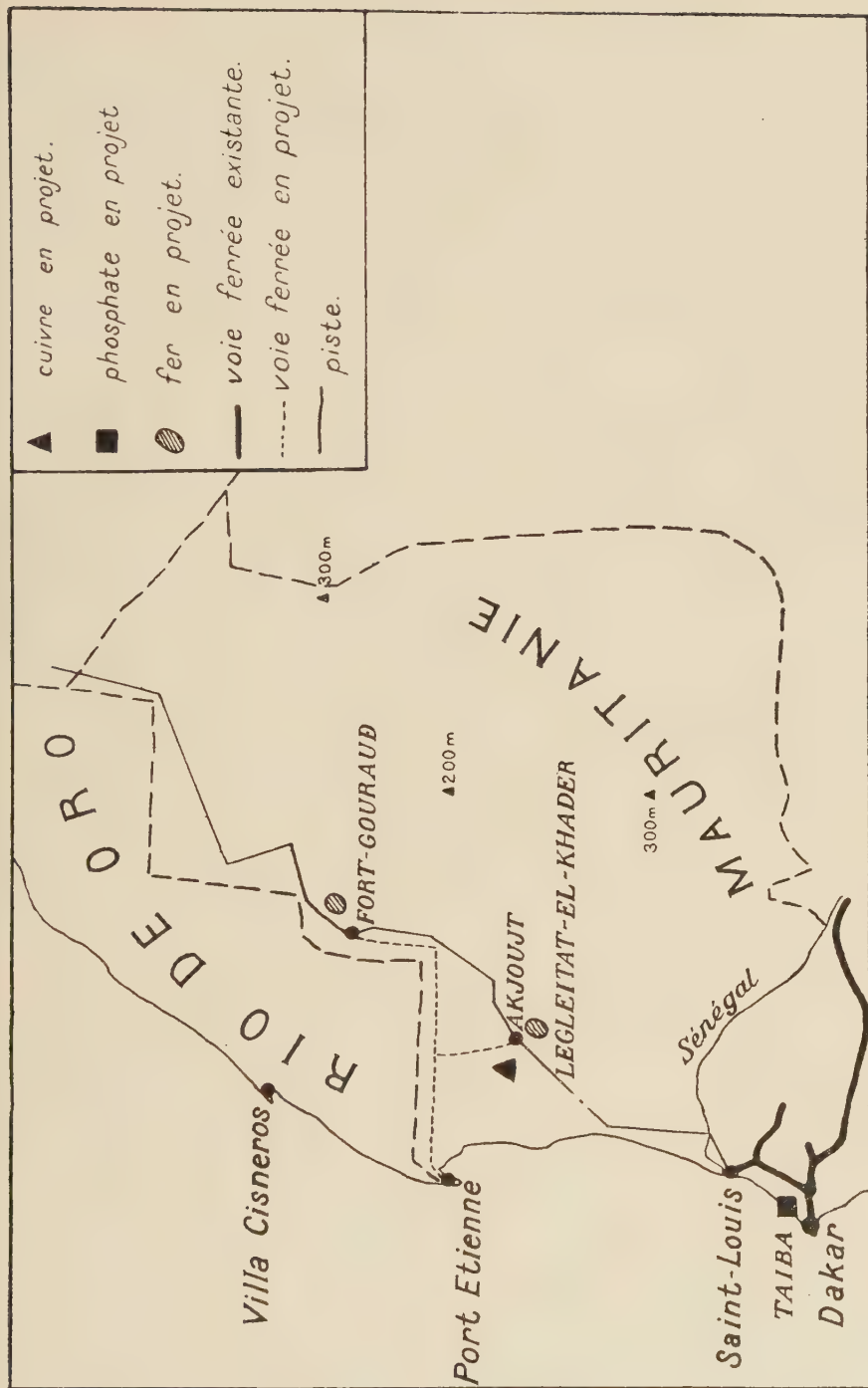
Il y a en A.O.F. un autre projet qui est proche de la phase d'exploitation : c'est celui qui concerne le minerai de fer de Fort-Gouraud en Mauritanie. Ce territoire désertique et très peu peuplé (300.000 habitants) renferme des richesses minières considérables.

Le gisement se trouve à la Kédia d'Idjill⁴, près de Fort-Gouraud, à l'est du Rio de Oro, environ à mi-distance entre Dakar et Casablanca et dans une région très chaude et particulièrement déshéritée. Les prospecteurs évaluent à 100 millions de tonnes les réserves immédiatement exploitables ; quant à la teneur en fer du gisement, elle s'élève en moyenne à 65 % (le minerai lorrain ne dépasse pas 40 %) et peut aller jusqu'à 70 % ; ce minerai comprend très peu de soufre (de 0,03 à 0,04 %) et de phosphore (de 0,02 à 0,03 %) , pratiquement pas d'impuretés : la qualité est identique à celle du meilleur minerai suédois que se disputent les sidérurgistes. Les gisements apparaissent souvent à fleur de terre et pourront être traités en carrière pendant 10 ou 15 ans. On estime qu'en 1960, il serait possible d'extraire 4 millions de tonnes de minerai pour arriver au chiffre de 10 millions de tonnes en 1970 : rappelons que la production française a été de 52 millions de tonnes en 1956.

Si l'exploitation n'a pas débuté plus tôt, ce n'est pas faute de clients éventuels : la France n'a pas besoin de minerai de fer, mais étant donné la qualité, elle en prendrait un peu ; surtout les Anglais et les Italiens, éventuellement les Allemands, sont demandeurs. D'ailleurs, d'après la plupart des experts, les six pays de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier devront importer annuellement, à partir de 1962, 28 millions de tonnes de minerai. Un obstacle peut résulter du coût des transports : mais les bâtiments actuels qui dépassent rarement 12.000 tonnes doivent être remplacés par des minéraliers de 40 et même 60.000 tonnes actuellement en construction : on estime que le fret sera réduit de moitié. Au surplus, le minerai de Fort-Gouraud devrait permettre aux sidérurgistes d'économiser, par rapport à la minette de Lorraine, environ 150 kg de coke par tonnes⁵ : il ne faut en effet guère plus de coke pour réduire un minerai à haute teneur que pour un minerai moins riche. Si donc il n'y a pas de problèmes de débouchés pour le minerai de Fort-Gouraud, il y a par contre, nous le savons, un problème de transport jusqu'à la côte. Nous savons aussi maintenant que le port d'embarquement sera Port-Etienne ; rendue à Port-Etienne, la tonne de minerai de fer coûterait environ 3.000 francs (prix équivalent, rappelons-

4. Plus précisément aux environs du 23° degré de latitude nord et du 13° degré de longitude ouest.

5. CHARBONNIER : « Fort-Gouraud, exploitation prochaine ». (*La Vie Française*, 25 octobre 1957).



le, à celui de la tonne de minerai du Canada rendue à un point d'embarquement). Il s'agit là, évidemment, d'un chiffre moyen qui indique simplement un ordre de grandeur ; mais on peut affirmer que Fort-Gouraud a toutes les apparences d'une opération rentable.

Le gisement, découvert depuis de nombreuses années, a fait l'objet d'études depuis 1948. Les reconnaissances préliminaires en ayant démontré l'intérêt, une Société fut constituée le 3 février 1952 en vue de poursuivre les recherches et éventuellement de passer à l'exploitation. Cette Société prit le nom de Société Anonyme des Mines de fer de Mauritanie (Miferma). Son capital s'élève actuellement à 825 millions de francs. La répartition du capital s'est récemment un peu modifiée par suite de la décision prise au début de 1957 par la société canadienne « Frosbisher LDT » de vendre les parts qu'elle détenait dans la Miferma et qui s'élevaient à 34 % du capital. La Banque Rothschild a racheté récemment un très grand nombre de parts dont elle négocie actuellement la rétrocession, avec l'accord du gouvernement, à différentes sociétés. La situation actuelle est donc encore un peu provisoire ; toutefois elle est fixée dans ses grandes lignes et elle permet de distinguer facilement un groupe français majoritaire et un groupe étranger. Le groupe français détient 54,50 % du capital qui est ainsi réparti : Bureau Minier de la France d'Outre-Mer, 22,15 % ; groupe de sociétés sidérurgiques françaises, 10 % ; banque de l'A.O.F., 1 % ; Société Anonyme Minerais et Métaux, 1 % ; banque Rothschild, 20,16 % (dont 13 % environ sont réservés soit à de nouveaux actionnaires français, soit à une augmentation de participation des actionnaires français actuels) ; participations diverses : 0,19 %. Le groupe étranger de son côté détient 45,5 % du capital : B.I.S.C. LTD (British Iron and Steel Corporation), 14,50 % ; un complément de participation est réservé par Rothschild à la B.I.S.C. à concurrence de 5,5 % (opération en cours de négociation) ; Finsider (société italienne) ⁶, 15 % ; groupe de sociétés sidérurgiques allemandes (où se trouvent notamment Mannesmann, Krupp, Klockner, Hoesch, etc...) : cession de capital par Rothschild à concurrence de 10 % (opération en cours de régularisation) ; enfin la sidérurgie néerlandaise (aciéries d'Ijmuiden) s'est réservée une participation de 0,5 %.

Ainsi, au sein de la Miferma ⁷, non seulement se manifeste l'alliance de capitaux publics et de capitaux privés, mais encore, par

6. La Finsider appartient pour 55 % à l'Etat et pour 45 % à des groupes privés ; elle est elle-même la filiale sidérurgique du gigantesque holding d'Etat I.R.I. (Institut pour la reconstruction industrielle).

7. Paul LEROY-BEAULIEU, inspecteur général des finances et attaché financier à Londres, vient d'être nommé, fin décembre 1957, président-directeur général de la Miferma.

suite du retrait de la société canadienne, se trouve réalisée la première association, dont la France conserve le contrôle, de capitaux européens pour la mise en valeur de l'A.O.F. La mise en valeur de Fort-Gouraud nécessitera des investissements de l'ordre de 58 milliards de francs-Gaillard. Mais ce chiffre devrait pouvoir être atteint sans trop de difficultés, car sur ce total les groupes participants à la Miferma apporteraient environ 31 milliards et pour le solde un prêt de 65 millions de dollars aurait été demandé à la B.I.R.D. (Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement).

Nous voudrions enfin, avant de quitter cette région, indiquer que non loin de Fort-Gouraud se trouve un autre gisement de fer extrêmement important : ce gisement se trouve au sud de l'Oasis de Tindouf, à 350 kilomètres au sud d'Agadir dans le Gara Djebilet, donc pour sa plus grande partie hors de l'A.O.F. Aussi est-il particulièrement étudié par le B.I.A., le Bureau Industriel Africain, établissement public à caractère industriel et commercial⁸, dont l'activité s'est concentrée sur l'Afrique du Nord et le Sahara. Toutefois un accord a été passé entre le B.I.A. et le Bureau Minier de la France d'Outre-Mer pour que l'étude en soit complète. Ce gisement de Tindouf entre donc partiellement dans le cadre géographique de notre étude. Il s'agit là d'un gisement extrêmement considérable, qui a été découvert un jour par un géologue dont la boussole avait été affolée par le magnétisme du minerai de fer. Les recherches qui ont été poursuivies à partir de 1953 ont montré l'existence de réserve de près de 3 milliards de tonnes, dont une partie, estimée de 400 millions de tonnes à un milliard de tonnes, aurait une teneur supérieure à 50 %. Mais le projet est assez peu avancé pour deux raisons : le problème de l'évacuation est très difficile à résoudre et le B.I.A. a avancé le chiffre de 100 milliards pour la mise en valeur de ce gisement capable de satisfaire les besoins de l'industrie sidérurgique européenne pendant plusieurs décades.

Très loin de Tindouf, au sud de Fort-Gouraud et à 700 km environ au nord de Dakar, la Mauritanie possède encore d'autres richesses. A quelques kilomètres en effet du poste d'Akjoujt sur la piste intercoloniale allant de Dakar à Atar et Fort-Gouraud se dresse le double dôme du Guelb Moghrein qui contient un important gisement de cuivre ainsi que du minerai de fer. De plus, à 20 km de là se trouve un gisement de minerai de fer à Legleitit el Khader.

L'étude du gisement d'Akjoujt, entreprise tout d'abord par les services géologiques de l'A.O.F., fut poursuivie à partir du 1^{er} juil-

8. Le B.I.A., créé par la loi n° 52-14 du 5 janvier 1952 et organisé par les décrets n° 52-1431 du 29 décembre 1952 et n° 53-1269 du 23 décembre 1953, est présidé par Louis ARMAND, président du Conseil d'administration de la S.N.C.F.

let 1948 par le Bureau Minier de la France d'Outre-Mer auquel se joignirent en 1950 le Territoire de Mauritanie et le Gouvernement Général de l'A.O.F. Le 24 juillet 1953, une Société fut constituée sous le nom de Société des Mines de Cuivre de Mauritanie (Micuma). Cette société d'économie mixte groupe l'Etat et des collectivités ou établissements publics d'une part, des entreprises privées françaises d'autre part ; le capital initial de 300 millions de francs C.F.A. a été porté à 400 millions. Les fonds publics représentent 50 % du capital ainsi réparti : Bureau Minier de la France d'Outre-Mer, 25 % ; Gouvernement Général de l'A.O.F., 12,5 % ; Territoire de Mauritanie, 12,5 %. L'autre moitié du capital va aux capitaux privés : Pennaroya, 12,5 % ; Banque de Paris et des Pays-Bas, 10 % ; Banque de l'Indochine, Rothschild, Schneider, Minerais et Métaux, Laminiers du Havre, 27,5 %. De plus la Micuma a obtenu un prêt de 400 millions de francs C.F.A. du Bureau Minier de la France d'Outre-Mer.

Les travaux de recherches, dont le montant s'élève actuellement à environ 1.300 millions de francs C.F.A. ont permis de découvrir un gisement de 18,5 millions de tonnes de minerai sulfuré à 1,5 % de cuivre, exploitable en carrière, de déceler un gisement de 9,5 millions de tonnes de minerai oxydé à 2,5 % de cuivre, exploitable à ciel ouvert, enfin de constater que ces minerais du Guelb Moghrein contenaient une quantité importante de fer et pourraient donner 6 millions de tonnes de magnétite de fer à 68 %. Ces travaux de recherches ont aussi permis de mettre au point, à l'aide d'une usine-pilote, un procédé de traitement du minerai sulfuré, de réunir les éléments nécessaires à la solution du problème du ravitaillement en eau (il s'agit de plus de 6.000 m³ par jour) et d'étudier le problème de l'évacuation : il est acquis maintenant qu'elle se fera par chemin de fer (on avait pensé un moment à l'avion pour le cuivre seul) et par Port-Etienne à l'aide d'un raccordement sur la ligne venant de Fort-Gouraud.

Mais plusieurs problèmes importants subsistent. D'abord se pose la question du traitement du minerai oxydé : une usine-pilote a été commandée à cet effet et les résultats seront connus en 1958. Ensuite il convient de noter que les réserves du gisement, limitées, ne pourront permettre une exploitation que pendant une quinzaine d'années à la cadence prévue de : 56.000 tonnes par an de concentré (en raison du transport grevant lourdement le prix de revient) sulfuré titrant 27 % de cuivre, et de 12.000 tonnes par an de concentré oxydé titrant 70 % de cuivre, cette production annuelle correspondant à 22.000 tonnes de cuivre métal ; vu ses réserves, les frais de transport (il se trouve à 270 kilomètres de la mer) et sa faible teneur,

ce gisement n'est pas d'une rentabilité exceptionnelle. Mais étant donné que le cuivre est associé à de la magnétite, que le gisement proche de Legleitat-el-Khader est estimé à 12 ou 15 millions de tonnes de minerai à 52,55 % de fer, la Société envisage de devenir une entreprise d'extraction de minerai de fer, ce qui accroîtrait la rentabilité de l'exploitation, et d'exporter 1 million et demi de minerai par an. Mais si le projet devient plus intéressant, il devient aussi plus coûteux, car c'est un investissement de l'ordre de 15 milliards de francs C.F.A. qu'il faut réaliser, et dont il a été envisagé qu'un tiers serait fourni par la puissance publique. On estime que le chiffre d'affaires annuel serait de l'ordre de 8 milliards de francs métropolitains, soit environ 5 milliards pour le cuivre et trois pour le fer.

La décision d'exploitation est donc liée étroitement aux possibilités de financement. En tous cas, sa mise en valeur contribuerait à libérer partiellement l'économie française de la dépendance totale dans laquelle elle se trouve à l'égard de l'étranger en ce qui concerne le cuivre, dépendance qui nous coûte de précieuses devises : en 1955, la France a importé 172.521 tonnes de cuivre brut essentiellement des Etats-Unis, du Bénélux et des Territoires belges d'Afrique. Il est permis aussi de penser que la décision d'exploiter Fort-Gouraud pourrait constituer un facteur favorable pour le projet minier d'Ak-joujt et l'on cite l'année 1962 comme la date possible de mise en exploitation.

Si ces différentes sociétés, qu'il s'agisse de sociétés d'études ou de sociétés en activité, sont importantes et peuvent susciter de grandes espérances, c'est cependant vers ce que l'on appelle le complexe industriel du Koukouré que se tourne surtout l'attention du grand public.

Si des projets aussi spectaculaires peuvent être envisagés sans paraître déraisonnables, et commencent d'ailleurs déjà à entrer dans la phase des réalisations, c'est en raison de la place que tient l'aluminium dans le monde et de ses conditions de production. De 1900 à 1954, la consommation mondiale d'aluminium a en moyenne doublé tous les 7 ans. Or dans les années qui ont précédé la seconde guerre mondiale, l'Europe produisait et consommait près de deux fois plus d'aluminium que l'Amérique : si l'on se réfère en effet aux moyennes des années 1935-1938, on s'aperçoit que la production et la consommation en Europe se trouvaient alors équilibrées à un niveau proche de 240.000 tonnes, et celles de l'Amérique aux alentours de 130.000 tonnes, le reste du monde n'intervenant guère dans la consommation que pour 70.000 tonnes. Mais vingt ans après, en 1955, la situation s'est totalement inversée. La production de l'Europe a doublé

(547.000 tonnes), mais ne suffit plus au développement de sa consommation qui a triplé (796.000 tonnes). Pendant ce temps, l'Amérique a multiplié sa consommation par 13 (1.669.000 tonnes) et sa production par 14 (1.952.000 tonnes). L'expérience prouve qu'il n'y a pas de lien nécessaire entre l'existence de gisements de bauxite et la production d'aluminium : l'exemple le plus frappant est celui du Canada qui, en 1955, a consommé environ 63.000 tonnes et produit près de 600.000 tonnes de métal qui vient principalement de la Jamaïque, de l'Amérique du Sud et même un peu, nous le savons, des îles de Los en Guinée. On peut dire que jusqu'à présent, les industries de l'aluminium se sont installées toujours, non pas sur le gisement de bauxite, mais sur la source d'énergie. La France possède de la bauxite ; elle en produit annuellement 1.500.000 tonnes et 435.000 tonnes d'alumine ; elle est, avec 150.000 tonnes d'aluminium le deuxième producteur d'Europe, immédiatement derrière l'Allemagne. Mais le problème de la France est aussi celui de l'Europe : une consommation sans cesse accrue et des possibilités d'accroissement de la production limitées par le coût élevé de l'énergie électrique ; surtout les producteurs français ne trouvent plus, dans la métropole, du courant à des prix de revient suffisamment bas pour qu'ils puissent eux-mêmes garder une position compétitive sur les marchés mondiaux. Les Canadiens disposent pour l'industrie de l'aluminium de kilowatt-heure à un prix inférieur à 1 franc, ce qui est beaucoup moins cher que le prix du courant en France.

La production de l'aluminium est donc étroitement liée à la production à bon marché d'énergie électrique. L'aluminium en effet est obtenu par électrolyse de l'alumine fondue qui provient du traitement de la bauxite par une lessive de soude. Cette opération exige une consommation de 20.000 kWh par tonne de métal. Il est donc impératif de disposer d'une énergie électrique considérable et surtout à très bon marché : environ 1 franc le kWh. Certes, on peut exporter la bauxite, ou mieux l'alumine, la transformation de la première en la seconde ne demandant pas d'énergie électrique. Mais en Europe (Scandinavie exceptée), le prix le plus bas du kWh est de 3 francs, en France de 2 francs dans les vallées alpines. Ce prix est trop élevé étant donné l'incidence sur le prix de revient de la tonne de métal. Enfin en transportant de la bauxite, ou même de l'alumine, on transporte du stérile : 3.300 kg de bauxite (à la teneur de Konkouré) = 1.000 kg d'alumine = 500 kg d'aluminium (10.000 kWh). On en déduit que, si, à proximité d'un gisement d'une importance telle qu'il justifie le traitement sur place de la bauxite, on dispose d'une source d'énergie électrique dont le prix de revient est égal à environ 1 franc le kWh, on détient les moyens d'un développement industriel excep-

tionnel, pourvu qu'on dispose au départ des capitaux très considérables qui sont nécessaires.

Or ces gisements de bauxite existent en Guinée et deux groupes ont décidé de les mettre en exploitation : la Société des Bauxites du Midi et le groupe Péchiney-Ugine.

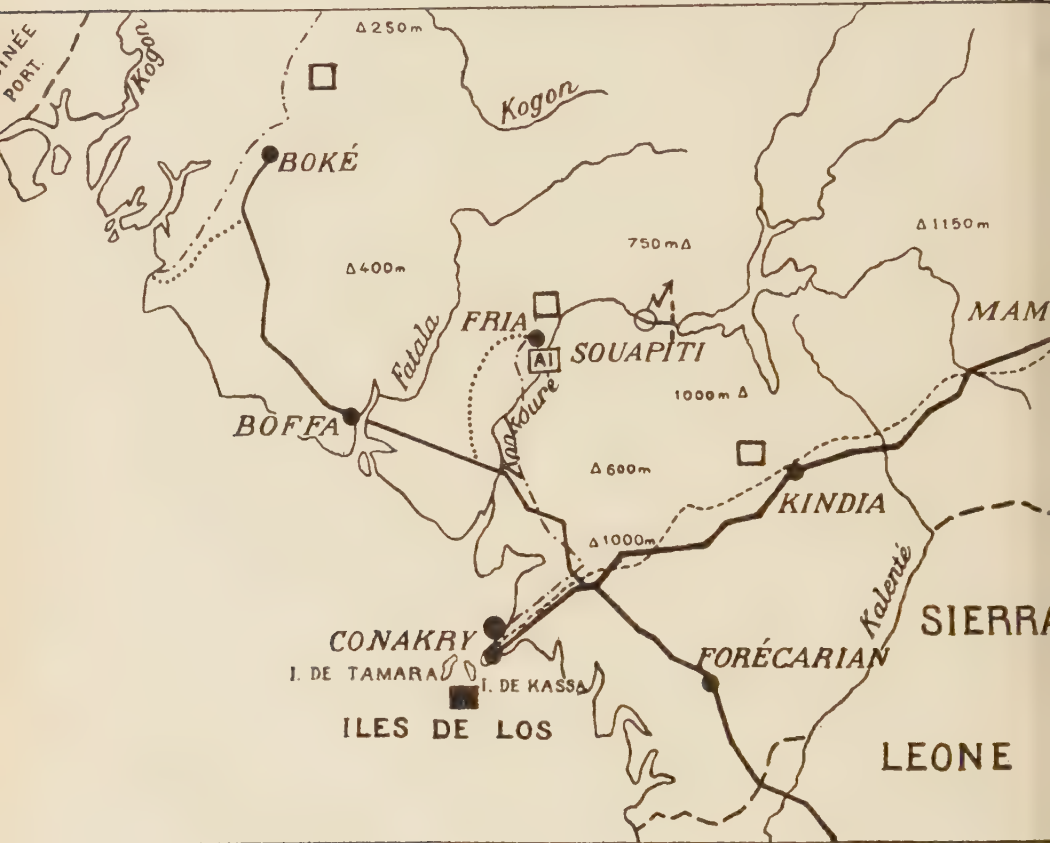
La Société des Bauxites du Midi, filiale du groupe canadien Aluminium Limited, deuxième producteur du monde, qui exploite déjà les gisements des îles de Los, a décidé de mettre en exploitation un gisement de bauxite dans la région de Boké, au nord de la Guinée française. Ce gisement, dit du Cogon, aurait des réserves évaluées à 300 millions de tonnes de bauxite à 45 %, et devrait pouvoir produire annuellement 1.500.000 tonnes de bauxite : 1 million de tonnes seraient exportées et 500.000 tonnes transformées sur place en 220.000 tonnes d'alumine. Ces résultats devraient être atteints vers 1961-1962 ; d'ici là, il faut équiper la carrière, construire l'usine, et prévoir l'évacuation : un port est à construire de toutes pièces à l'embouchure du Rio Nunez, près du petit village de pêcheurs de Kamsar, à près de 50 km au sud-ouest de Boké ; un chemin de fer de 120 km, à construire également, reliera la carrière, l'usine et le port. Enfin, il faut prévoir l'installation de 250 Européens et de 2.500 Africains, soit 20.000 habitants, à proximité du gisement et des usines. Tous ces travaux nécessiteront des investissements considérables de l'ordre de 40 milliards de francs qui seront supportés par le groupe canadien « Aluminium Limited ». Un programme de 400 millions d'investissements publics sera supporté par le F.I.D.E.S. ; il s'agit de construire une route reliant l'embouchure du Rio Nunez à Kollaboui, embranchement de la route fédérale Boffa-Boké.

De son côté, le groupe Péchiney-Ugine, par l'intermédiaire d'une filiale, la Sarepa (Société Africaine de Recherches et d'Etudes pour l'Aluminium) a reconnu et étudié des gisements dans deux régions : celle de Kindia, à une centaine de kilomètres au Nord-Est de Conakry et celle de Fria, à une centaine de kilomètres au Nord de Conakry dans la vallée du Konkouré. Au début, les études avaient porté sur la région de Dabola, mais le gisement reconnu présentait de grandes difficultés d'exploitation à cause de sa distance de la mer.

Les gisements de Kindia et de Fria, dont les réserves sont estimées à 250 millions de tonnes, exploitables en carrière, ont une teneur assez faible (40 à 42 %). Il est donc plus économique de les traiter sur place : c'est pourquoi il a été décidé de construire à Fria une usine d'alumine dont la mise en route pourrait avoir lieu en 1960. La capacité de cette usine sera, au moins dans une première étape, de 480.000 tonnes par an, et il est envisagé d'atteindre assez rapidement par la suite 1.200.000 tonnes. En vue de la construction

FIGURE 7

SCHEMA DE LA GUINÉE MINIÈRE ET INDUSTRIELLE



[AI]

Usine d'aluminium en projet



Usine hydroélectrique en projet



Barrage dont la construction est décidée



Bauxite en projet



Bauxite en exploitation



Fer en exploitation



Route existante



Route en projet



Frontière



Voie ferrée existante



Voie ferrée en projet

de cette usine d'alumine, le groupe Pechiney-Ugine s'est associé à d'autres producteurs mondiaux pour créer une nouvelle Société, la Société Fria (Compagnie Internationale pour la production de l'alumine). Cette société de structure internationale, constituée récemment au capital de 1 milliard de francs C.F.A., comprend : le groupe américain Olin Mathieson, la British Aluminium Company, le groupe suisse A.I.A.G. (*Aluminium Industrie Aktien Gesellschaft*) et le groupe français Pechiney-Ugine. Ce dernier groupe, qui possède seulement, 23 % du capital, a cependant le contrôle de l'affaire et la majorité dans le Conseil grâce à un système d'action à vote multiple, légal pour certaines sociétés d'Outre-Mer, on se le rappelle, depuis le décret du 13 novembre 1956. Cette Société a procédé à la création de deux filiales : la Transfria, chargée de la construction du chemin de fer Fria-Conakry (150 km) ainsi que des superstructures portuaires, et la Sifria, Société Immobilière, chargée de réaliser les futures cités industrielles de la région de Fria. Or on estime que l'usine de Fria doit employer 750 Européens et 3.300 Africains : avec les familles, c'est donc une cité de près de 30.000 habitants à créer.

La production servira à approvisionner les marchés extérieurs, chacun des participants à la Société exploitante s'étant engagé à assurer le débouché d'une part de production égale à sa participation en capital. Ainsi la part de la Suisse, soit 10 %, ira en Norvège où l'A.I.A.G. participe à la construction d'une nouvelle usine d'électrolyse ; la part britannique, soit 17 %, sera dirigée vers le Canada où la British Aluminium monte une fonderie à Baiecomeau, dans la province de Québec ; la part américaine, 50 %, est destinée à l'usine d'Omali que construit aux U.S.A., sur les Grands Lacs, le groupe Olin Mathieson. Enfin, la part française ira au Cameroun, où le groupe exploitant de Guinée a déjà édifié une usine de transformation de l'alumine en aluminium, utilisant l'énergie électrique fournie par le barrage d'Edéa : le premier lingot d'aluminium produit au Cameroun a été coulé au mois d'avril 1957. Ajoutons, à titre indicatif, qu'ultérieurement, cette alumine pourra être traitée au Kouilou, en A.E.F., grâce à l'énergie électrique produite par l'usine hydroélectrique à édifier sur ce fleuve ; enfin, est à l'étude l'installation d'une usine dans le Sud-Ouest de la France, qui utiliserait le gaz de Lacq, pour traiter l'alumine d'Afrique noire.

En ce qui concerne les investissements, ils sont évalués à près d'une cinquantaine de milliards. Mais les travaux de construction de la route de Ouassou à Fria, soit 400 millions, seront assurés pour moitié par la puissance publique, ainsi que le développement de l'infrastructure du port de Conakry, soit 5 milliards. La Société elle-même doit apporter 36 milliards et elle bénéficiera d'un prêt de la

Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer de 7,5 milliards. Tous ces chiffres sont considérables. Les travaux sont commencés en 1957-1958, la production d'alumine devant démarrer en 1960. Enfin, on envisage déjà, lorsque le barrage sur le Konkouré sera achevé, d'utiliser une partie de l'alumine produite sur place et de construire une usine d'aluminium, Fria se trouvant à une trentaine de kilomètres à peine à vol d'oiseau du site de Souapiti.

C'est en effet la production d'énergie hydro-électrique qui doit donner toute son ampleur aux réalisations et aux projets en Guinée, au point d'aboutir à ce que l'on appelle tantôt une « zone d'organisation industrielle » (la Guinée étant alors dans certains projets la S.O.I.A. n° 3), tantôt un complexe industriel ou un grand ensemble. Il existe déjà dans le monde des réalisations de ce type : on peut citer par exemple les Combinats de l'Oural ou la T.V.A. (Tennessee Valley Authority) aux Etats-Unis ; on peut remarquer d'ailleurs, qu'en dehors d'une volonté délibérée de l'homme, le développement naturel et progressif des zones industrielles aboutit souvent pratiquement à des ensembles comparables, qui semblent fréquemment caractériser l'industrie moderne et qui résultent de la réunion dans une région géographiquement déterminée de richesses naturelles importantes, d'investissements exceptionnellement élevés et d'activités industrielles, commerciales ou agricoles complémentaires.

Le fleuve du Konkouré, en Guinée, appartient à la région du Fouta-Djalou, dont on dit toujours qu'elle est le château d'eau du territoire, ce qui est exact d'ailleurs ; le pays que le Konkouré traverse reçoit 4 m d'eau par an sur le littoral et 2,50 m en montagne, si bien que le fleuve a un gros débit. Mais ce débit est variable, et si à l'étiage il n'est que de 10 m³/seconde sur le cours moyen, il atteint 1.500 m³/seconde en crue ; enfin ces apports annuels sont concentrés pour moitié sur deux mois de l'année et pour les trois quarts sur quatre mois. Les travaux projetés auraient donc pour but de régulariser le régime hydraulique du fleuve de manière à assurer une production d'énergie électrique constante. Deux sites, Souapiti et Amaria, se sont révélés particulièrement favorables ; mais les études ont été beaucoup plus poussées pour le premier, et le 16 septembre 1957 un conseil interministériel (sous le gouvernement BOURGÈS-MAUNOURY) a décidé la construction du barrage de Souapiti, son édification et celles d'une usine hydro-électrique devant demander un délai de six ans. Une production de 150.000 tonnes d'aluminium pourrait alors être obtenue ; la chute d'Amaria, si elle était aménagée, permettrait de porter la production à 250.000 tonnes d'aluminium. Construit en terre, d'où un apport de 25 millions de mètres cubes de matériaux, long de 1 km, haut de 120 m, le barrage de Souapiti

noiera sur 60 km de longueur la vallée du Konkouré ; il fournira une tranche utile de retenue de 4 milliards de mètres cubes d'eau, alimentant une centrale souterraine de 3 milliards de kWh par an.

Les études sur le Konkouré sont d'ailleurs déjà anciennes, puisque dès 1948 une mission E.D.F. avait reconnu le potentiel énergétique du fleuve ; par la suite, des études furent menées à partir de 1951 par la Société Energie Electrique de Guinée à laquelle s'est jointe, le 4 novembre 1955, la Société Civile d'Etudes Hydro-Electriques du Konkouré et du Kouilou, au capital de 1 million de francs métropolitains. Cette dernière société a dirigé les plus récentes études relatives à la construction du barrage et elle comprend d'une part la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer qui détient 50 % du capital et, d'autre part, les sociétés suivantes qui se répartissent l'autre moitié en parts égales : le Groupe Pechiney-Ugine, les Bauxites du Midi, Montecatini, Vereinigte Aluminium Werke et la Société Anonyme Suisse pour l'Industrie de l'Aluminium. La construction et l'exploitation du barrage, de l'usine hydro-électrique et de l'usine d'aluminium seraient assurées dans le cadre d'une société internationale groupant vraisemblablement à peu près les mêmes participants que la Société d'Etudes. Les investissements prévus pour le seul projet de Souapiti (barrage et usine) sont de l'ordre de 110 à 120 milliards. Le gouvernement français⁹ aurait accepté d'inscrire au prochain budget de l'exercice 1958 la dépense représentant sa participation au projet du Konkouré, soit 40 milliards de francs métropolitains.

Il s'agit donc d'une entreprise d'une exceptionnelle importance¹⁰. Paul MASSON, secrétaire général de la Mission d'Aménagement Régional de la Guinée, écrit récemment¹¹ :

« Trois milliards de kilowatts-heure, c'est à peu près le double de la productibilité du plus grand des barrages français (Génissiat : 1,6 milliards de kWh) ; 3 milliards de kWh, c'est en un seul ouvrage le neuvième de la production française d'énergie hydraulique (26 milliards de kWh en 1956) et plus de vingt fois la production actuelle d'électricité de l'A.O.F. ; 150.000 tonnes d'aluminium enfin, c'est exactement la production française de ce métal à son niveau record de 1956. »

9. *Industries et travaux d'Outre-Mer*, novembre 1957, n° 48.

10. Mais dont l'importance est cependant très inférieure à celle du barrage d'Inga au Congo belge. La décision de la construire vient d'être prise : le premier kWh serait livré vers 1964 ; on parle d'une dépense de 158 milliards de francs belges, le résultat devant être une production de quelque 240 milliards de kWh par an, ce qui est fantastique. Le prix de vente du kWh serait dans une première phase de 12 centimes belges, soit sensiblement égal à celui qu'on espère pour le Konkouré ; dans la phase finale par contre il devrait s'abaisser à 6 centimes.

11. *Industries et Travaux d'Outre-Mer*, septembre 1957.

Si l'on considère que le budget de la Guinée est de 8 milliards seulement et que les investissements nécessaires à l'exploitation de la bauxite et à la création d'usines d'alumine et d'aluminium s'élèvent en francs 1957 à 215 milliards, on peut mesurer toutes les incidences que la réalisation de ces travaux aura sur l'économie du territoire. Aussi un organisme administratif spécial, dit « Comité d'Aménagement Régional de la Guinée », a-t-il été créé pour étudier les problèmes économiques et sociaux qui vont se trouver posés du fait de l'implantation d'ensembles industriels importants : en particulier les problèmes de déplacements de population, le manque de certains ouvriers spécialisés, les risques de hausse de prix, la nécessité d'un ravitaillement régulier et abondant, les problèmes de consommation et ceux du logement pour le personnel qui, en grande partie, devra être rendu à l'agriculture une fois les travaux achevés. Ce Comité aura à résoudre des problèmes économiques, fonciers et sociaux d'une ampleur considérable et que les textes en vigueur n'ont peut-être pas tous prévus : des dispositions législatives et réglementaires nouvelles sont donc à élaborer. Ce Comité d'Aménagement Régional, issu de la Mission d'Aménagement Régional créée le 29 décembre 1956 par un arrêté du ministre de la France d'Outre-Mer, s'inspire des Comités d'Expansion Régionale qui ont été développés en France métropolitaine avec succès. Présidé par le chef du territoire et composé de représentants du secteur privé, des élus et de l'administration, ce comité est chargé de définir, à un bureau d'études et de coordination, les directives générales de la planification envisagée. Cet effort nouveau en A.O.F. correspond à une formule d'assistance technique indispensable en Guinée et très heureuse étant donné l'importance et la variété des problèmes soulevés.

LA SOCIÉTÉ AGRÉÉE INTERNATIONALE

Jean-Michel DE LATTRE préconise¹², pour assurer le développement des centres industriels en Afrique noire existants, le cadre institutionnel de la « Société Agréée Internationale ». Il la définit comme suit :

« Le développement des grands ensembles est soumis à deux règles essentielles :

1^o Nécessité d'accorder un " régime spécifique " dérogeant au droit commun pour tenir compte des conditions locales d'activité, des exigences particulières de financement, du caractère international des débouchés.

2^o Nécessité d'assurer à ce régime spécifique des garanties de stabilité et de continuité. »

Différentes propositions ont été formulées sur le plan international par l'Organisation Economique de Coopération Européenne (O.E.C.E.), la Banque Internationale de Reconstruction et de Développement (B.I.R.D.), le Conseil de l'Europe, la Chambre de Commerce Internationale. Aucune de ces propositions n'a pu être mise en vigueur.

On a cherché une solution sur le plan du droit international et pensé à créer des « sociétés internationales ». Il n'en existe pas. Ni la Compagnie Internationale des Wagons-Lits, ni la Compagnie Universelle du Canal Maritime de Suez ne sont, au sens juridique de l'expression, des sociétés internationales. Il ne peut en exister de cette nature, faute d'une allégeance internationale.

Depuis plusieurs années, l'idée de « société agréée internationale » a été lancée. Il s'agit d'une technique qui utilise les deux éléments de puissance que sont la souveraineté nationale d'une part, les aspirations internationales d'autre part. Elle se révèle être un système « ad hoc », en se situant au point de rencontre de ces deux forces, là où elles se mêlent, non pour se repousser mais pour se conjuguer.

Trois éléments fondamentaux la caractérisent :

- Statuts établis selon les dispositions de la loi française donnant à la société le caractère de « société française ».
- Protocole attributif d'un régime spécifique de longue durée au point de vue économique, financier, fiscal, douanier, monétaire, juridique et énumérant les dérogations consenties par la France et les autres pays intéressés à leur droit commun respectif, en vue de permettre l'établissement des entreprises et d'assurer leur bon fonctionnement.

12. Conférence faite au Cercle de la France d'Outre-Mer, d'après *Perspectives* du 27 avril 1957.

- Convention internationale établissant le caractère intangible des statuts et du régime spécifique.

La formule présente plusieurs avantages :

— *Sur le plan juridique*, elle s'inscrit dans la ligne de l'évolution du droit; elle prépare la création de véritables « sociétés internationales » en dégagant les éléments juridiques de base nécessaires au bon fonctionnement des futures sociétés internationales. C'est la multiplication de ces statuts spécifiques, dérogeant au droit commun, qui permettra de préciser progressivement les lignes essentielles « du statut de société internationale ». Il suffira qu'un organisme supra-national homologue l'ensemble des dérogations consenties par les Etats pour que se trouve codifié un « statut de société internationale ». Le droit viendra sanctionner le fait.

— *Sur le plan économique*, la souplesse du statut permet de tenir compte des caractères particuliers de chaque cas d'espèce considéré en matière fiscale, douanière ou économique. La technique donne satisfaction aux intérêts français et étrangers en leur reconnaissant un statut fait de droit et d'obligations précis et en leur attribuant des garanties de continuité et de stabilité, faisant disparaître ce que l'on est convenu d'appeler le « risque politique ».

— *Sur le plan politique*, la formule respecte intégralement l'indépendance politique française puisque le statut de la société est celui d'une société française. En même temps, elle tient compte de l'idée européenne et de l'idée eurafricaine en donnant à la coopération un « cadre institutionnel d'expression » propre et adéquat.

A la suite de la loi-cadre portant réforme pour l'Outre-Mer, le gouvernement a été amené à prendre, le 13 novembre 1956, une série de décrets. L'un notamment, tient compte des idées ci-dessus exposées. Un décret permet aux autorités locales des territoires d'accorder par « convention de longue durée » aux grands ensembles, un régime spécifique d'établissement et de fonctionnement garantissant pendant une durée déterminée le maintien des dispositions d'ordre juridique, économique, fiscal et financier propres à assurer l'efficacité des activités entreprises.

L'ÉVOLUTION DE LA STRUCTURE DE LA SOCIÉTÉ

La structure traditionnelle de la société se modifie peu à peu en A.O.F. Déjà l'autorité coutumière était depuis longtemps battue en brèche par l'influence auprès des populations des agents de l'administration française ; mais dans les dix dernières années, l'autorité du chef coutumier et avec lui, dans une mesure moindre il est vrai, celle du chef de famille, a décliné en même temps que l'Afrique s'ouvrait davantage au monde moderne. Développement des moyens de communication, développement économique en général, détribalisation, multiplication des contacts humains, extension progressive de l'instruction, de l'hygiène, sont évidemment les raisons qui viennent aussitôt à l'esprit pour expliquer ce phénomène. Le développement de la démocratie et des transformations récentes dans l'organisation politique, dont nous parlerons dans le titre suivant, l'apparition de nouvelles autorités accélèrent le déclin des autorités traditionnelles. Ce déclin qui est plus sensible au point de vue public qu'au point de vue privé, a pour corollaire l'apparition de classes nouvelles. Nous voudrions mettre l'accent sur quatre points qui nous semblent importants pour illustrer les transformations intervenues : d'abord souligner le rôle du christianisme, puis indiquer le développement récent du salariat et celui d'une législation protectrice du salarié, en troisième lieu montrer la formation d'un syndicalisme, enfin noter l'effort d'africanisation de la fonction publique.

Le christianisme nous semble en effet avoir joué un rôle considérable dans l'éclosion d'une société nouvelle. Quand nous disons christianisme, nous pensons surtout catholicisme. En A.O.F., les protestants sont peu nombreux, divisés et ils se cantonnent dans un rôle purement religieux. Il n'en va pas de même des catholiques et du clergé qui participent largement à la vie sociale.

Le clergé catholique n'est pas influent partout, car il est en A.O.F. géographiquement assez localisé, particulièrement au Dahomey (184.000 baptisés), en Côte d'Ivoire (181.000) et en Haute-Volta. Mais il est certain que là où le catholicisme s'est développé, il a dépouillé les chefs coutumiers de leur autorité spirituelle, il a affran-

chi le noir des multiples superstitions de sa vie quotidienne, il a favorisé la monogamie, il a permis à la personnalité du noir et aussi à celle de la femme noire de s'affirmer. C'est là un phénomène caractéristique d'une société que l'état de la femme : en A.O.F., elle n'est pas libre de son destin. Certains jeunes écrivains noirs ont voulu réagir contre cette remarque des Européens, en poétisant le rôle de la femme dans la société traditionnelle. Il n'en subsiste pas moins qu'elle subit un certain nombre de contraintes sociales, qui sont assez dépourvues de poésie : ce sont elles qui souvent travaillent la terre et toujours elles besognent durement ; elles ne choisissent pas leur mari, mais elles sont soumises à l'autorité du chef de famille qui décide souvent, semble-t-il, en fonction de la dot qu'apporte le futur mari¹ ; enfin si elles viennent à perdre ce mari qu'elles n'ont pas choisi, elles ne recouvrent pas leur liberté, mais elles deviennent automatiquement l'épouse d'un membre de la famille du défunt, généralement du frère. Les étudiantes noires, que nous voyons en France, se plaignent amèrement de cet état de dépendance : il est vrai qu'il s'agit d'« évoluées », et que la femme noire, qui n'a jamais quitté la brousse, doit ressentir moins vivement le poids de la tradition et de l'autorité ancestrale. Il n'est pas douteux néanmoins que le catholicisme a réagi fortement contre toutes ces pratiques et que l'évolution de la femme noire est une des conditions essentielles de la transformation de l'Afrique.

Le catholicisme d'ailleurs s'est surtout développé dans les villes : ainsi Dakar groupe à elle seule 78 % des catholiques de l'ancien vicariat apostolique qui en comptait environ 120.000. Récemment, en effet, l'organisation de l'Eglise a été modifiée par Pie XII. Jusqu'à ces derniers temps, elle était la suivante. Trois sociétés se partageaient l'A.O.F. pour des raisons d'ordre historique : Spiritains au Sénégal et en Guinée, Pères blancs du Cardinal Lavigerie au Soudan et en Haute-Volta (ces deux ordres réguliers) et Missions Africaines de Lyon en Côte d'Ivoire et au Dahomey (prêtres séculiers)². Les postes d'une même région étaient groupés en préfectures ou en vicariats apostoliques suivant leur importance ; le vicaire apostolique avait rang et pouvoir d'évêque. L'action des différents postes était contrôlée par la maison-mère de la société et, de Dakar, par un archevêque, délégué apostolique en liaison directe avec le Vatican. Cette organisation a été supprimée et a fait place aux divisions territoriales analogues à

1. Avant 1939, les décrets de Georges MANDEL, alors ministre des colonies, avaient limité à un maximum de 500 francs le montant de cette redevance (qui favorisait les hommes vieux et riches et multipliait les jeunes célibataires).

2. Institut Français d'Afrique Noire : « Initiations africaines » par BRASSEUR, 1957.

celles de l'Europe : il y a en A.O.F. sept archevêchés. Le seul rappel du passé consiste en ce que l'Afrique continue à dépendre de la Sacrée Congrégation de la Propagande dont relevaient les missions et n'a pas été transférée à la Sacrée Congrégation Consistoriale qui a la charge des diocèses.

Ces transformations, néanmoins, indiquent suffisamment l'importance qu'a prise l'A.O.F. et l'Afrique noire pour l'Eglise catholique. Cette politique a été complétée par un effort croissant d'africanisation du clergé : il y a plus de 1.500 prêtres d'origine africaine dans l'ensemble A.O.F.-Cameroun-A.E.F. ; il y a de nombreux évêques noirs. Pourtant les conversions se font à un rythme assez lent, car l'assimilation de la religion chrétienne exigeante est difficile pour des esprits africains. Toutefois, dans les villes, nous l'avons dit, le catholicisme rencontre des succès : beaucoup de catholiques sont des salariés et cette constatation n'est pas sans influence sur l'orientation très sociale de l'Eglise en A.O.F. qui semble désireuse de ne pas se laisser dépasser sur sa gauche et qui a une attitude franchement anti-colonialiste.

A la fin de 1957, est paru un livre de François MÉJEAN intitulé : « Le Vatican contre la France d'Outre-Mer ». La thèse de l'auteur est évidemment très systématique : il indique que le catholicisme cherche à se désolidariser de la civilisation occidentale, qui est pourtant celle de 90 % de ses fidèles ; il cite l'encyclique *Evangelii Prae-cones* de 1953, il évoque la création rapide d'un clergé et d'un épiscopat autochtones, il rappelle que l'Eglise encourage l'autonomie de l'A.O.F. et que les missionnaires sont depuis plusieurs décades invités à faire passer les intérêts de l'Eglise avant ceux de leur pays d'origine. Conclusion : l'Eglise romaine sacrifie la France d'Outre-Mer et même l'Occident

« aux vues audacieuses et aux généralisations hâtives de la Congrégation de la Propagande, le ministère dont dépendent les missions, qui servent les intérêts des Afro-Asiatiques de la conférence de Bandoung ».

Ces vues sont évidemment trop excessives pour être convaincantes. Mais cet ouvrage a le grand mérite de montrer que l'Eglise a pris en Afrique noire un tournant, et qu'elle veut, pour lutter contre le communisme et sans doute aussi l'Islam, prendre résolument le parti des autochtones même si, en le faisant, elle ne peut toujours échapper à une certaine démagogie. Cette orientation s'est affirmée à Rome au dernier Congrès de la J.O.C. (Jeunesse Ouvrière Chrétienne), de même qu'au V^e Congrès International du Mouvement *Pax Christi* réuni en Autriche à Mariazell : on y a indiqué que

« l'Eglise ne doit jamais s'identifier avec une civilisation donnée » et on y a salué Bandoung,

« réveil des peuples de couleur, affamés de culture, de justice et d'amour autant que de liberté, et invité les chrétiens d'Europe à dépasser les concepts révolus de racisme, de colonialisme et de paternalisme, en vue de retrouver leurs frères, membres comme eux de la grande communauté humaine ».

Nous évoquions il y a un instant le nombre des salariés qui dans les villes étaient convertis au catholicisme. C'est qu'en effet ce développement du salariat, en même temps que d'une législation protectrice du salarié, est caractéristique de l'évolution intervenue depuis dix ans.

Il ne faut d'ailleurs pas surestimer l'importance des salariés par rapport à l'ensemble de la population. Le nombre des salariés du secteur privé est en 1955-1956 de 264.921 dont 14.643 Européens. A ces chiffres, il faut ajouter les salariés du secteur public ne ressortissant pas au régime de la fonction publique, soit environ 52.400 pour l'administration générale et 55.300 pour les services techniques. En ce qui concerne les salariés du secteur privé, la répartition par branche d'activité est la suivante (chiffres approximatifs et arrondis pour 1956) : agriculture et forêt, 73.600 ; industrie, bâtiment et travaux publics, 42.600 ; mines, 12.500 ; transports, 33.200 ; commerce et professions libérales, 51.900 ; professions domestiques, 20.500.

Néanmoins, il y a là un phénomène nouveau depuis l'abolition du travail forcé par la loi du 11 avril 1946. Depuis cette date, l'évolution sociale et politique a été telle que des mesures protectrices du salarié ont dû être prises : un Code du Travail a été promulgué par la loi du 15 décembre 1952. Ce code comporte d'abord la reconnaissance de certains droits : droit syndical, droit de s'associer, droit de contracter. Il institue ensuite une série de mesures protectrices du travailleur : réglementation des salaires, des contrats de travail, conditions et durée du travail, règlement des différends, hygiène et sécurité du travailleur, inspection du travail, délégués du personnel, etc.

Les entreprises doivent donc supporter en matière médicale et sanitaire des charges que leur impose le Code du Travail qui a été, de plus, complété par la généralisation du système d'allocations familiales. Ce système existait déjà, en particulier en ce qui concerne les fonctionnaires (loi Lamine-Gueye), mais son bénéfice est étendu à tous les salariés. Le nouveau régime fonctionne depuis le 1^{er} janvier 1956 et les caisses doivent être alimentées, comme dans la métropole, par une cotisation basée sur les salaires et payée par les employeurs : pour débiter, la Trésorerie des Caisses a reçu des pou-

voirs publics un crédit de « premier établissement ». Il doit y avoir une caisse de compensation dans chaque territoire. Le conseil d'administration doit être composé pour un tiers de représentants des assemblées territoriales, pour un tiers de représentants des travailleurs et pour un tiers de représentants des employeurs. Les inspecteurs du travail du corps d'Outre-Mer doivent assister aux délibérations du conseil et doivent être obligatoirement entendus sur les questions importantes : la tutelle des pouvoirs publics sur les caisses est donc beaucoup plus étroite que dans la métropole. Quatre catégories de prestations sont définies qui varient dans le détail de celles de la métropole : allocations prénatales et indemnité de salaires pour la période suivant et précédant l'accouchement ; allocations de maternité versées à la mère pour chaque enfant né viable et déclaré à l'état-civil (le versement a lieu en trois fractions : la moitié à la naissance, un quart lorsque l'enfant atteint l'âge de six mois et un quart lorsqu'il atteint l'âge d'un an) ; allocations familiales proprement dites, versées pour tous les enfants de un an à quatorze ans, avec possibilité de prolongation jusqu'à dix-huit ans pour les apprentis et vingt et un ans pour les étudiants (conditions d'attribution : déclaration de l'enfant à l'état-civil, fréquentation scolaire régulière et contrôle médical périodique) ; enfin il y a une allocation dite « au foyer du travailleur », accordée pour les trois premiers enfants, à condition que le mariage ait été célébré en présence de l'officier de l'état-civil. Ces dernières modalités cherchent à favoriser la monogamie ; mais c'est le contraire qui s'est produit, puisqu'à part cette réserve, il n'est pas fait de distinction entre les monogames et les polygames (de même auparavant pour les fonctionnaires). C'est là un premier reproche que l'on peut adresser à la loi qui, par ailleurs, a favorisé une augmentation de 20 % des salaires et est une cause de l'augmentation des prix de revient.

En vertu du Code du Travail, l'autorité n'intervient obligatoirement que pour fixer la limite inférieure des salaires. Il existe en effet, dans les territoires, un salaire minimum interprofessionnel garanti fixé par voie réglementaire par le gouverneur, chef du territoire, après avis de la commission consultative du travail, avec des abattements de zones, et des salaires hiérarchiques fixés par des conventions collectives. En 1955, il n'est intervenu qu'un nombre limité de remises en ordre de salaires ; mais depuis la fin de 1955 et au cours de 1956, il y a eu dans de nombreux territoires un relèvement systématique des salaires les plus bas. Les salaires hiérarchiques fixés dans le cadre des conventions collectives par des accords entre employeurs et travailleurs sont rendus obligatoires à toutes les entreprises du secteur d'activité intéressé ; si aucune entente n'est pos-

sible, l'affaire passe sur le plan du conflit collectif et déclenche la procédure de règlement par l'intervention d'arbitres dont les décisions doivent cependant être agréées par les parties en cause. A défaut des conventions collectives ou dans leur silence, les autorités ont qualité pour procéder directement à la fixation des salaires hiérarchisés. Cette procédure n'a guère joué que lorsque la profession n'était pas organisée sur le plan syndical, soit du côté des employeurs (gens de maison), soit du côté des travailleurs (exploitations agricoles). L'examen des statistiques montre que l'ensemble agriculture, pêche et forêt, ne reçoit pas une part de salaire proportionnelle à l'importance de ses effectifs ; ce qui explique pour une grande part la désaffection des Africains pour les travaux salariés agricoles : ils préfèrent aller dans les villes où les salaires sont plus élevés. D'ailleurs, si on constate une progression constante de l'indice général des prix à la consommation familiale à Dakar par exemple, on peut néanmoins estimer que, grâce à la progression parallèle et même supérieure des salaires, compte tenu des divers avantages qui s'y rattachent, le niveau de vie des salariés s'est amélioré au cours de ces dernières années. Actuellement cependant, une pause semble nécessaire pour permettre l'assimilation des réformes ; et puis, si progrès économique et progrès social doivent aller de pair, il serait dangereux, pour l'avenir même de la Fédération, de vouloir donner au social la primauté sur l'économique.

Ces transformations intervenues dans l'économie et la société, le groupement des salariés, le développement des partis politiques aussi devaient entraîner en A.O.F. la naissance d'un syndicalisme.

Le décret du gouvernement provisoire du 7 août 1944 avait autorisé la création sans réserve des syndicats ouvriers en Afrique noire : auparavant, les Africains pour avoir le droit de se syndiquer devaient posséder notamment leur certificat d'études. En A.O.F., il existe actuellement environ 70.000 syndiqués, parmi lesquels 40.000 fonctionnaires et 30.000 travailleurs du secteur privé. La C.G.T. réunit 34.000 syndiqués et vient en tête ; elle est suivie par la C.F.T.C., 13.000 syndiqués, la C.G.T.-F.O. est moins importante ; enfin il y a des syndicats autonomes. Or, depuis deux ans, la tendance générale qui se manifeste est celle d'une volonté d'indépendance par rapport aux centrales métropolitaines. C'est ainsi que la C.G.T., perdant 50 % de ses effectifs, a donné naissance le 1^{er} avril 1956 à la Confédération Générale des Travailleurs Africains (C.G.T.A.). C'est ainsi que la C.F.T.C. s'est transformée en Confédération Africaine des Travailleurs Croyants (C.A.T.C.), afin de pouvoir admettre des Musulmans. La tendance est maintenant au regroupement dans une centrale syndicale africaine unique : en janvier 1957, une conférence

intersyndicale africaine, où tous les syndicats étaient représentés, sauf la C.G.T.-F.O. qui ne voulut pas se séparer de sa centrale métropolitaine, se tint à Cotonou ; la conférence adopta à l'unanimité le principe de la création d'une centrale unique dénommée : Union Générale des Travailleurs d'Afrique Noire (U.G.T.A.N.). Mais rien de définitif n'est encore réalisé, surtout si comme il me semble, la C.G.T. affiliée à la Fédération Syndicale Mondiale tente de noyauter l'U.G.T.A.N. naissante (chacune des centrales existantes doit encore en effet se prononcer dans un congrès).

En tous cas, le développement du syndicalisme en A.O.F. a eu certaines conséquences heureuses dans le domaine de l'organisation du travail. C'est ainsi que, jusqu'à 1956, les accords conclus demeuraient limités à l'échelon territorial, et des textes distincts régissaient les travailleurs européens et africains. Or, en novembre 1956, les négociations engagées en mai entre les représentants du patronat et ceux de la C.G.T., de la C.G.T.A., de la C.A.T.C., de la F.O., de la C.G.C. et du syndicat des employés et ouvriers européens, viennent d'aboutir à la signature de la première convention collective applicable à tous les travailleurs du secteur commercial d'A.O.F.

Ces transformations sociales sont complétées par une volonté d'africanisation qui se manifeste surtout dans la fonction publique³. La première condition de cette africanisation était l'égalité totale entre fonctionnaires africains et fonctionnaires européens ; cette égalité a été réalisée par la loi du 30 juin 1950, dont l'article 1 dispose :

« La détermination des soldes et accessoires de soldes de toute nature dont sont appelés à bénéficier les personnels civils et militaires en service dans les territoires relevant du Ministère de la France d'Outre-Mer, ne saurait en aucun cas être basée sur des différences de race, de statut personnel, d'origine ou de lieu de recrutement. »

L'article III ajoute :

« Les conditions d'administration, de recrutement et d'avancement feront l'objet d'une réglementation identique pour tous les fonctionnaires d'un même cadre. »

L'organisation de la fonction publique Outre-Mer a d'ailleurs été réformée par des décrets pris en application de la loi-cadre, décrets n^{os} 56.1227 et 56.1228 du 3 décembre 1956, modifiés respectivement pour les décrets n^{os} 57.479 et 57.480 du 4 avril 1957. Ces décrets ont effectué un classement entre les divers services publics fonction-

3. D'autant que les fonctionnaires européens les plus âgés peinent souvent à s'adapter aux conditions nouvelles.

nant Outre-Mer, classement qui a pour objet de déterminer d'une part des services de l'Etat chargés de la gestion des intérêts communs à l'ensemble de la République, et d'autre part des services territoriaux chargés des intérêts des territoires : les territoires peuvent donc constituer une organisation autonome de la fonction publique.

Il restait évidemment à faciliter l'accession des autochtones à la fonction publique, l'organisation des services territoriaux ne devant pas interdire aux populations d'Outre-Mer l'accès aux services d'Etat. C'est pourquoi un décret du 14 mai 1956 a réalisé la réforme de l'Ecole Nationale de la France d'Outre-Mer. Jusque-là, deux concours A et B y donnaient accès : l'un réservé aux étudiants, l'autre aux candidats justifiant de quelques années de service public ; entre 1951 et 1955, huit originaires des territoires d'Outre-Mer seulement ont pu entrer à l'école. Aussi deux principales réformes ont-elles été adoptées : d'abord, accession à un cycle de perfectionnement des fonctionnaires autochtones appartenant aux cadres supérieurs, ensuite et surtout, création d'un troisième concours C, réservé aux étudiants originaires des territoires d'Outre-Mer, dont le programme est identique à celui du concours réservé aux fonctionnaires, et dont les conditions (limite d'âge et diplômes) ont été adaptées aux candidats. Il a été décidé que les administrateurs seront recrutés pour 50 % parmi les élèves issus des concours B, C, et du cycle de perfectionnement.

A l'échelon du territoire aussi des mesures ont été prises pour créer des centres de préparation aux carrières administratives et aux carrières techniques de l'administration. Jusqu'à maintenant, dans les postes techniques, l'africanisation est rare, sauf en ce qui concerne le service de santé et l'enseignement. Le chemin à parcourir est donc considérable et pourtant on commence à se préoccuper d'un excès de petits fonctionnaires, qui résulte du prestige d'un emploi de bureau aux yeux des Africains, du droit à cet emploi que pense avoir l'Africain lorsqu'il a un minimum d'instruction, de la nécessité pour les partis politiques de protéger leur clientèle, enfin de l'aisance que ces emplois confèrent. PANOUILLOT fait remarquer

« qu'un commis expéditionnaire peut gagner 340.000 francs par an »,

ce qui est énorme étant donné les revenus moyens des Africains : mais

« alors qu'en France, le salaire minimum interprofessionnel garanti est inférieur au revenu moyen d'un Français, dans les territoires d'Outre-Mer, ce salaire minimum interprofessionnel garanti est très supérieur au revenu moyen du producteur africain ».

Ce qui n'empêche pas, fin décembre 1957, l'intersyndicat de la fonction publique d'A.O.F. de décider une grève de vingt-quatre heures sur l'ensemble de la Fédération, en vue d'obtenir un alignement des salaires sur les traitements alloués aux cadres métropolitains : ce qui prouve la subjectivité des besoins. Un aménagement de la fonction publique d'Outre-Mer décrochée de celle de la métropole est d'ailleurs à l'étude. Quoi qu'il en soit, l'africanisation n'est qu'une étape vers la maturité politique de ces territoires.

LES CHEFS, VICTIMES DE L'EVOLUTION ECONOMIQUE ET POLITIQUE (*)

Les 25, 26 et 27 juillet 1957, une conférence réunissait à Conakry, autour de M. SÉKOU TOURÉ et du gouverneur RAMADIER, tous les commandants de cercle du territoire et les ministres intéressés. La décision fut prise de supprimer la chefferie. Aux arguments d'ordre économique mis en avant par M. SÉKOU TOURÉ,

(« C'est en fonction de l'organisation économique, partant d'une certaine plafination, en fonction également de l'évolution démocratique enregistrée dans la vie du paysan... que nous avons prévu la suppression de la chefferie »),

aux arguments d'ordre administratif de la plupart des commandants de cercle (notables incapables ou vénaux, intermédiaires inutiles entre l'administration et les populations), s'ajoutait le ressentiment des leaders locaux du R.D.A. contre une caste qui naguère, avec l'appui de certains fonctionnaires européens, avait employé tout ce qui lui restait d'influence ou de pouvoirs de coercition pour dresser les paysans contre le Rassemblement...

Et M. SÉKOU TOURÉ pouvait conclure :

« C'est en fonction de notre économie qu'il faut rénover, en fonction de la situation politique qu'il faut assainir, en fonction des impératifs de l'administration, qui n'a pas résolu l'état de pourrissement de la chefferie, que nous prenons nos responsabilités. »

Mais on ne détruit que ce que l'on remplace. Un projet de nouvelle organisation administrative, fondée sur le principe de la représentation populaire au suffrage universel, a été entériné le 19 octobre en conseil des ministres locaux. Les principales dispositions de la réforme concernent aux divers échelons :

(*) *Le Monde*, 4 janvier 1958.

TABLEAU LI

EFFECTIF DES SALAIRES DU SECTEUR PRIVE ET EVALUATION DU MONTANT GLOBAL DU SALAIRE BRUT

(Source : I.G.T.L.S.)

Branches d'activités	Effectifs des salariés			Evaluation du salaire brut en milliards de Fr. (1)	Pourcentage
	Européens	Africains	Total		
Agriculture, pêche et forêts ...	868	72.718	73.586	2,8	13 %
Mines	726	10.951	11.677	1,3	6 %
Industrie et Carburants	2.814	28.707	31.521	8,2	32 %
Bâtiments et Travaux Publics ...	2.382	40.288	42.670	}	}
Transports	2.811	31.023	33.134		
Commerce Banques et professions libérales diverses	5.662	46.225	51.887	4,5	20 %
Domestiques (Service domestiques et gens de maisons) (a)	80	20.336	20.416	5,6	25 %
TOTAL	14.643	250.275	264.921	1,0	4 %
				23,4 (2)	100 %

a) Gens de maison en service auprès des européens et assimilés.

(1) En raison des baisses saisonnières d'activité, les salaires du commerce concernent 10 mois d'activité, ceux de l'agriculture et des transports privés correspondent à 11 mois d'activité.

(2) Estimation, valable à 10 % près.

TABLEAU LII
PRINCIPALES CHARGES SOCIALES A DAKAR
(Source : Commission d'Officialisation des prix de gros)

REFERENCES	UNITE	1956	
		Avril 26.5.56	Mai 26.6.56
Assurance maladie	1 % salaire		
Personnel sédentaire	%	1,5 à 1,8	1,5 à 1,8
" actif	"	4 à 6	4 à 6
Prime complémentaire couvrant risque avion		0,3	0,3
Allocations Familiales			
Européens	Fr par mois	3.305	3.305
Africains (1)	% salaire	5	5
Congés payés			
Européens 3 ^e catégorie	% du salaire	70	70
5 ^e catégorie	"	70	70
Autochtones			
1 ^e catégorie	jour	12	12
2 ^e catégorie	"	12	12

(1) 5 % du salaire avec plafond de 45.000 francs par mois.

NOTA : les dates indiquées sont celles des séances.

TABLEAU LIII

SALAIRES HORAIRES MINIMA INTERPROFESSIONNELS GARANTIS

TERRITOIRES	Z O N E S			
	1°	2°	3°	4°
SENEGAL				
Exploitations agricoles	31	28,85	27,90	26,35
MAURITANIE	26,85	24,95	24,15	22,80
agricoles	20	19,55	18,50	15,
GUINEE	17,50	17,	16,	14
agricoles	21	15,60	12,60	
COTE D'IVOIRE	18,55-15,90 & 13,75	11,50	11,25	11
agricoles	28,20	25,40	22,55	
DAHOMEY	188 par jour	159,80 par jour	131,60 par jour	
agricoles	21,60	15	12,90	10,80
HAUTE VOLTA	18,70	13	11,20	9,30
Secteur agricole	15,70	12,60	10,20	
Soudan	13,75	11	9	
Secteur agricole	21	17,85	16,80	
NIGER	19,55	16,60	15,65	
Permanent	15,50	12,40	11,60	10,80
Saisonnier	13	10,40	9,75	9,10

Références des arrêtés

SÉNÉGAL : Arrêté n° 5.538 ITLS/SM du 9 août 1956.

MAURITANIE : Arrêté n° 227 du 2 juillet 1953.

GUINÉE : Arrêté n° 5.538 ITLS/GU du 15 décembre 1953. Secteur agricole : Arrêté n° 3.125 ITLS/GU du 15 juillet 1953.

CÔTE D'IVOIRE : Arrêté n° 4.430 ITLS/CI du 11 juin 1956.

DAHOMY : Arrêté n° 3.063 ITLS/D du 14 décembre 1953 et Arrêté n° 2.379 ITLS/D du 14 septembre 1954. Secteur agricole : Arrêté 1.972 ITLS/D du 10 août 1953.

HAUTE-VOLTA : Arrêté n° 661 ITLS/HV du 26 juillet 1955.

SOUDAN : Arrêté n° 2.346 ITLS/SO du 11 juin 1956.

NIGER : Arrêté n° 2.021 ITLS/N du 4 septembre 1954.

TABLEAU LIV
SALAIRES MINIMA INTERPROFESSIONNELS GARANTIS
DANS L'AGRICULTURE AU SENEGAL

(Unité : Franc C.F.A.)

Arrêtés de fixation des S.M.I.G.dans l'Agriculture	1ère ZONE				2ème ZONE			
	Salaires horaïres	Taux journalier pour			Salaires horaïres	Taux journalier pour		
		7h	8h	10h		7h	8h	10h
Arrêté N° 4383 ITLS/SM	25,75	180,25	206	257,50	23,95	167,65	191,60	239,50
Arrêté N° 5538 ITLS/SM du 9 Août 1956	26,85	187,95	214,80	268,50	24,95	174,65	199,60	249,50

TABLEAU LIV (suite)

Arrêtés de fixation des S.M.I.G.dans l'Agriculture	3ème ZONE				4ème ZONE			
	Salaires horaïres	Taux journalier pour			Salaires horaïres	Taux journalier pour		
		7h	8h	10h		7h	8h	10h
Arrêté N° 4383 ITLS/SM	23,20	162,40	185,60	232	21,90	153,30	175,20	219
Arrêté N° 5538 ITLS/SM du 9 Août 1956	24,15	169,05	193,20	241,50	22,80	159,60	182,40	228,0

1° *Les chefs de village* : ils sont maintenus, mais leur désignation se fera désormais au suffrage universel.

2° *Les chefs de quartier* des communes mixtes ou de plein exercice : ils sont définitivement déchus de leurs pouvoirs.

3° *Les chefs de canton ou de province* (environ 250) qui constituaient l'essentiel de l'armature traditionnelle de la société rurale, et qui sont supprimés : les uns étaient des fonctionnaires désignés par l'administration, et réintégreront leur corps d'origine ; les autres recevront ultérieurement une pension ou un honorariat.

Quant aux villages, ils seront regroupés, en fonction des impératifs économiques, autour d'un poste administratif dirigé par un fonctionnaire qui travaillera en liaison avec les chefs des localités. La réunion de plusieurs postes administratifs constituera une circonscription, dont l'administrateur (actuel commandant de cercle) sera assisté d'un conseil élu.

Certains chefs ne seront pas pour autant éliminés de la vie publique, dans la mesure où leur loyalisme envers les nouveaux dirigeants, leur compétence ou leur autorité personnelle leur permettront de perpétuer sur leurs anciens cantons une influence morale ou politique, par le biais des futurs conseils de circonscription. Mais ils devront recourir au verdict du corps électoral...

Si les dirigeants d'Abidjan manifestent moins de précipitation que ceux de Guinée à « mettre au pas » les chefs traditionnels, c'est que ces derniers sont loin de se présenter, en Côte d'Ivoire, comme des féodaux moyenâgeux ; ce sont plutôt de riches bourgeois, dont l'influence locale s'explique plus par leur rôle personnel dans l'économie ivoirienne que par des rapports de seigneurs à manants avec les paysans noirs. Lors de la conférence précitée de Conakry, M. SÉKOU TOURÉ lui-même a reconnu que le problème de la chefferie se posait différemment dans les deux territoires, car en Côte d'Ivoire

« les chefs jouent un rôle économique qui a permis à certains, à partir des entreprises auxquelles ils se sont consacrés : banane, cacao, café, riz ou transport, de continuer à rayonner moralement sans avoir à exploiter les paysans... »

En fait, les riches propriétaires ivoiriens, de mentalité évoluée pour la plupart (M. HOUPHOUËT-BOIGNY n'est-il pas le président d'honneur de leur association ?), s'apparentent aux notables de la province française plutôt qu'aux féodaux du Fouta-Djallon ou de Haute-Volta.

La promotion politique

Depuis 1946, l'Union française est bâtie sur une contradiction souvent dénoncée : elle végète faute de pouvoir choisir entre l'assimilation et le fédéralisme. Or, rester dans l'incertitude, hésiter, ne pas savoir choisir, conduit à une attitude grave en politique : l'immobilisme. Car, si nous n'évoluons pas avec le monde, le monde évolue sans nous.

Non que le choix soit facilité. Assimiler, en effet, c'est rendre semblable. Or, pour garder son unité et son indivisibilité, l'Etat français s'est intégré dans une République large qui comprend la France métropolitaine, les départements de statut spécial (Algérie), les départements d'Outre-Mer (A.O.F., A.E.F., Madagascar). Les deux territoires sous tutelle (Togo et Cameroun) dont les Nations-Unies ont chargé la France du mandat de les conduire à l'indépendance et les deux anciens protectorats (Tunisie et Maroc) devaient eux-mêmes décider de leur adhésion à l'Union française. Pour l'Indochine, seul le Laos maintient une adhésion de principe à cette union. Voilà une partie de la Législation, celle contenue dans le fameux titre VIII de la Constitution, « fameux » parce qu'il est, depuis dix ans, toujours question de le réviser.

Seulement l'indépendance, l'auto-administration se concilient mal avec une Union française indivisible. Ni le sultan du Maroc, ni le président BOURGUIBA, ni le roi du Laos n'acceptent la souveraineté du président de la République française. On a alors pensé à fédérer, ce qui veut dire s'allier avec, conclure un pacte entre Etats autonomes pour former une seule et grande communauté sur la base de l'égalité. Mais une union fédérale serait précisément celle qui remettrait en cause l'indivisibilité de la République française.

C'est pourquoi on a voulu, dans le cadre de la République, par une réforme des institutions (une réforme de la Constitution aurait exigé de trop longs délais), que les élus des territoires d'Outre-Mer soient appelés à gérer leurs propres affaires tout en bénéficiant de

l'expérience de nos fonctionnaires et de l'aide matérielle et morale de la France. Comme le faisait en effet remarquer le ministre de la France d'Outre-Mer au lendemain de l'indépendance totale et immédiate accordée par la Grande-Bretagne au Ghana :

« Concéder purement et simplement l'indépendance à ces territoires en retirant nos fonctionnaires, nos techniciens et en supprimant les crédits d'investissements, c'est vouer les populations des territoires d'Outre-Mer à des difficultés insurmontables pour elles et à la régression. »

Conscient de l'évolution inéluctable de ces pays, le gouvernement a fait voter en juin 1956 une loi-cadre, c'est-à-dire une loi qui définit les principes et les bases de sa politique et qui doit être, pour son application, complétée par décrets. Votée par l'Assemblée nationale par 477 voix contre 99, elle doit permettre de faire évoluer le statut des territoires d'Outre-Mer dans le sens de l'autonomie administrative.

Mais cette loi-cadre n'est pas le résultat d'une décision soudaine. Elle apparaît au contraire comme l'accélération d'une évolution commencée depuis dix ans. Nous allons donc d'abord évoquer rapidement l'évolution politique de l'A.O.F. jusqu'à la loi-cadre, qui est la caractéristique la plus récente de la promotion politique de l'A.O.F. dans le cadre de la République française, mais qui n'en est sans doute pas le terme. Dans un second chapitre, nous évoquerons aussi les influences politiques extérieures qui, si elles se développaient, pourraient être susceptibles d'amener l'A.O.F. à souhaiter fixer son destin hors de la communauté franco-africaine.

LA PROMOTION POLITIQUE DANS LE CADRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Dans le régime colonial traditionnel, toute autorité venait de la métropole. L'évolution des esprits à la fin de la seconde guerre mondiale, l'importance que l'Afrique avait prise dans la libération de la métropole, l'influence russe et surtout l'anti-colonialisme systématique des Américains, dont le président ROOSEVELT se fit souvent l'écho, tout cela devait rendre nécessaire, avant même la fin de la guerre, une nouvelle définition des buts et des moyens de la France Outre-Mer. Dès 1944, en effet, le général DE GAULLE convoqua à Brazzaville une conférence dont l'influence fut considérable parce qu'elle indiqua le chemin à suivre : institutions largement représentatives, décentralisation, élections au suffrage universel, participation d'élus d'Outre-Mer aux assemblées de la métropole. Dès Brazzaville, on marque les limites des transformations souhaitées, mais on rejette aussi tout retour au passé :

« Les fins de l'œuvre de civilisation accomplie par la France dans ses colonies écartent toute idée d'autonomie, toute possibilité d'évolution hors du bloc français de l'Empire : la constitution éventuelle, même lointaine, de self government dans les colonies est à écarter. »

Mais

« tout projet de réforme qui tendrait seulement à améliorer le système de représentation existant au 1^{er} septembre 1939 : députés et sénateurs coloniaux au Parlement métropolitain, Conseil supérieur de la France d'Outre-Mer, paraît inadéquat et condamné à la stérilité ».

Avant de parler de la loi-cadre, nous allons montrer qu'une évolution s'est affirmée depuis dix ans.

La Conférence de Brazzaville avait donné l'impulsion et la Charte des Nations-Unies l'avait confirmée : la Constitution du 27 octobre 1946 va poser solennellement les principes et mettre en place les premières institutions.

« Fidèle à sa mission traditionnelle, la France entend conduire les peuples dont elle a pris la charge à la liberté de s'administrer eux-mêmes et de gérer démocratiquement leurs propres affaires : écartant tout système de colonisation fondé sur l'arbitraire, elle garantit à tous l'égal accès aux fonctions publiques et l'exercice individuel ou collectif des droits ou libertés proclamés ou confirmés ci-dessus. ¹ »

C'est le titre VIII qui est consacré à l'Union française. L'article 74 dispose :

« Les territoires d'Outre-Mer sont dotés d'un statut particulier tenant compte de leurs intérêts propres dans l'ensemble des intérêts de la République. »

Quant à l'article 75, il mérite d'autant plus d'être cité que, si on en parle beaucoup, il est généralement très mal connu :

« Les statuts respectifs des membres de la République et de l'Union française sont susceptibles d'évolution. Les modifications de statut et les passages d'une catégorie à l'autre dans le cadre fixé par l'article 60, ne peuvent résulter que d'une loi votée par le Parlement après consultation des Assemblées territoriales et de l'Assemblée de l'Union. »

Certains estiment ² que l'on aurait très bien pu appliquer les dispositions de cet article, dont le caractère évolutif est d'une importance capital, pour jeter les fondements d'une Fédération à réaliser progressivement. En 1946, on ne voulait pas aller aussi loin. Pourtant la Constitution de 1946 avait affirmé dans l'immédiat une volonté d'évolution.

En effet, la qualité de citoyen français est accordée aux ex-sujets français d'Outre-Mer (le président de la République est aussi président de l'Union française); on décide de la représentation des peuples d'Outre-Mer au Parlement français, à l'Assemblée nationale comme au Conseil de la République ; enfin sont créés des organismes politiques centraux (Assemblée de l'Union française), fédéraux (les grands Conseils : loi du 29 août 1947) et locaux (Conseils généraux créés en A.O.F. par un décret du 22 octobre 1946 et devenus en 1952 des Assemblées territoriales délibérantes). Trois remarques d'ailleurs feront bien comprendre l'évolution intervenue : elles concernent le droit de vote, la situation communale et le titre de haut-commissaire. L'organisation du droit de vote d'abord a reposé sur la dis-

1. Dernier alinéa du Préambule.

2. Notamment Oreste ROSENFELD, dans *Les Cahiers de la République*, novembre-décembre 1957.

inction des deux collèges : le deuxième collège groupant les citoyens de statut personnel, et le premier les citoyens de statut civil, c'est-à-dire les Français, certains autochtones bénéficiant de ce statut et les habitants de certaines communes du Sénégal. Parmi les citoyens de statut personnel, seuls votaient au début les notables, les anciens militaires, les fonctionnaires, les commerçants payant patente, etc. ; mais en 1947, tous les habitants sachant lire en français et en arabe ont reçu le droit de vote, puis en 1951 les mères de deux enfants et les chefs de famille imposés à un titre quelconque. La tendance constante a donc été d'accroître progressivement le nombre des électeurs du deuxième collège. La deuxième remarque que nous voudrions faire concerne l'évolution communale : avant 1955, seules trois communes (Dakar, Saint-Louis et Rufisque) étaient de plein exercice, c'est-à-dire qu'elles avaient un conseil municipal et un maire élu ; les autres communes de moyen exercice étaient gérées par un fonctionnaire nommé comme maire, assisté d'un conseil municipal élu : or, la loi du 18 novembre 1955 a créé plusieurs dizaines de communes nouvelles de plein exercice. Enfin, troisième remarque qui nous semble caractéristique : le titre de haut-commissaire remplace celui de gouverneur général.

« Le gouverneur général était essentiellement un fonctionnaire d'autorité, recevant ses pouvoirs de Paris, et réglant par ses décisions toutes les affaires importantes. »

Le haut-commissaire revêt déjà le caractère d'un envoyé de la République auprès des autorités locales. Il correspond à une formule de transition entre gouverneur et ambassadeur³.

La loi-cadre du 23 juin 1956 n'est donc pas un événement isolé, mais elle s'inscrit au contraire dans le cadre d'une évolution continue. Cette loi-cadre est loin d'ailleurs d'avoir bouleversé toute l'organisation politique : c'est ainsi que la structure fédérale de l'A.O.F. subsiste et n'est pas sensiblement modifiée. Dakar reste la capitale des huit territoires composant la Fédération qui conserve à sa tête un haut-commissaire de la République, nommé en principe pour cinq ans par décret du président de la République et dépendant directement du ministre de la France d'Outre-Mer. De même que cette structure demeure après la loi-cadre, de même l'A.O.F. continue à envoyer des représentants à l'Assemblée nationale (20 députés au lieu de 17 depuis la loi du 23 mai 1951), au Conseil de la République (20 sénateurs) et évidemment à l'Assemblée de l'Union française (27 conseillers).

3. PANOUILLOT : « La France d'Outre-Mer : Politique économique et sociale », (Cours, I.E.P., 1956-1957).

La loi-cadre du 23 juin 1956 a néanmoins apporté des réformes importantes. Elle a institué le suffrage universel et le collège unique : il y a donc disparition du double collège et l'incidence de l'extension du droit de vote aura été, en Côte d'Ivoire par exemple, de porter le corps électoral de 800.000 à 1.300.000 votants pour un territoire de 2.500.000 habitants. Pour l'ensemble de l'A.O.F., sur 18 millions d'habitants environ, il y a désormais 8 millions d'électeurs. Par ailleurs, l'article premier de la loi-cadre dispose :

« Sans préjuger de la réforme attendue au titre VIII de la Constitution, afin d'associer plus étroitement les populations d'Outre-Mer à la gestion de leurs intérêts propres, des mesures de décentralisation et de déconcentration administrative interviendront dans le cadre des territoires ou groupes de territoires et des services centraux relevant du ministre de la France d'Outre-Mer. »

Les décrets d'application sont intervenus au début de 1957.

Le haut-commissaire de la République est dépositaire des pouvoirs de la République et, comme tel, notamment, il organise et dirige les services de l'Etat à l'échelon fédéral (décrets n^{os} 56.1227 et 56.1228 du 3 décembre 1956, modifiés respectivement par décrets n^{os} 57.479 et 57.480 du 4 avril 1957). Ce sont les services assurant la représentation du pouvoir central, les services des relations extérieures, les services de sécurité générale, militaire et économique, les institutions et services assurant le respect des libertés des citoyens, les services assurant ou contrôlant les communications extérieures, les services et institutions enfin assurant la solidarité des éléments constituant la République, son expansion économique, sociale et culturelle, et son régime monétaire et financier. A ces services d'Etat, il convient d'ajouter un certain nombre d'offices et établissements publics, dont la liste a été arrêtée par le décret n^o 57.239 du 24 février 1957.

Mais là où l'organisation est surtout transformée, c'est au niveau du territoire, au plan de l'administration locale, car la loi-cadre s'efforce d'intéresser et de faire participer les autochtones à l'administration des territoires : on veut accentuer la personnalité de ces territoires. Toutefois, le vote des principaux décrets n'alla pas sans quelques difficultés. Le vendredi 25 janvier, la Commission d'Outre-Mer de l'Assemblée se saisissait de ces décrets pour les modifier assez sensiblement. Le projet gouvernemental comportait en particulier l'organisation dans chaque territoire de conseils de gouvernement présidés par le chef du territoire et composés de membres élus par les Assemblées territoriales et de chefs de service désignés par le chef du territoire, les premiers étant toujours plus nombreux que les seconds. Or, le rapporteur de la Commission, M. APITHY, député

indépendant du Dahomey⁴, a proposé une formule plus large qui doterait tous les territoires d'A.O.F. et d'A.E.F. d'un statut comparable à celui du Togo : le chef de territoire désignerait le premier ministre qui choisirait ses collaborateurs pour former le conseil du gouvernement. Le premier ministre serait investi par l'Assemblée et responsable devant elle. Cette proposition obtint en commission 22 voix (communistes, M.R.P., R.D.A., I.O.M. et 1 socialiste : TSIRANANA) contre 5 (socialistes) et 9 abstentions (radicaux, républicains sociaux et indépendants).

La Conférence des présidents des groupes parlementaires, qui fixe l'ordre du jour des débats, décida d'y inscrire ce problème des T.O.M. Finalement, l'Assemblée se prononce pour une formule mixte :

« Le Conseil de gouvernement est présidé par le chef du territoire. L'Assemblée territoriale élit six membres au minimum et douze membres au maximum du Conseil de gouvernement qui portent le titre de ministres. Le conseiller du gouvernement élu en tête de liste prend le titre de vice-président. »

On précise ensuite qu'il présiderait le Conseil en l'absence du chef du territoire, qu'il serait consulté par celui-ci sur les attributions à conférer aux différents membres du Conseil et qu'il représenterait le Conseil dans les conférences interterritoriales. Le Conseil du gouvernement met en œuvre les délibérations de l'Assemblée territoriale et il démissionne s'il estime ne plus avoir la confiance de l'Assemblée territoriale.

Le décret n° 57.460 du 4 avril 1957 a d'ailleurs étendu les attributions des Assemblées territoriales qui sont désormais investies du pouvoir de fixer par leurs délibérations la réglementation applicable à un grand nombre de matières qui relevaient jusqu'ici du pouvoir central ou de son représentant. Ces délibérations territoriales présentent un caractère définitif, le chef de territoire pouvant seulement appeler l'Assemblée à procéder à une seconde lecture, lorsque l'intérêt général paraîtra le nécessiter. Il faut ajouter que la loi-cadre a réduit les pouvoirs du Grand Conseil au profit des Assemblées territoriales : c'est ainsi que le F.I.D.E.S. comporte une section fédérale et des sections territoriales afin que toute une partie des programmes d'investissements soit délibérée par les Assemblées ; c'est ainsi qu'une fraction importante des droits de sortie va accroître maintenant les ressources des budgets territoriaux. Quant aux fonctionnaires français, administrateurs de la France d'Outre-Mer ou techniciens de

4. Sourou Migan APITHY : député du Dahomey, juge suppléant de la Haute-Cour de Justice, diplômé des Sciences Politiques et engagé volontaire dans l'armée française ; il dirige, en outre, le journal *Ouest-Afrique* de Porto Novo.

toutes spécialités, ils seront placés sous les ordres des Conseils de gouvernement et des ministres locaux pour tout ce qui concerne les affaires intérieures des territoires. Les ministres auront ainsi à leur disposition de véritables administrateurs capables de les servir utilement. Les élections pour le renouvellement des Assemblées territoriales au suffrage universel et au collège unique ont eu lieu le 31 mars 1957 : ce sont ces Assemblées qui ont élu les membres des Conseils de gouvernement.

Il est certes encore trop tôt pour juger cette nouvelle organisation⁵. Toutefois il semble, comme l'a fait remarquer Maurice DUVERGER dans *Le Monde*, qu'un grand progrès a été réalisé, car

« contrairement aux coutumes du régime, au lieu d'adapter un principe théorique et de le vider ensuite de toute signification pratique par le jeu des exceptions et dérogations, on a refusé le principe, mais adopté en fait la plupart de ses conséquences concrètes ».

Toutefois, l'histoire nous montre que les textes valent ce que valent les hommes qui les appliquent et en usent. Or, la physionomie politique de l'A.O.F. est difficile à représenter. La situation est mouvante ; toutefois, la vie politique nous semble dominée en A.O.F. par les caractéristiques suivantes : les partis politiques sont rarement liés étroitement aux partis métropolitains, les personnalités y jouent un grand rôle et en dehors d'un seul parti, le R.D.A., aucun n'a réellement de base électorale sur l'ensemble de la Fédération. La vie politique marque d'ailleurs inégalement les territoires de la Fédération, et les plus « politiques » sont aussi ceux où le développement économique et social est le plus avancé : le Sénégal, la Guinée et la Côte d'Ivoire.

La vie politique du Sénégal, en particulier, est d'une rare complexité. Le Bloc Démocratique Sénégalais (C.D.S.) a été dissous à vue de regrouper diverses tendances au sein du B.P.S. (Bloc Populaire Sénégalais), lui-même au service d'un regroupement plus vaste, la « Convention Africaine » qui, lors des élections du 31 mars 1957, a remporté avec son leader Léopold SEDAR SENGHOR, 47 sièges sur 60. Si nous évoquons ces détails, c'est d'abord qu'ils permettent de remarquer que la tendance au regroupement se manifeste en A.O.F. sur le plan politique comme sur le plan syndical ; c'est ensuite que nous avons ainsi l'occasion de faire connaissance d'une des personnalités qui domine la vie politique en A.O.F. : Léopold SEDAR SENGHOR, cin-

5. On parle d'ailleurs maintenant d'un exécutif fédéral à Dakar, qui a été réclamé par le R.D.A. au Congrès de Bamako.

quante et un ans, agrégé de grammaire, au tempérament idéaliste, auteur d'ouvrages poétiques, qui quitta la S.F.I.O. en 1948 pour fonder le groupe parlementaire des Indépendants d'Outre-Mer et qui fut membre des Cabinets Mendès-France et Edgar Faure de 1954 à 1955. Enfin, si nous citons le cas du Sénégal, c'est que ce territoire est caractéristique du peu d'influence des partis métropolitains sur la vie politique en A.O.F. : nous y voyons en effet le traditionnel leader de la S.F.I.O., Lamine GUEYE, soixante-six ans, avocat, maire de Dakar, être battu en 1952 et 1956, et le nouveau Mouvement Socialiste Africain aura du mal à refaire le chemin perdu.

Mais le parti qui fut le grand vainqueur des élections du 31 mars 1957 fut le R.D.A. et son chef Félix HOUPOUET-BOIGNY est l'homme politique le plus connu d'A.O.F. et le plus représentatif de la politique de la loi-cadre. Le R.D.A., en effet, a remporté les 60 sièges de la Côte d'Ivoire, 56 sur 60 en Guinée, 57 sur 70 au Soudan, 37 sur 60 en Haute-Volta, enfin 19 sur 60 au Niger ; il détient presque à lui seul la majorité ⁶ au sein du Grand Conseil de l'A.O.F. Cette victoire électorale est largement l'œuvre de son chef Félix HOUPOUET-BOIGNY : tour à tour médecin, chef de canton, planteur, il a aujourd'hui cinquante-deux ans et il préside le Grand Conseil en A.O.F., cependant que dans la métropole il s'est vu confier plusieurs postes ministériels. C'est en septembre 1946 qu'il lança, lors du Congrès de Bamako, l'appel d'où devait naître le R.D.A. L'influence communiste est forte à cette époque et les 6 députés R.D.A. s'inscrivent à l'Union Progressiste et Résistante (U.P.R.), elle-même apparentée au groupe communiste : en 1949-1950 des incidents sanglants ont lieu en Côte d'Ivoire. Mais c'est bientôt ensuite la rupture avec le Parti Communiste et Gabriel d'ARBOUSSIER (maintenant réintégré au R.D.A. depuis 1956 et devenu premier vice-président du Grand Conseil) ; en 1951, le R.D.A. s'apparente à l'U.D.S.R. sur le plan parlementaire. Onze années après sa fondation, la R.D.A. tenait à Bamako le congrès de la victoire, et c'est largement à HOUPOUET-BOIGNY que l'on doit d'y avoir vu triompher le langage de la raison et le sens du possible. Inlassablement, HOUPOUET-BOIGNY, maintenant ministre de la Santé publique dans le gouvernement Félix Gailard, continue à prêcher la collaboration franco-africaine. Reçu en séance solennelle en décembre 1957 par l'Académie de Médecine, il devait de nouveau déclarer :

6. 19 sièges sur 40 exactement. Les partis minoritaires ont joué un rôle d'arbitres. C'est ainsi que les représentants de la Mauritanie, les amis du député du Dahomey Apithy (P.R.D.) et les élus du Mouvement démocratique voltaïque de Dorange et Ouédraogo ont contribué à la désignation des amis de Houphouet-Boigny aux postes-clés du Grand Conseil.

« Les hommes d'Afrique noire, en renonçant à la vocation naturelle de tous les peuples pour l'indépendance au profit d'une collaboration étroite avec la métropole, ont fait un choix historique, un choix heureux aussi, conforme à l'intérêt des peuples. »

Néanmoins, le Congrès du Rassemblement Démocratique Africain a bien marqué qu'à ses yeux l'évolution n'était pas achevée et il a chargé

« ses groupes parlementaires de déposer, dans les meilleurs délais, une proposition de loi pour la constitution d'un Etat fédéral composé d'Etats autonomes avec un gouvernement fédéral et un Parlement fédéral, organe suprême de l'Etat unifié ».

Ainsi est relancée l'idée de la révision du titre VIII de la Constitution, décidée en principe par l'Assemblée nationale le 24 mai 1955. Mais cette décision étant restée jusqu'à présent sans effet, on peut se demander si la motion du R.D.A. connaîtra un autre sort. On parle certes beaucoup de révision constitutionnelle dans la métropole, mais si les partis sont, en général, d'accord sur le principe de la révision, ils ne le sont guère sur ses modalités. Et il est à craindre naturellement, puisqu'on ne peut gouverner en France, ou plutôt subsister, que par le compromis, que l'accord ne se réalise un jour que sur un texte vidé de toute substance. En tous cas, actuellement les organes fédérateurs n'existent pas : l'Assemblée de l'Union française, qui au début suscita tant d'intérêts Outre-Mer, ne joue pratiquement aucun rôle et la représentation des territoires d'Outre-Mer à l'Assemblée nationale et au Conseil de la République est proportionnellement insignifiante. Au surplus, on peut se demander si l'expression « fédéralisme » a bien le même contenu pour les métropolitains et les représentants de l'Afrique noire.

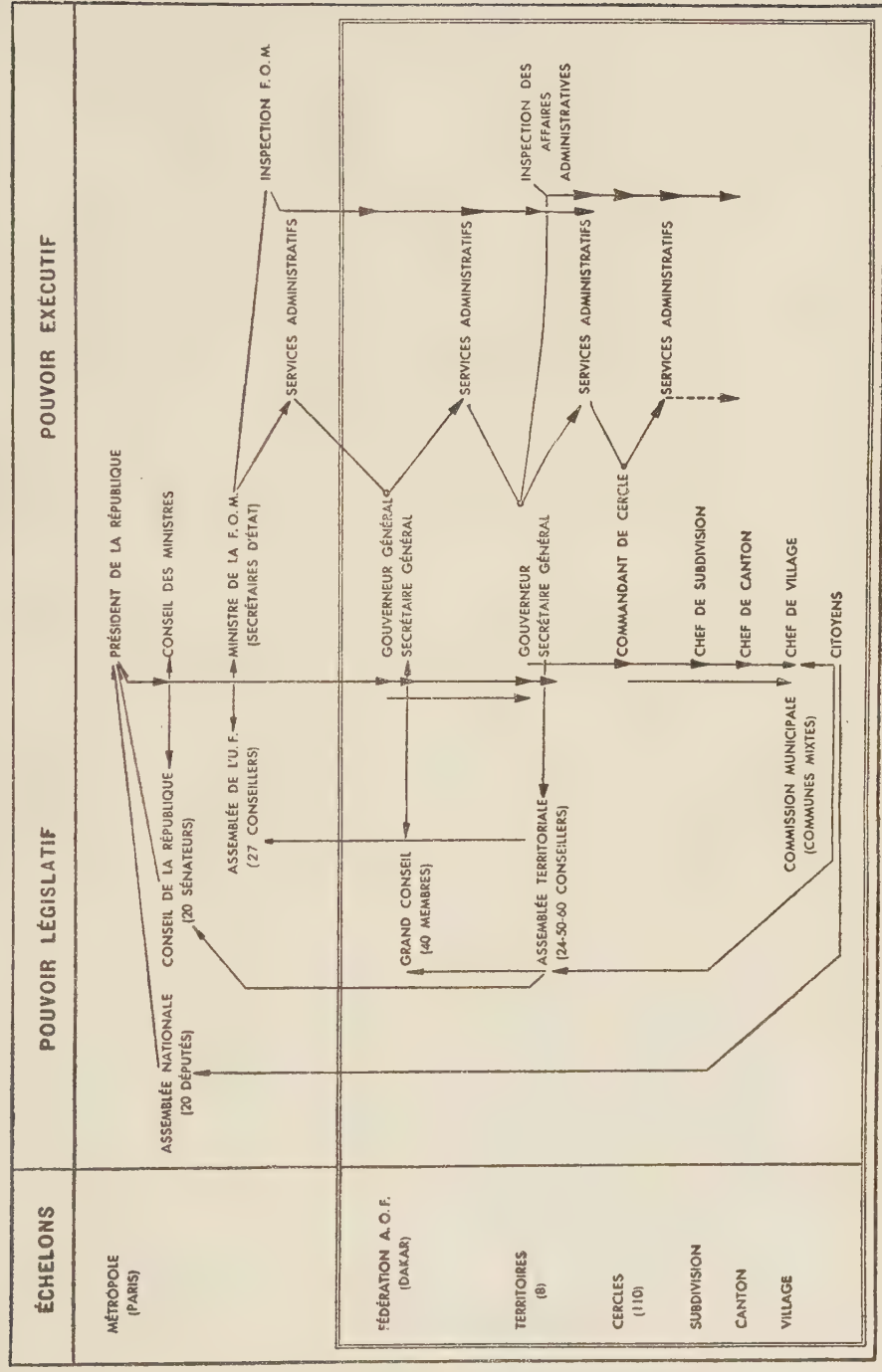
Quoi qu'il en soit, la métropole et l'A.O.F. continuent une évolution dans le cadre français et la loi-cadre, qui ne semble pas avoir eu au point de vue international un retentissement suffisant, est une nouvelle réponse à ceux que tourmente l'impérialisme français et qui se refusent à reconnaître l'œuvre que la France réalise dans tous les domaines en Afrique noire. Et il semble que l'on puisse être raisonnablement optimiste pour l'avenir, si l'A.O.F. ne se laisse pas séduire par des influences politiques extérieures.

PRINCIPALES MATIERES RELEVANT
DEPUIS LE DECRET N° 57.460 DU 4 AVRIL 1957
DU POUVOIR DES ASSEMBLEES TERRITORIALES

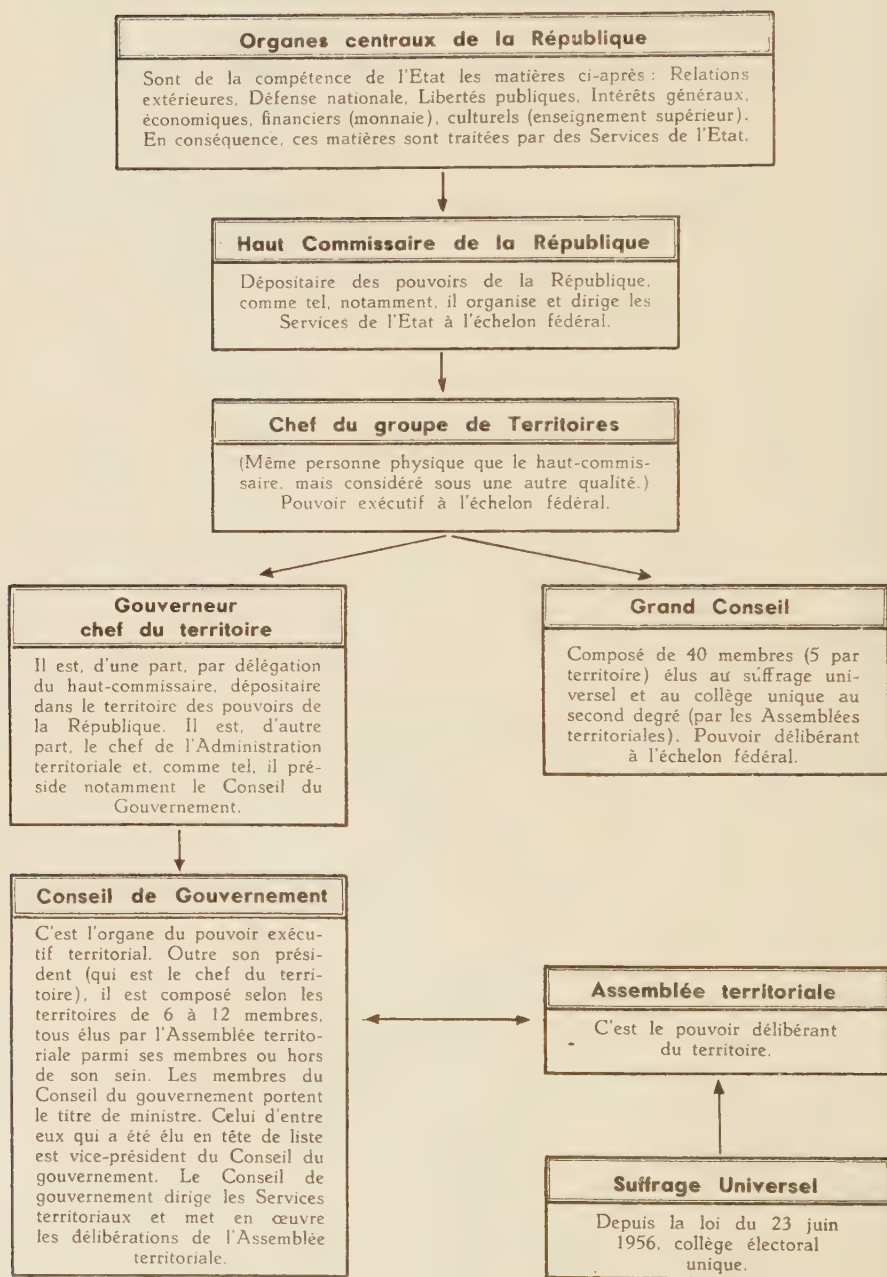
- Statut général des agents des cadres territoriaux.
- Statut civil coutumier et réglementation de l'état-civil dans le cadre des lois qui l'organisent.
- Constatation, rédaction et codification des coutumes, adaptation des coutumes à l'évolution sociale, biens et droits immobiliers régis par la coutume et, notamment, définition des droits coutumiers qui seront assimilés à des droits réels susceptibles de servir de base au crédit; d'une manière générale, toutes questions ressortissant au droit local.
- Domaine du territoire (ce domaine s'accroît des terres vacantes et sans maître, lesquelles appartenaient jusqu'ici à l'Etat).
- Commerce extérieur, artisanat et toutes professions concernant ces activités: représentants de commerce, colporteurs...
- Agriculture, forêts, régime des eaux non maritimes, protection des sols, protection de la nature des végétaux.
 - Elevage, circulation, vente et abattage du bétail.
- Pêche fluviale et côtière.
- Tourisme et chasse.
- Boissons locales traditionnelles; fabrication et commerce des boissons; salubrité et sécurité des débits de boissons.
 - Conditionnement à l'exportation.
- Navigation intérieure.
 - Mutualité, sous réserve des dispositions du décret du 13 novembre 1956 relatif aux sociétés mutuelles de développement rural et d'une législation d'ensemble qui pourra intervenir en ce domaine.
- Syndicats de producteurs ou de consommateurs, coopératives.
- Organisation des caisses d'épargne du territoire.
- Hygiène publique, sources thermales, protection de la santé publique et des aliénés.
- Œuvres sanitaires, d'éducation ou d'instruction; enfance délinquante ou abandonnée.
 - Urbanisme; établissements dangereux, incommodes, insalubres; habitat; habitations à bon marché; loyers.
 - Enseignement des premier et second degrés; enseignement professionnel et technique, sous certaines réserves.

- Régime des bourses d'enseignement allouées sur les fonds du budget du territoire.
 - Bibliothèques publiques, centres culturels.
 - Sports et éducation physique.
 - Bienfaisance, assistance, secours et allocations, loteries.
Protection des monuments et des sites.
 - Régime pénitentiaire.
 - Exercice par les étrangers de certaines professions.
 - Formes et conditions des adjudications et marchés, sous réserve du respect des règles générales applicables en ces matières.
-

ORGANISATION POLITIQUE DE L'A.O.F.



ORGANISATION POLITIQUE DE L'A.O.F. DEPUIS LA LOI-CADRE



LE GRAND CONSEIL

SA PHYSIONOMIE POLITIQUE

La répartition des élus est la suivante :

— R.D.A.	19 élus
— M.S.A.	5 «
— Convention africaine (B.P.S.)	4 «
— U.P.M.	5 «
— M.D.V.	2 «
— P.R.D.	3 «
— Entente Nord-Dahomey	2 «

LA COMPOSITION DU BUREAU

Le Grand Conseil d'Afrique occidentale française a porté à sa présidence, par 31 voix sur 40 :

M. Félix HOUPHOUET-BOIGNY, ministre d'Etat, député de la Côte d'Ivoire, président du Rassemblement Démocratique Africain.

M. D'ARBOUSSIER, ancien secrétaire général du R.D.A., conseiller territorial du Niger, est désigné comme premier vice-président.

Les autres postes du bureau se répartissent ainsi :

Vice-présidents :

M. Gérard OUEDRAOGO, député de Haute-Volta (M.D.V.).

M. Souleymane Ould Cheik SIDYA, conseiller de l'Union française (Union Progressiste Mauritanienne).

M. Michel AHOUAN-MENOU, conseiller territorial du Dahomey (Parti Républicain du Dahomey).

Secrétaires :

MM. MOUSSA YAKITE (Guinée) et COULIBALY (Soudan).

Questeur :

M. BARRAUD ALI (Haute-Volta).

Questeur-adjoint :

M. CHEIK SAAD BOU KANE (Mauritanie).

Les présidences des diverses commissions sont attribuées de la manière suivante :

Finances :

M. DELAFOSSE, ministre des Finances de Côte d'Ivoire (R.D.A.).

Affaires sociales :

M. Joseph DIALLO (Guinée, R.D.A.).

Affaires économiques :

M. Michel AJOUAN MENOU (P.R.D., Dahomey).

Travaux publics :

M. Yvon RAZAC, sénateur de Mauritanie (U.P.M.).

Affaires diverses :

M. Gérard OUEDRAOGO (M.D.V., Haute-Volta).

Président de la Commission permanente :

M. DOUDOU GUEYE (vice-président du R.D.A., Guinée).

SESSION DU GRAND CONSEIL D'A.O.F.

L'événement le plus important de la session a, sans aucun doute, été l'adoption, le 28 août 1957, à l'unanimité de l'Assemblée fédérale, d'une motion présentée par MM. SÉKOU TOURÉ et Doudou THIAM émettant le vœu qu'un exécutif fédéral soit créé dans les plus brefs délais. Une délégation de grands conseillers, représentant toutes les tendances politiques, a été chargée de se rendre en métropole pour faire part de ce vœu au Parlement, plus précisément aux responsables de la politique française.

LE TEXTE DE LA MOTION

Considérant le caractère indéfectible des liens unissant les divers territoires de l'A.O.F.

Considérant que, malgré les mesures de décentralisation prévues par la loi-cadre, il existe de très nombreux services qui demeurent gérés à l'échelle de la Fédération.

Considérant que, si le Grand Conseil est nécessairement consulté par le haut-commissaire pour la création, l'organisation et la gestion de ces services, les représentants des territoires de l'A.O.F. ne participent sous aucune forme, à l'exécution des décisions prises par l'Assemblée fédérale.

Considérant qu'une telle situation est anormale à l'époque où il est question d'accorder la plus large autonomie de gestion possible aux territoires d'Outre-Mer.

Considérant que, si il a été jugé opportun de confier aux T.O.M. la gestion des intérêts qui leur sont propres, on ne voit pas comment cette autonomie de gestion peut être pleinement réalisée, si, à l'échelle du groupe de territoires, les pouvoirs d'administration et de gestion sont laissés entre les mains du seul haut-commissaire, en dehors de toute participation des représentants du groupe.

Considérant que si l'importance des intérêts en cause dans chacun des territoires de l'A.O.F. justifie la création d'exécutifs locaux, on doit admettre que l'importance encore plus grande des intérêts fédéraux et la complexité des problèmes posés à ce niveau nécessitent la création d'un exécutif fédéral.

EN CONSEQUENCE

Le Grand Conseil émet le vœu que soit créé, à bref délai, un exécutif fédéral, à l'échelle des huit territoires de l'A.O.F., chargé de la gestion de leurs intérêts communs.

Demande au gouvernement de la République de tout mettre en œuvre pour que soit créé cet exécutif fédéral.

LES INFLUENCES POLITIQUES EXTÉRIEURES

Dans un monde où les pays sont de plus en plus liés les uns aux autres, où les moyens de communication se perfectionnent pendant que les moyens d'information se multiplient, dans un monde où la lutte des propagandes est à l'échelle mondiale, il est inévitable que l'Afrique noire, et singulièrement l'A.O.F., subisse certaines influences. Les principales qui peuvent s'exercer portent pour noms : Ghana, Islam et communisme.

Le 6 mars 1957, en effet, l'ancienne Gold Coast est devenue l'Etat du Ghana et a accédé à l'indépendance dans le cadre du Commonwealth. Premier Dominion noir, il a permis au secrétaire d'Etat des Colonies du gouvernement britannique, Lennox BOYD, de dire :

« La Grande-Bretagne aura perdu une colonie mais gagné un membre du Commonwealth. »

L'anglais demeure la langue officielle et les juges continueront à porter la perruque. Cette transformation est un modèle du genre : aussi, ce 6 mars 1957, des délégués du monde entier se trouvaient-ils à Accra. Ils se pressaient à l'hôtel Ambassador qui venait juste d'être terminé et, autour de la duchesse de KENT, tante et représentante officielle de la reine Elisabeth, se trouvaient le vice-président des Etats-Unis Richard NIXON, le ministre français de la Justice MITTERRAND, le premier ministre de la jeune République togolaise GRUNITZKI, le président du Conseil tunisien, Habib BOURGUIBA, le ministre marocain des Affaires étrangères Ahmed BALAFREJ, et même le ministre de l'Agriculture soviétique BENEDIKTOV. Mais surtout l'homme qui attirait tous les regards était un noir, chef du nouvel Etat, le président Kwame N'KRUMAH, que l'on vit ouvrir le bal avec la duchesse de KENT.

Né en 1900 d'un père libérien et d'une mère N'Zin, il fit ses premières études à l'école noire catholique locale. Il est ensuite envoyé aux Etats-Unis où il étudie à l'Université baptiste de Lincoln. Il obtiendra à l'Université de Pennsylvania le diplôme d'anthropologie, complètera sa brillante culture à Londres, au London School for Eco-

nomic et s'inscrira au barreau. En 1948, au moment où le Colonial Office nomme Sir Charles Arden CLARK gouverneur de la Côte de l'Or, N'KRUMAH est chef du parti du peuple qui réclame l'indépendance totale. Des émeutes se produisent ; les réformes que les Anglais viennent de décider après la visite d'une mission parlementaire, la mission Watson, rencontrent l'hostilité de N'KRUMAH. Sir Charles le fait arrêter au mois de janvier 1950, puis, avec application, le gouverneur poursuit la réalisation de son plan : élections libres pour constituer une Assemblée législative. Le parti de N'KRUMAH remporte la majorité absolue ; à Accra, la capitale, N'KRUMAH lui-même est élu avec plus de 20.000 voix sur 23.000 suffrages. On a alors un splendide exemple du réalisme britannique : Sir Charles va chercher N'KRUMAH dans sa prison, le 12 février 1951, pour en faire le premier ministre du premier gouvernement de la Côte de l'Or. Le résultat des élections prouvant suffisamment la bonne foi britannique, N'KRUMAH accepte le plan anglais et le principe des étapes nécessaires : le 6 mars 1957, le but était atteint.

Chef d'un Etat indépendant, N'KRUMAH manifeste d'abord de vastes ambitions. Il veut que le Ghana soit un pôle d'attraction pour tous les noirs d'Afrique, il souhaite que son pays devienne une sorte de phare qui éclaire, pour les peuples encore soumis, le chemin de l'indépendance, et il rêve d'une vaste Confédération des peuples d'Afrique noire au sein de ce qu'il appelle les Etats-Unis d'Afrique. De telles perspectives pouvaient légitimement effrayer les pays voisins, en particulier l'A.O.F. qui borde le Ghana, pays qui, tout en tournant le dos au colonialisme d'autrefois, suivaient des voies différentes. Il semble que les responsabilités du pouvoir et certaines difficultés politiques et économiques aient instruit et tempéré l'ardeur du nouveau premier ministre. La politique centralisatrice de son gouvernement, en effet, provoque une opposition assez vive en pays ashanti, dans les territoires du Nord, et même chez certaines tribus du Ghana méridional. Pour briser l'opposition, N'KRUMAH a dû céder à la tentation de l'autoritarisme et il a fait expulser du pays trois de ses principaux adversaires : le docteur Bankole TIMOTHY, rédacteur en chef adjoint du *Daily Graphic*, qui est originaire de la Sierra Leone, et deux des leaders du « Muslim Association Party », Al Hadji BABA et Al Hadji LAMELIE, tous deux de nationalité nigérienne. Par ailleurs, des difficultés économiques apparaissent : le prix du cacao, principale richesse du pays, après avoir atteint des cours records en 1954, ayant beaucoup baissé depuis. Malgré une légère remontée, il se vendait encore en septembre 1957 seulement 260 livres sterlings la tonne, soit 60 livres de plus qu'au printemps dernier, mais moitié moins qu'il y a trois ans. Enfin, des difficultés surgissent dans le

financement du grand projet de barrage sur la Volta devant permettre l'implantation à proximité d'une usine d'aluminium.

Ces difficultés intérieures, les charges multiples du pouvoir semblent avoir détourné N'KRUMAH de ses projets extérieurs. Un voyage fait en Côte d'Ivoire et en Guinée, dont le motif avoué a été un pèlerinage sur la tombe d'un chef religieux, a permis au premier ministre du Ghana d'avoir des entretiens avec HOUPHOUET-BOIGNY notamment, et de se convaincre de la nécessité de bons rapports commerciaux et humains avec les populations et les élites d'A.O.F. Une sorte de pari s'est engagé entre N'KRUMAH et HOUPHOUET-BOIGNY qui lui déclara :

« Vous avez choisi l'indépendance, nous avons choisi la liberté. L'avenir nous départagera. Je vous donne rendez-vous dans dix ans. »

Il ne semble donc pas actuellement que l'indépendance récente du Ghana puisse présenter une puissance d'attraction suffisante pour constituer un danger dans les territoires d'influence française. Il n'en est pas de même dans le cas de l'Islam et du communisme.

La présence de l'Islam en Afrique noire est beaucoup plus récente qu'on ne croit généralement. Les Foulbés, pasteurs nomades, n'ont été islamisés qu'au ^{xix}^e siècle. Le Sénégal, qui compte 70 % de Musulmans, n'a guère été islamisé qu'au ^{xviii}^e siècle par des confréries venues d'Afrique du Nord : c'est d'ailleurs là une des grandes voies de pénétration de l'Islam, par le Maroc et la Mauritanie, l'autre grande voie étant celle de l'Egypte, du Tchad et du Soudan qui compte 40 % de Musulmans. Par conséquent, les zones centrales d'A.O.F. (Côte d'Ivoire, Dahomey et Haute-Volta) sont les moins islamisées.

La religion musulmane a gagné du terrain contre la religion païenne, fétichiste et animiste, et elle l'a fait beaucoup plus rapidement que le christianisme pour les raisons suivantes. D'abord, l'Islam n'a pas vraiment modifié les structures sociales traditionnelles : il permet la polygamie et il n'impose que le respect de quelques règles qui prennent souvent l'aspect de conseils d'hygiène pour pays tropical. Outre qu'il est très facile de devenir Musulman, l'Islam a souvent été apporté à l'Africain par un autre Africain, par exemple par des commerçants faisant le commerce de la traite, des Haoussas, des Dioulas dont nous avons parlé : bien moins que le christianisme, il apparaît comme une religion d'importation. Enfin, des marabouts jouent le rôle de commis-voyageurs de l'Islam et ils sont presque toujours bien accueillis. L'Islam étant solidement implanté en A.O.F., les difficultés que l'Occident rencontre depuis dix ans avec les pays

arabes risquent évidemment d'avoir des répercussions, sans parler même du drame algérien. A l'Ouest, des incidents ont lieu en Mauritanie à cause de la présence dans le Sud marocain de bandes de l'Armée de Libération marocaine qui restent en marge des forces royales marocaines et n'obéissent qu'à leur propre chef ; si Allal El Fassi de son côté proclame que la Mauritanie est une province marocaine. Mais c'est surtout de l'Est que peut venir le danger.

Nous touchons là à des événements d'une actualité trop proche pour que nous puissions nous y étendre largement. Néanmoins, nous voudrions rappeler certains faits. Si la Conférence de Bandoung, d'avril 1955, avait condamné violemment le colonialisme et l'impérialisme occidental, elle avait aussi eu des mots très durs pour le communisme soviétique ; à la Conférence du Caire qui s'est terminée le 1^{er} janvier 1958, le communisme soviétique a été unanimement, et au moins publiquement, salué comme un précieux allié. Il est vrai qu'il s'agit non « d'une conférence des gouvernements, mais d'une conférence des peuples ». Il est vrai aussi que les pays africains conservant des liens particuliers avec la France ont été très réservés à l'égard de la Conférence du Caire : le président du R.D.A., HOU-PHOUET-BOIGNY, a même été jusqu'à déclarer que tout adhérent qui prendrait part aux assises du Caire serait exclu du parti. Il n'en subsiste pas moins que la collusion affirmée du monde communiste (U.R.S.S. et Chine) et de l'Islam est le fait politique le plus dangereux pour l'Occident en ce début de 1958. Les deux partis d'ailleurs ne voient que des avantages immédiats dans cette politique, car ils ont en commun un point essentiel : l'hostilité aux Occidentaux. Le Moyen-Orient était avant la seconde guerre mondiale, une zone d'influence française et anglaise ; après la guerre, il est devenu une zone d'influence anglaise et américaine. Maintenant les Etats-Unis trouvent l'U.R.S.S. en face d'eux presque partout, la Syrie est passée dans le camp soviétique et l'on peut craindre que le Pacte de Bagdad ne pèse pas lourd quand on voit les délégués soviétiques acclamés par les peuples arabes. Comment d'ailleurs en serait-il autrement quand ils tiennent, à ces peuples sous-développés, ce langage :

« Nous ne vous demandons rien ; nous vous apportons tout. »

Or, depuis longtemps déjà, le Caire et la Ligue arabe soutiennent le F.L.N., et quant au communisme, il est toujours prêt, conformément aux enseignements de LÉNINE sur « l'impérialisme, forme suprême du capitalisme », à soutenir tous les mouvements des peuples autrefois colonisés contre l'Occident. Le processus communiste comporte deux phases : libération contre les anciens colonisateurs, puis soumission au communisme soviétique. La grande supériorité du com-

munisme qui, disons-le, n'a jamais réussi même lorsque le R.D.A. était apparenté à l'U.P.R., à être solidement implanté en A.O.F., c'est qu'il réalise toujours un travail de préparation minutieux et qu'il prévoit très loin l'avenir. C'est ainsi que les milieux occidentaux intéressés n'ignorent pas que l'ambassade soviétique d'Addis-Abéba, qui compte plusieurs centaines de personnes, est un centre de coordination de l'activité communiste pour toute l'Afrique. On sait que la doctrine communiste, facilement assimilable et d'apparence cohérente, séduit de nombreux étudiants noirs et les communiqués publiés par les organismes variés d'étudiants africains, par leur sectarisme, ne laissent pas d'être inquiétants¹. On connaît enfin depuis longtemps l'Ecole d'Instruction pour agitateurs coloniaux, créée par LÉNINE en 1925 ; installée actuellement à Prague sous le nom de « Centrale pour l'Instruction Technique et l'Information », elle

« n'aurait pas vu défiler chaque année depuis dix ans moins d'une dizaine de nos ressortissants d'Outre-Mer »².

Jusque-là, on peut considérer que le communisme matérialiste s'était heurté à l'Islam : si maintenant ils font ensemble au moins une partie du chemin, le danger peut être réel, même pour l'A.O.F.

1. En particulier les publications de la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France.

Les étudiants catholiques africains en France ont tenu à Rome, en mai 1957, leur rencontre annuelle. Dans le domaine politique, ils se prononcent pour le « droit à l'indépendance » et dans le domaine économique ils envisagent la construction d'un socialisme « communautaire et personnaliste ».

2. Paul-Henri SIRIEX : « Une nouvelle Afrique : A.O.F. 1957 ». (Plon).

CONCLUSION

Nous possédons en 1958 les formules qui doivent permettre une mise en valeur de l'A.O.F. : mise en valeur limitée certes, car nous avons pu nous convaincre des difficultés. Mais si nous sommes moins ambitieux, nous sommes plus riches d'espérance. D'abord, parce que l'expérience nous ayant instruit, certaines erreurs ne seront plus renouvelées : nous sommes en mesure maintenant d'éviter le gaspillage et d'utiliser au mieux les moyens dont nous disposons. Ensuite, parce que nous avons compris qu'en cette seconde moitié du xx^e siècle la promotion économique devait être conjuguée avec la promotion sociale et politique et que nous étions contraints de franchir simultanément des étapes qu'il eût été sans doute préférable d'aborder successivement.

Mais cette mise en valeur de l'A.O.F. que réalise la France, et dont elle a compris les conditions, ne dépasse-t-elle pas les possibilités de notre pays ? Jean EHRHARD ¹ le croit et il représente un état d'esprit qui semble gagner du terrain depuis un an ou deux ; l'ancien directeur des finances de l'A.O.F., qui fut aussi directeur du Cabinet Pflimlin au Ministère de la France d'Outre-Mer, citant un rapport de la Banque des Règlements Internationaux, écrit :

« Du fait qu'ils ont fourni des ressources pour développer l'économie des territoires d'Outre-Mer, les pays métropolitains ont été contraints de réduire leurs propres investissements chez eux, et, en particulier ceux concernant la rationalisation de leur économie nationale et la construction de logements. »

Allant au-devant d'une objection fréquente, Jean EHRARD rappelle qu'on déclare souvent que, privée de l'Outre-Mer, la France ne serait plus qu'une Espagne, mais, écrit-il, en réponse à cette remarque,

« au point de vue strictement économique, il serait plus exact de dire que la France aurait pu devenir une Suisse, une Suède, une Norvège ou une Allemagne, pays dans lesquels depuis dix ans, le revenu par tête a dépassé ou rattrapé le niveau atteint par la France... »

1. Jean EHRHARD : « Le destin du colonialisme » (Eyrolles, 1957).

Nous pourrions, sans nier les sacrifices accomplis par la métropole, répondre que les pays cités ne sont peut-être pas très bien choisis : la Suisse, la Suède et la Norvège sont de petits pays, et les deux premiers ont su éviter les destructions matérielles et humaines des guerres mondiales ; quant à l'Allemagne, son relèvement a été conditionné par son travail certes, mais aussi par un exceptionnel concours de circonstances nationales et internationales. Mais surtout, on peut penser légitimement que, dans les années à venir, les investissements de base réalisés depuis dix ans vont faciliter la mise en valeur et que le développement minier et industriel va concourir à rompre définitivement l'équilibre de sous-développement qui fut si longtemps celui de l'A.O.F. et sans doute aider à faire disparaître le déficit en devises de la zone franc. Le Comité d'Aménagement Régional pour la Guinée, dont nous avons déjà parlé, et que préside Paul MASSON, ancien administrateur-maire de Bamako, a publié les prévisions suivantes que reproduit une enquête sur l'A.O.F. d'un grand quotidien du soir² :

« Ce petit territoire de deux millions et demi d'habitants, jusqu'à présent voué à la seule agriculture, et dont le revenu annuel par habitant ne dépassait pas 20.000 francs, va voir la masse générale des salaires doublée pendant la durée des travaux. Dès ce moment, les budgets publics encaisseront 2 milliards de francs (budget annuel du territoire : 8 milliards). Lorsque sera venu le temps de l'exploitation, ils percevront chaque année 1 milliard et demi de recettes fiscales. Le volume des exportations sextuplera, la balance commerciale actuellement déficitaire de 3 milliards sera dès 1960 excédentaire de 9 milliards pour atteindre en 1965 un solde positif de 50 milliards ! »

Il y a donc, même dans une perspective purement économique, une réponse précise que l'on peut faire au pessimisme de Jean EHRHARD. Il est vrai que l'A.O.F. nous a coûté cher, il est vrai qu'il ne faut pas attendre de miracle en Afrique. Mais il est vrai que les espérances qui ont nom Konkouré et complexe industriel de Guinée, Conakry et îles de Los, Taïba, Fort-Gouraud, Akjoujt et même Tindouf, sans oublier bien sûr le pétrole pas tellement éloigné du Sahara, justifient la foi en l'avenir et le rejet de tous les renoncements.

Mais n'envisager un destin commun pour la France et l'A.O.F. qu'en raison de motifs économiques serait à la fois injuste et peu politique. C'est d'Afrique que la Libération est partie durant la seconde guerre mondiale et, dans les deux derniers conflits, des troupes noires ont combattu brillamment au côté de leurs camarades

2. *Le Monde*, 3 janvier 1958.

métropolitains. Et puis enfin, on peut se demander pourquoi la France exsangue a été, en 1945, un des cinq grands ? Pourquoi a-t-elle obtenu un siège permanent au Conseil de Sécurité aux côtés de l'U.R.S.S., des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la Chine ? Ce ne sont pas ses 500.000 km² ni ses 43 millions d'habitants en Europe qui le lui valent encore. La France est une des grandes puissances mondiales parce qu'elle représente un ensemble considérable d'intérêts internationaux, de richesses en hommes, en capitaux, en matières premières, parce que l'importance stratégique de l'Afrique peut être énorme dans l'hypothèse d'un nouveau conflit. Les Africains d'ailleurs savent bien qu'ils ont besoin d'une aide matérielle, d'un guide technique, comme d'un défenseur international. Et ils préfèrent que ce soit la France qui joue ce rôle plutôt qu'une autre puissance, parce qu'il n'a jamais été question en France et dans l'Union française de ségrégation, parce que les Africains instruits reconnaissent la valeur de la culture française, parce que la France n'a pas hésité à confier des responsabilités politiques dans la métropole à des hommes venus d'Outre-Mer, parce qu'enfin la France a encore récemment, avec la loi-cadre, marqué sa volonté démocratique de promotion politique des peuples d'Outre-Mer³. Les Africains comprennent aussi que si la France perdait un jour la place qu'elle occupe en Afrique, elle serait remplacée soit par la tutelle économique des Etats-Unis, soit par la contrainte politiques, directe ou indirecte, de l'U.R.S.S. La France reste un grand aux yeux des Africains, mais un grand dont ils ne redoutent pas la puissance.

Ce déclin relatif de la puissance française, s'il nous sert parfois psychologiquement en Afrique noire, ne saurait cependant se poursuivre sans compromettre notre existence même et l'avenir de l'Afrique. Or, Raymond ARON, dans un livre récent⁴, a parfaitement mis en lumière que les causes économiques et démographiques de notre déclin, évidentes il y a vingt ans, n'existent plus aujourd'hui. Le redressement démographique que connaît notre pays depuis dix ans est sans exemple dans l'histoire : en tous cas, il ne s'est jamais produit dans les Empires ou les Etats en voie de disparition. Quant à notre redressement économique, il est si net qu'il a permis à la France depuis dix ans, et jusqu'aux difficultés de 1957⁵, d'élever son niveau

3. Certains de nos territoires d'A.O.F. connaissent déjà certains soucis du fonctionnement des institutions démocratiques : c'est ainsi qu'en décembre 1957, la mise en minorité du conseil de gouvernement de Haute-Volta a ouvert la première crise ministérielle en Afrique noire.

4. Raymond ARON : « Espoir et peur du siècle ». (Collection *Liberté de l'Esprit*, Calmann-Lévy, 1958).

5. La crise française de 1957 a été une crise financière, et singulièrement une crise de devises : la production industrielle de la France a atteint en novembre 1957 un chiffre record (indice 161 sur la base 100 en 1952, avec le bâtiment, indice 153).

de vie en étant le seul pays au monde perpétuellement en guerre depuis 1939, cependant que la technique française s'imposait souvent dans la concurrence internationale. Raymond ARON a raison de contester la fatilité et même la réalité profonde de notre décadence : le déclin français est avant tout politique et l'anachronisme de nos institutions politiques comme celui de nos querelles politiques en est le principal responsable.

Nous devons réagir en France contre ce culte du petit, qui caractérise la démagogie électorale : défense du petit commerçant, du petit propriétaire, du petit agriculteur, de « la petite vie tranquille ». Il faut voir grand et comprendre que la France ne peut rester un grand pays sans l'Afrique et que si elle ne veut pas la perdre, elle ne peut la garder seule. L'idée d'un plan de Colombo pour l'Afrique est à l'étude auprès des six gouvernements membres de la Commission de Coopération Technique en Afrique au Sud du Sahara : France, Grande-Bretagne, Belgique, Portugal, Fédération de Rhodésie, Union Sud-Africaine et Ghana. Cet examen s'effectue sur la base d'un mémorandum élaboré par le secrétaire de la Commission et pourrait aboutir à la préparation pour fin 1958 d'une conférence internationale à l'échelon ministériel dans un pays indépendant au Sud du Sahara : cette conférence lancerait un plan d'aide multilatérale pour l'Afrique à l'image de celui qui fut mis sur pied, en 1950, à Colombo, pour l'Asie du Sud-Est.

Mais les résultats d'un tel plan, excellent dans son principe, sont généralement très limités étant donné le rapport des besoins et des moyens. Nous pensons que c'est vers l'Eurafrique qu'il faut surtout tourner nos regards.

Dès 1835, Alexis DE TOCQUEVILLE concluait son ouvrage « De la démocratie en Amérique » par la vision prophétique de deux grands peuples, les Russes et les Anglo-Américains, cheminant par des voies diverses, après être partis de points différents, vers un même but : le partage de la conduite du monde. Un demi-siècle de conflits et de crises économiques a suffi pour lui donner raison et pour transformer le centre de gravité économique et politique du monde qu'était l'Europe en un groupe de puissances de second ordre, de plus en plus essoufflé à suivre le rythme de progrès des autres. Pour peu que l'évolution se poursuive, la prophétie de TOCQUEVILLE s'accomplira sous nos yeux.

Ces signes d'essoufflement et d'affaiblissement sont d'autant plus inquiétants que leurs causes principales, guerres, crises économiques et lutte des classes, sont celles-là mêmes qui, aux yeux des historiens les plus avertis, nous pensons surtout à TOYNBEE et à son ouvrage

de 1952. « La civilisation à l'épreuve », expliquent la décadence et la mort des vingt civilisations qui ont précédé la nôtre.

Les civilisations, comme les hommes, naissent, vivent et meurent. On peut légitimement se demander si cette troisième phase ne nous menace pas. Le monde d'après-guerre, en effet, est dominé par ces deux puissances, U.S.A. et U.R.S.S., qui sont l'une et l'autre, par leurs territoires et leurs populations, à l'échelle de continents. Face à ces deux colosses, face aux 170 millions d'Américains et aux quelques 210 millions de Russes, on a pu se demander quelle pouvait être l'influence dans le monde de nations de 10, 40 ou 50 millions d'habitants ? Il est apparu alors que si la mosaïque d'Etats qui composent la vieille Europe ne voulait pas, après avoir été si longtemps le centre du monde, n'être plus que ce promontoire avancé du continent asiatique qu'avait prédit VALÉRY, il fallait réaliser un effort en commun indispensable. Il est apparu aussi qu'à une époque caractérisée, selon HALEVY, par « l'ère des masses », la puissance économique des grands Etats de la seconde moitié du ^{xx}^e siècle n'était sans doute pas dissociable de l'existence d'un marché intérieur de 160 à 200 millions de consommateurs. Par conséquent, il faut mettre fin à ce que nous nous permettons d'appeler la baisse de poids de l'Europe dans le monde, et pour cela on doit mettre l'accent sur la nécessité de modifier la structure de la vieille Europe qui, dans sa forme actuelle, n'est plus à l'échelle des impératifs nouveaux et n'est plus en mesure de tirer complètement parti du progrès industriel.

La prise de conscience de ces nécessités a permis la naissance et le fonctionnement depuis près de cinq ans, entre six pays d'Europe, de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier qui a déjà créé, malgré bien des difficultés, et particulièrement entre la France et l'Allemagne, une solidarité de fait qui doit parvenir à la longue à rapprocher les mentalités, à surmonter des méfiances qui furent légitimes et à rendre impensable un nouveau conflit entre pays de l'Europe occidentale. Mais on est allé plus loin encore et le Traité de Marché Commun, qui vient d'entrer en application le 1^{er} janvier 1958, n'oublie pas le cas des pays d'Outre-Mer. La France, en particulier, n'aurait pu laisser ses territoires d'Outre-Mer hors du Marché Commun sans qu'il y ait là des risques graves de désagrégation pour la zone franc et l'Union française tout entière. Les dispositions essentielles à cet égard ont été les suivantes : les droits opposables aux produits originaires des Etats membres subsistent mais seront progressivement éliminés, de sorte qu'au terme de la période transitoire, un produit allemand ou hollandais par exemple, exporté vers l'A.O.F., ne sera assujéti à aucun droit de douane et subira seulement les droits fiscaux. Les nécessités de l'industrialisation des pays

d'Outre-Mer n'ont pas été perdues de vue et ces pays pourront maintenir les protections tarifaires nécessaires, même à l'encontre de la Communauté européenne, à la condition qu'aucune discrimination ne soit faite entre les membres de celle-ci ⁶. Un accord est intervenu aussi pour réaliser des investissements publics communs Outre-Mer, dans les territoires français et belges ⁷. Les participations de nos partenaires n'ont pas toujours été aussi élevées que nous aurions pu le souhaiter. Néanmoins, c'est là un fait très important et qui se révèle

« parfaitement adapté à la période de rodage de cinq ans que prévoit le protocole d'association ».

La construction de l'Eurafrique en cette année 1958 commence : il faut continuer dans cette voie qui semble actuellement la seule capable d'assurer suffisamment rapidement la mise en valeur de l'Afrique noire, car elle est la seule capable de permettre aux pays de l'Europe occidentale de se maintenir à l'échelle mondiale, de garder leur indépendance et de défendre ce qu'ils ont tous en commun : la civilisation occidentale. En cette seconde moitié du xx^e siècle,

« la France seule serait une France morte... La civilisation prime aujourd'hui la nation... Les nationalismes deviennent des provincialismes et risquent de devenir des maladies. Athènes est morte de n'avoir pas compris que l'Athènes réelle, c'était l'hellénisme ; la France réelle, c'est la civilisation » ⁸.

6. CÉPÈDE, LANCELLÉ, DU PAGE (Roger) : « Le marché commun ». (Editions Génin, Librairie de Médecis, 1957).

7. Il est prévu un Fonds d'investissement pour le développement des Territoires d'Outre-Mer.

8. Emmanuel BERL : « La France irréaliste », (Grasset, 1957).

BIBLIOGRAPHIE

NOTES ET ÉTUDES DOCUMENTAIRES : *La Documentation Française* :

- N^{os} 1.832, 1.833, 1.834, des 4, 6 et 9 février 1954 : La situation économique et sociale de l'A.O.F.
- N^o 2.207, du 24 août 1956 : L'action sociale dans les Territoires d'Outre-Mer.
- N^o 2.116, du 21 décembre 1955 : Production et développement agricoles des Territoires d'Outre-Mer.
- N^o 2.240, du 12 décembre 1956 : L'office du Niger.
- N^o 2.324, du 12 septembre 1957 : L'organisation de l'enseignement en France et Outre-Mer.
- N^o 2.347, du 16 novembre 1957 : Nouvelles structures résultant de la Loi-Cadre.

RICHARD-MOLARD. — *L'Afrique Occidentale française*. (Editions Berger-Levrault, 1949.)

FOUQUET (Jean). — *L'Afrique Occidentale française*. (Collection « Que Sais-je ? », 1954.)

ROBEQUAIN. — *Les Richesses de la France d'Outre-Mer*. (Payot, 1940.)

MOUSSA (Pierre). — Les chances économiques de la communauté franco-africaine. (*Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques*, 1957.)

GOUROU. — *Les pays tropicaux*. (P.U.F., 1953.)

BLOCH-LAINÉ et autres. — *La zone franc*. (Presses universitaires, 1956.)

CHARDONNET (Jean). — Une œuvre nécessaire : l'industrialisation de l'Afrique. (Institut universitaire des Hautes Etudes Internationales, 1956.)

PANOUILLOT (Claude). — La France d'Outre-Mer. Politique économique et sociale. (Cours à l'I.E.P., 1956-1957.)

LEDUC (Gaston). — Les problèmes du développement économique en Afrique noire. (Cours à la Faculté de Droit, 1954-1955.)

GALLENCA (Président de la Chambre de Commerce, d'Agriculture et d'Industrie de Dakar). — Rapport sur « La situation économique de l'A.O.F. en 1955-1956 ». (*XXXI^e Conférence des Chambres de Commerce de la Méditerranée et de l'Afrique française*, Marseille, 27, 28 et 29 septembre 1956.)

- EHRHARD (Jean). — *Le destin du Colonialisme*. (Editions Eyrolles, 1957.)
- HOFFHERR (René). — *Coopération économique franco-africaine*. (Sirey, 1958.)
- SIRIEX (Paul-Henri). — *Une nouvelle Afrique : A.O.F. 1957*. (Plon, 1957.)
- BERL (Emmanuel). — *La France irréaliste*. (Grasset, 1957.)
- PARAF (Pierre). — *L'ascension des peuples noirs ; le réveil politique, social et culturel de l'Afrique au XX^e siècle*. (Payot, 1958.)
- Rapport annuel du Commissariat général au Plan de Modernisation et d'Équipement* (1956).
- ARON (Raymond). — *Espoir et peur du siècle*. (Collection *Liberté de l'Esprit*, Calmann-Lévy, 1958.)
- BRASSEUR (G.). — *Initiations africaines : l'A.O.F. (Institut Français d'Afrique noire, 1957.)*
- SŒUR MARIE-ANDRÉ DU SACRÉ-CŒUR. — *La condition humaine en Afrique noire*. (Grasset, 1953.)
- AUBREVILLE. — *Climats, forêts et désertification de l'Afrique tropicale*. (Paris, 1949.)
- DE LATTRE (Jean Michel). — *La mise en valeur de l'ensemble eurafricain français et la participation des capitaux étrangers*. Préface de Louis Armand. (Librairie générale de Droit, 1954.)
- Encyclopédie coloniale et maritime*. — L'A.O.F., sous la direction d'Eugène GUERNIER (1949).
- CLERC, ADAM, TARDITS. — *Société paysanne et problèmes fonciers de la palmeraie dahoméenne*. (Collection publiée par le Conseil supérieur des recherches sociologiques Outre-Mer et intitulée : « *L'homme d'Outre-Mer* », 1956.)
- LAJUGIE (J.). — *La politique d'investissements pour le développement économique et social en A.O.F.*, 1954.
- LUSAN. — *Législation des sociétés Outre-Mer*, 1953.
- BALANDIER (Georges). — *Sociologie des Brazzavilles noires*. (*Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques*, Armand Colin, 1955.)
- Le Tiers Monde*. — Ouvrage réalisé sous la direction de Georges BALANDIER, et publié par l'Institut national d'études démographiques, P.U.F., 1956.
- BALANDIER (Georges). — *Afrique ambiguë*. (Plon, 1957.)
- GAUTIER-WALTER. — *Afrique noire, terre inconnue*. (La croisière noire de la santé : récit de la mission COCEM-LAForge à travers l'A.O.F., 1951.)
- LEDUC (Gaston). — *Le sous-développement et ses problèmes*. (*Travaux du Congrès des économistes de langue française*, Domat-Montchrétien, 1952.)
- LAMBOTTE (Robert). — *Afrique noire aux fruits d'or*. (Editions sociales, Paris, 1957.)
- MÉJAN (François). — *Le Vatican contre la France d'Outre-Mer*. (Fischbacher, 1957.)

L'économie de l'Union française d'Outre-Mer. (Tome 1, 1952 ; Tome 2, 1954.)
Préface du Professeur Gaston LEDUC (Sirey).

LEDUC. — Cours à la Faculté de Droit, 1956-1957 et 1955-1956.

DIA (Mamadou). — *Réflexions sur l'économie de l'Afrique noire.* (Editions Africaines, Paris, 1956.)

LY (Abdoulaye). — Les masses africaines et l'actuelle condition humaine. (*Présence africaine*, 1956.)

BAUMANN et WESTERMANN. — *Les peuples et les civilisations de l'Afrique, les langues et l'éducation.* Préface de Théodore MONOD. (Payot, 1957.)

O.E.C.E. — L'énergie dans les Territoires d'Outre-Mer en Afrique au Sud du Sahara et en Surinam, 1953.

Compagnie maritime des Chargeurs Réunis. — L'Afrique noire française s'industrialise, 1956.

CÉPÈDE, LENGELLÉ et DU PAGE (Roger). — *La marché commun.* (Editions Génin, Librairie de Médecis, 1957.)

REVUES ET JOURNAUX (années 1956 et 1957) :

Entreprise — Problèmes économiques — Marchés tropicaux — Cahiers de la République — Tropiques — Revue de Défense Nationale — Forces Aériennes Françaises — Industries et Travaux d'Outre-Mer — L'information africaine — Réalités africaines — La Vie du Rail — Travaux — Actualités d'Afrique noire — Résonnances — Le Monde — Le Figaro — La Vie Française — Réalités.

Table des matières

Les insuffisances aofiennes

Chapitre I

Insuffisance du peuplement et immensité

(pages 9 à 22)

Présentation géographique de cette immensité.
Son peuplement.

I — INSUFFISANCE QUANTITATIVE DU PEUPLEMENT

1° Raisons :

- *physiques* ;
- *historiques* ;
- *attractions de territoires voisins.*

2° Toutefois facteurs d'amélioration :

- *paix française* ;
- *élévation du niveau de vie* ;
- *développement de l'équipement sanitaire.*

3° Nouveau facteur d'amélioration : le développement des allocations familiales.

4° Mais si une amélioration est possible dans l'avenir, dans le présent l'insuffisance subsiste.

Conséquences :

- 1) *Une production exigeant beaucoup de main-d'œuvre est impossible.*
- 2) *Il faut se servir des techniques les plus évoluées chaque fois que c'est possible.*
- 3) *Mais cela suppose des investissements énormes.*

II — INSUFFISANCE QUALITATIVE

1° Difficultés d'adaptation au régime du salariat.

2° Influence de l'organisation sociale :

- *Préjugés ; traditions* ;
- *Propriété individuelle peu répandue et sens peu développé du gain individuel.*

3° Mauvais état de santé.

4° Aptitudes naturelles de l'indigène assez peu porté vers la technique.

5° Les Européens sont citadins et surtout commerçants.

CONCLUSION :

Difficulté pour l'individu de passer rapidement d'un moyen-âge économique et social aux conditions de vie et de production de la seconde moitié du xx^e siècle.

Chapitre II

L'insuffisance agricole de l'A. O. F.

(pages 23 à 41)

L'apparence de la richesse et la fragilité

I — LA NATURE INGRATE

A) CAUSES

1^o Déforestation :

- a) *La forêt est-elle vraiment une richesse ?*
- b) *Son rôle protecteur.*

2^o Les feux de brousse.

3^o Agents atmosphériques :

— *Erosion* : pluies ; vents.

B) RÉSULTATS

Latéritisation ; sols pauvres en humus.

II — L'HOMME NOIR IMPUISSANT ET RESIGNE

A) SA TECHNIQUE DE PRODUCTEUR :

- *destructeur* ;
- *non évolué.*

Rendements bas :

1^o Exemple des oléagineux.

2^o Cas de la cueillette du gommier et exemple du palmier à huile.

3^o Circonstances fortuites aussi.

B) LA STRUCTURE SOCIALE

1^o Préjugés de races et de religions.

2^o Régimes des terres et comportement psychologique de l'Africain dans le travail.

III — L'HOMME BLANC IMPRUDENT ET VANITEUX

- A) S'ÉLÈVE CONTRE CET ÉQUILIBRE DE SOUS-DÉVELOPPEMENT.
- B) MAIS IL A CRU POUVOIR VIOLENTER LA NATURE.
- 1° L'Office du Niger. La Compagnie française pour le développement des fibres textiles.
 - 2° Richard-Toll.
 - 3° La C.G.O.T.

CONCLUSION :

Ces trois expériences ont été riches d'enseignement :

- a) Echec sur le plan économique et sur le plan social;
 - b) Dans l'agriculture, l'importance de la colonisation européenne est négligeable;
 - c) C'est donc sur le producteur africain qu'il faut agir.
- Nécessité de cadres ruraux et d'ingénieurs.

Chapitre III

L'Insuffisance industrielle aofienne

(pages 42 à 57)

I — BILAN

- 1° Absence d'industrie de base et, insuffisant développement des industries de transformation.
- 2° Caractère artificiel de certains développements industriels.

Exemples :

- a) *L'usine de pâte à papier de la R.I.C.C. à Abidjan ;*
- b) *Une entreprise de conserves d'ananas en Guinée.*

II — RAISONS

- 1° Insuffisance quantitative et qualitative de la main-d'œuvre.
- 2° Attitude de la métropole à l'égard de l'Outre-Mer :
 - *conceptions économiques ;*
 - *raisons politique.*

3° Pénurie énergétique :

- a) *Les possibilités hydro-électriques ;*
- b) *Difficultés sur le plan de la prospection ; des investissements.*

4° Ressources minérales encore insuffisamment exploitées.

5° Insuffisance des voies de communication (cf. Chapitre IV).

CONCLUSION :

Trois remarques :

- 1) Nécessité d'un organisme directeur unique.
- 2) Principal handicap à l'industrialisation : l'état de sous-industrialisation lui-même.
- 3) Le « goulot d'étranglement » que constitue l'insuffisance de main-d'œuvre n'est pas insurmontable.

Chapitre IV

Insuffisance des moyens de communication

(pages 58 à 85)

S'il est vrai que « les moyens de communication créent le trafic », l'A.O.F. ne semble pas promise à un développement économique rapide.

I — DIFFICULTÉS TENANT AUX CONDITIONS NATURELLES
ET AUX ERREURS HUMAINES

A) DIFFICULTÉS TENANT AUX CONDITIONS NATURELLES

1° Difficultés d'accès.

- a) *Découpage des frontières.*
- b) *Raisons physiques : lagunes et langues de sable ; barre ; mangrove.*

Les travaux d'établissement des ports sont coûteux.

2° Difficultés de pénétration.

- a) « *Anémiant continentale* ».
- b) *Rebords abrupts des plateaux, rivières assez peu navigables.*
- c) *Végétation.*
- d) *Climat : chaleur, pluies, vents.*

B) DIFFICULTÉS DE PÉNÉTRATION

- 1° L'effort d'infrastructure est souvent apparu comme une anticipation téméraire.

- 2° Mauvais tracé initial des routes et des chemins de fer.
- 3° Matériel insuffisant.
- 4° Erreur de vouloir créer un réseau routier homogène et de construire des routes avec des caractéristiques européennes.

II — IMPORTANCE DE LA NOTION DE RENTABILITE

- 1° Exemples du chemin de fer du Mossi et du projet de Fort-Gouraud.
- 2° Difficultés financières.
 - a) *Difficultés financières actuelles de nos chemins de fer.*
Faut-il supprimer le Conakry-Niger ?
 - b) *Le cas des ports.*
- 3° Aussi la prudence doit être la règle.
 - *Les fleuves.*
 - *Les télécommunications.*

CONCLUSION :

Nous ne pouvons pas plus nous permettre le pari que le gaspillage.
L'harmonie nécessaire. Le développement doit être progressif et harmonieux, un pays n'ayant et ne pouvant avoir que les moyens de communication de son économie.

Chapitre V

Fragilité de l'économie aofienne

(pages 86 à 99)

Si l'on met à part le phénomène d'auto-consommation,
le but de la production est la vente.

I — L'ECONOMIE DE L'A.O.F. REPOSE SUR UN PETIT NOMBRE DE PRODUITS

A) CONSTATATION DE CE FAIT

B) REMÈDES (recherchés dans trois directions) :

- 1° Effort pour traiter les produits.
- 2° Effort pour améliorer la qualité des produits.
- 3° Effort de régularisation des cours.
(Caisses locales de stabilisation des prix. Fonds National de Régularisation des Cours des Produits d'Outre-Mer).

II — TAUX TROP ELEVES DES PRIX DE REVIENT

A) CARACTÈRE ARCHAÏQUE DE LA PRODUCTION

B) DIFFICULTÉS DE L'ORGANISATION COMMERCIALE

- 1° La traite et les grandes compagnies européennes.
- 2° La prolifération des intermédiaires :
 - a) *Mal organisés pour la collecte et la conservation des récoltes.*
 - b) *Leur rémunération est souvent excessive et pèse sur le producteur africain.*
 - c) *Ils sont un facteur d'endettement pour le producteur africain.*

C) L'INCIDENCE DE LA POLITIQUE GÉNÉRALE

- 1° Politique sociale; les travaux publics.
- 2° L'intégration métropole - Outre-Mer.
Notamment, deux conséquences :
 - 1) *Développement de la contrebande ;*
 - 2) *Phénomène de surprise.*

CONCLUSION :

Economie fragile
— atteignant vite ses limites;
— vulnérable.

Chapitre VI

L'A. O. F. peut-elle disposer de ressources financières suffisantes ? (pages 100 à 118)

I — DIFFICULTÉS DE L'ACTIVITÉ COMMERCIALE INTÉRIEURE ET EXTÉRIEURE

- 1° Ralentissement du commerce intérieur.
- 2° Constatation de l'existence d'un déficit concernant le commerce extérieur.
- 3° Nature de ce déficit :
 - a) *Déficit en devises étrangères très limité ;*
 - b) *Mais déficit dans les échanges A.O.F.-zone franc.*

II — L'A.O.F. SUBIT-ELLE UN PREJUDICE
DU FAIT DE SON INTEGRATION A LA ZONE FRANC ?

- 1^o Solidarité monétaire.
 - a) *Nécessité de la fixité des parités.*
 - b) *Régime de l'émission et crédit.*
- 2^o Solidarité budgétaire.
 - a) *Problème du partage des charges.*
 - b) *Le F.I.D.E.S.*
 - c) *L'effort financier de la métropole.*

III — LES RESULTATS SONT-ILS EN RAPPORT
AVEC LES SOMMES DEPENSEES ?

- 1^o Mauvaise orientation fréquente des investissements.
 - a) *Par suite de la politique générale des gouvernements français.*
 - b) *Par suite d'erreurs techniques d'appréciation ou de négligence.*
- 2^o Prédominance des investissements publics et nécessité d'attirer les capitaux privés.
 - a) *Méfiance et mauvaise orientation des capitaux privés métropolitains.*
 - b) *Nécessité d'une politique fiscale favorable aux investissements privés.*
 - c) *Nécessité d'attirer les capitaux étrangers.*

La promotion africaine

TITRE I

LA PROMOTION PHYSIQUE DES POPULATIONS

(pages 119 à 153)

Chapitre I

L'amélioration de l'état sanitaire

INTRODUCTION :

- Quelques chiffres.
- Les deux aspects de l'action médicale française.

I — L'ASPECT CURATIF

- 1° L'organisation générale et territoriale.
- 2° Insuffisance de l'aspect curatif.

II — L'ASPECT PREVENTIF

- 1° L'action médicale en A.O.F. doit être :
 - *préventive ; de masse ; mobile.*
- 2° L'action du S.G.H.M.P.
- 3° L'œuvre des Instituts Pasteur.
- 4° Cette œuvre n'est qu'un aspect d'un effort général.

III — IMPORTANCE DE CE QUI RESTE A FAIRE

Pour deux raisons :

- 1° Certaines maladies anciennes subsistent.
- 2° D'autres maladies apparaissent, car :
 - a) *Des maladies qui ne sont pas proprement tropicales se développent.*
 - b) *Les moyens de dépistage augmentent.*

CONCLUSION :

L'action médicale est liée au problème de l'amélioration de la nutrition :
il faut lutter sur les deux fronts à la fois.

Chapitre II

L'amélioration de la nutrition

INTRODUCTION :

Selon une formule célèbre, l'Africain ne travaille pas parce qu'il est sous-alimenté, et il est sous-alimenté parce qu'il ne travaille pas.

I — L'INDIGENE SE NOURRIT MAL

- 1° Insuffisances quantitatives de la nourriture.
- 2° Insuffisances qualitatives. Trois carences alimentaires :
 - a) *Manque de protides ;*
 - b) *Insuffisances minérales ;*
 - c) *Manque de vitamines.*
- 3° Il en résulte une insuffisance de calories.
- 4° Danger de l'alcoolisme.

II — EFFORT POUR DEGAGER LES REGLES D'HYGIENE ALIMENTAIRE EN CLIMAT TROPICAL

- 1° La notion de ration alimentaire.
- 2° Les trois dangers à éviter.

III — EFFORT POUR AMELIORER L'ALIMENTATION DE L'INDIGENE

- 1° A long terme : effort d'information et de propagande.
- 2° Dans l'immédiat :
 - a) *Importations judicieuses ;*
 - b) *Recherches sur les ressources locales.*

CONCLUSION :

Efforts variés, manifestant la prise de conscience récente de ces problèmes.

Parfois concours extérieurs.

Chapitre III

L'amélioration de l'habitat

INTRODUCTION :

Conditionne :

- la santé physique et morale ;
- l'équilibre social.

I — LES CARACTERISTIQUES DE L'HABITAT EN A.O.F.

- 1° A la campagne : précarité et simplicité de l'habitat traditionnel.
- 2° En ville : accroissement de la population urbaine et développement de véritables « bidons-villes ».
— Ses causes : pour les Européens ; pour les Indigènes.

II — DIFFICULTES QUE RENCONTRENT LES EFFORTS D'AMELIORATION

- 1° Insuffisance du revenu des Africains et mauvais emploi.
- 2° Difficultés psychologiques.
Difficultés tenant au régime foncier et aux usages.

III — REMEDES

- 1° En 1954 : programme social de l'habitat ; ses sources de financement.
- 2° Développement de formules variées de financement à participation publique :
 - a) *Les Offices d'habitations économiques.*
 - b) *Les sociétés immobilières d'économie mixte.*
 - c) *Les organismes de crédit social.*
- 3° Utilisation de procédés nouveaux et variés.
- 4° Aménagements fiscaux.

CONCLUSION :

Amélioration pour l'habitat européen.
Mais le problème de l'habitat indigène reste posé.

TITRE II

LA PROMOTION INTELLECTUELLE DES AFRICAINS

(pages 155 à 177)

Les erreurs du premier plan quadriennal.
Le deuxième plan.

Chapitre I

L'éducation de la masse

I — L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

- 1° Enseignement public. Résultats insuffisants encore mais progrès ayant porté sur :
 - *les effectifs* ;
 - *les programmes* ;
 - *les méthodes*.
- 2° Moindre importance de l'enseignement privé, mais rythme d'accroissement supérieur.

II — LE CAS DES ADULTES

- 1° L'éducation de base : exemple des liens étroits unissant l'économique et le social.
- 2° Formation professionnelle accélérée : résultats excellents mais très limités.

III — DEVELOPPEMENT DES MOYENS D'INFORMATION

- 1° La presse et la radiodiffusion.
 - Crise de croissance de la radiodiffusion en A.O.F.
- 2° Les Centres culturels.

Chapitre II

La formation des cadres africains

- Sa nécessité
- humaine ;
 - économique.

I — L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

Sa situation est bonne.

II — L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

En plein développement.
Insuffisance du nombre des jeunes filles.

III — L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

- 1° Pas de difficultés d'infrastructure.
- 2° Mais difficultés psychologiques.

TITRE III

LA PROMOTION ECONOMIQUE ET SOCIALE

(pages 179 à 240)

Depuis dix ans, l'A.O.F. subit une évolution plus rapide que celle qui s'est accomplie dans les quarante années précédentes.

Chapitre I

Le rôle croissant de l'aviation en A. O. F.

INTRODUCTION :

Son importance actuelle : l'avion, en affranchissant l'Afrique de son immensité et de son éloignement, a accéléré son rythme de vie.

I — LE RYTHME DE VIE DE L'AFRIQUE S'ACCELERE

- 1° Développement des liaisons internationales.
- 2° Développement de l'infrastructure.
- 3° Développement des liaisons internes.

II - PARTOUT OU LA RENTABILITE COMMERCIALE EST DOUTEUSE L'ARMEE DE L'AIR PEUT INTERVENIR

- Transport de fret encombrant.
 - Transports irréguliers.
 - Lignes de présence.
- Il faudrait lever la clause de non-concurrence.

Chapitre II

La promotion du producteur agricole africain

INTRODUCTION :

Avant 1946 : les efforts faits manifestaient beaucoup moins le souci de transformer les habitudes du producteur que d'augmenter la production.

Dans le premier plan :

— échec des grandes entreprises mécanisées ;

— ne touchent pas la masse.

Il faut que l'indigène produise mieux et plus en ménageant les sols.

I — LES PROCÉDES D'ÉDUCATION DU PRODUCTEUR AFRICAIN

1° Par l'exemple : l'expérience de l'I.R.H.O. au Dahomey.

2° Par le groupement des producteurs :

a) *Société indigène de Prévoyance ;*

b) *Les S.M.P.R.*

3° Par l'intégration du producteur dans un secteur modernisé :

a) *Expériences localisées de la C.G.O.T. au Sénégal ;*

b) *Aménagements rizicoles de Basse-Guinée.*

II — MOYENS

1° Moyens financiers :

a) *Crédit agricole ;*

b) *F.E.R.D.E.S.*

c) *F.I.D.E.S.*

2° Moyens juridiques.

3° Personnel d'encadrement :

a) *Stages pour la formation d'agents de la coopération et de la mutualité.*

b) *L'enseignement agricole.*

c) *Conseillers ruraux et Conférences inter-territoriale de modernisation rurale.*

CONCLUSION :

Toutes ces mesures ne porteront leurs fruits qu'à long terme.

Chapitre III

Le développement des grandes entreprises minières et industrielles

INTRODUCTION :

Leur nécessité.

I — LES SOCIÉTÉS EN ACTIVITÉ ET LES SOCIÉTÉS D'ÉTUDES

1° Sociétés en activité :

- a) *Sociétés des Bauxites du Midi ;*
- b) *Compagnie minière de Conakry.*

2° Sociétés d'études :

- a) *Phosphates de Taïba et du Togo-Dahomey ;*
- b) *Fort-Gouraud : la Miferma ;*
- c) *Akjoujt : la Micuma.*

II — LE COMPLEXE INDUSTRIEL DU KONKOURÉ

1° L'aluminium dans le monde : ses conditions de production.

2° La bauxite :

- a) *Société des Bauxites du Midi : Boké.*
- b) *Groupe Pechiney-Ugine : Kindia, Fria.*

3° Le barrage du Konkouré :

- a) *La notion de grand ensemble industriel ;*
- b) *Aspect technique du barrage ;*
- c) *Aspect juridique, économique et financier.*

CONCLUSION :

Importance des travaux entrepris.

« Le Comité d'Aménagement régional de la Guinée ».

Chapitre IV

L'évolution de la structure de la société

INTRODUCTION :

Ces motifs variés.

- Principaux : déclin de l'autorité coutumière.
- Résultats : apparition de classes nouvelles.

Quatre points semblent particulièrement importants pour illustrer les transformations intervenues.

I — ROLE DU CHRISTIANISME

- a) Influence du catholicisme.
- b) La thèse de François Méjean.

II — DEVELOPPEMENT RECENT DU SALARIAT ET D'UNE LEGISLATION PROTECTRICE DU SALARIE

- a) Importance relative des salariés.
- b) La loi du 11 avril 1946 et la promulgation du Code du Travail par la loi du 15 décembre 1952.
- c) La généralisation du système d'allocations familiales.
- d) Salaire minimum et salaire hiérarchique.

III — FORMATION D'UN SYNDICALISME

Tendance actuelle au regroupement.

IV — EFFORT D'AFRICANISATION DE LA FONCTION PUBLIQUE

- a) La loi du 30 juin 1950.
- b) Les décrets pris en application de la loi-cadre :
 - 1) *La Réforme de l'Ecole Nationale de la France d'Outre-Mer.*
 - 2) *L'excès des petits fonctionnaires.*

CONCLUSION :

Ces transformations et l'africanisation ne sont qu'une étape vers la maturité politique de ces territoires.

TITRE IV

LA PROMOTION POLITIQUE

(pages 241. à 262)

La loi-cadre apparaît comme l'accélération d'une évolution commencée depuis dix ans.

Chapitre I

La promotion politique dans le cadre de la République Française

INTRODUCTION :

La Conférence de Brazzaville.

I — L'EVOLUTION JUSQU'A LA LOI-CADRE

- 1° La Constitution du 27 octobre 1946.
- 2° Trois remarques pour illustrer l'évolution intervenue :
 - a) *L'organisation du droit de vote ;*
 - b) *La situation communale ;*
 - c) *Le titre de Haut-Commissaire.*

II — LA LOI-CADRE DU 23 JUIN 1956

- 1° Suffrage universel et collège unique.
- 2° Les services de l'Etat.
- 3° L'organisation est surtout transformée au niveau du territoire.
 - a) *Les circonstances du vote des décrets.*
 - b) *Les Conseils de Gouvernement.*
 - c) *Les attributions des Assemblées Territoriales.*
- 4° Mais les textes valent ce que valent les hommes qui les appliquent.
 - a) *Le Sénégal et Léopold Sedar Senghor.*
 - b) *Le R.D.A. et Félix Houphouët-Boigny.*
 - c) *Après Bamako.*

CONCLUSION :

On peut être raisonnablement optimiste pour l'avenir si l'A.O.F. ne se laisse pas séduire par des influences politiques extérieures.

Chapitre II

Les influences politiques extérieures

I — GHANA

- 1° Le 6 mars 1957 et Kwame N'Krumah.

2° Ambitions et réalités.

Le pari avec Houphouët-Boigny.

II — ISLAM ET COMMUNISME

1° Le développement de l'Islam en Afrique noire.

2° Ses causes.

3° Bandoung et la conférence du Caire.

CONCLUSION :

Danger pour l'Occident de la collusion actuelle de l'Islam et du communisme.

